



LOI n° 2023 - 007

portant refonte du Code Minier

ACRONYMES

AERP	Autorisation Exclusive de Réserve de Périmètre
AIEA	Agence Internationale de l'Energie Atomique
AMEA	Autorisation Minière d'Exploitation Artisanale
BCMM	Bureau du Cadastre Minier de Madagascar
CCM	Cahier des Charges Minières
CMRM	Coût Minimum de Recherche Minière
CNM	Comité National des Mines
COM	Centrale de l'Or de Madagascar
CREDOC	Crédit Documentaire
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DTSPM	Droits et Taxes Spéciaux sur les Produits Miniers
EFB (BFS)	Etude de Faisabilité Bancaire (<i>Bankable Feasibility Study</i>)
EIE	Etude d'Impact Environnemental
FAM	Frais d'Administration Minière
FMISC	Fonds Minier d'Investissement Social et Communautaire
GUE	Guichets Uniques d'Exportation
ITIE (EITI)	Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (<i>Extractive Industries Transparency Initiative</i>)
LMM	Laboratoire des Mines de Madagascar
PE	Permis d'Exploitation
PEE	Programme d'Engagement Environnemental
PR	Permis de Recherche
PREA	Permis Réserve aux Exploitants Artisanaux
PRSE	Plan de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise
RSE	Responsabilité Sociétale de l'Entreprise
SMS	Substances Minières Stratégiques
ZE	Zone d'Encadrement



LOI n° 2023 – 007 PORTANT REFORTE DU CODE MINIER

EXPOSE DES MOTIFS

La Loi 99-022 du 19 août 1999 portant Code Minier, modifiée par la Loi n° 2005-021 du 17 octobre 2005 s'est caractérisée par des dispositifs rassurants quant à la transparence de la gestion des activités minières et à l'incitation à l'arrivée de nouveaux investisseurs.

Le constat est tel que jusqu'ici les résultats obtenus restent en-deçà des attentes de l'Etat, des Collectivités locales, de la population et des opérateurs miniers. Les largesses tant prônées pour un secteur minier attractif ont engendré des attitudes majoritairement spéculatives, au détriment du développement d'innombrables zones potentiellement riches. De plus, dix-huit ans après la réforme de 2005, le Code minier actuellement en vigueur se trouve obsolète sur certains aspects puisqu'il ne correspond plus aux réalités et ne pourra pas servir les visions et objectifs de l'Etat.

Le Velirano n°10 de Son Excellence Monsieur le Président de la République de Madagascar prône la gestion durable et la conservation de nos ressources naturelles. Il s'agit pour les ressources minières, qui sont des ressources naturelles non renouvelables, de les valoriser tout en préservant l'environnement et en prévoyant l'intérêt des générations futures.

La Politique Générale de l'Etat énonce par ailleurs, pour atteindre les objectifs de l'Emergence, les directives et trajectoires ci-dessous :

- la promotion de la Grande mine ;
- la professionnalisation des artisans miniers ;
- la valorisation et la labellisation de l'or et des pierres précieuses et pierres fines, par la mise en place des structures qui y sont dédiées dont la Centrale de l'or ;
- la mise en place d'un laboratoire des mines aux normes internationales ;
- l'accroissement de la contribution du secteur minier au PIB national ;
- la refonte du Code minier.

L'Etat entend en effet s'armer des dispositifs juridiques nécessaires pour permettre de réaliser les actions tendant à l'atteinte des objectifs définis, qui convergent dans ce sens à faire du secteur minier un pilier de l'émergence de Madagascar.

Ainsi, la refonte du Code qui figure parmi les efforts mis en œuvre par le Gouvernement Malagasy, se présente comme une réponse équilibrée aux multiples enjeux et aux nouveaux défis du secteur.

Si la loi minière tient toujours à asseoir des solutions mutuellement avantageuses tout en optimisant les retombées des activités minières au profit de la majorité, les axes de la refonte portent sur les orientations suivantes :

- 1- le renforcement du rôle de l'Etat et des Collectivités Territoriales Décentralisées dans la gouvernance du secteur ;
- 2- la prise en considération des Substances Minières Stratégiques ;
- 3- la sécurisation des droits et des investissements miniers ;
- 4- la mise en harmonie des projets miniers avec les Collectivités locales ;
- 5- la redéfinition du régime des Permis miniers et du régime des carrières ;
- 6- la réorganisation et la formalisation de la filière aurifère à travers la chaîne d'approvisionnement responsable de l'or ;
- 7- la réorganisation de la filière pierres précieuses et pierres fines ;
- 8- l'établissement d'un régime fiscal minier équitable ;
- 9- la professionnalisation de l'exploitation minière artisanale par les nationaux ;
- 10- la valorisation financière des opérations se rapportant aux droits miniers conférés ;
- 11- la reformulation du lien entre droit minier et normes environnementales et sociales ;
- 12- l'incitation au développement des recherches minières, base du développement futur des activités minières à grande échelle ;
- 13- la lutte contre les spéculations négatives en matière minière ;
- 14- la gestion des ruées à travers l'Autorisation Minière d'Exploitation Artisanale ;
- 15- la promotion du contenu local ;
- 16- la mise en place d'un Fonds Minier d'Investissement Social et Communautaire ;
- 17- la mise en adéquation des sanctions en matière d'infraction minière aux enjeux que représentent les ressources ;
- 18- la restructuration du cadre institutionnel.

Le présent Code, tout en tenant compte de la réalité locale, introduit de nouvelles dispositions destinées à mettre la législation Malagasy au diapason des meilleures pratiques internationales. Les innovations apportées concernent les volets qui suivent :

I. LE REGIME DU PERMIS MINIER (TITRE II : Art 34 à 157)

- Le renforcement des conditions d'octroi, (art 79 et art 83) de transformation (art 96,97) et de renouvellement du Permis minier (art 87 à art 91), suivant le Cahier des charges minières, propre à chaque type de Permis ;
- La redéfinition des Permis Réservés aux petits Exploitants désormais dénommé Permis Réservé aux Exploitants Artisans (PREA) (art 70) ;

- La réduction du nombre de carrés octroyables pour les Permis de Recherche, les Permis d'Exploitation, les Permis Réservés aux Exploitants Artisanaux (Art 39) et les Autorisations Exclusives de Réserve de Périmètre (Art 20) ;
- La révision de la durée de validité du Permis d'Exploitation (PE) (art 61) ;
- Le renouvellement sous conditions (art 87) du PR (art 89), PE (art 87, 88) et du PREA (art 70) ;
- La réduction graduelle de la superficie du PR à chaque renouvellement (Art 91 et suivants) ;
- L'instauration du Coût Minimum de Recherche Minière (CMRM) qui consiste pour le titulaire de Permis de Recherche, à justifier la disponibilité d'un montant minimum qu'il va engager dans ses activités de recherche. Ceci répond aux besoins de réduire les spéculations négatives constatées sur plusieurs permis miniers octroyés. (Art 51 et 52) ;
- L'exigence d'un rapport d'Etude de préfaisabilité pour toute demande de Permis d'Exploitation (art 87, 88) ;
- La limitation du nombre des substances minières autorisées (Art 41, 42) ;
- La motivation par l'Administration des décisions de refus éventuels des demandes de Permis miniers, qui est justifiée par le besoin de transparence dans l'octroi des permis miniers (Art 85) ;
- L'éclaircissement des dispositions relatives aux procédures d'appel à concourir, comme mode d'octroi additionnel des Permis miniers, aux fins de valorisation des zones à enjeux économiques importants (Art 137, 138 et 139).

II. LES SUBSTANCES MINIERES STRATEGIQUES (Art 72 à 74)

Il s'agit là pour l'Etat de définir ces substances minières stratégiques et d'en prévoir une quotité pour la vente locale selon les besoins et le fait qu'elles représentent un intérêt géostratégique et capital pour la Nation.

III. LA FILIERE OR (TITRE III : Art 158 à 209)

Il s'agit en premier lieu de consacrer un Régime propre à l'or au niveau du Code minier.

Un accent est mis à cet effet sur la mise en traçabilité de la production aurifère (Art 206 à 209), en passant par la réorganisation du circuit de l'or, le suivi de toute la chaîne de valeur, la mise en place des fontes locales, l'instauration du poinçon national ainsi que le renforcement du mécanisme de suivi des exportations à titre commercial de l'Or. (Art 198 à 203).

Concernant l'exploitation d'or dans les gîtes primaires, le présent Code prévoit la délimitation d'un couloir d'exploitation artisanale (Art 28 et 29, 142) à l'intérieur des périmètres miniers.

En outre, l'interdiction de l'utilisation de Mercure est expressément stipulée (Art 178).

Enfin, la promotion de « l'or responsable » constitue une conformité à l'éthique internationale et répond aux besoins de normaliser la production aurifère nationale.

IV. LA PRISE DE PARTICIPATION DE L'ETAT (TITRE II : Art 138)

L'Etat a droit à une participation gratuite et non diluable au capital social de la société adjudicataire d'un permis minier attribué par appel à concourir, suite à une réservation de zones pour études géologiques. (Art 138).

Il s'agit entre autres d'assurer une gestion responsable des ressources minières et de protéger les intérêts nationaux.

V. LE FONDS MINIER D'INVESTISSEMENT SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE (TITRE VI - Chapitre VIII : Art 280 à 282)

Le présent Code introduit un Fonds constitué par la contribution des entreprises du secteur minier et dédié au développement social et communautaire.

Ce Fonds est alimenté par :

- une contribution à l'obtention de son Permis minier ; (Art 281)
- une quote-part sur les redevances minières ; (Art 291)
- une quote-part sur le produit des transactions minières. (Art 402)

VI. LA FISCALITE MINIERE (TITRE VI - Chapitre IX : Art 283 à 293)

La redevance minière combinée à la ristourne minière compose les Droits et Taxes Spéciaux sur les Produits Miniers. La ristourne revient aux Collectivités Territoriales Décentralisées tandis que la Redevance Minière est affectée à l'Etat et ses démembrements sectoriels.

La présente loi propose une révision à la hausse du taux des Droits et Taxes Spéciaux sur les Produits Miniers. Le souci d'optimisation des recettes a également mené à la redéfinition de leurs assiettes.

Il est rappelé que les entreprises minières régies par le présent Code sont soumises au régime du droit commun prévu par le Code Général des Impôts.

VII. LES GARANTIES DE STABILITE (TITRE IX : Art 339 à 346)

La sécurisation des investissements miniers se traduit en partie, au niveau de la présente loi, par le renforcement du régime de stabilité en matière parafiscale, fiscale et douanière, au profit des opérateurs miniers. En outre, ledit régime de stabilité est désormais étendu aux Comptoirs de l'or et aux Comptoirs des pierres précieuses et des pierres fines.

VIII. LES NORMES ENVIRONNEMENTALES, D'HYGIENE ET DE SECURITE (TITRE VI - Chapitre II : Art 252 à 258 et Chapitre III : Art 259 à 262)

Un Chapitre entier est consacré à la protection de l'environnement, aux fins de mieux catégoriser les différentes obligations, selon le domaine d'activité minière exercée.

Les améliorations sur l'hygiène et la sécurité mettent l'accent sur l'importance de l'humain et de l'environnement et vont dans le sens d'un secteur minier plus responsable.

IX. LE RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE

Le présent Code va dans le sens d'un renforcement de la gouvernance institutionnelle pour une amélioration de l'efficacité et de la crédibilité des institutions. Ainsi, il est apporté plus de précisions sur les Organes d'appui au Ministère en charge des Mines.

Dans ce sens, de nouvelles dispositions redéfinissent la structure, l'organisation et les missions du Comité National des Mines (Art 404 à 409) et de la Centrale de l'Or de Madagascar (COM) (Art 159).

Par ailleurs, la COM, l'ITIE ainsi que l'entité chargée de la Géologie et de la promotion minière bénéficient des quotes-parts de recettes parafiscales.
(Art 275 pour FAM et art 291 pour redevance).

X. LES REGLEMENTS DES LITIGES (TITRE XII : Art 410 à 419)

Un accent est mis sur le recours aux modes de règlement non-contentieux de litiges tout en maintenant la possibilité de recours aux juridictions Malagasy. L'objectif est d'améliorer la clarté et la structure des dispositions régissant le règlement des litiges, de favoriser au mieux les procédures de règlement à l'amiable (Art 410 à 412) et enfin, de mettre à la disposition des parties au litige, un certain nombre d'options qu'elles considèrent comme étant appropriées.

XI. LE REGIME DES CARRIERES (TITRE IV : Art 218 à 232)

La valorisation des produits de carrières, qui comprennent des substances minérales à enjeu économique non négligeable, a conduit à la mise en place de deux régimes distincts de carrière, basés sur leurs modes d'exploitation : artisanale ou industrielle.

XII. LE REGIME DES DECHETS ET DES SOUS-PRODUITS (TITRE II - Chapitre IX : Art 150 à 157)

Dans l'optique d'une valorisation des ressources minières, il est introduit une nouvelle disposition sur les déchets et les sous-produits miniers, qui comprend les conditions et modalités de récupération, d'utilisation et de gestion.

XIII. LE COMPTOIR DES PIERRES PRECIEUSES ET DES PIERRES FINES (TITRE VIII Chapitre III : Art 325 à 327)

L'institution des comptoirs de pierres précieuses et de pierres fines contribue à la promotion du label Madagascar ainsi qu'à la création de Valeur ajoutée, dans la mesure où l'exportation de pierres précieuses et pierres fines leur est requise.

XIV. LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES (TITRE VI - Chapitre I : Art 241 à 244)

L'une des avancées majeures du Code réside dans la meilleure prise en compte des questions socio-économiques et environnementales, avec l'introduction de dispositions en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), et particulièrement de contenu local.

Cette initiative témoigne d'une volonté d'adopter une démarche éthique et responsable et d'intégrer les dimensions sociales et environnementales.

XV. LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS (TITRE VI - Chapitre IV : Art 263 à 265)

L'inclusion de dispositions relatives à la protection des droits humains et notamment de dispositions en matière de promotion de l'égalité entre les genres, et l'interdiction du travail des enfants dans le secteur minier repose sur l'importance croissante accordée aux considérations extra-économiques dans les activités minières.

XVI. LES MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS ET LES INFRACTIONS MINIERES (TITRE X : Art 347 à 403)

Ce Chapitre a été revu de manière à moderniser le régime juridique des infractions, à catégoriser plus rationnellement les types d'infractions minières et à assurer une cohérence entre les infractions et les sanctions encourues. En outre, la préservation des richesses minières nationales explique la rigueur imposée par la définition de nouvelles infractions et de nouvelles sanctions relatives à l'exportation illicite de produits minières.

Eu égard à ces différentes innovations, la présente loi comporte **quatre cent trente-cinq (435)** articles divisés en quatorze (14) Titres :

- le Titre premier porte sur les dispositions générales ;
- le Titre II traite du régime des permis minières ;
- le Titre III est consacré au régime de l'or ;
- le Titre IV concerne le régime des Carrières ;
- le Titre V expose le régime des fossiles et des substances dont les gîtes sont rares ;
- le Titre VI énonce les obligations rattachées aux activités minières ;

- le Titre VII régit les relations des titulaires de Permis avec les propriétaires des sols et des relations entre les titulaires de Permis ;
- Le Titre VIII a trait à la détention, au transport, à la transformation et à la commercialisation des produits des mines ;
- le Titre IX aborde la garantie de Stabilité ;
- le Titre X énumère les manquements aux obligations et les infractions ;
- le Titre XI est consacré au Comité National des Mines ;
- le Titre XII traite du règlement des litiges relatifs aux activités minières ;
- le Titre XIII prévoit les dispositions transitoires ;
- le Titre XIV est dédié aux dispositions finales.

Tel est l'objet de la présente loi.



LOI n° 2023 – 007 PORTANT REFONTE DU CODE MINIER

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté lors de leurs séances plénières, la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER DES DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE PREMIER DU CHAMP D'APPLICATION ET DES DEFINITIONS

Article 1. A l'intérieur du Territoire National, sont soumis aux dispositions du présent Code et de ses textes d'application, la prospection, la recherche, l'exploitation, la détention, le transport, la transformation, la commercialisation et l'exportation des substances minérales, à l'exception des ressources en eau et des hydrocarbures liquides ou gazeux, qui sont régis par des dispositions spécifiques.

Article 2. Au sens du présent Code, on entend par :

« **Activité minière** » : Toute opération à court ou à long terme réalisée aux fins de prospection, de recherche, d'exploitation, de transformation, de transport, de commercialisation et d'exportation de produits miniers, de carrière et de fossiles non prohibés ;

« **Administration minière** » : Le Ministère en charge des Mines, l'ensemble de ses services centraux ou déconcentrés ainsi que les organismes qui lui sont rattachés ;

« **Affiliation** » : Le lien établi entre deux opérateurs privés, et par lequel l'un s'assure de la formalisation administrative de l'activité de l'autre, qui en contrepartie, lui assure l'exclusivité de l'écoulement de sa production ;

« **Amodiation** » : La convention par laquelle le titulaire d'un Permis Réserve aux Exploitants Artisanaux ou d'un Permis d'Exploitation, transfère à un tiers le droit d'exploiter les périmètres miniers rattachés à son Permis minier, conformément aux droits conférés par celui-ci, et les obligations qui s'y rattachent, moyennant contrepartie convenue entre les parties ;

« **Autorisation Exclusive de Réserve de Périmètre** » : L'Autorisation Exclusive de Réserve de Périmètre accordée pour un périmètre spécifique conformément aux dispositions du présent Code ;

« **Autorisation Minière d'Exploitation Artisanale** » : L'acte autre que le Permis minier, conférant à son bénéficiaire le droit d'exercer des activités d'extraction ou de ramassage de substances minérales ;

« **Cahier des Charges Minières** » : Le document issu du Programme de travail présenté par le Titulaire de permis minier, relatant l'ensemble des engagements auxquels il est soumis, et dont le non-respect l'expose aux sanctions prévues par le présent Code ;

« **Carré** » : La configuration géométrique sur la surface de la terre, en forme de carré dont les côtés sont de six cent vingt-cinq mètres (625m), et qui représente l'unité de base de l'espace à l'intérieur duquel les droits sont conférés par les Permis miniers. Chaque carré étant la base d'un volume solide en forme de pyramide renversée dont le sommet est le centre de la terre, orienté Sud-Nord et Ouest-Est parallèlement aux axes de coordonnées Laborde ou selon tout autre système de quadrillage éventuel, adopté ultérieurement par l'Administration minière. La situation géographique de chaque carré est déterminée par les coordonnées de son centre ;

« **Carrière artisanale** » : Tout gîte de substances de carrière, exploité suivant des méthodes et procédés manuels, utilisant de manière ponctuelle des explosifs, et ne faisant pas appel à l'usage d'équipements mécanisés ;

« **Carrière industrielle** » : Tout gîte de substances de carrière, exploité suivant des méthodes et procédés industriels et pouvant faire appel à l'usage d'équipements mécanisés et d'explosifs ;

« **Carte de retombes minières** » : La carte sur laquelle sont portés tous les Permis miniers valides, les carrés disponibles, les réserves temporaires, les Autorisations de Réserve de Périmètre, les couloirs d'exploitation artisanale, les couloirs d'orpaillage, les zones protégées ainsi que les zones réservées ;

« **Cession indirecte** » : Le transfert indirect d'actions par la société mère d'une personne morale de droit Malagasy titulaire de Permis minier ;

« **Collecte d'or** » : L'activité d'achat direct d'or issu des exploitations artisanales d'or ;

« **Collection personnelle** » : Un ensemble d'objets rassemblés et conservés par une personne pour des raisons personnelles, par intérêt ou passion ou à des fins de souvenir ;

« **Collectivités Territoriales Décentralisées** » : La Province, la Région et la Commune, selon le cas ;

« **Contenu local** » : L'ensemble d'activités axées sur le développement des capacités locales, l'utilisation des ressources humaines et matérielles locales, le transfert des technologies, la sous-traitance des entreprises, des services et produits locaux et la création de valeur additionnelle mesurable à l'économie locale ;

« **Couloir d'orpillage** » : Le lit actif des rivières et alluvions récentes constituant une servitude légale et permanente à l'égard des orpailleurs et qui s'applique de plein droit sur tous les périmètres miniers ;

« **Couloir d'exploitation artisanale** » : Une zone située à l'intérieur d'un périmètre minier et dédiée à l'activité d'exploitation artisanale des groupements, sur accord du titulaire de Permis minier concerné ;

« **Coût Minimum de Recherche Minière** » : Un montant minimum qui devrait être engagé par le titulaire de Permis de Recherche pour effectuer tous les travaux d'exploration, et lequel est inscrit dans son Cahier des Charges Minières ;

« **Déchets miniers** » : Tous les types de résidus directement ou indirectement issus des opérations de recherche et d'exploitation minières, dans la mine elle-même ou hors de celle-ci, ainsi que du traitement du minerai ;

« **Développement de la mine** » ; La phase préparatoire incluant l'Etude de Faisabilité Bancaire, les études d'ingénierie et les travaux de construction de la mine ;

« **Exploitation** » : Toute opération qui consiste à extraire ou à séparer des gîtes naturels ou des eaux, des substances minérales pour en disposer à des fins utilitaires ou esthétiques et comprenant à la fois les travaux préparatoires, l'extraction et éventuellement l'installation et l'utilisation des facilités destinées au traitement et à l'écoulement de la production ;

« **Exploitants artisanaux** » : Tous exploitants des mines à ciel ouvert ou sous terre, jusqu'à une profondeur à fixer par voie réglementaire, suivant des techniques artisanales et utilisant des matériels mécaniques légers, incluant les groupements d'exploitants artisanaux miniers et les groupements d'exploitants artisanaux d'or quel que soit le nombre de leurs membres respectifs ; sans transformation des minéraux sur le lieu de l'extraction ;

« **Fonds Minier d'Investissement Social et Communautaire** » : Un fonds constitué par la contribution du secteur minier et dédié au développement social et communautaire ;

« **Fossiles** » : Les restes ou traces d'espèces animales ou végétales conservées dans des roches sédimentaires terrestres ou sous-marines ;

« **Frais d'administration minière annuels par carré** » : Les frais dus par le titulaire, en recouvrement des coûts des prestations et de la gestion des droits attachés au Permis minier, dont le montant varie en fonction du type et de l'ancienneté du Permis, ainsi que du nombre de carrés miniers qui composent celui-ci ;

« **Groupement** » : Une entité composée exclusivement d'exploitants artisanaux miniers de nationalité Malagasy, d'une même localité et justifiant d'un intérêt commun ;

« **Gisement** » : Tout gîte naturel de substances minérales économiquement exploitable dans les conditions du moment ou futures ;

« **Gîte** » : Toute concentration anormale dans le sous-sol des minéraux utiles à l'homme sans connotation de taille et d'importance ;

« **Gîte fossilifère** » : Toute concentration de fossiles terrestres et sous-marines ;

« **Investison** » : La barrière réalisée en béton dans une exploitation de mine souterraine et destinée à séparer deux mines contiguës appartenant à deux titulaires de Permis différents ;

« **Investissement** » : Un apport en capital, sous forme d'avoirs tels que les biens, droits et intérêts de toute nature affectés, de manière durable dans une société ;

« **Mine** » : Tout gîte de substances minérales qui ne sont classées ni en carrière ni en fossiles ;

« **Minerai radioactif** » : Toute roche contenant un ou plusieurs minéraux radioactifs possédant un ou plusieurs éléments chimiques tels que l'uranium et le thorium ;

« **Orpillage** » : L'exploitation des gîtes alluvionnaires d'or par des techniques artisanales, à l'exclusion des travaux souterrains ;

« **Périmètre minier** » : Le carré ou l'ensemble de plusieurs carrés contigus et jointifs par les côtés qui font l'objet d'un Permis minier ou d'une demande de Permis minier ;

« **Périmètre du projet** » : L'ensemble constitué par le périmètre d'exploitation minière, ainsi que les terrains occupés ou réservés par le titulaire dans le cadre de son projet ;

« **Permis Minier** » : L'acte qui confère à son titulaire le droit d'effectuer des activités de recherche et/ou d'exploitation minière sur un périmètre minier donné ;

« **Programme de travail** » : L'ensemble des documents relatant le Programme de recherche et/ou d'exploitation ainsi que le Plan d'investissement du titulaire ou du demandeur de Permis minier ;

« **Prospection** » : L'ensemble des opérations qui consistent à procéder à des investigations superficielles et non-destructives, en vue de la détection des indices de substances minérales ;

« **Recherche** » : L'ensemble des travaux géologiques, géophysiques ou géochimiques, exécutés en surface ou en profondeur, en vue d'évaluer des indices ou gîtes de substances minérales pour en établir la nature, la forme, la qualité, la continuité et le volume, ainsi que les conditions de leur exploitation, concentration, transformation, commercialisation, et de conclure à l'existence ou non de gisements exploitables ;

« **Redevance minière** » : Une part des droits et taxes spéciaux sur les produits miniers prélevée au profit de l'Etat et de ses démembrements sectoriels, due sur la valeur des ventes des produits des mines, des carrières ou des fossiles ;

« **Responsabilité Sociétale des Entreprises** » : La contribution des entreprises en matière socio-économique et environnementale, envers les communautés où elles sont basées ;

« **Ristourne minière** » : Une part des droits et taxes spéciaux sur les produits miniers réservée aux Collectivités Territoriales Décentralisées :

« **Sous-produits** » : Toutes substances minérales extraites, coexistant géologiquement avec les substances minières principales, dans un périmètre minier se rapportant à un Permis minier donné, et pouvant être économiquement rentables à un moment donné ;

« **Substances de carrière** » : Tous minéraux extraits, traités, transformés et utilisés dans des secteurs tels que la construction, l'industrie, les infrastructures et l'agriculture et dont la liste est fixée par voie réglementaire ;

« **Substances Minières Stratégiques** » : Toutes substances minières qui, suivant la conjoncture économique nationale et internationale du moment, présentent un intérêt particulier pour la Nation au regard du caractère critique et du contexte géostratégique ;

« **Techniques artisanales** » : Les méthodes traditionnelles qui comprennent essentiellement l'emploi d'outils manuels pour l'extraction et le traitement des substances minérales du sol ou du sous-sol. Rentrent dans cette catégorie le recours au système de Haute Intensité de Main-d'œuvre (système HIMO) ;

« **Territoire National** » : Superficie terrestre et maritime sous la souveraineté de la République de Madagascar, telle qu'elle est définie par le droit interne et le droit international ;

« **Titulaire** » : La personne physique ou morale au nom de laquelle le Permis minier est libellé ;

« **Transformation de substances minérales** » : l'ensemble des opérations qui consistent à donner aux substances minérales un autre aspect que celui d'origine, ou en modifier la composition chimique ou minéralogique, en vue de les valoriser ;

« **Transport** » : L'acte matériel de déplacement des substances minérales d'un endroit à un autre, tel le déplacement des produits de la mine du lieu de production à celui de la transformation, à celui d'entreposage et à celui du point d'exportation ;

« **Zones d'interdiction** » : Une partie de terrain sur laquelle toute activité minière est interdite, qu'il s'agisse de périmètres miniers, de carrières ou de zones abritant des activités d'extraction artisanale de l'or ;

« **Zones protégées** » : Les aires protégées définies conformément aux prescriptions des textes spécifiques en la matière ;

« **Zones réservées** » : Toute portion de superficie du territoire national classée réservée à des fins spécifiques par l'Administration minière.

CHAPITRE II DES GENERALITES

SECTION 1. DES ACTIVITES MINIERES, FOSSILIFERES ET DE CARRIERES

Article 3. Les gîtes de substances minérales sont classées en :

- Carrières ;
- Mines et
- Gîtes fossilifères.

Article 4. Le présent Code établit principalement les différents régimes suivants :

- le régime des Permis miniers ;
- le régime de l'or ;
- le régime d'exploitation des fossiles ;
- le régime des carrières.

Article 5. Tous les gîtes de substances minières, fossilifères et de carrière en surface, dans le sous-sol, les eaux et les fonds marins du Territoire de Madagascar en tant que richesses nationales, sont propriétés de l'Etat.

Le Ministère en charge des Mines est l'Entité publique, représentant l'Etat, pour leur administration et la gouvernance.

L'Etat en assure la mise en valeur en faisant appel aux organismes d'Etat spécialisés et aux sociétés à participation publique ainsi qu'aux initiatives privées conformément aux dispositions du présent Code.

Article 6. Pour la détermination de la situation géographique des périmètres miniers et des zones protégées, l'étendue du Territoire National est divisée en carrés.

Article 7. Les activités minières, fossilifères et de carrières autorisées, selon le cas, en vertu d'un Permis minier, d'un Agrément ou d'une Autorisation, sont régis par le présent Code.

Article 8. Les activités de recherche et/ou d'exploitation des minerais radioactifs sont autorisées exclusivement en vertu de Permis de Recherche ou de Permis d'Exploitation.

Outre le Cahier des Charges Minières prévu à l'article 38 auquel il est soumis, le titulaire est également soumis à des Conventions spécifiques suivantes :

- une convention tripartite entre le titulaire, l'Organisme technique spécialisé dans le domaine des substances minières radioactives et l'Organisme d'Etat représentant l'AIEA. Ladite Convention prévoit les mesures et instructions relatives à la radioprotection et à la gestion des déchets radioactifs, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur sur la protection radiologique et environnementale ;
- une convention avec un Organisme d'Etat spécialisé ayant les compétences techniques dans le domaine des substances minières radioactives et qui sera désigné par voie réglementaire pour représenter l'Etat.

Les modèles de conventions sont fixés par voie réglementaire.

SECTION 2. DE L'ELIGIBILITE

Article 9. Sous réserve des dispositions des articles 10 à 13 ci-après, toute personne physique de nationalité Malagasy et toute personne morale de droit Malagasy, peuvent acquérir et détenir des Permis miniers, des agréments et des Autorisations minières.

Peuvent également acquérir et détenir directement des permis miniers et des Autorisations minières:

- les Organismes d'Etat spécialisés dont le mandat est lié aux opérations minières notamment celles relatives aux Substances radioactives spécifiées à l'article 8 du présent Code et aux Substances Minières Stratégiques spécifiées aux articles 72 et suivants du présent Code ;
- les Sociétés à participation publique.

Dans le cadre de la réalisation desdites activités minières mentionnées ci-dessus, les Organismes d'Etat spécialisés et les sociétés à participation publique susvisés sont soumis aux dispositions du présent Code et ne bénéficieront ni de privilèges ni de priorités liés à son statut d'Organisme étatique.

Article 10. L'Etat et ses démembrements, Collectivités Territoriales ou Organismes publics, ne sont pas éligibles à acquérir et détenir directement des Permis miniers et des Autorisations minières, sous réserve des dispositions de l'article 9 du présent Code.

Article 11. Les fonctionnaires travaillant au sein de l'Administration minière ainsi que le personnel des organismes publics rattachés ou sous tutelle du Ministère en charge des Mines ne sont pas autorisés à exercer des activités minières.

Par ailleurs, toute personne impliquée dans le contrôle et la surveillance des activités minières ne peut exercer lesdites activités dans la circonscription à l'intérieur de laquelle il a compétence, et ce, pendant la durée de son mandat.

Il en est de même pour les personnes physiques ou les dirigeants des personnes morales dont les Permis ont été retirés, et ce, pendant un délai de trois (03) ans à compter du jour de retrait dudit Permis.

Article 12. Ces incapacités ou interdictions s'étendent, pour les personnes morales, à leurs filiales et succursales.

Article 13. Pour être éligible à acquérir et à détenir des Permis miniers, les personnes morales doivent avoir un représentant légal, au moins, résidant à Madagascar.

Article 14. L'Autorisation d'extraction à des fins scientifiques, de fossiles dans les gîtes fossilifères de second ordre, prévus à l'article 235 du présent Code, est accordée à toute entité à vocation scientifique qui peut mandater des personnes physiques.

Pour le cas des entités internationales, le partenariat avec des entités de recherches nationales est exigé.

Les modalités dudit partenariat sont fixées par voie réglementaire.

CHAPITRE III DE L'AUTORISATION EXCLUSIVE DE RESERVATION DE PERIMETRE

Article 15. L'Autorisation Exclusive de Réserve de Périmètre (AERP) confère au titulaire le droit de faire la prospection minière.

Article 16. Une AERP est octroyée par le Bureau du Cadastre Minier de Madagascar (BCMM), sur demande de la personne intéressée, contre paiement d'un droit par carré dont le montant est fixé par voie réglementaire.

L'AERP porte sur des carrés qui sont situés en dehors des zones protégées, des zones classées temporairement réservées, des périmètres couverts par des Permis miniers et dans les zones qui ne font pas l'objet d'une demande de Permis minier ou d'AERP en cours d'instruction déposée avant la demande de l'AERP en cause.

Article 17. La durée de validité de l'AERP est de trois (03) mois, non renouvelable.

La même personne ne peut bénéficier d'une autre AERP sur un ou plusieurs carrés objet de la première Autorisation qu'après trois (03) ans à compter de la date d'expiration de cette dernière.

Article 18. L'AERP n'est ni cessible ni amodiable.

Article 19. Avant l'expiration de la validité de son Autorisation, le titulaire qui souhaite obtenir un Permis de Recherche ou un Permis Réserve aux Exploitants Artisanais, sur tout ou partie des périmètres prospectés, dépose la demande y afférente auprès du BCMM.

Article 20. La superficie à accorder par AERP ne peut excéder 2 500 km² soit 6.400 carrés.

CHAPITRE IV DES GROUPEMENTS

Article 21. Les exploitants miniers artisanaux peuvent se regrouper et se constituer en groupements d'exploitants artisanaux.

Les groupements ainsi créés constituent des associations volontaires d'individus exerçant dans la même Commune.

Article 22. Tout groupement régulièrement constitué doit être déclaré par ses fondateurs auprès de la Commune de rattachement. Il en sera délivré un récépissé.

Article 23. Tout groupement peut demander une Autorisation Minière d'Exploitation Artisanale de quatre (04) carrés miniers au maximum.

Article 24. Lesdits groupements légalement créés peuvent bénéficier des appuis techniques nécessaires dispensés par l'Administration minière.

Article 25. Un Arrêté du Ministre chargé des Mines fixe les statuts-types de ces groupements.

Article 26. Les personnes physiques de nationalité Malagasy, à l'exception de celles inéligibles prévues à l'article 11 du présent Code peuvent être membres d'un groupement.

Tout changement de membre du groupement ainsi que toute modification apportée aux statuts doivent immédiatement faire l'objet de déclarations, comme il est prévu à l'article 22 du présent Code.

Article 27. Les relations entre les membres d'un groupement sont régies par un Règlement Intérieur convenu entre eux.

Article 28. Par ailleurs, les groupements des exploitants artisanaux miniers qui envisagent de travailler à l'intérieur d'un périmètre minier sont tenus d'en demander l'accord au titulaire du Permis minier concerné.

Autrement, les exploitants artisanaux miniers s'exposent aux sanctions prévues à l'article 368 du présent Code.

Article 29. L'accord dudit titulaire ouvre voie à la demande d'Autorisation minière d'exploitation artisanale auprès du Ministère en charge des Mines.

A cet effet, un Couloir d'exploitation artisanale est délimité conjointement entre l'Administration minière et le titulaire du Permis minier concerné.

Les coordonnées dudit couloir ainsi délimité sont communiquées au BCMM qui les inscrit sur la Carte de retombes minières.

CHAPITRE V DE L'AUTORISATION MINIERE D'EXPLOITATION ARTISANALE

Article 30. L'Autorisation Minière d'Exploitation Artisanale (AMEA) confère à son bénéficiaire le droit d'exercer des activités d'extraction ou de ramassage de substances minérales, moyennant paiement d'un droit par carré auprès du BCMM et dont le montant est fixé par voie réglementaire.

L'AMEA est réservée aux groupements tels que définis dans ce présent Code.

Article 31. Une AMEA est octroyée par Décision du Ministre chargé des Mines, sur proposition d'un Comité local présidé par le Chef de District du lieu d'exploitation, ou de la Centrale de l'Or de Madagascar selon le cas.

Les membres de ce Comité local sont nommés par décision du Ministre chargé des Mines.

Article 32. L'AMEA est octroyée dans les zones définies dans les couloirs d'exploitation artisanale si le périmètre est occupé par un Permis initialement ou dans les Zones d'Encadrement (ZE) des exploitants artisanaux si le périmètre était libre initialement.

Article 33. L'AMEA, dont la durée de validité est de six (06) mois, renouvelable une seule fois, pour une même durée, est accordée pour un maximum de (04) carrés miniers.

L'AMEA n'est ni cessible ni amodiable.

TITRE II DU REGIME DES PERMIS MINIERS

CHAPITRE PREMIER DES GENERALITES

Article 34. Les Permis miniers sont classés en :

- Permis de Recherche ou PR, qui confère à son titulaire le droit exclusif d'effectuer la prospection et la recherche à l'intérieur du périmètre délimité ;
- Permis d'Exploitation ou PE, qui confère à son titulaire le droit exclusif d'entreprendre l'exploitation, la prospection ainsi que la recherche à l'intérieur du périmètre délimité ;
- Permis Réserve aux Exploitants Artisanaux ou PREA, qui confère à son titulaire le droit d'entreprendre à la fois la prospection, la recherche et l'exploitation à l'intérieur du périmètre délimité.

Article 35. Le Permis minier porte sur un périmètre constitué d'un ou plusieurs carrés contigus et jointifs par les côtés.

Article 36. Il appartient au demandeur de choisir le périmètre qui lui convient,

sous réserve qu'aucun Permis minier ne peut être octroyé sur une zone protégée, une zone classée temporairement réservée conformément au présent Code, sur un périmètre couvert par un Permis minier ou une AERP détenue par une autre personne.

Article 37. La matérialisation sur le terrain de chaque périmètre, après l'octroi du Permis minier, est facultative.

Elle est subordonnée aux consentements écrits des propriétaires des sols, et, le cas échéant, est effectuée par des géomètres-topographes assermentés.

Article 38. Tout Permis minier, selon son type, comporte un Cahier des Charges Minières (CCM) dont le modèle est fixé par voie réglementaire.

Article 39. La superficie maximale couverte par la totalité des Permis miniers qu'une personne physique ou morale peut détenir est :

- pour le PR : 5.000 km², soit 12.800 carrés ;
- pour le PE : 500 km², soit 1.280 carrés ;
- pour le PREA : 50 km², soit 128 carrés.

Article 40. Les dossiers afférents aux Permis miniers sont gérés, à partir de la date de dépôt des demandes et jusqu'à l'expiration desdits Permis minier, par le BCMM, suivant un cadastre minier national que ce dernier maintient à jour.

Ledit cadastre minier est disponible à la consultation du public.

Article 41. Le PR couvre la ou les substances objet de la recherche.

Le PREA et le PE couvrent au maximum cinq (05) substances.

Article 42. Par dérogation aux dispositions de l'article 41 ci-dessus, en cas de découverte d'autres substances, justifiée par le rapport technique s'y rapportant, le titulaire du Permis minier concerné peut en demander l'extension, sans que ledit Permis minier puisse contenir plus de dix (10) substances minières au total, à l'exception du PR.

A cet effet, il doit déposer une demande assortie d'un Programme de travail au BCMM, suivi de l'ajustement du Cahier des Charges Minières correspondant.

Article 43. Avant toute opération portant sur ces nouvelles substances, un ajustement du Cahier des Charges Environnementales ou du Plan de Gestion Environnemental Social est requis, selon le cas.

Article 44. La demande d'extension de substances du Permis minier suit les mêmes procédures que celles établies pour la demande initiale.

Toutefois, lorsque la nouvelle découverte porte sur des substances ou minerais radioactifs, la procédure prévue à l'article 8 du présent Code doit être suivie même si le Permis initial est valable pour d'autres substances ou minerais radioactifs.

Article 45. Tout octroi de Permis minier et tout mouvement ou modification des Permis miniers sont portés par l'Administration minière à la connaissance des autorités locales compétentes concernées.

Article 46. Les autorités des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) sont habilitées, dans le cadre de leurs pouvoirs de police administrative, à exercer la surveillance sur les activités minières entreprises à l'intérieur de leurs territoires respectifs.

A ce titre, elles procèdent périodiquement, et si besoin, ponctuellement, à la communication écrite des informations y afférentes, à l'Administration minière.

Article 47. Les rapports, comptes-rendus et études fournis par les titulaires sont confidentiels pour la durée de validité des Permis miniers.

Cependant, les agents de l'Administration minière, peuvent incorporer les informations tirées desdits rapports ou comptes-rendus dans les statistiques globales qu'ils publient, en garantissant l'anonymat des données exploitées.

Au moment de la renonciation des permis, la totalité des résultats de recherche doit être remise à l'Administration minière.

CHAPITRE II DU PERMIS DE RECHERCHE

Article 48. Le Permis de Recherche (PR) confère à son titulaire, dans les limites de son périmètre et durant la période de sa validité, le droit exclusif de faire la prospection et la recherche de la ou des substances pour laquelle ou lesquelles le Permis minier a été octroyé, conformément aux engagements contenus dans le Programme de travail et de son Plan de financement annexés à la demande.

Le PR confère par ailleurs au titulaire, dans le cadre de ses activités de recherche, le droit d'ériger une usine pilote à l'intérieur de son périmètre minier.

Le modèle du Programme de travail et de son Plan de financement susmentionnés ainsi que les modalités d'implantation d'usine pilote sont fixés par voie réglementaire.

Article 49. La durée de validité du PR est de cinq (05) ans, renouvelable deux (02) fois pour une durée de trois (03) ans à chaque renouvellement.

Article 50. Sous réserve de l'accord préalable du propriétaire du sol, le droit conféré par le PR comprend le droit de construire les infrastructures temporaires ou permanentes et d'utiliser les bois et eaux qui se trouvent dans le périmètre conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 51. Il est établi à l'égard des titulaires de PR un Coût Minimum de Recherche Minière (CMRM) qui constitue l'équivalent des dépenses minimales

obligatoires à engager durant ses activités de recherche.

Article 52. Le CMRM est l'équivalent d'un montant forfaitaire additionné d'un montant superficiaire progressif, lesquels sont fixés par voie réglementaire.

Article 53. Dans son rapport d'activité annuel, le titulaire de PR inclut un Rapport de dépenses à partir duquel l'Administration minière évalue l'effectivité de l'emploi du CMRM prévu.

Article 54. Le Ministre chargé des Mines définit par Arrêté, sur proposition du Comité National des Mines (CNM), la liste des dépenses qui sont éligibles pour le calcul du montant effectivement alloué aux activités de recherche.

Article 55. Lors du renouvellement du PR, s'il est constaté que l'affectation du CMRM n'est pas effective, la superficie accordée au Titulaire du PR, après la réduction graduelle prévue à l'article 89, est réduite de 25% par rapport au périmètre initial.

Article 56. Le titulaire de PR bénéficie également du droit de disposer des substances minérales extraites dans le cadre de la recherche pour les utiliser à des fins d'analyses en laboratoire ou à titre d'échantillons pour la prospection de débouchés, ou encore à des fins d'essais industriels.

Les quantités autorisées à l'exportation dans le cadre des analyses, échantillonnages ou essais industriels, sont définies par voie réglementaire.

Article 57. Le PR confère en outre au titulaire, dans les limites de son périmètre et durant la période de sa validité, un droit à demander, conformément aux dispositions du présent Code :

- un PE
- un PREA à condition que le titulaire du PR concerné soit de nationalité Malagasy.

Article 58. Tant qu'un périmètre est couvert par un PR, aucun autre Permis minier et aucune AERP ne peuvent y être octroyés.

CHAPITRE III DU PERMIS D'EXPLOITATION

Article 59. Le Permis d'Exploitation (PE) confère à son titulaire dans les limites de son périmètre et durant la période de sa validité, le droit exclusif d'exploiter la ou les substances, objet du Permis, ainsi que de poursuivre la prospection et la recherche desdites substances conformément aux engagements contenus dans le Cahier des Charges Minières.

Article 60. Le PE est octroyable au titulaire d'un PR ou d'un PREA qui en demande la transformation.

Article 61. La durée de validité du PE est de vingt-cinq (25) ans. Il est renouvelable une fois pour une durée de quinze (15) ans. Au-delà de cette période, le renouvellement, est justifié selon les conditions visées aux articles 87 et 88.

Article 62. Le droit conféré par le PE comprend le droit de construire les infrastructures nécessaires et d'utiliser les bois et eaux qui se trouvent dans le périmètre minier, conformément aux lois et règlements en vigueur, sous réserve de l'accord préalable du propriétaire du sol.

Article 63. Le titulaire d'un PE peut, par ailleurs, disposer, pour les besoins de son exploitation minière et des industries qui s'y rattachent, des substances de carrières dont les travaux d'exploitation entraînent nécessairement l'enlèvement, moyennant le paiement d'une juste indemnisation du propriétaire du sol.

Article 64. Les sociétés minières titulaires de PE, qui entendent exercer des activités minières intégrées sont tenues d'en faire la déclaration auprès de l'Administration minière.

Le PE confère, à cet effet, le droit de transporter ou de faire transporter, depuis le périmètre du projet jusqu'au lieu de stockage, de traitement ou de chargement, les substances minérales couvertes par le Permis minier qui sont extraites, leurs concentrés ainsi que les métaux et alliages de ces substances, et d'en disposer sur les marchés intérieurs et extérieurs.

Article 65. Pour ces mêmes sociétés, le PE permet également d'établir sur le Territoire National, des installations de concentration, de conditionnement, de traitement, d'affinage et de transformation des substances minières couvertes par le Permis minier, sous réserve de leur conformité aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 66. Les registres desdites sociétés sont, néanmoins, tenus distinctement selon chaque activité que ce soit d'extraction, de transformation ou de commercialisation.

CHAPITRE IV DU PERMIS RESERVE AUX EXPLOITANTS ARTISANAUX

Article 67. Le Permis Réserve aux Exploitants Artisanax (PREA) confère à son titulaire, à l'intérieur du périmètre qui en fait l'objet et durant sa validité, le droit exclusif d'effectuer la prospection, la recherche et l'exploitation de la ou des substances pour lesquelles le Permis minier a été délivré, et suivant des techniques artisanales et pouvant utiliser des matériels mécaniques légers dont la liste est fixée par voie réglementaire.

Les activités du PREA sont exercées conformément aux engagements contenus dans le Programme de travail et de son Plan de financement annexés à la demande.

Le modèle du Programme de travail et de son Plan de financement susmentionnés sont fixés par voie réglementaire.

Article 68. Seules les personnes physiques de nationalité Malagasy et les groupements légalement créés d'individus de nationalité Malagasy peuvent acquérir et détenir des PREA.

Article 69. Tout groupement d'exploitants artisanaux, détenant une AMEA valide peut en demander la transformation en PREA.

Chaque groupement a droit à un maximum de (04) carrés miniers pour lequel est accordé une AMEA dont la validité est de six (06) mois, renouvelable une (01) seule fois pour une même durée.

Pendant ladite période, le groupement dépose auprès du BCMM une demande de PREA.

Article 70. La durée de validité du PREA est de huit (08) ans, renouvelable deux (02) fois pour une durée de quatre (04) ans à chaque renouvellement.

Au-delà de cette période, le renouvellement est conditionné par l'approbation d'un rapport de justification du gisement exploitable.

Article 71. Le droit conféré par le PREA comprend le droit de construire les infrastructures nécessaires et d'utiliser les bois et eaux qui se trouvent dans le périmètre, conformément aux lois et règlements en vigueur, sous réserve, de l'accord préalable du propriétaire du sol.

CHAPITRE V DES SUBSTANCES MINIERES STRATEGIQUES

Article 72. Sont qualifiées de Substances Minières Stratégiques (SMS) toutes substances minières qui, suivant la conjoncture économique nationale et internationale du moment, présentent un intérêt particulier pour la Nation au regard du caractère critique et du contexte géostratégique.

Article 73. La liste des substances stratégiques est fixée par voie réglementaire, après consultation avec le CNM ou, à défaut, les Groupements des opérateurs miniers.

Article 74. Le titulaire d'un Permis comportant des substances minières stratégiques est autorisé à vendre sur le marché national ou à exporter sa production au prix du marché, sous réserve du droit, pour l'Etat, de déterminer la quotité de production que le titulaire doit vendre à l'industrie nationale, en fonction des besoins réels.

Les modalités d'application de cette disposition sont fixées par voie réglementaire.

CHAPITRE VI DE L'OCTROI ET DES MOUVEMENTS DES PERMIS MINIERS

SECTION 1. DE L'OCTROI

Article 75. Le droit de faire la recherche et/ou l'exploitation minière ne peut être acquis qu'en vertu d'un Permis minier délivré par le BCMM, conformément aux dispositions du présent Code.

Article 76. Le Permis minier est octroyé par Arrêté du Ministre chargé des Mines :

- soit, à l'issue d'une demande déposée auprès du BCMM ;
- soit par mise à concours prévu aux dispositions des articles 136 à 140 du présent Code.

Article 77. Les Permis miniers, outre ceux octroyés par voie de concours, sont traités et instruits, selon le principe du « premier venu, premier servi ».

Dans ce sens, les dossiers de demande de Permis miniers sont instruits au niveau du BCMM, suivant l'ordre chronologique de leur enregistrement.

Article 78. La demande de Permis minier est ainsi rédigée sur un formulaire à retirer auprès du BCMM, dont le modèle est fixé par Arrêté du Ministre chargé des Mines.

Dans le cas où le demandeur agit à la suite d'une AERP, il joint à sa demande ladite Autorisation.

Article 79. Lors de la demande de Permis minier, le demandeur y joint un Programme de travail assorti d'un Plan de financement, sur la base duquel l'Administration minière évalue ses capacités techniques et financières.

Article 80. Les Permis miniers, à l'exclusion de ceux octroyés par voie de concours, sont octroyés par Arrêté du Ministre chargé des Mines, dans un délai qui ne peut excéder soixante (60) jours ouvrables à compter de la date de dépôt du dossier de demande de Permis minier, à la première personne éligible remplissant les dispositions à l'article 79 ci-dessus.

Article 81. Le BCMM instruit tout dossier de demande de Permis minier et le transmet à l'Administration, avec sa décision de recevabilité administrative et cadastrale.

Le cas échéant, le BCMM notifie le demandeur de la non-recevabilité de sa demande.

Article 82. L'Administration minière, au cours de l'évaluation du Programme de travail assorti d'un Plan de financement proposés par le demandeur, peut requérir de ce dernier, en le notifiant, des informations essentielles supplémentaires.

Article 83. A la suite de l'évaluation technique et financière satisfaisante par l'Administration minière, celle-ci en informe le BCMM qui, à cet effet, prépare et soumet au Ministre chargé des Mines, le projet d'Arrêté portant octroi du Permis minier, lequel s'accompagne d'un Cahier des Charges Minières.

Ledit Cahier des Charges Minières comporte les engagements techniques et financiers auxquels est soumis le titulaire de Permis minier.

Article 84. Le Permis minier initial est délivré par le BCMM après le paiement, par le titulaire, des Frais d'Administration Minière annuels par carré afférents à la première année, lesquels doivent être payés dans le délai prévu à l'article 276 du présent Code et après l'acquittement de la contribution au Fonds Minier d'Investissement Social et Communautaire prévu à l'article 281 du présent Code.

Article 85. Tout refus d'octroi d'un Permis minier doit être motivé et notifié au demandeur, dans un délai de soixante (60) jours ouvrables, à compter de la date de dépôt de la demande.

Article 86. Toute demande de Permis minier se conforme à la réglementation en vigueur en matière de protection environnementale, conformément au chapitre II du Titre VI du présent Code.

SECTION 2. DU RENOUELEMENT

Article 87. Le renouvellement d'un Permis minier, sur la demande du titulaire, est accordé à celui-ci s'il satisfait aux obligations légales et réglementaires énumérées ci-après :

1. le paiement des Frais d'Administration Minière de l'année précédente ;
2. le paiement des Droits et Taxes spéciaux sur les produits miniers de l'année précédant l'année de demande de renouvellement, pour le cas des PREA et des PE ;
3. le respect des termes du Cahier des Charges Minières, concernant notamment les Rapports techniques et financiers ;
4. la régularité vis-à-vis de l'Administration fiscale ;
5. la validité du Permis Environnemental ou de l'autorisation environnementale ;
6. pour le cas du PE, la justification du besoin du renouvellement par la soumission d'une étude de faisabilité actualisée assortie de l'engagement de réaliser les travaux d'exploitations envisagées.

Article 88. Le renouvellement d'un Permis minier est accordé dans les mêmes conditions que l'octroi.

Le titulaire n'a plus à produire à l'appui de sa demande de renouvellement, un Programme d'Engagement Environnemental (PEE) ou une Etude d'Impact Environnemental (EIE), selon le cas, à moins, qu'il n'y ait un changement significatif du plan d'opération initial.

Les cas, pour lesquels la production d'un nouveau document environnemental est requise, sont précisés par voie réglementaire.

Toutefois, pour le renouvellement d'un PE, le titulaire doit soumettre une Etude de faisabilité actualisée.

Article 89. Le titulaire de PR est tenu à une réduction graduelle de la superficie de son périmètre.

Cette réduction graduelle se fait selon les modalités fixées ci-après :

- la superficie du périmètre du PR est réduite de 25% au moins de sa superficie initiale au moment du premier renouvellement ;
- la superficie du périmètre du PR est réduite de 25% au moins de sa superficie restante au moment du second renouvellement.

Article 90. Il appartient au titulaire du PR de choisir les carrés à rendre sans que le choix ne cause un enclavement d'autres périmètres miniers futurs.

La réduction graduelle ne dégage pas le Titulaire des obligations environnementales se rapportant aux carrés rendus.

Les carrés restants doivent rester contigus et jointifs par les côtés.

Article 91. La réduction graduelle intervient dès la demande de renouvellement du PR par le titulaire.

Le titulaire de Permis minier joint ainsi à sa demande, les coordonnées des carrés à rendre, conformément aux dispositions de l'article 90 ci-dessus.

Le BCMM procède par la suite au réajustement du périmètre minier, objet de la demande de renouvellement.

Article 92. La demande de renouvellement est déposée au BCMM dans un délai de quarante-cinq (45) jours ouvrables, avant la date d'expiration de la validité des Permis miniers.

Article 93. Tout Permis minier, objet d'une demande de renouvellement, reste valide jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son sort.

A ce titre, et durant l'attente de renouvellement, le titulaire est tenu de respecter toutes les obligations rattachées à son Permis minier.

Article 94. La demande de renouvellement est enregistrée par le BCMM contre le paiement du droit de renouvellement correspondant, dont le montant et les modalités de recouvrement sont fixés par voie réglementaire.

SECTION 3. DE LA TRANSFORMATION

Article 95. Le titulaire de PREA ou de PR peut à tout moment demander la transformation de son Permis minier en PE.

Article 96. Pour la transformation du PR en PE, les documents suivants sont requis :

1. le formulaire de demande à déposer avant l'expiration de la durée de validité dudit Permis minier ;
2. le rapport de l'étude de préfaisabilité ;
3. le rapport périodique d'activités.

Le canevas desdits Rapports est défini par voie réglementaire.

Article 97. Pour la transformation du PR en PREA, les documents suivants sont requis :

1. le formulaire de demande à déposer avant l'expiration de la durée de validité dudit Permis minier ;
2. les documents relatant l'état d'avancement des travaux de recherche déjà effectués ;
3. le rapport technique de recherche ;
4. le rapport périodique d'activités.

Article 98. La dimension du périmètre minier, la durée du Permis minier, les moyens d'exploitation et le montant des Frais d'Administration Minière sont ajustés en conséquence.

Article 99. Le Permis minier transformé suit désormais le régime du type de Permis minier auquel il fait partie, et le titulaire doit obligatoirement procéder à toute mise en conformité engendrée par ce changement.

CHAPITRE VII DE LA NEGOCIABILITE, DU TRANSFERT ET DE LA RENONCIATION DES PERMIS MINIER

Article 100. Le PR constitue un droit cessible, transmissible et susceptible de gage.

Il est divisible seulement en carrés entiers.

Article 101. Le PE constitue un droit cessible, transmissible, amodiable et susceptible de gage.

Il est divisible seulement en carrés entiers.

Article 102. Le PREA constitue un droit cessible, transmissible, amodiable et susceptible de gage, sauf pour celui octroyé aux groupements, définis au Chapitre IV du Titre I du présent Code.

Article 103. L'acte de cession, d'amodiation, de transmission, de gage ou d'hypothèque, ou tout changement affectant le permis minier, est établi conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, suivant la déposition faite par le titulaire de Permis minier, et doit être porté au registre du BCMM, sous peine d'inopposabilité à l'Administration.

Les copies des actes ainsi enregistrés sont déposées par le titulaire, pour conservation, au BCMM.

Article 104. En cas de litiges portés devant la justice concernant ces actes de transfert ou de sûreté, seules les décisions de justice devenues définitives et dont toutes les voies de recours ont été épuisées, sont opposables au BCMM, qui procédera par la suite à l'inscription des droits miniers résultant de ces décisions, sous réserve du respect des procédures afférentes à cette inscription.

Article 105. Le BCMM refuse de procéder à l'inscription ou au transfert, lorsque les conditions d'inscription ou d'éligibilité ne sont pas remplies par les bénéficiaires des droits miniers.

SECTION 1. DU TRANSFERT DES PERMIS MINIERS

Article 106. La cession et la transmission des Permis miniers, à l'exclusion de ceux détenus par des groupements, sont libres à toute personne éligible pour acquérir et détenir des Permis miniers, conformément aux dispositions de l'article 9 du présent Code.

Article 107. Un nouveau Permis minier est établi et les droits et obligations rattachés au Permis minier initial sont transférés au nouveau titulaire, sous réserve des dispositions de l'article 108 ci-dessous.

Le transfert est accordé dans les mêmes conditions que l'octroi.

Article 108. Tout acte de cession ou de transfert, tout contrat de gage, qui affectent les Permis miniers ne peuvent être opposés à l'Administration tant qu'ils n'ont pas été enregistrés auprès du BCMM.

Les copies des actes ainsi enregistrés sont déposées par le titulaire, pour conservation, au BCMM.

Article 109. Le cédant est libéré de toutes ses obligations résultant du Permis minier transféré au profit du cessionnaire, y compris à l'égard du Ministère en charge des Mines, une fois que l'acte de transfert est inscrit au Registre du Cadastre Minier.

Toutefois, les obligations environnementales faisant l'objet du quitus environnemental visé à l'article 124 du présent Code et déjà accomplies par le cédant, doivent être réclamées par le cessionnaire au moment de la cession. A défaut, les parties demeurent solidairement responsables des engagements souscrits par le cédant jusqu'à concurrence des travaux réalisés par ce dernier.

SECTION 2. DE L'AMODIATION ET DU PARTENARIAT

Article 110. L'acte d'amodiation et l'acte de partenariat doivent être portés au Registre du Cadastre minier, sous peine d'inopposabilité à l'Administration.

Article 111. Au moment de l'enregistrement, il est fait inscription au dos de l'acte portant Permis minier, mention de l'amodiation ou de partenariat, ainsi que du nom du bénéficiaire.

Article 112. L'acte d'amodiation transfère au profit de l'amodiataire les droits et obligations découlant du Permis minier, objet de l'amodiation.

A ce titre, l'amodiation confère à l'amodiataire le droit d'user du Laissez-Passer se rapportant au Permis minier, objet de l'amodiation et pendant la durée de celle-ci.

Article 113. Toutefois, l'amodiant et l'amodiataire demeurent, vis-à-vis de l'Administration minière solidairement responsables, des obligations rattachées au Permis minier, objet de l'amodiation.

Article 114. La sous-location est interdite en matière d'amodiation.

Article 115. Le titulaire d'un Permis minier peut travailler à l'intérieur de son périmètre, en partenariat avec une personne physique ou morale, éligible pour acquérir et détenir des Permis miniers, conformément aux dispositions de l'article 9 du présent Code.

Article 116. En cas de litiges portés devant la justice, seules les décisions de justice devenues définitives et dont toutes les voies de recours ont été épuisées sont opposables au BCMM, pour l'inscription des droits miniers ou leur transfert, sous réserve du respect des procédures y afférentes.

Le BCMM refuse de procéder à l'inscription ou au transfert lorsque les conditions d'inscription ou d'éligibilité ne sont pas remplies par les bénéficiaires des droits miniers.

SECTION 3. DE LA RENONCIATION

Article 117. Le titulaire d'un Permis minier peut à tout moment renoncer à tout ou partie du périmètre objet de son Permis.

En cas de renonciation partielle, elle doit porter sur un ou plusieurs carrés entiers.

Article 118. La renonciation totale est sujette à l'accomplissement de la fermeture du centre de recherche ou d'exploitation, conformément aux dispositions précisées par voie réglementaire.

Article 119. La renonciation est déclarée et enregistrée auprès du BCMM, avec l'indication précise du ou des carrés entiers ainsi renoncés.

Article 120. La renonciation partielle de périmètres miniers doit toujours être opérée de manière à maintenir les carrés restants, contigus et jointifs par les côtés, et ne pas causer un enclavement d'autres périmètres miniers futurs.

Le titulaire soumet son Permis minier pour ajustement.

Article 121. La renonciation est irrévocable qu'elle soit totale ou partielle.

Article 122. La renonciation enregistrée par le BCMM dégage la responsabilité du titulaire de payer, pour les années suivantes, les Frais d'Administration Minière afférents aux carrés renoncés.

Article 123. La renonciation ne donne pas droit à remboursement des Frais d'Administration Minière déjà payés.

Article 124. Pour se dégager de l'obligation de réhabilitation environnementale, le titulaire du Permis minier doit recevoir le quitus de l'autorité, qui a donné l'autorisation environnementale initiale, après constat in situ de l'achèvement des travaux de réhabilitation.

Article 125. Dans le cas de la renonciation partielle, le Permis minier est ajusté, puis délivré par le BCMM.

Le Permis minier modifié est porté au registre des Permis miniers octroyés.

CHAPITRE VIII DES ZONES PROTEGEES, DES ZONES RESERVEES ET DES ZONES D'INTERDICTION

SECTION 1. DES ZONES PROTEGEES

Article 126. Toute mise en protection temporaire en vue de délimitation de nouvelles aires protégées, par le Ministère en charge de l'Environnement, doit être communiquée au Ministère en charge des Mines aux fins d'études et concertation préalables.

Les coordonnées des nouvelles zones protégées ainsi que les documents techniques s'y rapportant lui sont communiquées à des fins d'inscription dans la carte de retombes minières.

Article 127. En tout état de cause, tout périmètre minier institué ne peut plus être défini comme zone protégée.

Article 128. En cas d'envahissement des zones protégées dans l'objectif d'y entreprendre des travaux de prospection, de recherche ou d'exploitation minière, les autorités des CTD se saisissent de l'affaire, même en l'absence de toute dénonciation formulée par des tiers.

Elles peuvent requérir l'intervention des forces de l'ordre, s'il y a lieu, ou, si elles n'en disposent pas, saisir les représentants de l'Etat les plus proches.

Elles en informent l'Administration responsable des zones protégées concernées et l'Administration minière.

Article 129. Dans le cas où les zones protégées se trouvent dénudées d'intérêt écologique et/ou écosystémique, il est procédé, sur initiative du Ministre chargé des Mines, à la demande de déclassement de la zone s'y rapportant, auprès du Ministère en charge de l'Environnement.

SECTION 2. DES ZONES D'INTERDICTION

Article 130. Sans préjudice de restrictions particulières éventuelles, aucun travail de recherche ou d'exploitation minière ne peut être ouvert à la surface, dans une zone de cent (100) mètres, appelée zone d'interdiction, sauf s'il est justifié que le permis et/ou l'autorisation minière ont été attribués antérieurement :

1. aux alentours de propriétés closes de murs ou d'un dispositif équivalent ou de toute délimitation usitée dans la région concernée, village, groupe d'habitations, puits et sources, édifices religieux, lieux de sépulture et lieux considérés comme sacrés ou tabous, sans le consentement écrit suivant le cas, soit du propriétaire, soit des autorités des CTD concernées ;
2. de part et d'autre des voies de communication, conduites d'eau et généralement à l'entour de tous travaux d'utilité publique, de sites archéologiques, de sites culturels, de sites culturels et touristiques classés et ouvrages d'art, sans autorisation du Ministre chargé des Mines, après avis conforme des autorités compétentes.

Article 131. Des zones de protection supplémentaires pourront être prescrites, par Arrêté du Ministre chargé des Mines, pour la protection des édifices et agglomérations, sources, voies de communication, ouvrages d'art et travaux d'utilité publique, en tous points où il serait jugé nécessaire dans l'intérêt général à la demande des intéressés et après enquête.

A l'intérieur de ces zones, la recherche et l'exploitation minières peuvent être soumises à des conditions lesquelles sont prévues par l'Arrêté susmentionné.

SECTION 3. DES ZONES RESERVEES

Article 132. Les zones réservées sont les zones temporairement classées à des fins de travaux publics, d'études géologiques, de promotion minière ou d'encadrements d'exploitants artisanaux miniers, sous réserve de la disponibilité du périmètre concerné.

Article 133. Les zones réservées sont fixées par Arrêté du Ministre chargé des Mines.

Ledit Arrêté doit comporter :

- l'identification des carrés composant la zone réservée ;
- la durée nécessaire pour la réservation ;
- les motifs de la constitution en zone réservée.

SOUS-SECTION 1. ZONES RESERVEES POUR DES TRAVAUX PUBLICS

Article 134. Pour la réalisation de travaux publics, le Ministre chargé des Mines, après étude du dossier justificatif s'y rapportant, sur demande de l'autorité concernée qui en fait la délimitation précise, peut prendre un Arrêté, déclarant une zone réservée pour la durée des travaux.

Article 135. La durée initiale de la classification en zone réservée pour des travaux publics ne peut dépasser, dans ce cas, douze (12) mois, prorogeable deux (02) fois pour la même durée.

SOUS-SECTION 2. ZONES RESERVEES POUR ETUDES GEOLOGIQUES

Article 136. Pour des études géologiques et/ou en vue de la promotion minière, le Ministre chargé des Mines peut prendre un Arrêté déclarant la zone réservée, sous la condition énoncée par l'article 132 ci-dessus.

Ces zones peuvent être attribuées aux Organismes d'Etat spécialisés, suivant l'article 9 de ce Code, pour qu'ils puissent effectuer lesdites études.

Article 137. A l'issue des études géologiques ou dans le cadre de la promotion minière, le Ministre chargé des Mines, peut par Arrêté, lancer un appel à concourir en vue de l'octroi de Permis minier dans les zones concernées.

Article 138. L'Etat, par l'intermédiaire de l'un ou des Organismes spécialisés visés à l'article 9 du présent Code, a droit à une attribution de 10% du capital social de la personne morale adjudicataire, détentrice de permis minier.

Cette participation, non diluable ne saurait être considérée comme accordant un privilège particulier auxdits organismes. Aucune contribution financière ne peut être exigée à l'Etat au titre de ces actions d'apport même en cas d'augmentation de capital.

Article 139. Les modalités de réalisation de cet appel à concourir sont fixées par voie réglementaire et doivent respecter les règles de transparence.

Article 140. Le Ministre chargé des Mines peut à cet effet, restreindre l'octroi de Permis minier dans les zones libérées visées à l'article 136, aux nouveaux demandeurs.

Article 141. La durée initiale de la classification en zone réservée ne peut dépasser, dans ce cas, vingt-quatre (24) mois, prorogeable une seule fois pour la même durée, suivant les mêmes modalités que la réservation initiale.

SOUS-SECTION 3. ZONES RESERVEES POUR ENCADREMENT DES EXPLOITANTS ARTISANAUX

Article 142. Pour l'encadrement des exploitants artisanaux miniers, le Ministre chargé des Mines, sur proposition de la Direction Centrale, Régionale ou Interrégionale en charge des Mines, ou de la Centrale de l'or de Madagascar selon le cas, peut prendre un Arrêté déclarant la zone réservée, dénommée Zone d'Encadrement (ZE).

Article 143. La durée initiale de la classification en zone réservée pour encadrement des exploitants artisanaux ne peut dépasser six (06) mois, prorogeable une seule fois pour une durée maximum de six (06) mois.

Article 144. Pendant ladite période, l'Administration minière encadre les exploitants artisanaux qui doivent se constituer en Groupement.

Article 145. En attendant l'obtention du PREA, il est délivré au Groupement une Autorisation minière d'exploitation artisanale dont la durée est de six (06) mois, prorogeable une seule fois, pour la même durée.

Article 146. Le Groupement, titulaire d'une Autorisation minière d'exploitation artisanale est tenu d'établir un document de Plan d'Engagement Environnemental à soumettre au Service en charge de l'environnement du Ministère en charge des Mines.

Article 147. Pour la vente de ses produits miniers, un Laissez-Passer réglementaire est délivré par l'Administration minière au Groupement.

A ce titre, le Groupement tient à jour un registre de production préalablement côté et paraphé par l'Administration minière.

Il est tenu, par ailleurs, à la production d'un rapport trimestriel qu'il soumet à la Direction Régionale ou Inter-Régionale des Mines du lieu de l'exploitation.

Article 148. Le PREA attribué au Groupement n'est ni cessible ni amodiable.

Article 149. Après constatation que les raisons de la classification en zone réservée ne sont plus justifiées, le Ministre chargé des Mines procède à la libération des zones ainsi réservées par voie d'Arrêté.

CHAPITRE IX DES DECHETS MINIERES ET DES SOUS-PRODUITS

SECTION 1. DES DECHETS MINIERES

Article 150. Les déchets miniers, au sens du présent Code, sont classés comme suit :

- les stériles francs de découverte et/ou de traçage de galerie et les résidus d'exploitation, dont la réutilisation ou le stockage si besoin, ne nécessitent aucune condition ni autorisation particulière ;
- les résidus de traitement ou stériles de sélectivité et les résidus à additif chimique, notamment les boues issues d'une laverie, les scories de grillage ou de fusion du minerai ;
- les déchets résultant de lavage ou du traitement du minerai ;
- les produits qui ne sont pas suffisamment exploitables dans les conditions économiques et techniques du moment.

Article 151. La gestion et/ou la réutilisation des déchets miniers, suit le Plan de gestion de déchets miniers prévu au préalable, dans le Cahier des Charges Minières. du titulaire de Permis.

La réutilisation de déchet à additif chimique ou de déchet contenant des éléments radioactifs, requiert en outre une autorisation préalable de l'Organisme d'Etat représentant l'AIEA et/ou d'autres entités compétentes.

Les conditions et modalités de stockage des déchets miniers sont prévues par le Cahier des Charges Minières.

Article 152. Sous réserve des dispositions du présent Code, le titulaire d'un PE peut, sans aucune autre formalité administrative, exploiter les déchets miniers provenant de son activité.

Toutefois, la récupération des déchets miniers par une personne autre que le titulaire de Permis minier lui-même, est subordonnée à la signature d'un accord entre le titulaire du PE et la personne intéressée.

Sous-peine d'inopposabilité, ledit accord doit être enregistré au BCMM.

Article 153. Si les déchets miniers à récupérer constituent des sous-produits des substances minières principales inscrites dans le Permis minier, le titulaire de Permis minier est tenu d'en faire la déclaration aux fins d'extension de substances de son Permis minier.

Article 154. En tout état de cause, l'Administration se réserve le droit de procéder à tout moment, au contrôle et/ou à l'analyse des substances minières ainsi que des déchets miniers extraits par le titulaire de Permis minier.

SECTION 2. DES SOUS-PRODUITS

Article 155. Les sous-produits tels que définis à l'article 2 du présent Code sont des produits de mines et en suivent le régime.

Article 156. Les sous-produits non déclarés dans le Permis minier, peuvent faire l'objet d'une exploitation, lorsque le titulaire du Permis minier s'y rapportant en fait la demande, selon les conditions et modalités d'extension de substances, prévues à l'article 42 du présent Code.

Article 157. L'exploitation des sous-produits peut être faite par un opérateur autre que le titulaire de Permis, sous réserve de l'établissement d'un accord entre les deux.

Ledit accord doit être enregistré au BCMM.

TITRE III DU REGIME DE L'OR

CHAPITRE PREMIER DES GENERALITES

Article 158. Les activités d'extraction, de collecte, d'analyse, de transformation, d'affinage, de commercialisation, de transport, d'importation et d'exportation de l'or, sont régies par les dispositions du présent Titre.

Article 159. La formalisation, le suivi, la gestion de la base de données sur l'or et la régulation des activités aurifères, ainsi que la fonte et l'apposition de poinçon officiel de l'or, relèvent de la compétence d'un Etablissement Public National placé sous la tutelle du Ministère en Charge des Mines, dénommé Centrale de l'Or de Madagascar (COM) et dont les attributions et les modalités de fonctionnement seront définies par voie réglementaire. La Centrale de l'Or de Madagascar est une continuité de l'Agence Nationale de la filière Or (ANOR) avec une extension de ses attributions.

CHAPITRE II DES ACTIVITES D'EXPLOITATION ARTISANALE DE L'OR

Article 160. Toute activité d'exploitation artisanale de l'or est exercée à l'intérieur d'un couloir d'orpaillage ou d'un couloir d'exploitation artisanale de l'or, dont les coordonnées sont reportées sur la carte de retombes minières.

Article 161. Le travail des enfants est interdit dans toute activité d'exploitation artisanale de l'or, sauf dans les conditions fixées par la législation sur le travail qui autorise les enfants de plus de quinze (15) ans à effectuer des travaux légers.

Des sanctions sont prévues par les textes spécifiques en la matière.

SECTION 1. DE L'ORPAILLAGE

Article 162. L'activité d'orpaillage est effectuée en vertu d'un Kara-bolamena délivré par la Commune du ressort, après visa de la COM à tout individu de nationalité Malagasy

Article 163. Tout individu de nationalité Malagasy est éligible à acquérir et détenir un Kara-bolamena, accompagné d'un carnet de production.

Article 164. Le Kara-bolamena est valable dans la limite de la circonscription de la Commune l'ayant délivré, et ce en dehors des zones qualifiées zones protégées, zones d'interdictions ou zones réservées, par le présent Code.

Article 165. Les activités d'orpaillage à l'intérieur des lits actifs de rivière et des alluvions récents sont libres.

Lorsque les activités d'orpaillage sont pratiquées à l'intérieur d'un Périmètre minier, un couloir d'orpaillage, qui constitue une zone de servitude légale à l'égard des orpailleurs, est délimité suivant les modalités définies dans le Décret d'application du présent Code.

Article 166. Le Kara-bolamena autorise son titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque exclusivité, à faire des activités d'orpaillage, pour une durée d'un (01) an à compter de la date d'octroi.

Article 167. Le Kara-bolamena est renouvelable plusieurs fois pour la même durée, dans les mêmes conditions que l'octroi, par la Commune concernée, sous réserve de l'accomplissement des obligations relatives aux consignes d'hygiène, sécurité et environnementale établies au niveau de ladite Commune.

Le Kara-bolamena ne constitue pas un Permis minier.

Article 168. Les procédures d'octroi du Kara-bolamena sont fixées par Arrêté du Ministre chargé des Mines, sur proposition de la COM.

Article 169. Le Kara-bolamena est octroyé contre paiement d'un droit dont le montant est fixé par Arrêté communal, suivant une fourchette établie par Arrêté du Ministre chargé des Mines.

Les recettes du droit d'octroi des Kara-bolamena reviennent intégralement à la Commune du ressort.

Article 170. Le Kara-bolamena est individuel et ne peut faire l'objet ni de cession, ni de mutation ni d'amodiation.

Article 171. Le titulaire de PREA ou de PE pour l'or a un droit de préemption sur les produits extraits de son périmètre minier.

Par contre, le titulaire d'un Permis minier pour des substances autres que l'or ou d'un PR, ne peut pas acheter les produits issus de l'exploitation artisanale de l'or exercée dans son périmètre minier, à moins qu'il ne se constitue en Collecteur d'or ou en Comptoir de l'or.

SECTION 2. DES ACTIVITES D'EXPLOITATION ARTISANALE DE L'OR SUR DES GITES PRIMAIRES

Article 172. L'exploitation artisanale de l'or sur des gîtes primaires en dehors des zones instituées en périmètres miniers, suit le régime prévu par les dispositions de l'article 142 du présent Code.

Article 173. L'exploitation artisanale de l'or à l'intérieur d'un périmètre minier se conforme aux dispositions de l'article 28 et suivant du présent Code.

SECTION 3. DU SUIVI ADMINISTRATIF DES ACTIVITES ARTISANALES SUR L'OR

Article 174. Les informations sur les bénéficiaires des Kara-bolamena sont enregistrées sur un Registre tenu à jour par chaque Commune qui les délivre.

La Commune adresse, chaque trimestre, la souche dudit Registre, au bureau local de la COM ou, à défaut, au bureau local des Mines, qui transmettra.

Article 175. Les orpailleurs et les groupements d'orpailleurs tiennent à jour un carnet de production, qu'ils présentent périodiquement à la Commune.

Article 176. Les Kara-bolamena, à l'issu d'une étude de dématérialisation, peuvent se transformer en un dispositif électronique, mis en place et contrôlé par la COM.

SECTION 4. DES NORMES TECHNIQUES, ENVIRONNEMENTALES, DE SECURITE ET D'HYGIENE

Article 177. Les matériels autorisés, dans le cadre d'une activité d'orpaillage, ainsi que ceux autorisés à titre d'exploitation artisanale de l'or sur des gîtes primaires sont définis par voie réglementaire.

Article 178. Tout usage de mercure, de cyanure et le recours à tout procédé chimique est strictement prohibé dans le cadre des activités d'exploitation artisanale de l'or.

Article 179. Les normes en matière d'hygiène, de sécurité et de réhabilitation environnementale applicables auxdites activités sont fixées par Décret pris en Conseil du Gouvernement.

CHAPITRE III DE LA COLLECTE D'OR

SECTION 1. DE LA CARTE DE COLLECTEUR

Article 180. L'activité de collecte d'or est conditionnée par l'obtention de la carte appelée Carte de Collecteur délivrée par la COM et valable pour une durée d'un (01) an, à compter de la date d'octroi.

Il est renouvelable une (01) ou plusieurs fois, sous réserve du respect par le demandeur, des obligations rattachées à son activité, ainsi que du paiement du droit s'y rapportant, conformément à l'article 184 du présent Chapitre.

Article 181. Toute personne physique de nationalité Malagasy ainsi que tout bijoutier, sont éligibles à acquérir et détenir une carte de collecteur d'or.

Article 182. Le demandeur peut se faire délivrer au maximum cinq (05) cartes de collecteur, correspondant à cinq (05) communes de collecte différentes, sous réserve du paiement des droits y afférents.

Article 183. La Carte de Collecteur est personnelle. Elle n'est ni cessible, ni amodiable.

Article 184. Le Collecteur d'or doit, pour l'obtention de la Carte de Collecteur, s'acquitter d'un droit dont le montant est fixé par voie réglementaire.

Les bénéficiaires du droit prévu à l'alinéa précédent sont la Région et la Commune concernées ainsi que la COM et les taux de répartition y afférents sont fixés par voie réglementaire.

Article 185. La carte de collecteur d'or confère à son titulaire le droit d'exercer l'achat et la vente d'or.

Article 186. Le Collecteur d'or tient à jour un Registre d'entrées et de sorties et un Registre de Laisser-passer, côtés et paraphés préalablement par la COM.

Article 187. Les modalités et conditions d'octroi de la carte de collecteur sont fixées par voie réglementaire.

SECTION 2. DE L’AFFILIATION

Article 188. Les exploitants artisanaux de l'or peuvent être affiliés à des Collecteurs d'or.

Article 189. Les groupements d'exploitants artisanaux d'or et les Collecteurs d'or peuvent être affiliés à des Comptoirs de l'or.

Article 190. Les Comptoirs de l'or peuvent s'affilier entre eux.

Article 191. L'affiliation soumet son auteur à l'obligation de réaliser les formalités administratives et de s'acquitter des différentes charges engendrées de la formalisation de l'affilié.

Les Kara-bolamena ou Cartes de Collecteur délivrées aux fins d'affiliation bénéficient d'une remise de 20 à 25% sur le montant des droits y afférents fixé par le Conseil Communal.

L'affiliation établit entre les parties un accord d'exclusivité et de fidélité pour l'écoulement de l'or produit.

CHAPITRE IV DES COMPTOIRS DE L'OR

Article 192. Les Comptoirs de l'or sont des personnes morales de droit Malagasy qui opèrent dans le traitement, l'importation, la vente et l'exportation de l'or en vertu d'un Agrément octroyé par Arrêté du Ministre chargé des Mines, après instruction de la COM.

Article 193. L'Agrément de Comptoir de l'or confère à son titulaire le droit de procéder à l'achat de l'or sur toute l'étendue du territoire national auprès des Titulaires de PE Or et de PREA Or, des collecteurs d'or et des groupements d'exploitants artisanaux de l'or.

Le comptoir peut également s'approvisionner auprès de quiconque vendant son or, lorsque celui-ci justifie la détention légale du produit.

Article 194. Doivent se constituer en Comptoirs de l'or les bijoutiers, les titulaires de PE Or et de PREA Or, les collecteurs Or et tous les acheteurs revendeurs d'or qui exportent leur or.

Article 195. Les Comptoirs de l'or sont soumis aux obligations prévues au présent chapitre ainsi qu'aux dispositions légales sur le blanchiment de capitaux et de financement de terrorisme.

Article 196. Les Comptoirs de l'or sont soumis à un Cahier des Charges spécifique.

Article 197. Les modalités et conditions d'obtention d'un Agrément, le montant du droit d'Agrément ainsi que le modèle du Cahier de charges sont fixés par Décret pris en Conseil du Gouvernement.

CHAPITRE V DE L'EXPORTATION DE L'OR

Article 198. Les procédures d'exportation d'or sont effectuées au niveau du Guichet Unique d'Exportation d'Or.

La liste des Services composant le Guichet Unique d'Exportation d'Or ainsi que la mise en place de ce dernier sont fixées par voie réglementaire.

Article 199. Seul est autorisé à exporter de l'or à titre commercial le Comptoir de l'or dont l'Agrément est valide.

Article 200. L'exportation de l'or ne peut se faire que sous forme de bijoux, d'ouvrages et/ou de lingots, dûment poinçonnés par l'Administration minière.

Article 201. L'exportation de l'or à titre commercial suit les mêmes procédures que celles prévues pour toute autre substance minière.

Article 202. Cependant, seul peut être soumis aux procédures d'exportation à titre commercial, l'or accompagné de son Laissez-Passer et sa Fiche signalétique émis par la COM.

Article 203. Les conditions et modalités d'exportation d'or à titre commercial et à titre non commercial sont fixées par Décret pris en Conseil du Gouvernement.

CHAPITRE VI DE L'IMPORTATION DE L'OR

Article 204. Le Comptoir de l'or et les bijoutiers sont, seuls, habilités à importer de l'or, à des fins commerciales.

L'importateur de l'or doit, outre les obligations fiscales et douanières prévues par les textes en vigueur, souscrire une déclaration préalable auprès de la COM, suivant un formulaire établi par celle-ci.

Article 205. Les modalités et conditions de réalisation de l'importation de l'or sont définies par Décret pris en Conseil du Gouvernement.

CHAPITRE VII DE LA MISE EN TRACABILITE DE L'OR

Article 206. L'or commercialisé est soumis à des opérations de pesage, d'analyse, de fonte et de poinçon officiel auprès de la Centrale de l'Or de Madagascar.

Pour l'or issu de l'exploitation aurifère artisanale, il incombe au collecteur et au Comptoir de l'or de le présenter à l'antenne de la COM du lieu de son extraction ou à défaut, auprès de celle la plus proche, pour y effectuer les opérations, citées à l'alinéa précédent, moyennant le paiement de frais dont les montants et les modalités de paiement sont fixés par voie réglementaire.

Il en est de même de l'or provenant des activités exercées en vertu d'un PREA ou d'un PE.

Pour les activités intégrées sur l'or dans le cadre d'un PREA ou d'un PE, le produit final, avant son dépôt au lieu de stockage, doit être soumis à la COM, pour enregistrement, certification et poinçonnage.

Article 207. La fonte de l'or, qui doit être effectuée en une seule fois, s'opère au niveau de l'antenne de la COM.

Toutefois, le titulaire de Permis minier dans le cadre des activités intégrées et les bijoutiers pour le façonnage de l'or, sont autorisés à effectuer la fonte de l'or, en dehors de celle effectuée par la COM.

Article 208. A l'issue desdites opérations, une Fiche signalétique et un Certificat d'enregistrement lui sont délivrés.

Article 209. La mise en circulation d'or sans Laissez-Passer et Fiche signalétique correspondants, est assimilée à la mise en circulation de produit minier sans pièces justificatives, sanctionnée par l'article 371 1) du présent Code.

CHAPITRE VIII DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMERCE DE L'OR

Article 210. Toute exportation de l'or à titre commercial est soumise à l'obligation de rapatriement de devises et de cession sur le Marché Interbancaire de Devises, conformément aux dispositions des textes spécifiques s'y rapportant.

Article 211. A l'exception des ventes à l'occasion des foires et salons internationaux, toutes transactions entre l'exportateur et son client sur la vente à l'exportation d'or, doivent se faire par remise documentaire ou lettre de crédit.

Aucune transaction sous forme de remise libre n'est autorisée.

Le prochain envoi est conditionné par un rapatriement intégral du montant correspondant de la précédente facture domiciliée.

Article 212. L'exportateur d'or ayant failli à cette obligation se trouve suspendu de toute exportation jusqu'à régularisation, indépendamment de toute autre sanction pénale encourue suivant la loi et les règlements.

Article 213. Indépendamment du poinçon du maître, effectué par les bijoutiers et orfèvres, tous les bijoux et ouvrages d'or, destinés à la vente, doivent faire l'objet d'un contrôle de finesse et d'essai auprès du Laboratoire des Mines de Madagascar (LMM), puis de l'apposition du poinçon officiel par la COM.

Article 214. Tout détenteur d'or à titre commercial, exclusion faite de l'exploitant artisanal de l'or, est assujéti au paiement des Droits et taxes spéciaux sur les produits miniers s'y rapportant, conformément aux dispositions de l'article 283 de la présente loi, sauf présentation d'une quittance en attestant le règlement antérieur.

Article 215. Les principes de perception des Droits et Taxes Spéciaux sur les Produits miniers sont définis à l'article 283 du présent Code.

Article 216. La COM, dans le cadre du suivi des activités aurifères, est habilitée à prendre des mesures sanctionnant les irrégularités qu'elle constate.

Article 217. La COM est habilitée à effectuer toute opération visant à la collecte des informations nécessaires pour une maîtrise de l'activité aurifère.

TITRE IV DU REGIME DES CARRIERES

Article 218. Les carrières sont classées en carrières artisanales et carrières industrielles.

La liste des substances de carrière est fixée par Arrêté du Ministre chargé des Mines.

Article 219. L'exploitation des substances de carrières par tout individu, qu'il soit propriétaire du sol ou non, est autorisée conformément aux dispositions du présent Titre.

Article 220. Toute personne autre que le propriétaire du sol, pour ladite exploitation, doit, en outre, obtenir l'accord de ce dernier et l'indemniser équitablement.

CHAPITRE PREMIER DES CARRIERES ARTISANALES

Article 221. L'exploitation des carrières artisanales se fait en vertu d'une Autorisation délivrée par la Commune du ressort.

Article 222. L'Autorisation d'exploitation de carrière artisanale confère à son titulaire, dans les limites de la carrière objet de l'autorisation et durant la période de sa validité :

1. le droit exclusif d'exploiter les substances pour lesquelles l'Autorisation a été délivrée ;
2. le droit de transporter ou de faire transporter les substances extraites jusqu'au lieu de stockage ou de chargement ;
3. le droit de commercialiser des substances extraites sur les marchés intérieurs.

Article 223. La durée de validité de l'Autorisation d'exploitation de carrière artisanale est d'un (01) an, renouvelable plusieurs fois.

Article 224. Toute demande d'Autorisation d'exploitation de carrière est communiquée par la Commune concernée à l'Administration minière, pour avis technique.

L'Administration minière, après études du dossier, émet son avis technique et remet le dossier à la Commune, objet de la demande, si celle-ci porte sur une exploitation de carrière artisanale.

Autrement, le demandeur est orienté à déposer un dossier de demande de Permis minier.

Article 225. Le renouvellement de l'Autorisation d'ouverture de carrière artisanale est accordé dans les mêmes conditions que l'octroi, par la Commune concernée.

Article 226. Une Autorisation environnementale est délivrée par l'Autorité compétente du Ministère en charge des Mines en matière environnementale avant tout commencement de l'exploitation et à chaque renouvellement de l'Autorisation communale.

Article 227. La Commune concernée est responsable de la gestion et de la surveillance administrative des activités de carrière artisanale à l'intérieur de sa circonscription.

Article 228. La Direction Régionale ou Inter-Régionale en charge des Mines concernée est responsable du suivi et du contrôle en matière d'hygiène, de santé et de sécurité, ainsi qu'en matière environnementale et sociale des carrières artisanales, conformément à la réglementation environnementale en vigueur.

CHAPITRE II DES CARRIERES INDUSTRIELLES

Article 229. L'exploitation de carrière industrielle se fait en vertu d'un PE délivré par le BCMM, et en suit le régime.

Article 230. Toutefois, l'exploitation des gîtes d'emprunt se fait en vertu d'une Autorisation délivrée par la Commune du ressort.

Article 231. Les produits issus des activités des carrières industrielles sont autorisés à l'exportation, au même titre que les autres produits miniers issus des PE.

Article 232. L'exportation de substances de carrières industrielles est subordonnée au respect des procédures administratives de déclaration et de contrôle de conformité, auprès du Ministère en charge des Mines.

TITRE V DU REGIME DES FOSSILES ET DES SUBSTANCES DONT LES GÎTES SONT RARES

CHAPITRE PREMIER DU REGIME DES FOSSILES

Article 233. De par leur utilité scientifique, notamment pour la datation des couches sédimentaires ou pour l'établissement de la spécificité géologique d'une région, les gîtes fossilifères font l'objet d'un régime particulier.

Les gîtes fossilifères sont classés en trois catégories :

- les gîtes fossilifères de premier ordre ;
- les gîtes fossilifères de second ordre ; et
- les gîtes fossilifères de troisième ordre.

La liste des gîtes fossilifères de premier, de second et de troisième ordre, est fixée par voie réglementaire.

Article 234. Les gîtes fossilifères de premier ordre font partie du patrimoine national.

Ils renferment des espèces rares ou dont la localisation stratigraphique est unique dans la formation géologique.

Article 235. Les gîtes fossilifères de second ordre renferment des espèces rares, mais qui sont communes à plusieurs strates géologiques.

Ils peuvent faire l'objet d'autorisations pour des études scientifiques et des prélèvements d'échantillons.

A l'issue des études, les titulaires d'autorisations sont tenus de faire parvenir, auprès de l'autorité qui a procédé à l'octroi, des rapports techniques sur les travaux effectués.

Article 236. Les gîtes fossilifères de troisième ordre, peuvent faire l'objet de ramassage en vertu d'une Autorisation de ramassage, délivrée par la Direction Régionale ou Inter-Régionale en charge des Mines, conformément à la procédure fixée par voie réglementaire.

Elle est valable pour une durée d'un (01) an renouvelable plusieurs fois pour la même durée, et pour la quantité de production précisée d'avance.

Article 237. Nonobstant les dispositions qui précèdent, des fossiles peuvent être prohibés à l'exploitation et au commerce, à cause de leur intérêt scientifique majeur.

Leur liste est fixée par Décret pris en Conseil du Gouvernement.

CHAPITRE II DES SUBSTANCES DONT LES GITES SONT RARES

Article 238. L'exploitation des substances dont les gîtes sont rares, notamment l'aragonite, la célestite et le septaria, se fait en vertu d'un PREA, octroyée au groupement conformément aux dispositions de l'article 142 et suivants, du présent Code.

Pour l'exploitation desdites substances à l'intérieur d'un périmètre minier, il est délivré, sous réserve de l'accord du titulaire du Permis minier concerné, une AMEA, conformément aux dispositions des articles 28 et 29, du présent Code.

Article 239. La liste des substances dont les gîtes sont rares est définie par Décret pris en Conseil du Gouvernement.

TITRE VI DES OBLIGATIONS RATTACHEES AUX ACTIVITES MINIERES

CHAPITRE PREMIER DES GENERALITES

Article 240. Après obtention de son Permis minier ou Autorisation minière, selon le cas, et avant de commencer ses activités, son titulaire a l'obligation de déposer la copie de son Permis minier ou de son Autorisation minière, certifiée par le BCMM contre accusé de réception, ainsi que celle de son Permis environnemental ou de son Autorisation environnementale selon le cas, à la Commune, contre accusé de réception.

Article 241. Le Cahier des Charges Minières du titulaire de Permis minier comporte un « Plan de Responsabilité Sociétale des Entreprises » (PRSE), établi en fonction du type de Permis minier, de la taille et du phasage du projet minier, et révisable en fonction de l'évolution du projet.

Article 242. Le PRSE, matérialisé par des conventions tripartites entre le Promoteur, les communautés d'accueil et les autorités des CTD, inclut entre autres :

- les investissements sociaux ;
- les infrastructures de base relatives notamment à la santé, l'éducation, l'énergie, les voies de communication, l'hydro-agricole ;
- le contenu local.

Article 243. Le contenu local inclut entre autres:

- la priorisation des fournisseurs locaux et la valorisation de la chaîne d'approvisionnement au niveau local;
- les programmes de développement des compétences locales et de renforcement de capacités ;
- à compétence égale, la priorisation du recrutement local. En tout état de cause, le pourcentage des Nationaux travaillant dans l'exploitation devrait être au minimum de 80% ;
- le développement des activités génératrices de revenus.

Article 244. Sans préjudice des obligations prévues dans le Cahier des Charges Minières, chaque titulaire de Permis minier est libre d'adopter d'autres mesures visant à rendre effective la RSE.

Article 245. Le titulaire de Permis minier prend les mesures de protection et de sécurisation effective de son périmètre ou de son gisement.

Les modalités et les normes y afférentes sont définies par voie réglementaire.

Article 246. Les terrains objet d'un Permis minier expiré, non renouvelé, non transformé, retiré ou renoncé, ne se trouvent libérés de toutes obligations en résultant, qu'après exécution des travaux de sécurité et de protection de l'environnement, objet de l'engagement du titulaire, ainsi que de ceux qui peuvent éventuellement être prescrits par l'Administration minière, dans le cadre de l'application du présent Code.

Article 247. L'Administration minière ainsi que les CTD, chacun en ce qui les concerne, assurent le suivi de l'exécution des obligations incombant aux titulaires de Permis miniers, en se basant sur l'étude des rapports fournis par ces derniers, et sur des visites sur terrain des centres de recherches et/ou d'exploitation.

Article 248. Toute opération affectant les droits attribués par le Permis minier fait l'objet d'un enregistrement au niveau du BCMM, moyennant le paiement d'un droit forfaitaire, dont le montant est fixé par Arrêté du Ministre chargé des Mines, sans préjudice de toutes autres perceptions légales ou réglementaires éventuellement

dues.

Article 249. Toute personne morale titulaire de Permis minier a l'obligation d'enregistrer au niveau du BCMM, tout changement touchant les statuts de la société proprement dite, au plus tard trente (30) jours à compter de la date du changement.

Le non-respect du précédent alinéa équivaut à un non-respect des clauses du Cahier des Charges Minières.

Article 250. La cession indirecte des parts d'actions, par la société mère d'une personne morale, titulaire d'un Permis minier, est soumise à une déclaration auprès de l'Administration fiscale et du BCMM, qui en informe l'Administration minière.

Les droits et taxes à prélever sur les cessions indirectes relèvent des lois et réglementations en vigueur.

Article 251. Le manquement par le titulaire à ses obligations est sanctionné suivant les dispositions des Chapitres I et II du Titre X du présent Code.

CHAPITRE II DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Article 252. Les titulaires des Permis miniers et des Autorisations minières d'exploitation artisanale sont tenus au respect des règles visant à la protection environnementale.

Article 253. Tout titulaire de Permis minier ne peut commencer une activité minière sans l'obtention d'une Autorisation environnementale ou de Permis environnemental, selon le cas.

A cet effet, le commencement des travaux d'exploitation et, éventuellement, de nouvelles recherches, en vertu d'un PE, requiert un document d'Etude d'Impact Environnemental (EIE) lequel est soumis au Service chargé de l'environnement du Ministère en charge des Mines et approuvé par l'autorité compétente en matière environnementale.

Le commencement des travaux de recherche ou d'exploitation selon le cas, en vertu d'un PR ou d'un PREA, est précédé de l'approbation des engagements contenus dans le document de Programme d'Engagement Environnemental (PEE), par le Service en charge de l'environnement du Ministère en charge des Mines.

Néanmoins, pour le PR, une EIE peut être requise à partir d'un seuil d'avancement des travaux de recherche, lequel est fixé par voie réglementaire.

Article 254. Toute personne physique ou morale, qui exerce des activités minières à l'intérieur d'un périmètre minier donné, a l'obligation de prendre les mesures de protection nécessaires pour minimiser et réparer tout dommage pouvant résulter des travaux conduits dans le cadre de son activité.

Ladite personne est responsable de toute dégradation de l'environnement du fait de ses travaux.

Article 255. Toute exécution de travaux liés aux activités minières à l'intérieur d'un périmètre minier donné, y compris la construction et l'entretien des infrastructures nécessaires à cette fin, est faite conformément au PEE ou à l'EIE préalablement élaborée et ajustée, suivant les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière.

Le modèle de documents de PEE est précisé par voie réglementaire.

Article 256. Tout titulaire de Permis minier prévoit la constitution d'une provision environnementale destinée à la réhabilitation et la protection de l'environnement ainsi qu'au reboisement.

La description et les modalités de cette provision sont fixées par Décret pris en Conseil du Gouvernement.

Article 257. Pour se dégager de l'obligation de réhabilitation environnementale, le titulaire du Permis doit recevoir un quitus de l'Autorité qui a donné l'autorisation environnementale, après constat in situ de l'achèvement des travaux de réhabilitation.

La responsabilité environnementale du titulaire ainsi que de ses ayants-droits éventuels reste entière tant qu'ils ne peuvent pas justifier de l'obtention du quitus environnemental correspondant.

Article 258. Pour les bénéficiaires d'Autorisations minières d'exploitation artisanale, d'Autorisations d'exploitation artisanale de l'or et des Autorisations de ramassage, leur activité est faite dans le respect des obligations environnementales spécifiques, définies Décret pris en Conseil du Gouvernement.

CHAPITRE III

DE LA SECURITE ET SANTE, DE L'HYGIENE ET DES ACCIDENTS DE TRAVAIL

Article 259. Le titulaire est tenu d'exploiter au mieux les gisements et de se conformer aux mesures générales ou particulières pouvant être ordonnées pour une meilleure utilisation des ressources.

Pour la conduite des travaux de mines ou de carrières, afin d'assurer la sûreté de la surface et la protection de l'environnement, la sécurité et santé et l'hygiène du personnel employé, ainsi que la conservation de la mine ou des mines voisines, les règles à observer seront édictées en tant que de besoin par voie réglementaire.

En cas de manquement par le titulaire de Permis minier aux prescriptions du présent article, l'Administration minière peut ordonner de nouvelles mesures de redressement.

Article 260. Le titulaire d'un Permis minier, dans tous travaux de mines et de carrières, est tenu de respecter les règles d'hygiène, de salubrité, de santé publique,

de sécurité et santé au travail, de radioprotection, les droits des propriétaires individuels ou collectifs, les édifices cultuels et culturels, conformément aux textes en vigueur.

Article 261. Pour des raisons de sécurité, toute ouverture ou fermeture de centre de recherche ou d'exploitation de mines ou de carrière, toute exécution d'ouvrages souterrains, et tous travaux de recherche géologiques et minières, quel qu'en soit l'objet, doivent être déclarés au préalable au Ministère en charge des Mines.

Article 262. Tout accident ou maladie professionnelle survenu dans une mine ou dans une carrière ou leurs dépendances, est porté dans les plus brefs délais, par le titulaire de Permis minier, à la connaissance du Ministère en charge des Mines, du Ministère en charge du Travail et du Ministère en charge de la Santé Publique, ainsi que de l'unité de la Police Nationale ou de la Gendarmerie territorialement compétente.

CHAPITRE IV DE LA PROMOTION DES DROITS HUMAINS, DES DROITS DES ENFANTS ET DE L'EGALITE DE GENRE DANS LE SECTEUR MINIER

Article 263. Toute délivrance de Permis minier et toute autre Autorisation minière prévue par le présent Code ne doivent résulter de toute pratique discriminatoire basée sur le genre.

Article 264. Les titulaires de Permis miniers ou d'Autorisations minières, les sous-traitants et les autres acteurs de la chaîne de valeur d'une exploitation minière sont tenus d'intégrer la dimension genre dans l'exercice de leurs activités.

A cet effet, ils sont tenus de :

- promouvoir la diversité et l'égalité homme-femme au travail ;
- éviter toutes discriminations fondées sur la race, le sexe, l'origine, la religion, l'appartenance syndicale, l'appartenance et les opinions politiques en matière d'emploi et de profession et à la désignation des dirigeants sociaux et autres intervenants ;
- respecter l'égalité de traitement de tout personnel : salarié, dirigeant social et autres intervenants selon l'esprit « travail égal, salaire égal », indépendamment des capacités physiques, de la situation d'handicap, de l'âge ou du sexe des salariés ;
- s'assurer du respect des droits humains dans toute la chaîne de valeur.

Article 265. Sont interdits sur toute la chaîne de valeur d'une exploitation minière :

- la traite des personnes ;
- le travail des enfants sauf dans les conditions fixées par la législation sur le travail qui autorise les enfants de plus de quinze (15) ans à effectuer des travaux légers ;
- l'exploitation sexuelle des enfants ;

- les formes de maltraitance à l'égard de toute souche vulnérable et des personnes en situation d'handicap ;
- l'encouragement ou la dissimulation de cas de Violences Basées sur le Genre.

Des sanctions sont prévues par les textes spécifiques en la matière.

CHAPITRE V DE LA CONSTRUCTION ET DE L'ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES

Article 266. Les titulaires de Permis minier sont autorisés à construire et à maintenir toutes les infrastructures nécessaires aux activités liées aux Permis ou à l'autorisation environnementale y afférente, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Article 267. Toute infrastructure construite par le titulaire d'un Permis minier doit préalablement faire l'objet d'un plan, soumis à l'autorité compétente pour visa, après avoir reçu l'accord des autorités des CTD.

Article 268. Les voies de communication créées par le titulaire de Permis minier à l'intérieur de son périmètre minier, peuvent être utilisées pour le besoin des autres établissements miniers, industriels et commerciaux voisins, sur leur demande, lorsqu'il n'en résulte aucun obstacle pour l'exploitation du titulaire de Permis minier, sous réserve de l'accord de celui-ci, moyennant compensation fixée d'accord parties.

Article 269. Toute infrastructure d'utilité publique construite par le titulaire d'un Permis minier, qui reste en place à l'expiration de la validité de son Permis minier, devient de droit, bien du domaine public.

CHAPITRE VI DES REGISTRES ET DES RAPPORTS D'ACTIVITES

Article 270. Le titulaire de Permis minier tient à jour les documents requis par l'Administration, et définis par les textes d'application du présent Code.

Il s'agit notamment :

- des documents sur tout centre de recherche ou d'exploitation de mines ;
- des documents comptables afférents aux diverses phases de l'activité du titulaire ;
- des rapports que les titulaires de Permis miniers ont l'obligation de fournir périodiquement à l'Administration minière ;
- des documents sur les modalités de vente, de transport, de commerce, de transformation des substances minières.

Article 271. Les rapports requis des titulaires de Permis miniers, prévus à l'article précédent, sont constitués :

- du Rapport périodique d'activité ;

- du Rapport de dépenses, du Rapport technique et du Rapport d'avancement des travaux de recherche déjà effectués, à l'issue des phases de recherche ;
- du Rapport de l'Etude de préfaisabilité, lors de la demande de transformation du PR en PE ou en PREA.

Le canevas desdits rapports est défini par voie réglementaire.

Article 272. Lesdits documents, à l'issue d'une étude de dématérialisation, peuvent se transformer en un dispositif électronique mis en place et contrôlé par l'Administration minière.

CHAPITRE VII DES FRAIS D'ADMINISTRATION MINIERE ANNUELS PAR CARRE

Article 273. Est tenu au paiement des Frais d'Administration Minière (FAM) annuels par carré tout titulaire de Permis minier occupant un ou plusieurs carrés miniers inscrits dans la carte de retombes minières cadastrales.

Article 274. Les Permis miniers en cours d'annulation ou annulés ne sont plus soumis au paiement des FAM.

Article 275. La recette des FAM annuels par carré sur chaque Permis délivré, est répartie au profit :

- du Budget Général ;
- de la Province concernée ;
- de la ou des Régions concernées;
- de la ou des Communes concernées;
- du Bureau du Cadastre Minier de Madagascar (BCMM) ;
- de la Centrale de l'Or de Madagascar (COM) ;
- du Comité National des Mines (CNM) ;
- de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) ;
- de l'Entité chargée des études géologiques et de la promotion minière ;
- de l'Entité chargée de l'analyse et de certification des produits miniers ;

Les taux de répartition du produit desdits frais sont fixés dans le Décret du Gouvernement pris en Conseil du Gouvernement.

Article 276. Les titulaires de Permis minier s'acquittent des FAM par carré au plus tard, à la fin du premier semestre de l'année civile concernée.

En cas de non-paiement au-delà de l'échéance prévue à l'alinéa précédent, il est procédé à l'annulation du Permis minier, conformément aux dispositions du Chapitre I du Titre X du présent Code.

En cas de régularisation, la somme due est majorée d'une pénalité dont le taux est fixé à 2% du principal, par mois de retard, tout mois commencé étant dû en entier, sans que la majoration ne dépasse 50% du montant principal dû.

Article 277. Les modalités de recouvrement des FAM annuels par carré sont précisées par voie réglementaire.

Pour la fixation du montant des FAM à recouvrer, le BCMM procède à la mise à jour tous les deux (02) ans du montant de base fixé par le Décret d'application du présent Code, par rapport à la valeur moyenne des droits de tirage spéciaux entre le 1^{er} Janvier et le 31 Octobre de l'année précédente au niveau de la Banky Foiben'i Madagasikara.

Les montants ainsi mis à jour sont constatés par Décision du BCMM.

Article 278. Dans le cas où le titulaire sollicite une transformation partielle de son Permis minier, les carrés concernés suivent, après la transformation, le taux applicable aux FAM par carré dû au Permis correspondant.

A cet effet, aucune demande de remboursement ou de compensation ne peut être acceptée.

Article 279. Les FAM annuels par carré sont payés au BCMM.

Ce dernier en donne quittance au titulaire de Permis au moment du paiement, et affecte ensuite les parts respectives revenant aux différents bénéficiaires.

CHAPITRE VIII DU FONDS MINIER D'INVESTISSEMENT SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE

Article 280. Tout opérateur minier, au moment de la délivrance de son PREA et/ou PE, contribue à un Fonds Minier d'Investissement Social et Communautaire (FMISC).

Article 281. Une contribution est perçue au profit dudit Fonds, dont :

- pour les PREA : un montant forfaitaire fixé par voie réglementaire ;
- pour les PE : un taux de 3% du montant d'investissement direct prévu par l'étude de préféabilité déposée avec la demande du permis pour le développement et l'équipement initial de la mine.

En outre, une clause de réajustement au coût réel du montant de cette contribution sera prévue à l'issue des études à entreprendre postérieurement à la délivrance du Permis minier.

Cette contribution pourra être capitalisée comme actif et amortissable aux fins du calcul du revenu imposable de l'impôt sur le revenu des individus et des sociétés. La période et la méthode d'amortissement seront précisés par Décret.

Article 282. Les Fonds Minier d'Investissement Social et Communautaire (FMISC) seront gérés dans la transparence en partenariat avec les communautés et les autorités décentralisées.

Les conditions et les modalités de perception, mise en œuvre et de gestion de ces Fonds sont fixées par Décret pris en Conseil du Gouvernement.

CHAPITRE IX DES DROITS ET TAXES SPECIAUX SUR LES PRODUITS MINIERES

Article 283. Il est perçu, au profit de l'Etat, de ses démembrements sectoriels et des CTD, une taxe unique, dénommée Droits et Taxes Spéciaux sur les Produits Miniers (DTSPM), d'un taux de 5% de la valeur des produits des Mines à l'exportation.

Lesdits Droits et taxes spéciaux sont composés d'une ristourne minière d'un taux de 2% au profit des CTD et d'une redevance minière d'un taux de 3% au profit de l'Etat et de ses démembrements sectoriels.

Il est rappelé que les entreprises minières régis par le présent Code sont soumises au régime du droit commun prévu par le Code des impôts et le Code des procédures fiscales.

Article 284. L'assiette des Droits et taxes spéciaux sur les produits miniers destinés à l'exportation est établie suivant la valeur FOB du produit se basant sur le cours international au moment de l'exportation. Cette valeur sera établie par un service spécialisé au niveau du Ministère en charge des Mines, en étroite collaboration avec le Service en charge des Douanes.

Article 285. Aucune autre perception assise sur les produits des mines, en dehors de celle prévue par le présent Code, ne peut être exigible sur toute la chaîne de valeur desdits produits, incluant leur sortie du territoire.

Article 286. Les Droits et taxes spéciaux sur les produits miniers sont payables par :

- les titulaires du Permis minier pour les produits issus des périmètres miniers ;
- les comptoirs de l'or, les collecteurs, pour les produits issus des exploitations artisanales de l'or ;
- les Groupements ;
- les acheteurs revendeurs de produits miniers.

Article 287. Sont exclues du calcul des Droits et taxes spéciaux sur les produits miniers les quantités de substances dont l'utilisation par l'exploitant pour les besoins propres de ses travaux de recherche ou d'exploitation, est justifiée.

Article 288. Dans le cas où les substances extraites sont transformées selon le sens du présent Code, le titulaire de Permis minier bénéficie d'un abattement de 30% sur le taux des Droits et taxes spéciaux sur les produits miniers.

Article 289. Pour les ventes locales, l'assiette des Droits et taxes spéciaux sur les produits miniers est déterminée sur la base des valeurs marchandes locales des

produits de mines qui sont établies périodiquement par Arrêté du Ministre chargé des Mines.

Article 290. Les recettes de la ristourne minière sont réparties entre les budgets respectifs de la ou des Commune(s), de la ou des Région(s), de la ou des Province(s) concernée(s) et au Fonds National de Péréquation.

La répartition se fait comme suit :

- 10% pour le Fonds National de Péréquation ;
- 90% pour les CTD dont :
 - 60% pour la ou les Commune(s) concernée(s) et pour la ou les Commune(s) impactée(s) par le Projet (exploitation, transport, traitement, environnement sans être exhaustif), dont les répartitions sont fixées par voie réglementaire ;
 - 30% aux Régions ;
 - 10% pour les Provinces.

Article 291. Les recettes de la redevance minière sont versées au profit du Budget Général.

Une partie peut être réaffectée aux organismes publics œuvrant dans le secteur minier.

Les parts du Budget Général sont principalement destinées aux investissements sociaux et communautaires.

Les modalités d'application du présent article seront fixées par voie réglementaire.

Article 292. Les principes de perception des Droits et Taxes Spéciaux sur les Produits Miniers sont fixées dans le Décret pris en Conseil du Gouvernement.

Les modalités de perception des Droits et Taxes Spéciaux sur les Produits Miniers sont fixées par Arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances, du Ministre chargé des Mines et du Ministre chargé de la Décentralisation.

Article 293. Dans le cas où le produit minier extrait provient de différents sites d'extraction répartis sur plusieurs Communes et/ou Régions, le mode de répartition des recettes de la ristourne minière s'y rapportant est fixé par voie réglementaire.

CHAPITRE X DE LA SOUMISSION AUX INSPECTIONS

Article 294. Chaque centre de recherche et/ou d'exploitation minière, chaque magasin de vente ou de stockage de produits de mines à l'état brut ou travaillés, chaque entrepôt de l'exportateur de produits de mines, sont soumis à l'inspection sur les lieux, par l'Administration minière.

Article 295. Les inspections ont pour objet de vérifier l'accomplissement de leurs

obligations par les titulaires de Permis minier et tout détenteur d'Autorisations et d'Agréments dans l'exercice de leurs activités.

D'une manière générale, tous les documents et livres obligatoires sont soumis au contrôle des agents chargés des inspections.

Article 296. Les modalités de suivi, de contrôle et d'inspection sont fixées par Décret pris en Conseil du Gouvernement.

CHAPITRE XI DE L'ADHESION AUX PRINCIPES ET EXIGENCES DE TRANSPARENCE ET DE BONNE GOUVERNANCE

Article 297. Tout titulaire de Permis minier, suivant les standards et le seuil de matérialité de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE), a l'obligation de respecter les principes et exigences de transparence et de bonne gouvernance, notamment :

- d'effectuer des déclarations basées sur les données qui sont l'objet d'audit par les instances compétentes en la matière ;
- de déclarer aux instances nationales chargées de la mise en transparence des activités minière, toutes les informations relatives à ses paiements à l'Etat, y compris les réalisations économiques, environnementales et sociales ;
- de rendre publiques les informations relatives à la propriété effective ;
- de rendre publics tous les contrats et licences conclus ou modifiés, notamment les informations mises à disposition du public.

Toutefois, le Gouvernement Malagasy peut décider ultérieurement d'adhérer à d'autres normes et standards internationaux de transparence et de bonne gouvernance.

TITRE VII DES RELATIONS DES TITULAIRES AVEC LES PROPRIETAIRES DES SOLS ET DES RELATIONS ENTRE LES TITULAIRES DE PERMIS

CHAPITRE PREMIER DES RELATIONS DES TITULAIRES DE PERMIS AVEC LES PROPRIETAIRES DES SOLS

Article 298. Les définitions du propriétaire du sol, ainsi que toutes les définitions connexes aux droits de disposition ou de possession relatifs au sol occupé par tout permis minier, sont celles fixées par les textes en vigueur en la matière.

Article 299. Le titulaire du Permis minier et le propriétaire du sol conviennent par convention écrite, de leurs droits et obligations respectifs.

Article 300. Le titulaire d'un Permis minier portant sur des produits de mines, peut disposer des substances de carrières à l'intérieur de son périmètre minier et dont

l'enlèvement est nécessaire pour les travaux de son exploitation minière et des industries qui s'y rattachent, moyennant le paiement d'une juste indemnisation du propriétaire du sol.

Article 301. Le titulaire a l'obligation d'informer le propriétaire du sol, de son droit d'occuper la portion de la propriété couverte par son Permis minier, en particulier les terrains nécessaires à son activité et aux industries qui s'y rattachent.

Article 302. En dehors des travaux de recherche et d'exploitation proprement dits, font partie des activités industrielles et travaux visés ci-dessus, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre minier :

- l'établissement et l'exploitation des centrales, postes et lignes tant en ce qui concerne l'électricité que la télécommunication, en vue exclusivement de ses propres besoins et ce, nonobstant les dispositions spécifiques légales et réglementaires concernant ses activités ;
- les ouvrages de secours y compris les puits et galeries destinés à faciliter l'aération et l'écoulement des eaux ;
- la préparation, le lavage, la concentration, le traitement mécanique, chimique, métallurgique ou bactériologique des minerais extraits, l'agglomération, la distillation, la gazéification des combustibles ;
- le stockage et la mise en dépôt des produits et déchets ;
- les constructions destinées aux logements, à l'hygiène et aux soins du personnel ;
- les cultures vivrières destinées à son ravitaillement ;
- l'établissement de toutes voies de communication notamment les rigoles, canaux, canalisations, pipe-lines, convoyeurs à bande, voies ferrées, câbles aériens, ports fluviaux ou maritimes, terrains d'atterrissage ;
- l'établissement des bornes-repères et des bornes de délimitation.

Article 303. Le titulaire a l'obligation de demander au propriétaire du sol, ou aux titulaires de droit foncier ou aux usufruitiers, l'autorisation :

1. à l'intérieur du périmètre minier, de couper le bois nécessaire à ses travaux, moyennant une juste compensation conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
2. à l'extérieur du périmètre, d'exécuter les travaux nécessaires à son activité, d'aménager toutes voies de communication, tout ouvrage de secours et d'occuper les terrains correspondants.

Les travaux à l'extérieur du périmètre ne peuvent être réalisés que s'ils sont déclarés d'utilité publique conformément aux dispositions du présent Code, ou si le titulaire a reçu l'autorisation expresse du propriétaire du sol, des titulaires de droit foncier ou des usufruitiers selon le cas.

Article 304. Dans le cas où le propriétaire du sol n'a pas sa résidence sur le périmètre octroyé au titulaire, et que ce dernier se trouve dans l'impossibilité d'entrer en contact avec lui, les autorités des CTD du ressort en sont informées par le titulaire.

Elles sont alors chargées d'établir les contacts entre le titulaire et le propriétaire du sol.

Article 305. Les projets de travaux d'aménagement et d'installation visés à l'article 303 ci-dessus, peuvent, sur demande adressée par le titulaire au Ministère en charge des Mines, être déclarés d'utilité publique, exclusivement dans les cas et conditions prévus par les dispositions légales et réglementaire s'y rapportant, sous réserve des obligations particulières ou complémentaires qui peuvent être imposées au titulaire de Permis minier.

Les frais, indemnités et d'une manière générale toutes les charges résultant de la procédure d'expropriation sont supportées par le titulaire de Permis minier.

Article 306. Le titulaire est tenu de réparer tout dommage que ces travaux pourraient occasionner à la propriété superficière privée ou publique, ainsi qu'à l'environnement.

Article 307. En tout état de cause, toute exploitation minière doit faire l'objet d'un contrat de bail.

CHAPITRE II DES RELATIONS ENTRE LES TITULAIRES DE PERMIS MINIERS

Article 308. Dans le cas où il serait reconnu nécessaire d'exécuter des travaux ayant pour but soit de mettre en communication des mines voisines pour l'aéragé ou l'écoulement des eaux, soit d'ouvrir des voies d'aéragé, d'assèchement ou de secours destinées au service des mines voisines, les titulaires de Permis minier ne peuvent s'opposer à l'exécution des travaux et sont tenus d'y participer, chacun dans la proportion de son intérêt.

Article 309. Un investison de largeur suffisante peut être prescrit pour éviter que les travaux d'une mine puissent être mis en communication avec ceux d'une mine voisine déjà instituée.

L'établissement de cet investison ne peut donner lieu à indemnité à la charge du titulaire d'une mine au profit de l'autre.

TITRE VIII DE LA DETENTION, DU TRANSPORT, DE LA TRANSFORMATION, DE LA COMMERCIALISATION ET DE L'EXPORTATION DES PRODUITS DES MINES

CHAPITRE PREMIER DE LA DETENTION ET DU TRANSPORT

Article 310. Toute détention des produits miniers, fait l'objet de registre tenu selon

une procédure définie par voie réglementaire.

Article 311. Outre le titulaire de Permis minier, son mandataire inscrit auprès de la Direction Régionale ou Interrégionale en charge des Mines du ressort, est seul habilité à faire usage du Laissez-Passer, pour son compte.

Article 312. Les produits des mines détenus et transportés en dehors du périmètre minier dont ils sont issus, doivent être accompagnés d'un Laissez-Passer et d'une quittance justifiant du paiement de la ristourne minière.

Article 313. Le Laissez-Passer est établi, selon une procédure définie dans les textes d'application du présent Code.

CHAPITRE II DE LA TRANSFORMATION DES SUBSTANCES MINIERES ET DE CARRIERE

Article 314. Les dispositions du présent Chapitre sont applicables aux établissements ou parties d'établissements industriels et artisanaux travaillant les substances minières et de carrière.

Font partie des établissements cités à l'alinéa précédent, les lapidaireries, et les orfèvreries et les bijouteries.

Article 315. La transformation de produits miniers par les Etablissements de transformation requiert une Autorisation de mise en service émise par l'Administration minière.

Article 316. L'Autorisation de mise en service des établissements ou parties d'établissements de transformation industrielle des produits des mines, dans le cadre d'une activité minière intégrée, est donnée conjointement par les Ministères respectivement chargés des Mines et de l'Industrie.

Article 317. Pour le contrôle des produits des mines utilisés dans les établissements ou parties d'établissement de transformation, il sera tenu compte notamment des matières premières brutes et des produits finis.

Article 318. Les Etablissements de transformation ont l'obligation de tenir un Registre d'entrée et sortie et un Registre de Laissez-Passer qui font l'objet de contrôle et d'inspection.

Ils sont soumis par ailleurs à l'établissement de rapport d'activité à communiquer tous les six (06) mois à l'Administration minière.

CHAPITRE III DE LA COMMERCIALISATION SECTION 1. DES GENERALITES

Article 319. L'exercice de l'activité d'achat et de vente de produits des mines est conditionné par l'obtention d'une Autorisation délivrée par l'Administration minière, en

plus de la détention d'une carte fiscale valide, délivrée par le service compétent en la matière.

Article 320. L'acheteur revendeur de produit minier concerné a l'obligation de tenir les registres et documents prescrits pour l'exercice du commerce des produits de mines.

Article 321. La commercialisation des produits de la prospection et de recherche est strictement interdite

Article 322. Les critères à retenir pour la qualification de produit minier travaillé sont fixés par voie réglementaire.

Article 323. Il est strictement interdit de commercialiser comme des pierres naturelles les pierres synthétiques, les pierres d'imitation, les pierres composées, les pierres traitées.

Article 324. Il est également interdit de commercialiser des pierres d'origine Malagasy comme des pierres d'importation, et vice versa.

SECTION 2. DES COMPTOIRS DES PIERRES PRECIEUSES ET DES PIERRES FINES

Article 325. L'exportation des pierres précieuses et des pierres fines est confiée exclusivement aux Comptoirs de pierres précieuses et de pierres fines qui sont des personnes morales de droit Malagasy, autorisées à exercer en vertu d'un Agrément délivré par Arrêté du Ministre chargé des Mines, après instruction et avis technique de l'Entité chargée de la gemmologie.

Les comptoirs de pierres précieuses et de pierres fines peuvent également effectuer la transformation des pierres précieuses et des pierres fines.

Article 326. Le Comptoir est soumis au respect d'un Cahier de Charges spécifique dont le suivi de la mise en œuvre incombe à l'Entité chargée de la gemmologie.

Article 327. Le Comptoir bénéficie de droit du régime de stabilité prévu dans le présent Code.

Article 328. La liste des substances classées pierres précieuses ou pierres fines, le modèle du Cahier des charges spécifiques ainsi que les modalités d'octroi de l'Agrément sont fixés par Arrêté du Ministre en charge des Mines.

SECTION 3. DE L'EXPORTATION

Article 329. Les procédures d'exportation des produits des mines sont effectuées au niveau des Guichets Uniques d'Exportation (GUE).

La liste des Services composant les GUE ainsi que la mise en place de ces derniers sont fixés par Arrêté du Ministre en charge des Mines.

Article 330. L'exportation des produits des mines, ainsi que des substances de carrière, des fossiles et des substances dont les gîtes sont rares, est soumise à un contrôle de conformité effectué par l'Administration minière, par rapport à la déclaration souscrite par l'exportateur.

Article 331. Les fossiles non prohibés ne peuvent être exportés qu'à l'état travaillé.

Article 332. Outre les obligations fiscales incombant à l'exportateur, il est également soumis à l'obligation de domiciliation bancaire de ses exportations, au rapatriement intégral des devises issues de ces opérations ainsi qu'à la cession sur le Marché Interbancaire de Devises, conformément aux réglementations en vigueur.

Article 333. A l'exception des ventes des produits des mines lors des foires et salons internationaux, toutes transactions entre l'exportateur et son client sur la vente à l'exportation des produits des mines, doivent se faire par remise documentaire ou lettre de crédit.

Aucune transaction sous forme de remise libre n'est autorisée.

Article 334. Pour l'exportation des produits de mines destinés à l'industrie et des produits de mines transformés par les industries locales ainsi que les pierres industrielles, le contrôle de conformité est effectué par échantillonnage.

Les modalités de contrôle par échantillonnage sont fixées par Arrêté du Ministre en charge des Mines.

Dans tous les cas, l'emportage des produits miniers ainsi que le plombage du conteneur s'y rapportant, sont effectués en présence de l'Administration minière.

Article 335. Le contrôle de conformité avant exportation des pierres précieuses et des pierres fines, doit être fait en intégralité et non par échantillonnage.

Les modalités de Contrôle de conformité des produits des mines avant exportation sont fixées par Arrêté du Ministre en charge des Mines.

Article 336. A l'issue du contrôle de nature et de conformité des produits de mines, il est délivré par l'Administration minière un Certificat de conformité, qui constitue l'acte administratif principal requis pour leur sortie du Territoire National.

Article 337. L'exportation de produits de mines ainsi que de fossiles non prohibés à des fins autres que commerciales, y compris les envois d'échantillons de produits de la prospection ou de la recherche minière, aux fins d'analyses, d'essais industriels ou de recherche de débouchés, est autorisée, sous réserve de la déclaration préalable à l'Administration minière, et sur production de Laissez-Passer réglementaire.

La quantité autorisée à l'exportation à des fins non commerciales est fixée, suivant les substances exportées, par Décret pris en Conseil du Gouvernement.

Article 338. Le régime de la collection personnelle est régi par Arrêté du Ministre chargé des Mines.

En tout état de cause, toute sortie du Territoire National de collections personnelles fait l'objet d'une Autorisation préalable du Ministère en charge des Mines.

TITRE IX DE LA GARANTIE DE STABILITE

Article 339. Une Garantie de Stabilité peut être accordée à tout titulaire de Permis miniers pour une durée de cinq (05) ans, renouvelable, sur demande adressée à l'Administration minière.

Cependant, pour les comptoirs de l'or et les comptoirs des pierres précieuses et pierres fines, la durée de la garantie coïncide avec celle de la validité de l'Agrément.

Ladite demande doit être adressée à l'Administration minière dont le modèle, les critères d'éligibilité et les modalités d'évaluation sont fixés par voie réglementaire.

La Garantie de Stabilité est accordée par Arrêté interministériel du Ministère en charge des Mines et du Ministère en charge des Finances.

Article 340. La stabilité ainsi conférée porte sur les régimes « fiscal, douanier et parafiscal ».

Article 341. L'investisseur ayant choisi cette option est garanti du maintien de la stabilité des dispositions légales et réglementaires concernant les régimes précités en vigueur au moment de l'accomplissement de la formalité de déclaration de l'option.

Article 342. Toutefois, le titulaire de Permis minier peut solliciter le bénéfice de mesures plus favorables qui pourraient intervenir postérieurement à la date de l'option pour la stabilité.

Dans ce cas, le titulaire de Permis minier ne peut opter pour ce ou ces régime(s) plus favorable(s) que s'il l'(les) adopte dans sa/leur totalité.

L'option pour le régime favorable ultérieur ne permet plus au titulaire de redemander le bénéfice du régime ou des régimes initiaux, objet de la garantie de stabilité.

Article 343. L'investisseur ne peut continuer à bénéficier du régime de stabilité en cas de non-réalisation des termes de son Cahier des Charges Minières.

Article 344. Au-delà du premier seuil de cinq (05) ans, les modalités de renouvellement de la garantie de stabilité sont fixées par voie réglementaire suivant le type de Permis minier.

Article 345. Ces dispositions ne concernent pas la mise à jour des montants des FAM annuels par carré.

Article 346. Peut demander le bénéfice du régime spécial de la Loi sur les Grands Investissements Miniers (LGIM) tout opérateur ayant atteint un seuil d'investissement minimum fixés par ladite loi.

Les modalités d'éligibilité et conditions afférentes au régime spécial sont fixées par la LGIM et ses textes d'application.

TITRE X DES MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS ET DES INFRACTIONS

CHAPITRE PREMIER DES MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS ET DES MESURES ADMINISTRATIVES

Article 347. Le non-paiement des FAM annuels par carré dans le délai légal est sanctionné par l'annulation du Permis correspondant, après épuisement des procédures de droit, prévues à l'article 363 du présent Code.

Article 348. Lorsque le titulaire de Permis minier, dans l'exercice de ses activités, met en péril la santé ou la sécurité publique, ainsi que l'environnement, l'Administration minière peut imposer au titulaire, les travaux qu'elle juge nécessaires pour y remédier.

Article 349. En cas de défaillance du titulaire de Permis minier, l'Administration minière peut faire exécuter lesdits travaux par des tiers, aux frais du titulaire de Permis.

Article 350. La tenue irrégulière ou le défaut, dûment constaté, des documents obligatoires prescrits par le présent Code, est passible d'un avertissement par écrit, dressé par l'Administration minière, si la faute ne constitue pas une infraction.

Au bout de soixante (60) jours ouvrables, si l'irrégularité persiste, l'Administration minière décide la suspension de délivrance de Laissez-Passer à l'égard du titulaire de Permis minier défaillant.

A la fin de la période de suspension, l'Administration minière procède à un constat.

Si l'irrégularité constatée a disparu, la sanction est levée.

Dans le cas contraire, la suspension est reconduite pour une deuxième période de soixante (60) jours ouvrables, jusqu' à régularisation.

Article 351. L'Administration minière se réserve le droit d'annuler le Permis minier ou l'Autorisation minière octroyé au groupement dans l'un des cas suivants :

- le Groupement n'est plus constitué de la majorité des membres initiaux ;
- les zones objet de l'encadrement requièrent désormais des méthodes d'exploitation plus avancées que celles autorisées pour le PREA.

Article 352. Le titulaire de PREA ou le titulaire d'Autorisation d'exploitation minière artisanale pour les Groupements, utilisant pour les activités minières qu'il effectue, des matériels non autorisés, s'expose à une interdiction d'usage de Laissez-Passer pendant soixante (60) jours ouvrables.

Il est tenu par ailleurs à évacuer immédiatement des lieux d'exploitation lesdits matériels.

Article 353. Le défaut de communication, pour tout Permis minier, des rapports périodiques obligatoires dans le délai réglementaire, fait l'objet d'une lettre de rappel, dans laquelle est énoncée l'obligation de communiquer les documents dans un délai de deux (2) mois.

Jusqu'à la régularisation, le titulaire de Permis minier n'est pas autorisé à émettre de laissez –passer.

Article 354. Le non-paiement des droits et taxes spéciaux sur les produits miniers dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de la notification de l'Ordre de Versement réglementaire y afférent, est sanctionné par une suspension d'activité pendant un délai, à fixer dans le Décret d'application du présent Code.

A l'expiration de ce délai, si les droits et taxes spéciaux ne sont pas encore payés, il est procédé à l'annulation du Permis correspondant conformément aux dispositions de l'article 363 du présent Code, après épuisement des procédures de droit.

Article 355. L'annulation du Permis minier n'acquies pas le titulaire de son obligation de payer les droits et taxes spéciaux et la pénalité de retard, laquelle ne doit pas toutefois excéder 50% par an du montant exigible.

Article 356. L'exportateur de produits de mines et de carrières ayant failli à l'obligation de rapatriement de devises prévu à l'article 332 du présent Code, se voit suspendu de toute exportation jusqu'à régularisation, indépendamment de toute autre sanction pénale encourue suivant la loi et les règlements.

Article 357. Sans préjudice des sanctions prévues par les textes spécifiques en matière de Violences Basées sur le Genre, l'Administration peut prendre des mesures administratives provisoires tendant à la protection des victimes.

Article 358. Les mesures prises par l'Administration minière ouvrent droit à un recours administratif.

Article 359. Les manquements cités dans le présent chapitre ne font pas obstacle aux éventuelles poursuites pénales.

Article 360. Outre les cas prévus dans les articles 347, 351 et 354, l'annulation du Permis minier peut être décidée :

- pour défaut d'activités de développement de la mine, non justifié par un cas de force majeure, constaté deux (02) ans à partir de la date d'obtention de toutes les autorisations sectorielles, pour les PREA et les PE ;

- suite à l'interruption d'activités non justifiée par un cas de force majeure, pendant une durée de trois (03) ans pour les PREA, et pendant une durée de cinq (05) ans pour les PE ;
- suite au retrait définitif du Permis Environnemental se rapportant au Permis minier en question.

Article 361. Après constatation du défaut d'activités de développement de la mine ou de l'interruption d'activités sans motif valable, suivie d'une période de mise en demeure de trois (03) mois restée infructueuse, l'Administration minière notifie le BCMM qui procède dès lors à l'annulation du Permis minier, par les mêmes actes que pour l'octroi.

Article 362. De même, à la constatation de l'existence du retrait définitif de Permis environnemental ou de la condamnation du titulaire pour crime ou délit, l'Administration notifie le BCMM qui procède à l'annulation du Permis minier, par les mêmes actes que pour l'octroi.

Article 363. Pour l'annulation du Permis minier, il est procédé chronologiquement comme suit :

1. la constatation des manquements pouvant entraîner l'annulation du Permis minier ;
2. l'affichage aux Bureaux du BCMM ou aux Directions Régionales ou Interrégionales des Mines selon le cas, de la liste des titulaires de Permis défaillants ;
3. la mise en demeure de soixante (60) jours ouvrables faite au titulaire de Permis et information de tout créancier nanti de gage ou d'hypothèque sur le Permis minier ;
4. la signature de l'acte d'annulation du Permis minier ;
5. la notification de la décision d'annulation à l'intéressé et information de tout créancier nanti de gage ou d'hypothèque sur le Permis ;
6. l'inscription de la décision de retrait au registre des Permis octroyés ;
7. la notification de l'intéressé ;
8. la signature de l'Arrêté d'annulation et la publication au Journal Officiel.

Article 364. Les personnes physiques ou morales, dont le (les) Permis a (ont) été retiré(s) en application des dispositions du présent Code, ne pourront obtenir l'octroi de nouveaux Permis miniers qu'après un délai de trois (03) ans, à compter de la date d'inscription d'annulation au registre, tenu par le BCMM.

Article 365. L'annulation du Permis minier anéantit les droits y afférents.

En outre, l'annulation du Permis minier n'a pas pour effet de dégager le titulaire de ses obligations environnementales.

CHAPITRE II DES INFRACTIONS ET DES PENALITES

Article 366. On entend par infractions minières les violations des dispositions du

présent Code et de ses textes d'application.

Article 367. Les actes de recherche ou d'exploitation de substances minérales, de substances de carrières ou des fossiles, commis et dûment constatés, à l'intérieur des Aires protégées classées interdites à toute activité minière, constituent des délits.

Les auteurs desdits actes et les coauteurs ainsi que leurs complices, les receleurs des produits des mines ou des fossiles provenant de cette activité illicite, sont punis d'une peine d'emprisonnement de un (01) à cinq (05) ans et d'une amende de cinq millions d'Ariary (5.000.000 Ar) à cinquante millions d'Ariary (50.000.000 Ar), sans préjudice des dommages-intérêts que le Tribunal peut éventuellement prononcer à la demande des victimes.

Toutefois, si les actes précédemment énumérés sont commis à l'intérieur du noyau dur ou en bande organisée, ils constituent des crimes et leurs auteurs, coauteurs et leurs complices, ainsi que les receleurs, sont punis d'une peine de travaux forcés à temps de cinq (05) ans à vingt (20) ans et d'une amende de cent millions d'Ariary (100.000.000 Ar) à cinq cents millions d'Ariary (500.000.000 Ar).

Les substances minières et de carrière, aussi bien que les fossiles ainsi extraits sont obligatoirement saisis, et le tribunal en prononcera la confiscation.

Article 368. Les violations d'un périmètre minier réglementairement octroyé, par l'exécution d'actes de prospection, de recherche ou d'exploitation minière constituent un délit et sont punis d'une peine d'emprisonnement de six (06) mois à deux (02) ans et d'une amende de trois cent mille Ariary (300.000 Ar) à dix millions d'Ariary (10.000.000 Ar).

Les éventuelles substances ou fossiles non prohibés extraits à cet effet, sont obligatoirement saisis.

Toutefois, si les actes précédemment énumérés sont commis par des groupes de personnes, ils sont punis d'une peine d'emprisonnement de deux (02) à cinq (05) ans et d'une amende de de trois cent mille Ariary (300.000 Ar) à vingt millions Ariary (20.000.000 Ariary).

Article 369. Les personnes qui détiennent, achètent, vendent, mettent en circulation ou exportent des fossiles prohibés ou dont il est démontré qu'ils proviennent de gîtes fossilifères classés patrimoine national, sont punies d'une peine d'emprisonnement de un (01) à cinq (05) ans et d'une amende de trois cent mille Ariary (300.000 Ar) à cinq cent millions d'Ariary (500.000.000 Ar) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Toutefois, si les actes précédemment énumérés sont perpétrés dans le cadre d'un trafic organisé, la peine d'emprisonnement ou la peine d'amende prononcée est le maximum prévu à l'alinéa précédent.

Article 370. L'exportation de produits miniers, de carrière ou de fossiles, résultant d'une manœuvre frauduleuse, effectuée sans les pièces justificatives

correspondantes, ou avec de fausses pièces justificatives sciemment établies dans le but d'induire en erreur l'Administration compétente, constitue un délit, puni d'une peine d'emprisonnement de un (01) à cinq (05) ans et d'une amende de vingt millions d'Ariary (20.000.000 Ar) à deux cent million d'Ariary (200.000.000 Ar).

Toutefois, si l'acte précédemment énuméré est perpétré dans le cadre d'un trafic organisé, il constitue un crime et leurs auteurs, coauteurs, leurs complices, ainsi que les receleurs, sont punis d'une peine de travaux forcés de cinq (05) ans à dix (10) ans et d'une amende de vingt millions d'Ariary (20.000.000 Ar) à cinq cent millions d'Ariary (500.000.000 Ar).

Les produits miniers, de carrière, ou de fossiles objets de l'infraction sont obligatoirement saisis, et le tribunal en prononce la confiscation.

Article 371. Constituent des délits les actes énumérés ci-après :

1. l'achat, la vente ou la mise en circulation au niveau national de substances minières ou de fossiles non prohibés, sans pièces justificatives ou avec des pièces justificatives sciemment établies de façon inexacte ;
2. la poursuite des activités sur un périmètre minier ayant fait l'objet d'une suspension d'activité, telle que prévue dans le chapitre I du présent Titre ;
3. la détention sans pièces justificatives de substances minières, de carrières ou de fossiles non prohibées ;
4. la fausse déclaration souscrite en vue de l'obtention d'une autorisation de mise en circulation ou d'exportation de substances minières ou de fossiles non prohibés ;
5. la mise en circulation ou l'utilisation illicite de Laissez-Passer ou de tout document portant autorisation de mise en circulation ou de commercialisation de substances minières ou de fossiles non prohibés;
6. la détention, l'achat ou la vente à domicile ou par colportage de substances minières ou de fossiles non prohibés, en connaissance de leur origine frauduleuse :
 - dans le cas de colportage, les moyens de pesage ou autres matériels utilisés pour la vente ou pour l'achat sont, en outre, obligatoirement saisis et leur confiscation prononcée par le tribunal ;
 - il en va de même pour le moyen de transport utilisé à l'occasion de la vente par colportage, appartenant à l'auteur de l'infraction, qui est saisi en garantie de l'amende, à défaut de consignation maximale ou de caution solvable ;
7. la falsification des appellations des substances minières ou la certification de fausses appellations de ces substances;
8. la prospection, la recherche ou l'exploitation de substances minières ou de fossiles non prohibés sciemment effectués sans Permis minier ou autre autorisation administrative correspondant à la fois aux substances exploitées et aux périmètres concernés ;
9. la dissimulation de substances minières ou de fossiles à des fins d'exportation.

Les auteurs, coauteurs et complices desdits actes sont punis d'une peine d'emprisonnement de un (01) à cinq (05) ans et d'une amende de cinq millions d'Ariary (5.000.000 Ar) à vingt-cinq millions d'Ariary (25.000.000 Ar).

Les peines édictées sont assorties accessoirement de la saisie des substances ou des fossiles non prohibés objet de l'infraction ou obtenus par sa commission.

La confiscation de substances et des moyens d'exploitation est prononcée par les Tribunaux.

Article 372. La fausse déclaration souscrite ou toute omission volontaire en vue de l'obtention d'un Permis minier constitue un délit.

Les auteurs, coauteurs et complices de cet acte sont punis d'une peine d'emprisonnement de six (06) mois à cinq (05) ans et d'une amende de deux millions d'Ariary (2.000.000 Ar) à dix millions d'Ariary (10.000.000 Ar).

Article 373. La mise en vente à titre commercial de bijoux en or non poinçonnés constitue une contravention, punie d'une amende de cent mille Ariary (100.000 Ar) par gramme.

Article 374. La violation des sépultures, des édifices ou des sites culturels ou culturels, pendant l'accomplissement des travaux miniers, constitue un délit.

Les auteurs, coauteurs et complices de cet acte sont punis d'une amende de un million d'Ariary (1.000.000 Ar) à dix millions d'Ariary (10.000.000 Ar), sans préjudice de la réparation des dommages demandée par les victimes.

Article 375. Les actes de destruction volontaires de fossiles constituent des délits, et sont punis d'une peine d'emprisonnement de un (1) à cinq (5) mois et d'une amende de trois cent mille Ariary (300.000 Ar) à vingt millions d'Ariary (20.000.000 Ar).

Article 376. Les zones temporairement réservées en vertu de l'article 132 sont considérées comme des périmètres miniers institués pendant la période de leur réservation.

Leur violation est sanctionnée conformément aux dispositions de l'article 368 du présent Code.

Article 377. En cas de récidive, la peine d'emprisonnement est obligatoirement prononcée pour toutes les infractions visées au présent Chapitre.

Article 378. Toute infraction non prévue par le présent Code est réprimée conformément aux dispositions du droit commun.

CHAPITRE III DE LA RECHERCHE ET DE LA CONSTATATION DES INFRACTIONS

Article 379. La Police des Mines est exercée sous l'Autorité du Ministre chargé des

Mines.

L'organe chargé de la Police des Mines peut être composé à la fois des agents assermentés de l'Administration minière aux grades d'ingénieur, de technicien supérieur, d'adjoint technique de spécialités mines ou géologie ainsi que des officiers de police judiciaire.

Les agents non assermentés de l'Administration minière, qui n'ont pas qualité pour verbaliser, peuvent concourir à la répression comme auxiliaires des agents énumérés ci-dessus.

Les Officiers de Police Judiciaire affectés à la Police des Mines ont compétence sur toute l'étendue du territoire de la République.

Article 380. En cas d'infraction dont l'objet porte sur un produit minier, indépendamment de toute poursuite effectuée par d'autres entités ayant constaté ladite infraction, l'Administration minière en est informée pour la constatation et la poursuite de l'infraction minière.

Les produits saisis à cet effet sont confiés exclusivement à l'Administration minière, indépendamment de l'existence de concours d'infractions poursuivies.

Article 381. Les agents énumérés à l'article 379 ont qualité pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions, aux enquêtes, saisies et perquisitions, conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale Malagasy, s'il y a lieu.

Ils peuvent procéder aux arrestations et garde à vue pour les besoins de l'enquête préliminaire, conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale Malagasy.

La recherche et la constatation des infractions incluent la possibilité de fouille corporelle.

Article 382. Les agents énumérés à l'article 379 sont tenus au secret professionnel conformément aux dispositions de l'article 378 du Code pénal et passibles des peines prévues audit article.

Toutefois, cette disposition ne s'oppose pas :

- à l'échange de renseignements avec les différents services fiscaux de la République ;
- aux renseignements demandés par le juge d'instruction chargé du dossier, qui concernent uniquement les faits incriminés, lorsqu'une plainte régulière a été déposée et une information judiciaire ouverte.

Article 383. Les autorités des CTD n'ayant pas qualité pour verbaliser en matière d'infraction minière, peuvent concourir à la constatation, en qualité d'auxiliaires.

Ils peuvent saisir les agents énumérés à l'article 379 du présent Code.

Dans ce cas, leurs rapports qui n'ont que valeur de renseignements, peuvent toutefois servir de base pour la rédaction des procès-verbaux.

Article 384. Toute personne ayant connaissance de l'existence d'une infraction aux dispositions du présent Code peut également saisir les agents énumérés à l'article 379 du présent Code.

Article 385. Les agents de l'Administration minière habilités à constater les infractions en matière minière doivent être porteurs de leur carte de commission, dont le modèle est fixé dans le Décret d'application du présent Code.

Ils exhibent cette pièce avec l'ordre de mission afférente à leur intervention.

Article 386. Les autorités civiles et les représentants de la force publique prêteront aide et assistance aux agents habilités à la recherche des infractions dans l'exercice de leurs fonctions, toutes les fois qu'ils en seront requis.

Article 387. Les modalités d'établissement des procès-verbaux, les modalités d'accomplissement des visites et perquisitions ainsi que des fouilles corporelles relatives à la recherche et la constatation des infractions minières sont définies par voie réglementaire.

CHAPITRE IV DE L'EXERCICE DES ACTIONS ET POURSUITES

Article 388. Les juridictions du ressort sont compétentes pour connaître des crimes ou délits commis en violation du présent Code et de ses textes d'application.

Les cas de crime ou délit flagrant seront jugés conformément à la procédure pénale en vigueur.

Article 389. Les actions et poursuites sont exercées en application de la législation en vigueur et sont diligentées par le Ministre chargé des Mines qui peut déléguer à un représentant désigné à cet effet, lequel peut toujours se constituer partie civile.

Le Ministre chargé des Mines ou son représentant désigné peut prendre les conclusions qu'il juge nécessaires et est entendu à l'audience à l'appui de ses conclusions.

CHAPITRE V DES TRANSACTIONS

Article 390. Toutes les infractions au présent Code ainsi qu'à ses textes d'application, à l'exception de celles qualifiées crimes ou tendant à créer des conflits ouverts entre le contrevenant et la population locale, peuvent faire l'objet de transaction avant jugement.

La transaction avant jugement a pour effet d'arrêter la poursuite des infractions.

Article 391. Aucune transaction ne peut être accordée si le délinquant n'en fait pas la demande, par écrit, adressée au Ministre chargé des Mines.

Article 392. La faculté d'accepter la soumission écrite d'un contrevenant et de transiger à titre définitif, soit avant, soit après jugement, appartient au Ministre chargé des Mines.

Il peut toutefois déléguer ces pouvoirs par voie réglementaire.

Si dans le délai fixé, le montant de la transaction n'est pas acquitté et que le délinquant n'a pas renoncé à la transaction, l'Administration peut en poursuivre le recouvrement par toute voie de droit et notamment par voie de contrainte.

Article 393. La fixation du montant de la transaction, le mode de calcul ainsi que de révision, sont définis dans les textes d'application du présent Code.

Article 394. Le bénéfice de la transaction ne peut être accordé en cas de récidive ou de crime.

Article 395. Le produit global des transactions consenties, des ventes aux enchères ou des amendes prononcées par les tribunaux, est, après déduction des frais et taxes éventuels de toute nature, réparti suivant les modalités précisées dans les textes d'application du présent Code.

CHAPITRE VI DES SAISIES

Article 396. Les substances minières saisies conformément au chapitre premier du présent Titre, sont déposées au bureau de l'Administration minière le plus proche du lieu de la saisie par l'agent saisissant, en attendant qu'il soit statué sur leur sort.

Toutefois, pour le cas des pierres précieuses, pierres fines ou métaux précieux saisis, le lieu de dépôt est la Banky Foiben'i Madagasikara la plus proche du lieu de saisie.

Article 397. Les dépôts sont effectués sous paquets ou caissettes scellés et accompagnés d'un procès-verbal de dépôts signé par les agents qui ont constaté l'infraction, le contrevenant et le dépositaire, dont une copie est communiquée au Ministère en charge du Trésor public si ces dépôts ont été effectués auprès du bureau du Trésor public.

Article 398. Les dépôts ne sont pas pris en charge dans les écritures.

Ils sont seulement enregistrés dans un livre spécial coté et paraphé. Ils sont considérés comme étant effectués pour le compte du Ministère en charge des Mines.

Article 399. Dans le cas où les substances saisies restent sous la garde de l'Administration par défaut du contrevenant, trois (03) mois après le règlement définitif du contentieux, il est procédé à la vente aux enchères publiques desdites substances.

Le produit de la vente est versé au Trésor public et affecté conformément aux dispositions des textes d'application du présent Code.

Article 400. Une copie du procès-verbal de dépôt est annexée au procès-verbal des agents visés à l'article 379 adressé au Ministre chargé des Mines.

Le Ministère en charge des Mines tient un registre coté et paraphé des dépôts ainsi effectués.

Article 401. Le Ministre chargé des Mines a seul, qualité, après règlement transactionnel des affaires, pour ordonner la mainlevée de la saisie, sur la demande écrite de l'intéressé.

En l'absence de transaction, il revient au Tribunal de statuer sur ladite mainlevée.

CHAPITRE VII DES PRODUITS DES AMENDES, CONFISCATIONS ET DES TRANSACTIONS

Article 402. Les produits des amendes et confiscations supportent :

- les frais de toute nature ;
- les Droits et taxes spéciaux appliqués aux produits des mines éludés ;
- les parts des verbalisateurs ;
- s'il y a lieu, les parts des indicateurs ;
- l'Administration minière.

La somme restante, déduite des Frais de toute nature et des Droits et Taxes spéciaux appliqués aux produits des mines, constitue le produit disponible à répartir aux verbalisateurs, aux indicateurs et à l'Administration.

L'état de ladite répartition est établi par Arrêté du Ministre chargé des Mines.

Article 403. Le produit des transactions minières est réparti entre :

- le Budget Général ;
- le Fonds minier d'Investissement Social et Communautaire;
- l'Administration minière ;
- les verbalisateurs ;
- les indicateurs.

L'état de répartition du produit de transaction est établi par Arrêté du Ministre chargé des Mines.

TITRE XI DU COMITE NATIONAL DES MINES

Article 404. Il est créé un organe de dialogue, de facilitation, de consultation et de conciliation, dénommé Comité National des Mines (CNM), dont la mise en place est prévue par Décret pris en Conseil du Gouvernement.

Article 405. Le CNM assure la concertation et la collaboration entre, d'une part, l'Administration et les autorités des CTD et, d'autre part, le secteur privé opérant dans les mines.

Article 406. Le CNM est consulté pour donner son avis motivé concernant tout Projet de Loi, et en tant que de besoin, tout projet de Décret, réglementant les activités minières.

Article 407. Le CNM appuie l'Administration minière dans la fixation périodique de la valeur marchande locale des substances minières.

Le CNM est chargé par ailleurs du suivi des activités de grandes mines et de la facilitation de l'obtention des autorisations sectorielles au profit des opérateurs miniers.

Le CNM dans la réalisation des missions qui lui sont dévolues, peut si besoin, mettre en place des comités ad-hoc.

Article 408. Le CNM veille au respect des normes de l'or responsable.

Article 409. Lorsque l'expropriation pour cause d'utilité publique impacte un Permis minier, le CNM est membre de la commission administrative créée, dans le cadre de la procédure d'expropriation et participe aux missions de celle-ci conformément aux textes légaux et réglementaires y afférents.

TITRE XII DES LITIGES RELATIFS AUX ACTIVITES MINIERES

CHAPITRE PREMIER DES LITIGES ENTRE PARTICULIERS

SECTION 1. DES PROCEDURES NON-CONTENTIEUSES

SOUS-SECTION 1. DU REGLEMENT AMIABLE

Article 410. Sont soumis préalablement en vue d'un règlement amiable devant les CTD concernées tout litige généré de l'exercice des activités minières, de carrière et de fossiles non prohibées.

Sont consultées, en vue du règlement amiable du litige, la Direction Régionale et Inter-régionale des Mines concernée et toute autre entité susceptible d'apporter sa collaboration.

Article 411. La durée du règlement amiable devant les CTD ne doit pas excéder quinze (15) jours calendaires à compter de la saisine par la partie la plus diligente.

Article 412. L'issue de la procédure de règlement amiable est constatée par un procès-verbal signé par les participants.

SOUS-SECTION 2. DE LA CONCILIATION

Article 413. Faute d'un règlement amiable devant les CTD, les litiges visés à l'article 410 sont soumis à une procédure de conciliation devant le CNM.

Article 414. La durée de la conciliation devant le CNM ne doit pas excéder trente (30) jours calendaires, à compter de la saisine par la partie la plus diligente.

Article 415. En cas de conciliation, il est établi un constat d'accord dans un procès-verbal de conciliation signé par les participants.

En cas de non-conciliation, il est établi un procès-verbal signé par les participants constatant les points de désaccord.

SECTION 2. DES PROCEDURES CONTENTIEUSES

Article 416. En cas d'échec des procédures mentionnées aux articles 409 à 414, la partie la plus diligente peut soumettre le litige aux juridictions compétentes.

Article 417. L'avis de l'Administration minière peut toujours être requis à titre d'expertise.

Les frais d'expertise sont, dans ce cas, supportés par les parties concernées et liquidés au profit du Ministère en charge des Mines.

Article 418. Conformément aux règles de la responsabilité civile telles que définies par la Loi en vigueur sur la Théorie Générale des Obligations, l'auteur des travaux d'exploitation d'une mine ou d'une carrière doit réparation à toute personne ayant subi des dommages causés par lesdits travaux.

CHAPITRE II DES LITIGES ENTRE LES PARTICULIERS ET L'ADMINISTRATION

Article 419. Toute personne qui se considère lésée par un acte ou une décision de l'Administration, pris en application des dispositions du présent Code, peut introduire un recours administratif avant la saisine des juridictions compétentes Malagasy.

TITRE XIII DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

CHAPITRE PREMIER DU REGIME DES PERMIS MINIERS

SECTION 1. DES CAHIERS DES CHARGES MINIERES

Article 420. Le titulaire de Permis minier octroyé avant la date d'entrée en vigueur du présent Code, dispose de six (06) mois, à partir de la date d'entrée en vigueur du

présent Code, pour entamer la mise en conformité de son Permis minier au régime de Cahier des Charges Minières.

A cet effet, il met à jour son document de Programme de travail conformément au canevas défini par l'Administration minière.

SECTION 2. DU COUT MINIMUM DE RECHERCHE MINIERE

Article 421. Le titulaire de PR valide à la date d'entrée en vigueur du présent Code, est tenu, lors du renouvellement dudit Permis, à l'obligation d'affectation du Coût Minimum de Recherche Minière (CMRM), qu'il inscrit dans son Programme de travail et de son Plan de financement.

SECTION 3. DE LA REDUCTION GRADUELLE

Article 422. Les PR objet d'une demande de renouvellement pendant au niveau du BCMM, à la date d'entrée en vigueur du présent Code, ne sont pas soumis à la réduction graduelle.

La réduction graduelle sur ces Permis ne s'applique que lors du renouvellement suivant.

SECTION 4. DE LA DUREE DES PERMIS MINIERS

Article 423. Les Permis miniers valides à la date d'entrée en vigueur du présent Code ne sont soumis aux nouvelles durées prévues par le présent Code qu'à leur renouvellement.

CHAPITRE II DES ACTIVITES SUR L'OR

Article 424. Les cartes d'orpaillage octroyées avant la date d'entrée en vigueur du présent Code demeurent valides jusqu'à leur échéance.

Le renouvellement de ces cartes suit le régime prévu par le présent Code.

Article 425. Le titulaire d'Agrément de Comptoir de l'or, valide à l'entrée en vigueur du présent Code, dispose d'un délai de six (06) mois pour la modification de son Cahier des Charges spécifiques, en fonction de son activité.

Article 426. Jusqu'à l'opérationnalisation de la Centrale de l'Or de Madagascar (COM), les missions qui lui sont dévolues par le présent Code sont assurées par l'Agence Nationale de l'Or.

CHAPITRE III DES CARRIERES INDUSTRIELLES

Article 427. Les Autorisations de carrière valides, octroyées par la Commune avant la date d'entrée en vigueur du présent Code gardent leur validité jusqu'à leur échéance.

A l'arrivée de ladite échéance, le titulaire de l'Autorisation est tenu de se conformer aux nouvelles dispositions, suivant les classifications des carrières, prévues par le présent Code.

CHAPITRE IV DES FOSSILES

Article 428. Les Autorisations d'extraction de fossiles non prohibées octroyées avant la date d'entrée en vigueur du présent Code demeurent valides jusqu'à leur échéance.

CHAPITRE V DES PERMIS POUR LES SUBSTANCES DONT LES GITES SONT RARES

Article 429. L'Administration minière, dès l'entrée en vigueur du présent Code, procède à la mise en place d'une « zone réservée pour encadrement des exploitants artisanaux », au bénéfice des exploitants des substances dont les gîtes sont rares, lesquels seront organisés en groupement.

Un Permis PREA sera par la suite octroyé audit groupement.

Les Autorisations d'extraction de substances dont les gîtes sont rares, octroyées avant la date d'entrée en vigueur du présent Code, demeurent valides jusqu'à leur échéance.

Les titulaires de ces Autorisations qui doivent se constituer en groupement, disposent d'un délai de douze (12) mois pour demander des PREA.

Jusqu'à l'obtention dudit PREA, les titulaires des Autorisations valides peuvent en faire usage et/ou en demander le renouvellement si besoin.

CHAPITRE VI DES DEMANDES PENDANTES AU NIVEAU DE L'ADMINISTRATION MINIERE

Article 430. Les demandes d'octroi, de transformation, et de renouvellement de Permis minier, pendantes au niveau du BCMM à l'entrée en vigueur du présent Code, sous réserves des dispositions spécifiques prévues par les précédents chapitres du présent Titre, sont instruites et traitées conformément aux dispositions de celui-ci.

Il en est de même de toute autre demande d'Autorisation ou d'Agrément déposée au niveau des autres Entités ou services de l'Administration minière, avant l'entrée en vigueur du présent Code.

Article 431. Tout demandeur de PE doit produire à l'appui de son dossier de demande en suspens au niveau du BCMM, un Rapport d'Etudes de préfaisabilité ainsi qu'un Programme de travail et d'un Plan de financement se rapportant aux activités d'exploitation qu'il prévoit.

**CHAPITRE VII
DE LA PART DES RISTOURNES MINIERS POUR LES PROVINCES**

Article 431 bis. En attendant la mise en place effective des Provinces, un décret pris en Conseil des Ministres fixera l'affectation de la part des recettes de la ristourne minière qui leur revient.

**TITRE XIV
DES DISPOSITIONS FINALES**

Article 432. Toutes dispositions antérieures contraires au présent Code demeurent abrogées.

Article 433. Les modalités d'application des dispositions du présent Code seront fixées par voie réglementaire.

Article 434. La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Antananarivo, le 07 juin 2023

LE PRESIDENT DU SENAT,

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, p.i

RAZAFIMAHEFA Herimanana

RAZAFINTSIANDRAOFA Jean Brunelle

VOLAVOLAN-DALANA
Laharana faha-005/2023 tamin'ny 12 aprily 2023

HO FANAFAOZANA NY LALANA MIFEHY NY HARENA ANKIBON'NY TANY

FAHAFOHEZAN-TENY

AERP	Fahazoan-dàlana hamandrika toerana manokana
AMEA	Fahazoan-dàlana momba ny Harena ankibon'ny tany hanao Fitrandrahana artizanal
BCMM	Birao misahana ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany eto Madagasikara
CCM	Bokin'andraikitra momba ny harena ankibon'ny tany
CMRM	Fandaniana farany ambany momba ny Fikarohana ny Harena ankibon'ny tany
CNM	Komity Nasionaly momba ny Harena ankibon'ny tany
COM	Ivon-toerana momba ny volamena eto Madagasikara
CREDOC	Crédit Documentaire
CTD	Vondrombahoakam-paritra itsinjaram-pahefana
DTSPM	Sara manokana alaina amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany
EFB (BFS)	Fandiniana ny mahamety ny Banky
EIE	Fandiniana ny Fiantraika ara-tontolo iainana
FAM	Saram-pandraharahana amin'ny harena ankibon'ny tany
GUE	Ivon-toeran manokana momba ny fanondranana
ITIE (EITI)	Finiavana ho an'ny Fangaraharan'ny Industria Mpitrandraka
LMM	Toeram-pitiliana momba ny harena ankibon'ny tany eto Madagasikara
PE	Fahazoan-dàlana hitrandraka
PEE	Fandaharan'asa Miantoka ny Tontolo iainana
PR	Fahazoan-dàlana hikaoka
PREA	Fahazoan-dàlana natokana ho an' ny Mpitrandraka mampiasa teknika artizanal
RSE	Drafitra momba ny Andraikity ny orinasa eo amin'ny Firahamonina
SMS	Akora-minerally Stratejika
ZE	Faritra anaovana tan-tsoratra



VOLAVOLAN-DALANA LAHARANA FAHA-005/2023 TAMIN'NY 12 APRILY 2023 MITONDRA NY FANOVANA NY FEHEZAN-DALANA MIFEHY NY HARENA ANKIBON'NY TANY

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Ny Lalàna laharana faha- 99-022 tamin'ny 19 aogositra 1999 mitondra ny Fehezan-dalàna mifehy ny Harena ankibon'ny tany, novan'ny Lalàna laharana faha - 2005-021 tamin'ny 17 oktobra 2005 dia fantatra tamin'ny fananany fepetra manome toky amin'ny fangaraharana ny fitantanana ny fandraharahana harena ankibon'ny tany sy ny famporisihana amin'ny fahatongavan'ny mpampiasa vola vaovao.

Ny fahatsapana dia mampiseho hatreto fa ireo vokatry azo dia ambanin'ny nantenain'ny Fanjakana, ireo Vondrom-bahoaka ifotony, ny vahoaka ary ireo mpandraharahan'ny harena ankibon'ny tany. Ireo habetsahana nohindrahindrainina ho an'ny sehatry ny harena ankibon'ny tany manitona dia niteraka fihetsika amin'ny ankamaroany ho tsy fiasana mivantana ka manimba ny fampiroboroana faritra maro izany.

Ny Velirano laharana faha-10 an'Andriamatoa hajaina Filohan'ny Repoblikan'i Madagasikara dia mitoky amin'ny fitantanana maharitra sy ny fitandrovana ny loharanon-karena voajanaharin-tsika. Izany dia mahakasika ny Loharanon-karena ankibon'ny tany, izay loharan-karena voajanahary tsy azo havaozina, ka mba hanomezan-daja azy ireo miaraka amin'ny fitandroana ny tontolo iainana sy ny fitandroana ny tombontsoan'ny taranaka ho avy.

Ny politika an-kapoben'ny Fanjakana ny milaza koa fa mba hahatratrarana ireo vinan'ny fampandrosoana, ireo tondro-zotra sy tanjona tsy ambany:

- ✦ ny fampiroboroana ny fitrandrahana vaventy ;
- ✦ ny fanovana ho matihanina ireo mpitrandraka nentim-paharazana ;
- ✦ ny fanajariana sy fanomezan-danja ny volamena sy ireo vato saro-bidy sy ireo vatosoa, amin'ny alalan'ny fametrahana ny rafitra izay natokana ho amin'izany ka anisan'izany ny Foiben'ny volamena;
- ✦ ny fametrahana ny tobim-pitiliana ny harena ankibon'ny tany manaraka ny fenitra iraisam-pirenena;
- ✦ ny fampiakarana ny fandraisana an-jaran'ny sehatry ny harena ankibon'ny tany amin'ny PIB-n'ny firenena;

✦ ny fanovana ny Fehezan-dalàna mifehy ny Harena ankibon'ny tany.

Ny Fanjakana dia mihevitra tokoa ny hitondra ireo fepetra araka ny ny lalàna ilaina mba hahafahana manao ireo asa mitondra makany amin'ny fahatratrarana ireo vina voafaritra, izay mirona amin'izay tokony hatao eo amin'ny sehatry ny harena ankibon'ny tany mba ho andrin'ny fampandrosoana an'i Madagasikara.

Araka izany, ny fanovana ny Fehezan-dalàna izay anisan'ireo ezaka napetraky ny Governemanta Malagasy, dia mitondra ny valiny mifanaraka amin'ireo isan-karazany sy ireo fanamby vaovaon'ny sehatra.

Ho an'ny lalàna mifehy ny harena ankibon'ny tany dia ny fametrahana ny vahaolana ahazoana tombontsoa iombonana miaraka amin'ny fampitomboana ireo voka-tsoan'ny fandraharahana harena ankibon'ny tany ho tombontsoan'ny maro an'isa, ireo tondron'ny fanovana dia mahakaika ireto manaraka ireto :

- 1- ny fanamafisana ny anjara andraikity ny Fanjakana sy ny Vondrom-bahoakam-paritra Itsinjaram-Pahefana amin'ny fitantanana ny sehatra ;
- 2- ny fanomezan-danja ny akoran-karena ankibon'ny tany Stratejika ;
- 3- ny fiarovana ny zon'ireo mpampiasa vola amin'ny sehatry ny harena ankibon'ny tany;
- 4- ny fandrindrana ireo tetikasa fitrandrahana harena ankibon'ny tany amin'ny Vondrom-bahoakam-paritra eo an-toerana ;
- 5- ny famerenana indray ny famaritana ny fitsipi-pifehezan' ny fahazoan-dalana hitrandraka harena ankibon'ny tany sy ny fitsipi-pifehezan'ny tobin'akoram-bato ;
- 6- ny fametrahana fandaminana vaovao sy ny fombafomba amin'ny asam-bolamena mamakivaky ny tandavan'ny mpamatsy tompon'andraikity ny volamena ;
- 7- ny fametrahana fandaminana vaovao amin'ny sehatry ny vato sarobidy sy ny vato lavorary ;
- 8- ny fametrahana fitsipi-pifehezana arak'hetra mifehy ny harena ankibon'ny tany tsy mitanila ;
- 9- ny fampidirana ireo mpitrandraka madinika teratany eo amin'ny sehatry ny matianina ;
- 10-ny fanajariana ara-bolan'ireo asa mifandraika amin'ny zo ara-karena ankibon'ny tany sitrahana ;
- 11-ny fampanarahana fenitra ny rohy eo amin'ny lalànan'ny harena ankibon'ny tany sy ny lamina ara-tontolo iainana sy ara-tsosialy ;
- 12-ny fanetsetsehana ny amin'ny fampandroasoana ny fikarohana harena ankibon'ny tany, fototra ho fampandrosoana ny fandraharahana harena ankibon'ny tany vaventy ;
- 13-ny ady amin'ny fiasana ankolaka tsy rariny amin'ny sehatry ny harena ankibon'ny tany ;
- 14-ny fitantanana ireo zavatra ilaina eo an-toerana araka ny fanomezan-dalana fitrandrahana madinika ho an'ny teratany;
- 15-ny fametrahana tahirim-bolam-pirenena ho an'ny fampiasam-bola ara-tsosialy sy iombonana;

16-Ny fametrahana sazy sahaza amin'ny fandikan-dalàna eo amin'ny sehatry ny harena ankibon'ny tany mifanatsahana amin'ny lanjan'ilay loharanon-karena ;

17-ny fanajariana ny sehatry ny Andrimpanjakana.

Ity Volavolan-dalàna ity, izay noraisina amin'ny alalan'ny zava-misy eny ifotony, mitondra fepetra vaovao mba hametrahana ny lalàna malagasy tsy ho latsa-danja amin'ireo fampiharana iraisam-pirenena. Ireo fanovana noentina dia mahakasika ireto manaraka ireto :

I. NY FITSIPI-PIHEZANA AMIN'NY FAHAZOAN-DALANA HITRANDRAKA HARENA ANKIBON'NYTANY(LOHATENY II: And 34 ka hatramin'ny 157)

- Ny fanamafisana ireo fepetra fanomezana,(andininy 79 sy 83) ny amin'ny fanodinana (andininy 96,97) sy ny fanavaozana ny fahazoan-dalana hitrandraka harena ankibon'ny tany(andininy 87 hatramin'ny andininy 91), manaraka ny bokin'andraikitra ny harena ankibon'ny tany, madio isaky ny karazana fahazoan-dalana.
- Ny famerenana indray ny famaritana ireo fahazoan-dalana hitrandraka natokana ho an'ny mpitrandraka madinika zay navadika ho fahazoan-dalana natokana ho an'ny mpitrandraka madinika teratany (andininy 70).
- Ny fampihenana ny isan'ny efamira azo omena ho an'ny fahazoan-dalana hikaroka, fahazoan-dalana hitrandraka, fahazoan-dalana natokana ho an'ny mpitrandraka madinika teratany (andininy 39) sy ny fanomezan-dalana hamandrika toerana manokana. (andininy 20).
- Ny fanavaozana arahana fepetra (andininy 87) ny amin'ny fahazoan-dalana hanao fikarohana (andininy 89) fahazoan-dalana hitrandraka (andininy 87,88) sy ny fahazoan-dalana natokana ho an'ny mpitrandraka madinika teratany (andininy 70).
- Ny fampihenana ny velarana amin'ny fahazoan-dalana hanao fikarohana isaky ny fanavaozana (andininy 91 sy ny manaraka).
- Ny fametrahana ny totalim-bidy farany ambany amin'ny fikarohana harena ankibon'ny tany mba hahafahan'ny tompom-pahazoan-dalana hanao fikarohana, hanamarina ny fisian'ny tentiny farany ambany izay ho raisiny antoka amin'ny fikarohana izay ataony. Izany dia entina hamaliana ireo filana ny amin'ny fampihenana ny fakana vola ankolaka amin'ny tsy rariny hita amin'ny fahazoan-dalana hitrandraka harena ankibon'ny tany izay nomena.(andininy 51 sy 52).
- Ny tsy maintsy anaovana tatitra amin'ny fandinihana mialoha ho an'ireo angatahana fahazoan-dalana hitrandraka (andininy 87,88) ;

- Ny famerana ny isan'ny akoran-karena ankibon'ny tany nomena alalana (andiny 41,42).
- Ny famporisihan'ny fitantanan-draharaha ireo fanapahana mandà ireo fangatahana hitrandraka harena ankibon'ny tany, izay voamarina araka ny fitadiavana ny fangaraharana amin'ny fanomezana ireo fahazoan-dalana hitrandraka harena ankibon'ny tany (andiny 85).
- Ny fitondrana fanazavana amin'ireo fepetra mahakasika ireo paik'ady fiantsoana fifaninana, ho fombafomba fanomezana fanampiny ireo fahazoan-dalana hitrandraka harena ankibon'ny tany, mba ho fanajariana ireo faritra manan-danja ara-toekarena (andiny 137 ,138).

II. IREO AKORAN-KARENA ANKIBON'NY TANY STRATEJIKA (andiny 72 hatramin'ny 74)

Izany dia natao hamaritan'ny Fanjakana ireo akoran-karena ankibon'ny tany stratejika amin'ny fivarotana anatin'ny araka ireo filana sy ireo tsangan-javatra maneho tombony ara-jeo-stratejika sy ny renivola ho an'ny firenena.

III.NY AMININ'NY SAMPANA VOLAMENA

Misy ny tsindry apetraka araka izany amin'ny fametrahana ny lamina mba ahafahana manamora ny fanaraha-maso ny lalàna lalovan'ny famokarana volamena (andiny 206 hatramin'ny andiny 209), izay mandalo amin'ny fametrahana fandaminana vaovao mikasika ny volamena, ny fanaraha-maso ireo rojon'ny tombony, ny fametrahana ireo fandrendrehana an-toerana, ny fametrahana ireo fitomboka nasionaly sy ny fanamafisana ireo fomba fanaraha-maso ny fanondranana volamena ara-barotra(andiny 198 hatramin'ny andiny 203).

Ny mahakasika ny fanondranana volamena amin'ny toby voalohany, ity fehezandalàna ity dia mametraka famerana ny lalan'ny fitrandrahana artizanal (andiny 28sy 29,142) ao anatin'ny vakim-paritra.

Ankoatra izany, hamafisina ny fandraraàna ny fampiasana Merikiora (andiny 178).

Ary farany, ny fampiroboroana ny « or responsable » dia manaraka ny etika iraisam-pirenena sy mamaly ireo filan'ny fanarahan-dalàna amin'ny famokarana volamena eto an-toerana.

IV. NY FANDRAISANA ANJARAN'NY FANJAKANA(Iohateny II : andiny 138)

Ny Fanjakana dia manana zo handray anjara madio sy tsy mety levona ao anatin'ny renim-bola sosialin'ny orinasa izay nanao tolo-barotry ny fanomezana fahazoan-dalana hitrandraka harena ankibon'ny tany izay natao amin'ny alalan'ny fiantsoana fifaninana, araka ny famandrihan-toerana mba hanaovana fandinihana ara-haibolan-tany (andiny 138).

Ankoatra izany dia natao mba hiantohana ny fitantanana tompon'antoka amin'ny loharanon-karena ankibon'ny tany sy ny hiarovana ny tombontsoam-pirenena.

**V. NY TAHIRIM-BOLAN'NY HARENA ANKIBON'NY TANY HO ANY FAMPIASAM-BOLA ARA-TSOSIALY SY IOMBONANA
(LOHATENY VI_ – TOKO VIII : (andininy 280 ka hatramin'ny 282)**

Ity Volavolan-dalàna ity dia mampiditra ny tahirim-bola samy amin'ny latsakemboky ny orinasan'ny harena ankibon'ny tany sy ho an'ny fampandrosoana ara-tsosialy sy iombonana.

Io tahirim-bola io dia vatsian'ny:

- latsakemboka amin'ny fahazoan-dalana hitrandraka harena ankibon'ny tany, (andininy 281) ;
- ampahany amin'ny sara alaina amin'ny harena ankibon'ny tany, (andininy 291) ;
- ampahany amin'ny vokatry ny fanaovana raharaham-pihavanana, (andininy402).

VI - NY AMIN'NY HETRA MIFANDRAIKA AMIN'NY HARENA ANKIBON'NY TANY(LOHATENY VI- TOKO IX: andininy 283 hatramin'ny 293)

Ny sara alaina amin'ny harena ankibon'ny tany ampiarahina amin'ny tamberim-bidin'ny harena ankibon'ny tany no mandrafitra ireo hetra sy haba manokana amin'ny vokatry ny harena ankibon'ny tany. Ny tamberim-bidy dia miverina amin'ny Vondrom-bahoaka Itsinjaram-Pahefana raha ohatra ka ny sara alaina amin'ny harena ankibon'ny tany kosa dia arotsaka amin'ny Fanjakana sy ireo rantsamangaikany.

Ity lalàna ity dia manolotra fanitsiana amin'ny fampiakarana ny tahan'ny hetra sy haba manokana amin'ny vokatry ny harena ankibon'ny tany.

**VII- IREO ANTOKA AMIN'NY FAHAMARINAN-TOERANA
(LOHATENY IX : And 339 hatramin'ny 346)**

Ny fiarovana ny fampiasam-bola amin'ny harena ankibon'ny tany dia miendrika amin'ny ampahany, eo amin'ity lalàna ity, amin'ny fanamafisana ny fitsipika ny fahamarinan-toerana eo amin'ny sehatra ivelan'ny hetra, arak'hetra sy ara haban-tseranana, ho an'ny mpandraharaha amin'ny harena ankibon'ny tany. Ankoatr'izany, io rafitra fahamarinan-toerana voalaza io dia naitatra amin'ireo Tranom-barotry ny volamena sy ny Tranom-barotry ny vato sarobidy sy ny vatsoa tsara paika.

**VIII - IREO FENITRA ARA TONTOLO IAINANA, NY FIDIOVANA ARY NY FANDRIAMPAHALEMANA
(LOHATENY VI – Toko II : And 252 hatramin’ny 258 sy Toko III : And 259 hatramin’ny 262)**

Toko iray manontolo no natokana amin’ny fiarovana ny tontolo iainana, mba hanasokajiana tsara ireo adidy aman’andraikitra samihafa, araka ny sehatry ny fandraharahana amin’ny harena ankibon’ny tany atao.

Ireo fanantsarana amin’ny fahasalamana sy ny fandriampahalemana dia mametraka ny tsindrim-peo amin’ny maha zava-dehibe ny maha olom-belona sy ny tontolo iainana ary ny mizotra makany amin’ny harena ankibon’ny tany mandray andraikitra.

NY FANAMAFISANA NY FITANTANANA ARA-DRAFITRA

Ity Fehezan-dalàna ity dia mizotra makany amin’ny fanamafisana ny fitantanana ara-drafitra mba hanatsarana mahomby sy ny fahatokisana ireo Andrimpanjakana. Noho izany, nitondrana fanazavana bebe kokoa an’ireo rafitra mpanohana ny Minisitera misahana ny Harena ankibon’ny tany.

Koa amin’izany, ny fepetra vaovao mamaritra indray ny rafitra, ny fandaminana sy ny andraikitra ny Komity Nasionalin’ny Harena ankibon’ny tany (And 404 hatramin’ny 409) sy ny Ivon-toeran’ny Volamena eto Madagasikara (COM) (And 159).

Ankoatr’izany, ny COM, ny IETI ary koa ny antokon-draharaha misahana ny Haibolan-tany sy ny fampiroboroana ny harena ankibon’ny tany dia misitraka ny anjara zara-vola avy amin’ny loharanom-bola ivelan’ny hetra. (And 275 ho an’ny FAM sy and 291 ho an’ny sara alaina).

**IX - NY FANDRAVONANA NY FIFANOLANANA
(LOHATENY XII: And 410 hatramin’ny 419)**

Ny tsindrim-peo dia napetraka amin’ny fampiakaran-draharaha amin’ny fomba fandronana tsy ara-panjakana ny fifanolanana nefa tazonina ihany ny fahafahana hampiakatra amin’ireo Fitsarana Malagasy. Ny tanjona dia ny fanatsarana ny fahazavana sy ny rafitr’ireo fepetra mifehy ireo fandronana ny fifanolanana, mba hanomezana vahana kokoa ny fomba fandronana aram-pihavanana (And 410 hatramin’ny 412) ary farany, mba hanomezana ireo mpifanandrina amin’ny fifanolanana, karazana safidy maro izay heveriny fa mety.

**X - NY FEPETRA MIKASIKA NY FIHADIAM-BATO
(LOHATENY IV: And 218 hatramin’ny 232)**

Ny fanomezan-danja ireo vokatry ny fihadiam-bato, izay ahitana akoran-karena mineraly izay misy lanjany ara-ekonomika misy lanjany, dia nitondra amin’ny fametrahana ny fepetra roa miavaka amin’ny fihadiam-bato, mipetraka amin’ny fomba fitrandrahana azy ireo: artizanalny na indostrialy.

**XI - NY FEPETRAN'NY FAIKA SY NY VOKATRA AMBANY FENITRA
(LOHATENY II - Toko IX : And 150 hatramin'ny 157)**

Ao anatin'ny fanomezan-danja ireo loharanon-karena ankibon'ny tany, dia asiana fepetra vaovao mikasika ny faika sy ireo vokatra ambany fenitra amin'ny harena ankibon'ny tany, izay ahitana ireo fepetra sy fombafomba fangalana, fampiasana ary fitantanana.

**XII - NY TRANOM-BAROTRY NY VATO SAROBIDY SY NY VATOSOA
VOAPAIKA TSARA (LOHATENY VIII Toko III : And 325 hatramin'ny 327)**

Ny fanorenana ireo tranom-barotry ny vato sarobidy sy ny vatosoa voapaika tsara dia mandray an-jara amin'ny fampahafantarana ny marika Madagasikara ary koa amin'ny famoronana ny tombony miabo, ao anatin'ny fepetra ny fanondranana ireo vato sarobidy sy vatosoa voapaika tsara dia takian'izy ireo.

**XIII - IREO AJARA ANDRAIKITRY NY ORINASA EO AMIN'NY
FIARAHAMONINA (LOHATENY VI - Toko I : And 241 hatramin'ny 244)**

Ny iray amin'ireo fivoarana fototr'ity Fehezan-dalàna ity dia mitoetra amin'ny fandraisana an-tanana ny resaka sosialy sy ekonomika ary ny tontolo iainana, miaraka amin'ny fampidirana ireo fepetra amin'ny Andraikitra ny Orin'asa eo amin'ny fiarahamonina (RSE), sy votoantony ifotony manokana.

Ity fandraisana fanapahan-kevitra ity dia mitory ny fahavononana handray fampandehanana manaraka toe-tsaina sy mandray andraikitra ary mirafitra ao amin'ny sehatry ny sosialy sy ny tontolo iainana.

**XIV - NY FIAROVANA IREO NY ZON'OLOMBELONA
(LOHATENY VI - Toko IV : And 263 hatramin'ny 265)**

Ny fampidirana fepetra mifandraika amin'ny fiarovana ny zon'olom-belona ary indrindra ny fepetra amin'ny lafiny fampivoarana ny fitoviana amin'ireo maha lahy sy ny maha vavy, sy ny fandrarana ny fampiasana ireo zaza ao anatin'ny sehatry ny harena ankibon'ny tany dia mipetraka amin'ny maha zava-dehibe ny fitomboana nomena ivelany ara-ekonomika eo amin'ny asa momba ny harena ankibon'ny tany.

**XV - IREO TSY FAHATONTOSANA IREO ADIDY AMAN'ANDRAIKITRA SY IREO
FANDIKAN-DALANA AMIN'NY HARENA ANKIBON'N TANY
(LOHATENY X : AND 347 hatramin'ny 403)**

Ity Toko ity dia nohavaozina mba hampanarahana ny fivoarana ny fitsipika mifehy ny fandikan-dalàna, ho sokajiana mba hanaraka ny hevitra momba ny karazana fandikan-dalàna amin'ny harena ankibon'ny tany sy mba hanamafisana ny fifanarahana amin'ny samy fandikan-dalàna sy ireo famaizana mety ho azo.

Ankoatr'izany, ny fitandrovana ireo ankora mineraly nasionaly dia manazava ny fifehezana hentitra apetraka amin'ny alalan'ny famaritana ny fandikan-dalàna vaovao

sy ny famaizana vaovao mifandraika amin'ny fanondranana tsy ara-dalàna ireo vokatry ny harena ankibon'ny tany.

Araka ny fahitana ireo fanavaozana samihafa, ity lalàna ity dia ahitana efatra ambiny telopolo sy efa-jato (434) andininy, mizara efatra ambiny folo (14) Lohateny.

- Ny Lohateny voalohany dia mikasika ny fepetra ankapobeny ;
- Ny Lohateny II dia mikasika ny fitsipika mifehy ny fahazoan-dàlana momba ny harena ankibon'ny tany ;
- Ny Lohateny III dia natokana ho an'ny fitsipika mifehy ny volamena;
- Ny Lohateny IV dia mikasika ny fitsipika mifehy ny fihadiam-bato ;
- Ny Lohateny V milaza ny fitsipika mifehy ny sisan-karingana sy ny akoran-karena izay tsy fahita ny tobiny ;
- Ny Lohateny VI milaza ny adidy aman'andraikitra miraikitra amin'ireo asa mikasika ny harena ankibon'ny tany ;
- Ny Lohateny VII dia mamehy ny fifandraisan'ny tompon'ny fahazoan-dàlana amin'ny amin'ireo tompon-tany sy ny fifandraisan'ny samy tompon'ny fahazoan-dàlana ;
- Ny Lohateny VIII dia mikasika ny fihazonana, ny fitanterana, ny fanodinana ary ny fivarotana ireo vokatry ny harena ankibon'ny tany;
- Ny Lohateny IX miresaka ireo antoka amin'ny fahamarinan-toerana ;
- Ny Lohateny X dia mitanisa ireo tsy fahatontosana ireo adidy aman'andraikitra ary fandikan-dalàna;
- Ny Lohateny XI dia natokana ho an'ny Komity Nasionalin'ny Harena ankibon'ny tany;
- Ny Lohateny XII dia misahana ny fandravonana ny fifanolanana mifandraika amin'ireo fandraharahana amin'ny harena ankibon'ny tany ;
- Ny Lohateny XIII dia manomana ireo fepetra teteza-mita ;
- Ny Lohateny XIV dia natokana ho an'ny fepetra farany.

Toy izay ny anton'ity Volavolan-dalàna ity.



VOLAVOLAN-DALANA LAHARANA FAHA-005/2023 tamin'ny 12 aprily 2023 HO FANAVALOZANA NY LALANA MIFEHY NY HARENA ANKIBON'NY TANY

Nolanian'ny Antenimierampirenena tamin'ny fivoriana izay nataony, izao Volavolan-dalàna manaraka izao :

LOHATENY VOALOHANY NY AMIN'NY FEPETRA ANKAPOBENY

TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY SEHATRA FAMPIHARANA SY NY FAMARITANA

Andininy voalohany. Manerana ny Lafin-tanin'ny Firenena dia iharan'ny fepetra voalazan'ity Fehezan-dalàna ity ary koa ny voalazan'ny rijanteny fampiharana azy ny fizahan-taratra, ny fikarohana, ny fitrandrahana, ny fihazonana, ny fitaterana, ny fanodinana, ny fivarotana ary ny fanondranana ny akora-mineraly, afa-tsy ny harena vokatry ny rano sy ny akoranafo miendrika rano na gaza, izay fehezin'ny fepetra manokana.

Andininy 2. Amin'ity Fehezan-dalàna ity, dia antsoina hoe :

« **Asa mifandraika amin'ny harena ankibon'ny tany** » : izay hetsika rehetra atao anaty fohy ezaka na lavitr'ezaka ka miafara amin'ny fizahana-taratra, fikarohana, fitrandrahana, fanodinana, fitaterana, ivarotana, ary ny fanondranana ny vokatra azo avy amin'ny harena ankibon'ny tany, ny akoram-bato sy ny sisan-karingarina tsy voarara ;

« **Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany** » : Ny Ministera miandraikitra ny Harena ankibon'ny tany, ny vondron'ny sampandraharahan'ny foibe na nanapariaham-pahefana sy ny sampan'asa mahaleotena izay eo ambany fiadiadiany ;

« **Mpiray tombontsoa** » : ny fifandrasaina eo amin'ny mpandraharaha roa tsy miankina amin'ny Fanjakana, ka amin'izany ny iray dia miantoka ny fanarahan-dalàna ny asan'ny hafa izay miantoka ny fampandehanana ny famokarany ;

« **Fampanofana mba ho vokarina** » : izay fifanarahana rehetra anoloran'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana natokana ho an'ny Mpitrandraka mampiasa teknika

artizanalay na Fahazoan-dàlana hitrandraka, mamindra amin'olon-kafa ny fahefana hitrandraka ny vakim-paritra momba ny harena ankibon'ny tany izay mifandraika amin'ny Fahazoan-dàlany, izany dia mifanaraka amin'ny zo homen'ity farany, sy ny adidy aman'andraikitra mifandraika aminy, ka izany dia sandaina araka ifanarahan'ny roa tonta ;

« **Fahazoan-dàlana hamandrika toerana manokana** »: ny fanomezan-dàlana manokana ny vakim-paritra iray, izay omena hanan-kery amin'ny vakim-paritra voatokana araka ny voalazan'ity fehezan-dalàna ity;

« **Fahazoan-dàlana momba ny Harena ankibon'ny tany hanao Fitrandrahana Nentim-paharazana manokana** »: izay fahazoan-dàlana hafa ankoatry ny Fahazoan-dàlana momba ny harena ankibon'ny tany, izay manome ho an'ny olona misitraka azy ny zo hanatanteraka ny asa hihady na manangona ny akora mineraly;

« **Bokin'andraikitra momba ny harena ankibon'ny tany** »: ny antotan-taratasy avy amin'ny Fandaharan'asa izay natolotry ny tompon'ny fahazoan-dàlana momba ny harena ankibon'ny tany, izay mamaritra ny fitambaran'ny fanoloran-tena mifehy azy, ka ny tsy fanajàna an'izany dia mahavoasazy azy araka ny voalazan'ity Fehezan-dalàna ity;

« **Efamira** »: ny efamira rafitsary apaka ambonin'ny velaran'ny tany, miendrika efamira ka ny lafiny dia mirefy dimy amby roampolo sy eninjato metatra, (625m), izay maneho ny taratry ny vakim-paritra fototra ka ao anatin'ny no anomezana zo ny tompon'ny Fahazoan-dàlana. Isaky ny efamira dia fototry ny halehibe mafy miendrika piramida mivadika ka ny tendrony dia ivon'ny tany, mitodika atsimo mianavaratra sy andrefana miatsinanana atao mirazotra amin'ny teza Laborde na amin'ny alalan'ny fefy mety ho ampiasan'ny sampandraharam-panjakana miadidy ny harena ankibon'ny tany any aoriana any. Ny toetry ny lafin-tanim-pirenena isaky ny efamira tsirairay dia faritana amin'ny alalan'ny teza misy ny ivony ;

« **Fihadiam-bato mampiasa teknika artizanalay** » : ny tobin'akoram-bato rehetra, trandrahana manaraka ny fomba sy dingana amin'ny tanana, mampiasa indraindray ny zava-mipoaka, sy tsy mampiasa ireo fitaovana mekanika;

« **Fihadiam-bato indostrialy** »: ny tobin'akoram-bato rehetra, trandrahana araka ny fomba sy dingana indostrialy sy mampiasa ny fitaovana mekanika sy zava-mipoaka ;

« **Sarin-tany retombes minières** » : ny sarin-tany mirakitra ny fahazoan-dàlana manan-kery, ny efamira mbola malalaka, ny tahiry mihelina, ny fahazoan-dàlana hamandrika ny vakim-paritra, ny lalantsaran'ny fitrandrahana mampiasa teknika artizanalay, ny lalantsaran'ny mpanivana volamena, ny faritra arovana sy ny faritra voatokana ;

« **Famoizana ankolaka** » : ny famindrana ankolaka ny tahiry avy amin'ny orinasa voalohany mankany amin'ny orinasa fehezina'ny lalàna malagasy izay manana fahazoan-dàlana ;

« **Fanangonana volamena** »: ny asa mivantana momba ny fividianana volamena avy amin'ireo mpitandraka volamena nentim-paharazana;

« **Fanangonana ho an'ny tena manakona** » : ny fitambarana zavatra nangonina sy natokana ho an'ny olona noho ny antony manokana, noho ny tombontsoa na firehetam-po na natao ho mari-pahatsiarovana;

« **Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-Pahefana** » : ny Faritany, ny Faritra, ny Kaominina, araka ny zava-misy ;

« **Votoaty ifotony** » : ny fitambarana asa mifototra amin'ny fampandrosoana ny fahaiza manao ifotony, ny fampiasana ny loharano maha olona sy fitaovana ifotony, ny famindrana ny teknolojia, ny fanomezana olon-kafa ny raharaham-barotra, ny asa sy ny vokatry ifotony ary ny famoronana ny lanja fanampiny izay azo refesina eo amin'ny toekarena ifotony ;

« **Lalan-tsaran'ny fisivanam-bolamena** » : ny fandriana mavitriky ny renirano sy atsanga vao haingana izay manome ny anjara raharaha eken'ny lalàna ary maharitra eo anatrehan'ny mpanivana volamena ary izany dia ampiarina tanteraka amin'ny vakimparitra momba ny harena ankibon'ny tany rehetra ;

« **Lalan-tsaran'ny fitrandrahana mampiasa teknika artizanal** » : ny faritra hita ao anatin'ny vakim-paritry ny harena ankibon'ny tany ary natokana amin'ny asan'ny fitrandrahana mampiasa teknika artizanal an'ireo vondrona, araka ny fanomezan-dàlana ny tompon'ny fahazoan-dàlana voakasika ;

« **Fandaniana farany ambany momba ny Fikarohana ny Harena ankibon'ny tany** » : ny sanda faran'ny ambany izay tokony lanian'ny tompon'ny fahazoan-dàlana sokajy fikarohana mba ahafahany manao ny asa fizahana-taratra, ary ity farany dia raketina ao anaty ny Bokin'andraikiny momba ny Harena ankibon'ny tany ;

« **Faika momba ny harena ankibon'ny tany** » : ireo karazana vokatry sisa tavela mivantana na ankolaka avy amin'ireo asa fikarohana sy fitrandrahana ary ny fikarakarana momba ny harena ankibon'ny tany, ka izany dia hita ao anatin'ny vakimparitry ny harena ankibon'ny tany na ivelan'ity farany ;

« **Fampandrosoana ny harena ankibon'ny tany** » : ny dingana eo amin'ny fikarakarana ka tafiditra anatin'izany ny fandinihana ny maha mety ny banky, ireo fandinihana ny injenioria ary ny asa fanamboarana momba ny harena ankibon'ny tany ;

« **Fitrandrahana** » : Izay hetsika rehetra mifototra amin'ny fihadiana na fampisarahana akora mineraly avy amin'ny tobin'akora voajanahary na avy amin'ny rano mba ahafahana mampiasa azy amin'izay mahasoana na mahatsara, ka anisan'izany ireo asa fanomanana, fihadiana ary, raha toa ka misy, ny fananganana sy ny fampiasana ny fitaovam-panamoràna ny asa entina hikarakarana sy hanondranana ny vokatry ;

« **Mpitrandraka mampiasa teknika artizanal** » : ireo mpitrandraka rehetra momba ny harena ankibon'ny eny an-kalamanjana na any ambanin'ny tany izay faritan'ny ny didy amam-pitsipika ny halaliny, araka ny teknika nentim-paharazana ary mampiasa ny fitaovana mekanika maivana, ka tafiditra ao anatin'izany ny vondron'ny

mpitrandraka nentim-paharazana ny harena ankibon'ny tany sy ny vondron'ny mpitrandraka nentim-paharazana ny volamena na firy na firy ny isan'ireo mpikambana tsirairay ; ka izany dia tsy afaka manao ny fanovàna ny mineraly eo amin'ny toerana nihadiana azy ;

« **Tahirim-bola momba ny Harena ankibon'ny tany ho an'ny fampiasam-bola ara-tsosialy sy ny vondron'olona ifotony** » : ny tahirim-bola avy amin'ny fandraisana anjara ny sehatry ny harena ankibon'ny tany ary natokana amin'ny fampandrosoana ny sosialy sy ny vondron'olona ifotony ;

« **Sisan-karingana** » : ireo sisa tavela na ireo dian-javatra avy amin'ireo karazam-biby na zava-maniry ka voatahiry ao anaty vatolampy rakotra faika an-tanety na ambanin-dranomasina ;

« **Saram-pandraharahana amin'ny harena ankibon'ny tany, aloa isan-taona isaky ny efamira** » : ny sara aloan'ny tompom-pahazoan-dàlana isan-taona no setrin'ny fandaniana ataon'ny Fanjakana amin'ny fikarakarana sy ny fitantanana ny zo nomena tamin'ny fahazoan-dàlana, ka ny vola aloa amin'izany dia miovaova arakaraka ny sokajiny sy ny mahatranainy ny Fahazoan-dàlana, ary ny isan'ny efamira amin'ny harena ankibon'ny tany izay mandrafitra ity farany ;

« **Vondrona** » : ny fikambanana ahitana manokana an'ireo mpitrandraka mizàka ny zom-pirenena Malagasy mampiasa teknika artizanalay amin'ny harena ankibon'ny tany, ao anaty faritra iray ary manana tombontsoa iraisana;

« **Fiandronana-mineraly** » : izay tobin'akora-mineraly voajanahary rehetra tsy mahafaty antoka ny fitrandrahana azy amin'ny fomba efa fanao ankehitriny na amin'ny ho avy ;

« **Tobin'akora** » : izay fiandronan'ny mineraly hafahafa ao ambanin'ny tany izay ilain'ny olona ka tsy misy heviny ara-habe sy lanjany izany;

« **Tobin-tsisan-karingarina** » : izay fiandronana sisan-karingarina rehetra antanety sy ao ambanin'ny ranomasina ;

« **Aro hoa-pefy** » : ny fefy vita amin'ny vatosokay seseham-by entina hanasarahana ny foiben'akoran-javatra roa mifanila izay olon-droa samy hafa no tompon'ny fahazoan-dàlana;

« **Fampiasam-bola** » : Ny fandraisana anjara ara-bola, miendrika fananana toy ny harena, zo ary tombontsoa isan-karazany omena, amin'ny fomba maharitra ho an'ny orinasa iray ;

« **Toerana ahitana Harena ankibon'ny tany** » : izay tobin'akora mineraly rehetra tsy voasokajy na anisan'ny akoram-bato na anisan'ny sisan-karingarina ;

« **Akora mivaky ivon'atôma** » : ireo vato rehetra ahitana akora iray na maro mivaky ivon'atôma ka manana singa simika iray na maro toy ny ioranioma sy torioma ;

« **Fisivanam-bolamena** » : ny fitrandrahana volamena anaty antsanga amin'ny fampiasana fahaizana asa tànana manokana, ka avahana amin'izany ny asa anaty zohy ;

« **Vakim-paritry ny harena ankibon'ny tany** » : ny efamira na ny fitambarana efamira maro mifanila na miray lafy ifotoran'ny fahazoan-dàlana na ny fangatahana fahazoan-dàlana ;

« **Vakim-paritry ny tetikasa** » : ny vondrona vakim-paritra akoran-karena ankibon'ny tany, na koa ny tany itoeran'ny tompom-pahazoan-dàlana nofandrihany ao anatin'ny tetikasa ;

« **Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany** » : ny taratasy izay anomezana zo ny tompony mba ahafahany manao ny asa fikarohana sy/na fitrandrahana harena ankibon'ny tany eo amin'ny vakim-paritry ny harena ankibon'ny tany nomena azy ;

« **Fandaharan'asa** » : ny fitambaran'ny antotan-taratasy maneho ny Fandaharana ny fikarohana sy/ na fitrandrahana ary ny drafitra momba ny fampiasam-bolan'ny tompony na mpangataka fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany ;

« **Fizahana-taratra** » : ny fitambaran'ny fiasan-kery mifototra amin'ny fanadihadiana tsotsotra atao mba hahitana ny famantarana ny fisian'ny akora mineraly ;

« **Fikarohana** » : ny fitambaran'ny asa haibolan-tany na hailalàm-piharitany na koa momba ny simian-tany, izay tanterahana ety ambony tany na any anaty ambanin'ny tany mba hanombanana ny famantarana na ny tobin'akora-mineraly, ka ahafahana mamantara ny karazany, ny bikany, ny hatsarany, ny fitomandavany ary ny hadiriny, ary ahafahana mamantatra ihany koa ny fomba hitrandrahana azy, ka hilazana fa misy na tsia ny fiandronana-mineraly azo trandraina ;

« **Sara alaina amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany** » : ny iray amin'ireo zo sy hetra manokana amin'ireo vokatry ny harena ankibon'ny tany nalaina ka omena ho an'ny Fanjakana sy ireo sampan-draharaha manokana, ary izany dia alaina amin'ny sandan'ny famarotana ny vokatry ny harena ankibon'ny tany, ny tobin'akoram-bato na ny sisan-karingarina ;

« **Andraikitra ara-piarahamonina an'ny orinasa** » : ny fandraisan'ny orinasa anjara eo amin'ny sehatry ny fiarahamonina sy ekonomika ary tontolo iainana, any amin'ny Vondrombahoaka ifotony izay misy an'ireo orinasa ;

« **Tamberim-bidy amin'ny harena ankibon'ny tany** » : ny iray amin'ireo zo sy hetra manokana eo amin'ny vokatry ny harena ankibon'ny tany izay natokana ho an'ireo Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-Pahefana ;

« **Zana-bokatra** » : ireo akora- mineraly rehetra nohadiana, miara-misy raha ara-haibolan-tany no jerena miaraka amin'ny akora-mineraly voalohany ao anaty ny vakim-paritry ny harena ankibon'ny tany ka mikasika ny fahazoan-dàlana iray izany ary tsy mahafaty antoka amin'ny fotoana iray ;

« **Akoram-bato** »: Izay akora rehetra nohadiana, nokarakarina, nahodina sy nampiasaina amin'ny sehatra toy ny fanorenanana, indostria, fotodrafitrasa sy fambolena ary ny lisitra misy azy dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika ;

« **Akora-mineraly Stratejika** » : ny akora mineraly rehetra izay, araka ny tranga ara-toekarem-pirenena sy iraisam-pirenena efa fanao, dia ahitana tombontsoa manokana ho an'ny Firenena eo anatrehan'ny toetra iresahana azy sy ny tranga eo amin'ny fifandraisana ara-stratejika ;

« **Teknika artizanal** » : ny fomba fiasa mirindra nentin-drazana izay ahitana indrindra indrindra ny fampiasana fitaovana hetsehin-tànana eo amin'ny fihadiana sy ny fikarakarana ny akora mineralin'ny tany na ny ambanin'ny tany. Tafiditra amin'izany sokajy izany ny fampiasana ny rafitra ny fanetsehana ny mpiasa maro (système HIMO) ;

“**Fihadianam-bato indostrialy**” : ny tobin'akoram-bato rehetra, trandrahana arak any fomba sy dingana indostrialy sy mampiasa ny fitaovana mekanika sy zava-mipoaka ;

“**Sarin-tany retombes minières**” : ny sarin-tany mirakitra ny ahazoan-dalana manan-kery, ny efamira mbola malalaka, ny tahiry mihelina, ny fahazoan-dalana hamandrika ny vakim-paritra, ny lalantsaran'ny fitrandraharana mampiasa teknika artizanal, ny lalantsaran'ny mpanivana volamena , ny faritra arovana sy ny faritra voatokana ;

“**Famoizana ankolaka**” : ny famindrana ankolaka ny tahiry avy amin'ny orinasa voalohany mankany amin'ny orinasa feheziny lalàna Malagasy izay manaradalàna ;

“**Fanangonana volamena**” : ny asa mivantana fividianana volamena avy amin'ireo mpitrandraka nentim-paharazana ;

“**Fanangonana ho an'ny tena manokana** “: ny fitambarana zavatra nangonina sy natokana ho an'ny olona noho ny antony manokana, noho ny tombontsoa na firehetam-po na natao ho marim-pahatsiarovana ;

“**Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-Pahefana**” : ny Faritany, ny Faritra, ny Kaominina arak any zava-misy ;

“**Votoatiny ifotony**” : ny fitambarana asa mifototra amin'ny fampandrosoana ny fahaiza manao ifotony, ny fampiasana ny loharano maha olona sy fitaovana ifotony, ny famindrana ny teknolojia, ny fanomezana olon-kafa ny raharaham-barotra, ny basa sy n vokatra ifotony ary ny famoronana ny lanja fanampiny izay azo refesina eo amin'ny toekarena ifotony ;

“**Fisivanam-bolamena**” : ny fandry mavitriky ny renirano sy atsanga vao haingana izay manome ny anjara raharaha eken'ny lalàna ary maharitra eo anatrehan'ny mpanivana volamena ary izany dia ampiharina tanteraka amin'ny vakim-paritra harena ankibon'ny tany rehetra.

“Lalatsaran’ny fitrandrahana mampiasa teknika artizanalny” : ny faritra hita ao anatin’ny vakim-paritry ny harena ankibon’ny tany ary natokana amin’ny asan’ny fitrandrahana nentim-paharazana an’ireo vondrona, arak any fanomezan-dalàna ny tompon’ny fahazoan-dàlana voakasika ;

“Fandaniana farany ambany momba ny fikarohana ny harena ankibon’ny tany” : sanda farany ambany izay tokony aloan’ny tompon’ny fahazoan-dàlana sokajy fikarohana mba ahafahany manao ny asa fizahan-tany ary ity farany dia raiketina ao anatin’ny Bokin’andraikitra momba ny harena ankibon’ny tany ;

“Faika momba ny harena ankibon’ny tany” : ny karazana vokatra sisa tavela mivantana na ankolaka avy amin’ireo asa fikarohana sy fitrandharana ary fikarakarana momba ny harena ankibon’ny tany, ka izany dia hita ao anatin’ny vakim-paritry ny harena ankibon’ny tany na ivelan’ity farany ;

« **Lafin-tanin’ny Firenena** » : ny velarana an-tanety sy an-dranomasina izay eo ambany fiandrianam-pirenen’ny Repoblikan’i Madagasikara, araka izay voafaritra amin’ny lalàna ato anatin’ny sy ny lalàna iraisam-pirenena ;

« **Tompony** » : ny isam-batan’olona na orinasa ka amin’ny anaran’izy ireny ny fahazon-dàlana mikasika ny harena ankibon’ny tany no misoratra ;

« **Fanovàna ny akora- mineraly** » : ny fitambaran’ny hetsika izay mifototra amin’ny fanomezana ireo akora mineraly ireo ny endrika hafa ankoatry ny endriny voalohany na manova ny simika ao anatin’ny na mineraly ao aminy, ka izany dia natao mba ahazahoany sanda bebe kokoa ;

« **Fitaterana** »: ny hetsika hita maso enti-mamindra ny akora-mineraly avy ao amin’ny toerana iray mankany amin’ny toeran-kafa, tahaka ny famindrana ny vokatry ny harena ankibon’ny tany avy eo amin’ny toeram-pamokarana mankany amin’ny toerana fanaovana ny fanovàna, avy amin’ny toeram-panatobiana mankany amin’ny toerana hanaovana fanondranana;

« **Faritra voarara** »: ny ampahany amin’ny tany anaovana ny asa momba ny harena ankibon’ny tany izay voarara, na izany vakim-paritra amin’ny harena ankibon’ny tany, na akoram-bato na faritra misy an’ireo asa momba ny fihadiana volamena nentim-paharazana;

« **Faritra arovana** »: ireo faritra voaro ara-tontolo iainana izay voafaritra araka ny fepetra voalaza ao amin’ny lalàna manokana momba an’izany;

« **Faritra voatokana** » : ny sombin-tany eo amin’ny lafin-tanin’ny Firenena izay voasokajy manokana avy amin’ny fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon’ny tany.

TOKO II NY AMIN’NY ANKAPOBENY

SAMPANA 1. NY AMIN'NY ASA MOMBA NY HARENA ANKIBON'NY TANY, TOBIN-TSISAN-KARINGARINA

Andininy 3. Ny tobin'akora-mineraly dia voasokajy tahaka izao :

- fihadiam-bato ;
- harena ankibon'ny tany sy
- tobin'akora sisan-karingarina.

Andininy 4. Ity Fehezan-dalàna ity dia mametraka amin'ny ankapobeny ny fitsipika samy hafa manaraka ireto :

- ny fitsipika momba ny Fahazoan-dàlana ;
- ny fitsipika momba ny volamena ;
- ny fitsipika momba ny fanondranana ny sisan-karingarina ;
- ny fitsipika momba ny fihadiam-bato.

Andininy 5. Ny tobin'akora-mineraly, sisan-karingarina sy ny fihadiam-bato ambonin'ny tany, ambanin'ny tany, anaty rano sy ambanin'ny ranomasin'ny lafin-tanin'ny Firenen'i Madagasikara amin'ny maha fananana iombonana, dia harenan'ny Fanjakana.

Ny Ministera misahana ny Harena ankibon'ny tany dia Vondrom-panjakana, misolo tena ny Fanjakana, amin'ny fitantanana-draharaham-panjakana sy ny fitantanana.

Ny Fanjakana no miantoka ny fanomezan-danja an'ireo Harena ireo amin'ny alalan'ny fanaovana antso amin'ny sehatra tsy miankina amin'ny Fanjakana araka ny fepetravoalazan'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 6. Mba hamaritana araka ny rafitsary ny toerana misy ny vakim-paritra amin'ny harena ankibon'ny tany sy ny faritra voaaro, ny lafin-tanin'ny Firenena dia zarazaraina ho efamira.

Andininy 7. Ny fanaovana asa mikasika ny harena ankibon'ny tany, sisan-karingarina sy ny tobin'akoram-bato nahazo fankatoavana, araka ny fisehoan-javatra, amin'ny alalan'ny Fahazoan-dàlana momba ny harena ankibon'ny tany, Fankatoavana na Fahazoan-dàlana, dia fehezin'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 8. Ny fanaovana asa fikarohana sy/na fitrandrahana ny akoram-by mivaky ivon'atôma dia ankatoavina amin'ny alalan'ny Fahazoan-dàlana hiaroka na amin'ny alalan'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka ireny ihany.

Ankoatra ny Bokin'andraikitra mikasika ny harena ankibon'ny tany izay voalaza ao amin'ny andininy faha-38 izay tsy maintsy hajain'ny tompon'ny Fahazon-dàlana, ity farany dia tsy maintsy manajà ireto Fifanarahana manokana ireto:

- fifanarahana ifanaovan'ny tonta iarahana ny tompon'ny fahazoan-dàlana, ny antokon-draharaha teknika voatokana misahana ny sehatry ny akora-mineraly

mivaky ivon'atôma ary ny antokon-draharaham-panjakana misolo tena ny AIEA.

- Io Fifanarahana io dia mamaritra mialoha ny fepetra sy ny torolalana mikasika ny fiarovana amin'ny taratra sy ny fitantanana ny fakofako vokatry ny fivakin'ivon'atôma, araka ny fepetra voalaza ao amin'ny lalàna sy ny didy amam-pitsipika manankery amin'ny fiarovana momba ny ahitana X sy ny tontolo iainana.;
- fifanarahana miaraka amin'ny antokon-draharaham-panjakana ary voatokana izay manana fahaiza-manao ara-teknika amin'ny sehatry ny akora-mineraly mivaky ivon'atôma ary ity farany dia tendrena amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika mba hisolotena ny Fanjakana.

Ny maodely fakan-tahaka mikasika io fifanarahana io dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

SAMPANA 2. NY AMIN'NY FAHAFAHANA MAHAZO NY FAHAZOAN-DALANA ISAN-KARAZANY

Andininy 9. Ankoatra ny fepetra voalazan'ny andininy faha-10 ka hatramin'ny faha-13 manaraka iretsy, dia afaka mahazo sy mitazona ny Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany, ny fankatoavana sy ny Fanomezan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany, ny olon-drehetra mizaka ny zom-pirenena malagasy sy ny orinasa mijoro araka ny lalàna malagasy.

Afaka mahazo sy mitazona mivantana ny Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany sy fanomezan-dàlana mikasika ny harena an-kibon'ny ihany koa :

- ny antokon-draharaham-panjakana voatokana izay nahazo alalana amin'ny fanaovana hetsika momba ny harena an-kibon'ny indrindra indrindra izay mikasika an'ireo akora-mineraly mivaky ivon'atôma voalaza ao amin'ny andininy faha 8 amin'ity Fehezan-dalàna ity sy akora-mineraly Stratejika voalaza ao amin'ny andininy faha -72 sy ny manaraka amin'ity Fehezan-dalàna ity ;
- ny Orinasa misy fandraisana anjaran'ny Fanjakana ;

Ao anatin'ny fanantanterahana ireo asa mikasika ny harena ankibon'ny tany voalaza etsy ambony, ny antokon-draharaham-panjakana voatokana sy ny Orinasa misy fandraisana anjaran'ny Fanjakana voalaza etsy ambony dia iharan'ny fepetra voalazan'ity Fehezan-dalàna ity ary tsy misitraka na tombontsoa na ny laharam-pahamehana mifandraika amin'ny maha antokon-draharaham-panjakana azy.

Andininy 10. Ny Fanjakana sy ireo rantsana miankiana aminy, ny Vondrom-bahoakam-paritra Itsinjaram-Pahefana na antokon-draharaham-panjakana dia tsy afaka mahazo sy mitazona mivantana ny Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany sy ny Fanomezan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany, ankoatra ny fepetra voalaza ao amin'ny andininy faha-9 amin'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 11. Ny mpiasam-panjakana miasa eo anivon'ny sampan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany izay eo amban'ny fifehezan'ny Ministera misahana ny harena ankibon'ny tany dia tsy manana alalana hanao ny asa momba ny harena ankibon'ny tany.

Toraka izany koa, ny olona rehetra tafiditra amin'ny fanamarinana sy fanaraha-amaso ny asa momba ny harena ankibon'ny tany dia tsy afaka manao ny asa momba ny harena ankibon'ny tany anaty ny fizaram-paritra ananany fahefana, kanefa izany dia mandritra ny fotoam-piasany ihany.

Mitovy amin'izany koa ny isam-batan'olona na ny mpitondra ny fikambanana izay niharan'ny fisintonana ny fahazoan-dàlana, ary izany dia mandritra ny fepo-toana telo (03) taona manomboka amin'ny andro nanaovana io fisintonana ny Fahazoan-dàlana voalaza io.

Andininy 12. Ny tsy fahazoana manao na fandrarana dia miitatra, ho an'ny orinasa, amin'ireo orinasa miankina aminy.

Andininy 13. Mba ahafahany mahazo sy mitazona ny Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany, ny orinasa dia tsy maintsy manana ny mpisolo-tena azy aradalàna, farafahakeliny, dia monina eto Madagasikara.

Andininy 14. Ny fanomezan-dàlana hanao fihadiana ilaina ara-tsiantifika, ny sisan-karingarina any anaty ny tobin-tsisan-karingarina kilasiana faharoa, izay voalaza ao amin'ny andininy faha- 235 an'ity Fehezan-dalàna ity, dia omena any vondrona rehetra ara-tsiantifika ka ity farany dia afaka manome fahefana an'ireo isam-batan'olona hisolo tena azy.

Ho an'ny Vondrona iraisam-pirenena, dia ilaina ny fiara-miasa miaraka amin'ireo vondron'ny mpikaroka eto an-toerana.

Didy amam-pitsipika no mamaritra ny fombafomba fanatanterahana ny fiara-miasa io.

TOKO III NY AMIN'NY FANOMEZAN-DALANA HAMANDRIKA VAKIM-PARITRA MANOKANA

Andininy 15. Ny fanomezan-dàlana hamandrika ny vakim-paritra manokana (AERP) dia manome zo ho an'ny olona nahazo azy ny ahafahana manao ny fizahan-taratra mikasika ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 16. Ny AERP dia omen'ny Birao miandraikitra ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany eto Madagasikara (BCMM), araka ny fangatahana nataon'ny olona maniry hahazo azy, rehefa voaloha ny haba izay faritan'ny didy amam-pitsipika.

Ny AERP dia tsy maintsy amin'ny efamira ivelan'ny faritra voaaro, ivelan'ny faritra voasokajy voatokana vonjy maika, ivelan'ny vakim-paritra ahitana Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany sy ny faritra izay tsy nanaovana fangatahana ny Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany na AERP izay efa an-dàlam-pandinihana alohan'ny fangatahana AERP voakasika.

Andininy 17. Ny fe-potoana mampanan-kery any AERP dia telo (03) volana raha lava indrindra, ary izany dia tsy mety avaozina.

Telo (03) taona aorian'ny fe-potoana nahataperan'ny Fanomezan-dàlana voalohany, ny olona iray efa nisitraka ny AERP voa afaka misitraka AERP hafa indray raha toa ka eo amin'ny efamira nahazoany ny Fanomezan-dàlana voalohany izany.

Andininy 18. Ny AERP dia tsy azo amidy sy tsy azo ahofa mba ho vokarin'ny hafa.

Andininy 19. Alohan'ny fahataperan'ny Fanomezan-dàlany, ny olona maniry ahazo ny Fahazoan-dàlana hiaroka na Fahazoan-dàlana natokana ho an'ny Mpitrandraka mampiasa ny fahaizana asa tànana, mikasika ny manontolo na ampahany ny vakim-paritra nanaovana fizahan-taratra, dia afaka mametraka ny fangatahana mikasika an'izany eo anivon'ny BCMM.

Andininy 20. Tsy afaka atao mihoatra ny 2.500 km² na efamira miisa 6.400 ny velarana azo homena amin'ny alalan'ny AERP.

TOKO IV NY AMIN'NY VONDRONA

Andininy 21. Ny mpitrandraka ny harena ankibon'ny tany mampiasa teknika artizanalay dia afaka mivondrona sy manorina ny fivondronan'ny mpitrandraka mampiasa ny fahaizana asa tànana.

Ny vondrona izay mijoro dia tahaka ny fikambanan'ny olona tsy noterena ka afaka manao ny asany eo anivon'ny Kaominina misy azy.

Andininy 22. Ny vondrona rehetra izay mijoro ara-dalàna dia tsy maintsy ampahafantarina ny mpanorina azy eo anivon'ny Kaominina misy azy, ary ity farany dia manome ny tapakila manamarina ny fijoroan'ny vondrona izany amin'ny mpanorina azy.

Andininy 23. Ny vondrona rehetra dia afaka mangataka ny Fanomezan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany amin'ny Fitrandrahana Mampiasa teknika artizanalay ary manana zo efamira iray (01) mikasika ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 24. Ireo vondrona izay nijoro ara-dalàna ireo dia afaka misitraka ny fanampiana ara-pahaizana ilaina izay omen'ny Fanjakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 25. Didim-pitondrana raisin'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany no mamaritra ny Sata lasitry ny vondrona voalaza etsy ambony.

Andininy 26. Ny isam-batan'olona mizaka zom-pirenena Malagasy, ankoatran'ireo olona voarara ao amin'ny andininy faha-11 an'ity Fehezan-dàlana ity dia afaka miditra ho mpikambana ao anaty ny vondrona.

Ny fanovàna rehetra mikasika ny mpikambana ao anaty vondrona ary ny fanovàna mikasika ny sata dia tsy maintsy anaovana filazàna, mitovy amin'ny fanambarana izay voalaza ao amin'ny andininy faha -22 an'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 27. Ny fifandraisana eo amin'ny samy mpikambana ao anaty vondrona dia fehezin'ny Fitsipika Anaty izay neken'izy ireo.

Andininy 28. Ny vondron'ny mpitrandraka ny harena ankibon'ny tany mampiasa ny fahaizana asa tànana izay maniry hiasa ao anaty ny vakim-paritra momba ny harena ankibon'ny tany dia tsy maintsy mahazo alalana avy amin'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana voakasika.

Raha tsy izany, ny mpitrandraka ny harena ankibon'ny tany mampiasa teknika artizanalay dia iharan'ny sazy voalaza ao amin'ny andininy faha -368 an'ity Fehezan-dàlana ity.

Andininy 29. Ny fanomezan-dàlana avy amin'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana io dia manokatra ny lalana momba ny fangatahana ny Fanomezan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany amin'ny lafin'ny fitrandrahana mampiasa teknika artizanalay eo anivon'ny Ministera misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Ka amin'izany, ny lalan-tsaran'ny fitrandrahana mampiasa teknika artizanalay dia faritana miaraka amin'ny Fanjakana misahana ny harena ankibon'ny tany sy tompon'ny Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany voakasika.

Ny mombamomba ny lalan-tsara izay voafaritry dia ampahafantarina any amin'ny BCMM ka ity farany no manao ny firaketana an'izany ao anaty ny sarin-tany « *retombes minières* ».

TOKO V NY AMIN'NY FANOMEZAN-DALANA FITRANDRAHANA HARENA ANKIBON'NY TANY MAMPIASA TEKNIKA ARTIZANALY

Andininy 30. Ny fanomezan-dàlana fitrandrahana harena ankibon'ny tanymampiasa teknika artizanalay (AMEA) dia manome zo hanatanteraka ny asa momba ny fihadiana na fanangonana akora-mineraly ho an'ny mpisitraka azy, ka izany fanomezan-dàlana izany dia miankina amin'ny fanefana sara eo anivon'ny BCMM ka izany dia faritany amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Ny AMEA dia natokana ho an'ny vondrona izay voafaritra amin'ity Fehezan-dàlana ity.

Andininy 31. Ny AMEA dia omena amin'ny alalan'ny Fanapahan-kevitra ny Minitra misahana ny Harena ankibon'ny tany, araka ny tolokevitra ny Fitaleavana Foibe, Faritra na Iraisam-paritra misahana ny Harena an-kibon'ny, na ny Ivon-toerana momba ny Volamena eto Madagasikara arakaraka ny tranga.

Andininy 32. Ny AMEA dia omena ao anaty toerana voafaritra ho lalan-tsaran'ny fitrandrahana mampiasa teknika artizanaly raha toa ka vakim-paritra efa misy Fahazoan-dàlana, na anaty ny faritra fiantsorohana (ZE) ny mpitrandraka mampiasa teknika artizanaly raha toa ka mbola malalaka ny vakim-paritra.

Andininy 33. Ny fe-potoan'ny AMEA dia enim-bolana (06), azo havaozina indray mandeha ka izany dia mitovy amin'ny fe-potoana tamin'ny voalohany, ary ho an'ny efamiran'ny harena ankibon'ny tany iray (01).

Ny AMEA dia tsy azo amidy sy tsy azo ahofa mba ho vokarina.

LOHATENY II NY AMIN'NY FITSIPIKA MIFEHY NY FAHAZOAN-DALANA

TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY ANKAPOBENY

Andininy 34. Ny Fahazoan-dàlana dia voasokajy toy izao :

- Fahazoan-dàlana hiaroka na PR, izay manome an'ny tompony ny zo feno hanao ny fizahana-taratra sy fikarohana ao anaty ny vakim-paritra voafaritra ;
- Fahazoan-dàlana hitrandraka na PE, izay manome an'ny tompony ny zo feno handray an-tanana ny fitrandrahana, ny fizahana-taratra ary ny fikarohana ao anaty ny vakim-paritra voafaritra ;
- Fahazoan-dàlana ho an'ny Mpitrandraka mampiasa teknika artizany na PREA, izay manome an'ny tompony ny zo feno handray an-tanana ny fizahana taratra miaraka amin'ny fikarohana sy ny fitrandrahana ao anaty ny vakim-paritra voafaritra.

Andininy 35. Ny Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany eo amin'ny vakim-paritra iray dia misy efamira iray na maro mifanila sy miray lafy.

Andininy 36. Ny mpangataka no misafidy ny vakim-paritra izay mifanaraka aminy, ankoatra ny tsy fanomezana Fahazoan-dàlana eo amin'ny faritra voaaro, eo amin'ny faritra voasokajy mandritra ny fotoana voafetra araka an'ity Fehezan-dalàna ity, eo amin'ny vakim-paritra voarakotra ny Fahazoan-dàlana na voarakotra ny AERP misoratra amin'ny olona hafa.

Andininy 37. Ny fametrahana famantarana eo amin'ny vakim-paritra, aorian' ny nanomezana ny Fahazoan-dàlana dia araka ny safidin'ny tompony.

Ny fanatontosana izany dia miankina amin'ny fanekena vita an-tsoratra avy amin'ireo tompon-tany, ary raha toa ka misy izany dia tsy maintsy ataon'ny mpandrefy tany vita fianianana.

Andininy 38. Ny Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany rehetra, araka ny sokajiny, dia tsy maintsy ahitana Bokin'andraikitra momba ny Harena ankibon'ny tany (CCM) ka ny maodely amin'izany Bokin'andraikitra izany dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 39. Toa izao no fetran'ny fitambaran'ny velaran-tany voarakotry ny Fahazoan-dàlana azon'ny isam-batan'olona na orinasa tazonina :

- ho an'ny PR : 5.000 km², na efamira miisa 12.800 ;
- ho an'ny PE : 500 km², na efamira miisa 1.280 ; . ;
- ho an'ny PREA : 50 km², na efamira miisa 128 ;

Andininy 40. Ny antotan-taratasy mikasika ny Fahazoan-dàlana dia tantanan'ny (BCMM) manomboka amin'ny vaninandro nametrahana ny fangatahana ka hatramin'ny fotoana fahataperan'ny Fahazoan- dālana, araka ny sora-pananana mikasika ny harena an-kibon'ny nasionaly izay tazonin'ny BCMM.

Io sora-pananana io dia azon'ny besinimaro jerena.

Andininy 41. Ny PR dia maharakotra ny/na ireo akora anton'ny fikarohana.

Ny PREA sy ny PE dia maharakotra akora dimy (05) farafahabetsany.

Andininy 42. Na dia eo aza ny fepetra ao amin'ny andininy faha -41 ambony io, raha toa ka misy fahitana akora hafa, voamarina amin'ny tatitra ara-pahaizana mifanaraka amin'izany, ny tompon'ny fahazon-dàlana voakasika dia afaka mangataka ny fanitarana, ka tsy mihoatra ny akora-mineraly folo (10) ny fitambaran'izany, ankoatra ny PR.

Koa amin'izany, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia mametraka ny fangatahana miaraka amin'ny Fandaharan'asa any amin'ny BCMM, ampiraisina amin'ny fanitsiana ny Bokin'andraikitra momba ny Harena ankibon'ny tany mifanaraka amin'izany.

Andininy 43. Alohan'ny asa momban'ireo akora vaovao ireo, ny fanitsiana ny Bokin'nadraikitra momba ny tontolo iainana na Drafitry ny Fitantanana ny Tontolo iainana sy ara-piaraha-monina dia takiana, arakaraka ny tranga.

Andininy 44. Ny fangatahana ny fanitarana ny akoran'ny Fahazoan-dàlana dia manaraka ny dingana mitovy amin'ny fanaovana ny fangatahana ny Fahazoan-dàlana teo aloha.

Na izany aza anefa, raha toa ka mifototra amin'ny akora na akoram-by mivaky ivon'atôma ny fahitana vaovao, ny dingana voalaza ao amin'ny andininy faha -8 amin'ity Fehezan-dalana ity dia tsy maintsy arahina na dia manan-kery amin'ny akora na akoram-by mivaky ivon'atôma hafa aza ny Fahazoan-dàlana voalohany.

Andininy 45. Ampahafantaran'ny Fitantanana-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany ireo manam-pahefana mahefa any an-toerana sady voakasika, ny fanomezana Fahazoan-dàlana sy ny fiovaovana na famindrana mitranga amin'ny Fahazoan-dàlana rehetra.

Andininy 46. Ny tompon'andraikitra eo amin'ny Vondrom-bahoakam-paritra Itsinjaram-Pahefana (CTD), ao anatin'ny fahefany amin'ny fitandroana ny filaminana,

dia omena fahefana hanao andrimaso ny asa mikasika ny harena ankibon'ny tany izay atao ao anatin'ny fari-piadiadiany avy.

Ka amin'izany, ireo tompon'andraikitra ireo dia manao isam-banim-potoana, raha ilaina, isa-mari-potoana, ny fampahafantarina ny angom-baovao mifandraika amin'izany any amin'ny Fitantanana-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany, araka ny tolo-kevitra ny Fitondram-panjakana.

Andininy 47. Ny tatitra, sy ny fandinihana homen'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia tazonina ho tsiambaratelo mandritra ny fotoana mampanan-kery ny Fahazoan-dàlana.

Na dia izany aza, ny mpiasan'ny Fitantanana-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany, dia afaka mampiditra ny angom-baovao voaray avy amin'io tatitra io ao amin'ny tarehimarika ankapobeny izay aheliny, ka tsy maintsy tazomina ny tsiambaratelon'ny antontan-kevitra nampiasaina.

Amin'ny fotoana famoizana ny fahazoan-dàlana, ny valin'ny fikarohana rehetra dia tsy maintsy miverina any amin'ny Fitantanana-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

TOKO II NY AMIN'NY FAHAZOAN-DALANA HIKAROKA

Andininy 48. Ny Fahazoan-dàlana hiaroka « PR » dia manome ny tompony ao anatin'ny faritry ny vakim-paritra ananany ary mandritry ny fe-potoana mampanan-kery azy, zo manokana hanao fizahana taratra sy fikarohana ny na ireo akoran-karena ankibon'ny tany ao anatin'ny Fahazoan-dàlana sady antony nanomezana azy, ary izany dia atao araka ny andraikitra nekena ary voarakitra ao anatin'ny Fandaharan'asa sy ny Drafitry ny famatsiam-bola natovana amin'ny taratasy fangatahana.

Ankoatra izany ny PR dia manome ny tompony, eo amin'ny asa ataony momba ny fikarohana, ny zo manangana ivon-toeram-panandramanao anatin'ny vakim-paritry ny harena ankibon'ny tany ananany.

Ny modelin'ny Fandaharan'asa sy ny Drafitry ny fampiasam-bola ananany voalaza etsy ambony ary ny fombafomba fananganana ny ivon-toeram-panandramana dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 49. Ny fe-potoana mampanan-kery ny PR dia dimy (05) taona, ka izany dia azo havaozina indroa (02) ka telo (03) taona avy ny faharetan'ny fanavaozana tsirairay.

Andininy 50. Ny Fahazoan-dàlana hiaroka dia manome ny zo hanorina ny foto-drafitrasa vonjy maika na maharitra sy ny zo hampiasa ny hazo sy ny rano izay hita

ao anatin'ny vakim-paritra araka ny lalàna sy ny didy amam-pitsipika manankery, izany anefa dia miankina amin'ny fanekena mialoha avy amin'ny tompon'ny tany.

Andininy 51. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hiaroka PR dia iharan'ny Fandaniana farafahakeliny amin'ny Fikarohana mikasika ny harena ankibon'ny tany (CMRM) izay mitovy amin'ny fandaniana kely indrindra tsy maintsy atao mandritra ny asa fikarohany

Andininy 52. Ny CMRM dia mitovy amin'ny vola aloa tambabe ampiana amin'ny vola aloa miandalana nohon'ny fipetrahana eo amin'ny tany, ka izany dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 53. Ao anatin'ny tatitra isan-taona momba ny asa nataony, ny tompon'ny fahazoan-dàlana hiaroka dia tsy maintsy mampiditra ny tatitra momba ny fandaniana nataony, ka amin'ny alalan'ny izany no ahafahan'ny Fitantanandraharam-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany manao ny tombana ny maha-marim-pototra ny fampiasana ny CMRM heverina hatao.

Andininy 54. Ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany no mamaritra amin'ny alalan'ny Didim-pitondrana, araka ny tolokevity ny Komity Nasionaly momba ny harena ankibon'ny tany, ny lisitry ny fandaniana izay afaka hanaovana kajy amin'ny fandaniana amin'ny asa fikarohana.

Andininy 55. Amin'ny fanavaozana ny fahazoan-dàlana, raha toa ka tsy hita taratra ny fampiasana ny CMRM, ny velarana nomena ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hiaroka, aorian'ny fampihenana tsikelikely izay voalaza ao amin'ny andininy faha-89, dia akena 25 isan-jato raha oharina amin'ny vakimparitra niandohana.

Andininy 56. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hiaroka dia manan-jo ihany koa hampiasa ireo akora mineraly nohadiana nandritra ny asa fikarohana, mba hanaovana fanadihadiana any amin'ny laboratoara na hatao santionan-javatra entimikaroka làlam-barotra, na koa hanaovana fanandramana mikasika ny fampiasana azy amin'ny orinasa-taozava-baventy.

Ferana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika ny fatra azo aondrana hanaovana fanahotoana na hatao santionan-javatra na hanaovana fanandramana mikasika ny fampiasana azy amin'ny orinasa-taozava-dehibe.

Andininy 57. Ankoatra izany, ny Fahazoan-dàlana dia manome ny tompony, ao anatin'ny vakim-paritra ananany ary mandritry ny fe-potoana mampanan-kery azy, ny zo hangataka, araka ny fepetra voalaza amin'ity Fehezan-dalàna ity:

- ny Fahazoan-dàlana hitrandraka;
- ny Fahazoan-dàlana natokana ho an'ny Mpitrandraka mampiasa teknika artizanalany manokana raha toa ka mizaka ny zom-pirenena Malagasy ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hiaroka voakasika. .

Andininy 58. Raha toa ka mbola voarakotra ny Fahazoan-dàlana hika-roka ny vakim-paritra iray, dia tsy misy Fahazoan-dàlana sy Fanomezan-dàlana manokana hamandrika vakim-paritra azo omena eo amin'izany vakim-paritra izany.

TOKO III NY AMIN'NY FAHAZOAN-DALANA HITRANDRAKA

Andininy 59. Ny Fahazoan-dàlana hitrandraka « PE » dia manome ny tompony ao anatin'ny faritry ny vakim-paritra ananany ary mandritry ny fe-potoana mampanankery azy, zo manokana hanao fitrandrahana ireo akoran-karena ankibon'ny tany ao anatin'ny Fahazoan-dàlana sady antony nanomezana azy, ary manohy ny fizahana-taratra sy fikarohana an'ireo akoran-karena voalaza ireo, izany dia atao araka ny andraikitra nekena ary voarakitra ao anatin'ny Bokin'andraikitra momba ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 60. Ny Fahazoan-dàlana dia omena ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hika-roka na Fahazoan-dàlana natokana ho an'ny Mpitrandraka mampiasa teknika artizanalny izay mangataka ny famadihana ny Fahazoan-dàlana.

Andininy 61. Ny fe-potoan'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka dia dimy ambiroapolo taona (25). Azo havaozina indray mandeha ka maharitra dimy ambin'ny folo taona (15) izany. Aorian'ny fotoana io, ny fanavaozana, dia tsy maintsy hamarinina araka ny fepetra voalaza ao amin'ny anadininy faha 87 sy 88.

Andininy 62. Ny Fahazoan-dàlana hitrandraka dia manome ny zo hanorina ny fotodrafitrasa ilaina sy ny zo hampiasa ny hazo sy ny rano izay hita ao anatin'ny vakim-paritra araka ny lalàna sy ny didy amam-pitsipika manankery, izany anefa dia miankina amin'ny fanekena mialoha avy amin'ny tompon'ny tany.

Andininy 63. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka dia mananjo hampiasa amin'ny filàn'ny fitrandrahana harena ankibon'ny tany sy ny orinasa taozava-dehibe mifandraika amin'izany, nefa andoavany onitra ara-drariny amin'ny tompon'ny tany, ireo akoram-bato izay tsy maintsy esorina mba ahafahana manatontosa ny asa fitrandrahana.

Andininy 64. Ny orinasa manao ny asa amin'ny akoran-karena manana ny Fahazoan-dàlana hitrandraka, izay mieritreritra hanao ny asa amin'ny harena ankibon'ny tany mifampitohy tanteraka dia tsy maintsy manao fanambarana eo anivon'ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

Ka amin'izany ny Fahazoan-dàlana hitrandraka dia manome ny zo hanao na hampanao fitaterana ao anatin'ny vakim-paritry ny tetikasa ny akora-mineraly zakan'ny Fahazoan-dàlana izay nohadiana, sy ny akora marihitra ny metaly sy ny tsaman'ireo akora, hatrany amin'ny toerana fitahirizana na fanodinana na famatrarana, mahafaoka ihany koa ny fanomezan-dàlana hivarotra azy eo amin'ny tsena anatin'ny sy any ivelany.

Andininy 65. Ho an'ireo orinasa ireo ihany koa, ny Fahazoan-dàlana hitrandraka dia manome alàlana ihany koa hametraka eto amin'ny Lafin-tanin'ny Firenena, fitaovana famadihan-ko rihitra, famonosana, fikarakarana, fanadiovana ary fanodinana ny akora-mineraly zakan'ny fahazoan-dàlana, nefa dia atao mifanaraka amin'ny fepetra voalazan'ny didy aman-dalàna manan-kery izany.

Andininy 66. Ny registr'ireo orinasa ireo, na izany aza, dia atao miavaka ny fitazonana azy arakaraka ny asa tsirairay na io mikasika ny fihadiana, na mikasika fanodinana na koa mikasika ny fivarotana.

TOKO IV

NY AMIN'NY FAHAZOAN-DALANA NATOKANA HO AN'NY MPITRANDRAKA MAMPIASA TEKNIKA ARTIZANALY

Andininy 67. Ny Fahazoan-dàlana natokana ho an'ny mpitrandraka mampiasa teknika artizanalay dia manome ny tompony ao anatin'ny faritry ny vakim-paritra ananany ary mandritry ny fe-potoana mampanan-kery azy, zo manokana hanao ny fizahana taratra, fikarohana sy fitrandrahana ny na ireo akoran-karena ankibon'ny tany ao anatin'ny Fahazoan-dàlana nomena azy, sy araka ny teknika artizanalisy fampiasana ny fitaovana mekanika maivana ka ny lisitra momba izany dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Ny asa atao amin'ny Fahazoan-dàlana natokana ho an'ny mpitrandraka mampiasa teknika artizanalay dia tsy maintsy manaraka ny andraikitra nekena ary voarakitra ao anatin'ny Fandaharan'asa sy Drafitry ny famatsiam-bolan'ny tompony Fahazoan-dàlana izay ampiarahina amin'ny tovan'ny taratasy fangatahana.

Ny modelin'ny ny Fandaharana'asa sy ny famatsiam-bolan'ny tompony Fahazoan-dàlana voalaza etsy ambony dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 68. Ny olon-tsotra tsirairay mizaka ny zom-pirenena Malagasy sy vondron'olona mijoro ara-dalàna mizaka zom-pirenena Malagasy irery ihany no afaka mahazo sy mitazona ny Fahazoan-dàlana mampiasa teknika artizanalay.

Andininy 69. Ny vondron'ny mpitrandraka mampiasa teknika artizanalay rehetra, mitazona ny fanomezan-dàlana (AMEA) manan-kery dia afaka mangataka ny famadihana izany ho lasa Fahazoan-dàlana mampiasa teknika artizanalay (PREA).

Ny vondrona tsirairay dia manana zo hahazo efamira iray (01) amin'ny fanomezan-dàlana ananany ka enim-bolana (06) ny faharetan'izany, azo havaozina indray (01) mandeha ka tsy mihoatra ny enim-bolana (06) izany fanavaozana izany.

Mandritra io fotona io, ny vondrona dia mametraka ny fangatahana ny Fahazoan-dàlana mampiasa teknika artizanalay eo anivon'ny BCMM.

Andininy 70. Ny fe-potoana mampanan-kery ny PREA dia valo (08) taona, azo havaozina indroa (02) ka efatra (04) taona izany isaky ny fanavaozana.

Aorian'io fotoana io, ny fanavaozana dia miankina amin'ny fankatoavana ny tatitra manamarina ny toerana azo trandrahina.

Andininy 71. Ny zo azo avy amin'ny PREA dia ny zo hanorina ny fotodrafitrasa ilaina sy ny zo afaka mampiasa ny hazo sy ny rano hita ao anatin'ny vakim-paritra, araka ny lalàna sy didy amam-pitsipika manan-kery, ka izany dia miankina amin'ny fanekena mialoha ataon'ny tompon'ny tany.

TOKO V NY AMIN'NY AKORA MINERALY STRATEJIKA

Andininy 72. Sokajiana ho akora mineraly stratejika ny akora mineraly rehetra, araka ny zava-misy ara-ekonomika nasionaly sy iraisam-pirenenana ankehitriny, izay maneho ny tombontsoa manokana ho an'ny Firenena manoloana ny fijerena ny endrika kianina sy ny zava-misy eo amin'ny fifandraisana stratejika.

Andininy 73. Ny lisitry ny akora stratejika dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika, aoriana ny fakan-kevitra iarahana amin'ny Komity Nasionaly momba ny Harena ankibon'ny tany na, raha tsy misy izany, dia iarahana amin'ny vondron'ny mpitrandraka ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 74. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana manana ny akora-mineraly stratejika dia afaka mivarotra eo anivon'ny tsena nasionaly na manondrana ny vokatra ananany amin'ny vidiny eny amin'ny tsena, ka ny famaritana ny habetsahan'ny vokatra izay tsy maintsy amidy amin'ny indostria nasionaly arakaraky ny tena filàna dia miankina amin'ny Fanjakana.

Ny fombafomba fampiharana an'ity fepetra ity dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

TOKO VI NY AMIN'NY FANOMEZANA SY FIOVAOVANA NY FAHAZOAN-DALANA MIKASIKA NY HARENA ANKIBON'NY TANY

SAMPANA 1. NY AMIN'NY FANOMEZANA

Andininy 75. Ny zo hanao fikarohana sy/na fitrandrahana ny harena ankibon'ny tany dia tsy azo atao raha tsy amin'ny alalan'ny Fahazoan-dàlana omen'ny Birao misahana ny sora-pananana momba ny harena ankibon'ny tany (BCMM), araka ny fepetra voalazan'ity Fehezan-dàlana ity.

Andininy 76. Ny Fahazoan-dàlana dia omena amin'ny alalan'ny Didim-pitondrana raisin'ny Ministera misahana ny Harena ankibon'ny tany:

- na, avy amin'ny fangatahana napetraka eo anivon'ny BCMM ;
- na amin'ny fanaovana ny fifaninanana voalaza ao amin'ny fepetra andininy faha 136 ka atramin'ny 140 amin'ity Fehezan-dàlana ity.

Andininy 77. Ny Fahazoan-dàlana, ankoatra izay omena amin'ny alalan'ny fifaninanana, dia kirakiraina sy dinihina, araka ny fitsipika fototra milaza hoe : “ Izay tonga aloha no voaray voalohany”.

Ka amin'izany, ny antotan-taratasin'ny fangatahana ny Fahazoan-dàlana dia dinihina eo anivon'ny BCMM, araka ny filaharan'ny firaketana azy ireo.

Andininy 78. Ny fangatahana ny Fahazoan-dàlana izay natao amin'ny alalan'ny taratasy fangatahana izay azo alaina eny amin'ny BCMM, ka Didim-pitondrana raisin'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany no mamaritra momba izany.

Raha toa ka miainga avy amin'ny fanomezan-dàlana hamandrika vakim-paritra manokana (AERP) ny fangatahana ataon'ny mpangataka, dia ampiarahany amin'ny fangatahany izany fanomezan-dàlana izany.

Andininy 79. Amin'ny fotoana nanaovana ny fangatahana ny Fahazoan-dàlana dia ampiarahin'ny mpangataka amin'ny fangatahany ny Fandaharan'asa arahin'ny Drafitry ny famatsiam-bola ka izany no hiangan'ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany hanao ny tombana momba ny fahaizany ara-teknika sy aram-pitantanam-bola.

Andininy 80. Ny Fahazoan-dàlana, ankoatra ireo omena amin'ny alalan'ny fifaninanana, dia omena amin'ny alalan'ny Didim-pitondrana raisin'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany, ao anatin'ny fe-potoana tsy mihoatra ny enim-polo andro (60) iasana manomboka amin'ny fe-potoana nametrahana ny antotan-taratasy mangataka ny Fahazoan-dàlana, amin'ny olona voalohany mahafeno ny fepetra amin'ny andininy faha 79 voalaza eo ambony.

Andininy 81. Ny BCMM no mandinika ny antotan-taratasy rehetra momba ny fangatahana ny Fahazoan-dàlana ary mampita izany any amin'ny Fitantanan-draharaham-panjakana, miaraka amin'ny fanapaha-keviny ny amin'ny fandraisana ara-panjakana sy ara-kadasitra.

Raha ilaina, ny Birao misahana ny sora-pananana momba ny harena ankibon'ny tany dia mampahafantatra ny fandàvana ny fangatahany.

Andininy 82. Ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany, mandritra ny tombana ny Fandaharan'asa arahin'ny Drafitry ny famatsiam-bola natolotry ny mpangataka, dia afaka mahazo avy amin'ity farany amin'ny fampahafantarana azy ny angonam-baovao ilàna fanampiny.

Andininy 83. Aorian'ny tombana ara-teknika sy ara-pitantanam-bola mahafapo nataon'ny Fitantan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany, ity farany dia mampandre ny BCMM, ka amin'izany, ity farany dia manomana sy mametraka eo anivon'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany, ny vinavinan'ny Didim-pitondrana manome ny Fahazoan-dàlana, izay miaraka amin'ny Bokin'andraikitra momba ny harena ankibon'ny tany.

Io Bokin'andraikitra momba ny harena ankibon'ny tany io dia ahitana ny fiantohana ara-teknika sy ara-pitantanam-bola izay tsy maintsy arahin'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana.

Andininy 84. Ny Fahazoan-dàlana voalohany dia omen'ny BCMM aorian'ny fandoavana ny Saram-pandraharahana amin'ny harena ankibon'ny tany aloa isantaona isaky ny efamira, nataon'ny tompony, izay tsy maintsy aloa anatin'ny fepotoana voalaza ao amin'ny andininy faha-276 an'ity Fehezan-dalàna ity sy aorian'ny fandoavana ny fandraisana anjara ao amin'ny Tahirim-bolan'ny harena ankibon'ny tany momba ny fampiasam-bola ara-tsosialy sy Ifotony izay voalaza ao amin'ny andininy faha-281 an'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 85. Ny fandàvana rehetra eo amin'ny fanomezana ny Fahazoan-dàlana dia tsy maintsy misy antony sy ampahafantarina ny mpangataka, ao anatin'ny fepo-toana enim-polo (60) andro iasana, manomboka amin'ny fotoana nametrahana ny fangatahana.

Andininy 86. Ny fangatahana ny Fahazoan-dàlana rehetra dia tsy maintsy mifanaraka amin'ny didy amam-pitsipika manan-kery eo amin'ny sehatry ny tontolo iainana, araka ny Toko II Lohateny VI amin'ity Fehezan-dalàna ity.

SAMPANA 2. NY AMIN'NY FANAFAOZANA:

Andininy 87. Ny fanavaozana ny Fanomezan-dàlana momba ny harena ankibon'ny tany, ataon'ny mpangataka, dia azo ekena, raha toa ka mahafeno ny fepetra takin'ny lalàna sy ny didy amam-pitsipika voalaza ireto ambany ireto :

1. ny fandoavana ny saram-pandraharahana amin'ny harena ankibon'ny tany ny taona teo aloha ;
2. ny fandoavana ny haba sy hetra voatokana ho an'ny vokatra harena ankibon'ny tany ny taona mialohan'ny fangatahana ny fanavaozana, ho an'ny Fahazoan-dàlana natokana ho an'ny mpitrandraka mampiasa teknika artizanal (PREA) sy ny Fahazoan-dàlana hitrandraka (PE);
3. ny fanajana ny fepetran'ny Bokin'andraikitra momba ny harena ankibon'ny tany, indrindra mahakasika ny tatitra ara-teknika sy ara-pitantanam-bola ;
4. ny fetezana manoloana ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny hetra ;
5. ny fananana ny Fahazoan-dàlana ara-tontolo iainana na ny Fanomezan-dàlana ara-tontolo iainana manan-kery ;
6. ho an'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka, ny fanamarinana ny filàna ny fanavaozana avy amin'ny fanaovana ny fandinihana ny fampifanarahana ny zava-misy arahana ny fiantohana ny fahavitan'ny asa momba ny fitrandrahana nokasain-katao.

Andininy 88. Ny fanavaozana ny Fahazoan-dàlana dia ataon'ny manampahefana nanome ny Fahazoan-dàlana tamin'ny voalohany araka ny fepetra mitovy amin'izay nampiharina tamin'izany fanomezana izany.

Tsy voatery mampiseho antotan-taratasy mirakitra ny fandaharan'asa iantohana ny fanarenana ny tontolo iainana na ny fanadihadiana ny fiatraikan'ny asa eo amin'ny tontolo iainana intsony ny tompom-pahazoan-dàlana, raha tsy misy angaha fiovana mibaribary ao amin'ny soridrafitrasa natao.

Faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika ny toe-javatra izay hitakiana antontan-taratasy vaovao mikasika ny tontolo iainana.

Na izany aza anefa, ho an'ny fanavaozana ny Fahazoan-dàlana hitrandraka, ny tompony dia tsy maintsy mametraka ny fandinihana ny mahamety nampifanarahana ny zava-misy ankehitriny.

Andininy 89. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hiaroka (PR) dia iharan'ny fampihenana tsikelikely ny velaran'ny vakim-paritra ananany.

Io fampihenana tsikelikely io dia atao araka ny fombafomba manaraka izao :

- ny velaran'ny vakim-paritry ny Fahazoan-dàlana hiaroka (PR) dia mihena 25 isan-jato farafahakeliny ny velarana voalohany amin'ny fotoanan'ny fanavaozana voalohany ;
- ny velaran'ny vakim-paritry ny Fahazoan-dàlana hiaroka (PR) dia mihena 25 isan-jato farafahakeliny amin'ny velarana sisa tavela amin'ny fotoanan'ny fanavaozana faharoa.

Andininy 90. Ny tompon'ny PR no misafidy ny efamira haverina ka ny safidy izay nataony dia tsy mampitoka monina ny vakim-paritra hafa any aoriana any.

Ny fampihenana tsikelikely dia tsy mahafaka ny tompony amin'ny andraikitra ara-tontolo ianana mikasika ny efamira naverina.

Ny efamira sisa tavela dia tsy maintsy mijanona mifanila sy miray lafy.

Andininy 91. Ny fampihenana tsikelikely dia mihatra raha vao misy fangatahana ny fanavaozana ny Fahazoan-dàlana hiaroka ataon'ny tompony.

Ampiarahin'ny tompony amin'ny fangatahany ny tezan'ny efamira izay averina, araka ny fepetra ao amin'ny andininy faha-90 voalaza ambony io.

Ny BCMM dia manao avy eo ny fanarenana ny vakimparitra, izay nanaovana ny fangatahana fanavaozana.

Andinint 92. Ny fangatahana ny fanavaozana dia apetraka ao amin'ny BCMM ao anatin'ny fe-potoana dimy amby efa-polo (45) andro iasana, alohan'ny fahataperan'ny fotoam-paharetan'ny Fahazoan-dàlana.

Andininy 93. Ny Fahazoan-dàlana rehetra, nanaovana fangatahana fanavaozana, dia mijanona manan-kery mandra-pivoahan'ny fanapahan-kevitra mikasika izay anaovana azy.

Ka amin'izany, ary mandritra ny fanavaozana, ny tompony dia tsy maintsy manaja ny fepetra rehetra mikasika ny Fahazoan-dàlana.

Andininy 94. Ny fangatahana ny fanavaozana dia raketina an-tsoratra ao amin'ny BCMM rehefa nandoa ny sara mombany fanavaozana mifandraika amin'izany, ka ny vola aloa sy fombafomba arahina amin'ny fandraisana ny vola dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

SAMPANA 3. NY AMIN'NY FANOVANA

Andininy 95. Ny tompon'ny PREA na PR dia afaka mangataka ny fanovana ny Fahazoan-dàlana ananany ho lasa PE amin'ny fotoana rehetra.

Andininy 96. Ireto antontan-taratasy manaraka ireto, dia takiana amin'ny fanovana ny Fahazoan-dàlana hiaroka (PR) ho an'ny amin'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka (PE) :

1. ny karazany fangatahana hapetraka alohan'ny fahataperan'ny fotoam-paharetan'ny fanomezan-dàlana voalaza io ;
2. ny tatitra momba ny fandinihina ny maha mety ;
3. ny tatitra ara-potoana ny asa.

Ny modelin'io tatitra io dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 97. Ho an'ny fanovana ny PR ho lasa PREA :

1. ny karazany fangatahana hapetraka alohan'ny fahataperan'ny fotoam-paharetan'ny fanomezan-dàlana voalaza io ;
2. ny antontan-taratasy mamaritra ny toetran'ny fandrosoan'ny asa momba ny fikarohana izay efa natao ;
3. ny tatitra ara-teknikan'ny fikarohana ;
4. ny tatitra ara-potoana ny asa.

Andininy 98. Ny velaran'ny vakim-paritra, ny fe-potoana faharetan'ny fahazoan-dàlana, ny fitaovana momba ny fitrandrahana ary ny saram-pandraharahana amin'ny harena ankibon'ny tany dia ahitsy araka izany.

Andininy 99. Ny Fahazoan-dàlana nanaovana fanovana dia manaraka ny fitsipika mifehy ny Fahazoan-dàlana izay misy azy, ary ny tompony dia tsy maintsy miroso amin'ny fanajana ny fiovana izay naterany.

TOKO VII NY AMIN'NY FIFAMPIRAHARAHANA, NY FAMINDRANA SY NY FAMOIZANA NY FAHAZOAN-DALANA.

Andininy 100. Ny PR dia anisan'ny zo azo amidy, azo afindra amin'olon-kafa ary azo apetraka ho antoka.

Efamira iray manontolo ihany no azo izaràna azy.

Andininy 101. Ny PE dia anisan'ny zo azo amidy, azo afindra amin'olon-kafa, azo ahofa mba ho vokarina ary azo apetraka ho antoka.

Efamira iray manontolo ihany no azo izaràna azy.

Andininy 102. Ny PREA dia anisan'ny zo azo amidy, azo afindra amin'olon-kafa, azo ahofa mba ho vokarina ary azo apetraka ho antoka, ankoatra izay omena an'ireo vondrona, araka ny voafaritry amin'ny Toko faha-IV ao amin'ny Lohateny I amin'ity Fehezan-dàlana ity.

Andininy 103. Ny taratasin'ny fifampivarotana, ny fampanofana mba ho vokarina, na famindrana amin'olon-kafa, ny fametrahana ho antoka, na fanaovana antoka na ny fiovana rehetra misy fiantraikany amin'ny Fahazoan-dàlana, dia atao manaraka ny fepetra araka ny lalàna sy ny didy amam-pitsipika manan-kery, araka ny fametrahana nataon'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana, ary tsy maintsy raketina ao anatin'ny rejisitry ny BCMM mba ahafahany manan-kery eo anatrehan'ny Fitondram-panjakana.

Ny tahadikany izany taratasy noraketina izany dia apetraky ny tompon'ny Fahazoan-dàlana mba ho tehirizina ao amin'ny BCMM.

Andininy 104. Raha toa ka misy ny fifanolanana eo anatrehan'ny Fitarana mikasika ny taratasin'ny famindrana amin'olon-kafa na fiantohana, dia ny didim-pitsarana raikitra sy fahataperan'ny fahafahana mampakatra fitarana irery ihany no tsy azo lavina eo anivon'ny BCMM, ka ity farany dia miroso amin'ny firaketana ny zo momba ny harena ankibon'ny tany nomen'ny didim-pitsarana io, ka izany dia atao ao anatin'ny fanajana ny dingana mikasika ny firaketana io.

Andininy 105. Ny BCMM dia mitsipaka ny firosoana amin'ny firaketana antsoatra na ny famindrana amin'olon-kafa, raha toa ka ny fepetra mikasika ny firaketana na fahafahana ahafahan'ny mpisitraka ny zo momba ny harena ankibon'ny tany no tsy feno.

SAMPANA 1. NY AMIN'NY FAMINDRANA NY FAHAZOAN-DALANA

Andininy 106. Ny fampivarotana sy ny famindrana ny Fahazoan-dàlana, ankoatra izay tazonin'ny vondrona, dia malalaka amin'ny olona rehetra mahafeno ny fepetra momba ny fahazoana sy fitazonana Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany, ka izany dia tsy maintsy manaraka ny fepetra voalaza ao amin'ny andininy faha-9 an'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 107. Atao ny Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany vaovao ka ny zo sy ny andraikitra mifandraika amin'ny Fahazoan-dàlana teo aloha dia mifindra amin'ny tompony vaovao, rehefa manaja ny fepetra voalaza ao amin'ny andininy faha-108 voalaza etsy ambany.

Ny famindrana amin'olon-kafa dia manaraka ny fepetra teo amin'ny fanomezana ny Fahazoan-dàlana.

Andininy 108. Ny taratasim-pivarotana na ny famindrana rehetra, ny fifanarahana fametrahana antoka rehetra, izay miantraika amin'ny Fahazoan-dàlana dia tsy manan-kery eo amin'ny Fanjakana raha toa ka tsy voaraikitra eo anivon'ny Birao miandraikitra ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany.

Ny tahadikan'izany taratasy noraketina izany dia apetraky ny tompon'ny Fahazoan-dàlana mba ho tehirizina ao amin'ny birao miandraikitra ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany.

Andininy 109. Raha vantany vao vita ny firaketana ny momba ny famindrana eo anivon'ny birao miandraikitra ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany, ny adidin'ny mpivarotra mifandraika amin'ny Fahazoan-dàlana na adidy manolona ny Ministera misahana ny Harena ankibon'ny tany dia mifindra avokoa any amin'ny mpividy.

Na izany aza anefa, ny adidy momba ny tontolo iainana izay nahazoana ny taratasy manafaka andraikitra madiodio tondroin'ny andininy faha -124 an'ity Fehezan-dalàna ity, izay efa nataon'ny mpivarotra dia tsy maintsy takian'ny mpividy amin'ny fotoanan'ny fivarotana. Raha tsy misy izany, ny roa tonta dia mijanona ho tompon'andraikitra ny fanekena nataon'ny mpivarotra ka izany dia mijanona eo amin'ny asa nataon'ity farany.

SAMPANA 2. NY AMIN'NY FAMPANOFANA MBA HO VOKARINA SY NY FIARAHAMIASA

Andininy 110. Ny taratasin'ny fampanofana mba ho vokarina sy ny taratasin'ny fiaraha-miasa dia tsy maintsy raketina ao amin'ny rejistran'ny Sora-pananana mikasika ny harena ankibon'ny tany, raha tiana hanan-kery eo anatrehan'ny Fanjakàna.

Andininy 111. Amin'ny fotoanan'ny firaketana, dia soratana ny ao amin'ny lamosin'ny taratasin'ny Fahazoan-dàlana, ny soratra hoe "fampanofana mba ho vokarina" na ny hoe "fiara-miasa", ary ny anaran'ny mpisitrika.

Andininy 112. Ny taratasin'ny fampanofana mba ho vokarina dia mamindra any amin'ny mpanofa ny zo sy ny adidy avy amin'ny Fahazoan-dàlana, nanaovana ny fampanofana mba ho vokarina.

Ka amin'izany, ny fampanofana mba ho vokarina dia manome ny mpanofa ny zo hampiasa ny Fahazoan-dàlana mifandraika amin'ny fahazon-dàlana, nanaovana ny fampanofana mba ho vokarina.

Andininy 113. Na izany aza anefa, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana natao fampanofana mba ho vokarina sy ny mpampanofa dia mijanona tompon'andraikitra ny adidy mifandraika amin'ny Fahazoan-dàlana izay nanaovana ny fampanofana mba ho vokarina, manoloana ny Fitondram-panjakana.

Andininy 114. Ny fampanofana faharoa dia voarara eo amin'ny sehatry ny fampanofana mba ho vokarina.

Andininy 115. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia afaka miasa ao anatin'ny vakimparitra ananany, iarahany miasa amin'ny olon-tsotra na orinasa, afaka mahazo sy mitazona ny Fahazoan-dàlana, ka izany dia atao mifanaraka amin'ny fepetra voalaza ao amin'ny andininy faha- 9 amin'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 116. Raha toa ka misy ny fifanolanana eo anatrehan'ny fitsarana, ny didim-pitsarana raikitra irery ihany izay efa tapitra ny fe-potoana ahafahana manao fampiakarana ny raharaha, no azon'ny BCMM tanterahina mba ho fandraisana an-tsoratra ny zo amin'ny harena ankibon'ny tany na ny famindrana izany, ka atao ao anatin'ny fanajana ny paik'ady momba izany.

Raha toa ka tsy fenon'ny mpisitraka ny zo amin'ny harena ankibon'ny tany ny fepetra amin'ny fisoratana na ny fepetra takiana, ny Birao miandraikitra ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany dia mandà ny firosoana amin'ny fanoratana na ny famindrana.

SAMPANA 3. NY AMIN'NY FAMOIZANA

Andininy 117. Amin'ny fotoana rehetra ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia afaka mamoy manontolo na amin'ny ampahany ny vakim-paritra izay nahazoany fahazoan-dàlana.

Raha toa ka famoizana amin'ny ampahany, dia tokony mahavoakasika efamira iray na maromaro izany.

Andininy 118. Ny famoizana manontolo dia iharan'ny fanakatonana ilay toeram-pikarohana na ilay toeram-pitrandrahana, araka ny fepetra efa voalazan'ny didy امام-pitsipika.

Andininy 119. Ny famoizana dia anaovana fanambarana sy raketina an-tsoratra eo anivon'ny Birao miandraikitra ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany, miaraka amin'ny fanondroana mazava ny na ireo efamira izay nafofy manontolo.

Andininy 120. Ny famoizana amin'ny ampahany ny vakim-paritra dia tsy maintsy atao amin'ny fomba ahafahana mitazona ireo efamira ambiny, mifanila na miray lafy, ary tsy tokony hiteraka fitokana-monina ho an'ny vakim-paritra hafa mbola ho avy.

Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia mametraka ny fahazoan-dalany mba ho asiam-panitsiana.

Andininy 121. Ny famoizana dia tsy azo hiverenana na manontolo na amin'ny ampahany

Andininy 122. Manafaka ny tompon'ny Fahazoan-dàlana amin'ny adidy momba ny fandoavana ny sarampandraharahana amin'ny harena ankibon'ny tany mikasika ireo taona manaraka ary mifandraika amin'ireo efamira nafofy, ny famoizana noraketina eo anivon'ny Birao miandraikitra ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany.

Andininy 123. Tsy mitarika zo amin'ny famerenana ny saram-pandraharahana amin'ny harena ankibon'ny tany isaky ny efamira efa naloa ny famoizana.

Andininy 124. Mba ahafahana tsy iharan'ny adidy mikasika ny fanarenana ny tontolo iainana dia tsy maintsy mahazo ny taratasy manafaka andraikitra madiodio avy amin'ny manampahefana mahefa izay nanome ny fanomezan-dàlana momba ny tontolo iainana tany amboalohany ny tompon'ny fahazoan-dàlana, aorian'ny fanamarinana eny an-toerana ny fahavitany ny asa fanarenana.

Andininy 125. Raha toa ka atao amin'ny ampahany ny famoizana dia ahitsy ary omen'ny Birao miandraikitra ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany ny fahazoan-dàlana.

Izany Fahazoan-dàlana vita fanitsiana izany dia soratana ao amin'ny boky firaketana ny Fahazoan-dàlana nomena.

TOKO VIII

NY AMIN'NY FARITRA VOAARO, NY AMIN'NY FARITRA VOATOKANA, NY SY AMIN'NY FARITRA VOARARA

SAMPANA 1. NY AMIN'NY FARITRA VOAARO.

Andininy 126. Ny fametrahana vonjimaika ny faritra ho voaaro mba hanaovana famaritana faritra voaaro vaovao, avy amin'ny Minisitera misahana ny Tontolo iainana, dia tsy maintsy ampahafantarina ny Minisitera misahana ny Harena ankibon'ny tany mba ho dinihina sy hanaovana fakan-kevitra mialoha.

Ny mombamomba ireo faritra voaaro vaovao sy ny antotan-taratasy ara-teknika miaraka aminy dia ampitaina aminy mba ahafahana manoratra izany ao anatin'ny sarin-tany "*retombes minières*".

Andininy 127. Na inona na inona antony, ny vakim-paritra rehetra izay voatsangana dia tsy azo faritana ho faritra voaaro intsony.

Andininy 128. Raha toa ka misy ny fidirana an-keriny ao anatin'ny faritra voaaro, hanao fizahan-taratra ao anatiny, hanao fikarohana na fitrandrahana harena ankibon'ny tany, dia raisin'ny manam-pahefana eo anivon'ny Vondrom-bahoaka Itsinjaram-Pahefana an-tanana ny raharaha, na dia tsy misy aza ny fitorohana avy aman'olona hafa.

Azony atao ny mangataka tolo-tanana avy amin'ny tompon'andraikitra ny filaminana, raha misy ny eo an-toerana, raha toa ka tsy misy dia manantona ny solotenam-panjakana akaiky indrindra.

Ampahafantarina ihany koa ny tompon'andraikitra ao amin'ilay faritra voaaro sy ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 129. Raha misy ny fahitana fiandronana-mineraly matanjaka vaovao, izay hita ao anatin'ny faritra voaaro, ny Ministera misahana ny Harena ankibon'ny tany dia miroso amin'ny fangatahana fanesorana izany tsy ho anisan'ny faritra voaaro intsony eo anivon'ny Minisitery misahana ny Tontolo iainana.

SAMPANA 2. NY AMIN'IREO FARITRA VOARARA

Andininy 130. Ankoatra izay mety ho fepetra hafa fanakanana, dia tsy misy asa fikarohana na fitrandrahana momba ny harena ankibon'ny tany ety ambonin'ny tany azo atao ao anatin'ny faritra valopolo (80) metatra, ary izany dia mbola mety hiampy fandràna manokana hafa:

- 1- manodidina ny fananan'olona mifefy tamboho na zavatra hafa mifanahantsahana amin'izany na koa izay rehetra mety ho fomba famaritana hafa fampiasan'ilay faritra voakasika, manodidina ny tanàna, ny trano fonenana mitangorona, ny fatsakana sy ny loharano, ny trano fivavahana, ny toeram-pandevenana sy ny toerana izay heverina fa manan-kasina na fady, raha tsy misy fanekena an-tsoratra arakakaraka ny fisehoan-javatra, na avy amin'ny tompony na avy amin'ny manampahefana ao amin'ny Vondrom-bahoakam-paritra Itsinjaram-Pahefana voakasiaka ;
- 2- amin'ny andaniny avy amin'ny làlana, ny fitarihandrano ary amin'ny ankapobeny manodidina ny sehatr'asa rehetra natao ho an'ny tombotsombahoaka, ny toerana misy tahirim-bakoka, ny toeram-pivavahana, ny toerana voasokajy ho mitahiry ny kolon-tsaina ka natokana ho an'ny fizahan-tany ary ireo tao-zava-kanto, raha tsy misy fanomezan-dàlana avy amin'ny Minisitry misahana ny Harena ankibon'ny tany rehefa avy nakana ny hevitr'ireo tompon'andraikitra mahefa amin'izany.

Andininy 131. Ny faritra voaaro fanampiny dia afaka didiana, amin'ny alalan'ny Didim-pitondran'ny Minisitry misahana ny Harena ankibon'ny tany, ho fiarovana ny tsangan'asa sy ny tangoron-tanàna, loharano, lalam-pifandraisana, asa tanàna sy asa ho an'ny tombon-tsoan'ny daholobe, na amin'ny asa rehetra izay heverina fa ilaina amin'ny tombon-tsoan'ny daholobe amin'ny alalan'ny fangatahana ataon'ny voakasika aorian'ny fanadihadiana.

Ao anatin'ireo faritra ireo, ny fikarohana sy ny fitrandrahana harena ankibon'ny tany dia afaka ampanarahana fepetra izay voalazan'ny Didim-pitondrana voalaza etsy ambony.

SAMPANA 3. NY AMIN'NY FARITRA VOATOKANA

Andininy 132. Ireo faritra voatokana dia faritra natokana vonjimaika hanaovana asa ho an'ny daholobe, fanadihadiana ara-haibolan-tany, ny fampiroboroboana ny harena ankibon'ny tany na fanomezana tan-tsoroka ireo mpitrandraka nentimpaharazana amin'ny harena ankibon'ny tany, izay miankina amin'ny fisian'ilay vakim-paritra voakasika.

Andininy 133. Ireo faritra voatokana dia faritana amin'ny alalan'ny Didim-pitondrana raisin'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Io Didim-pitondrana voalaza io dia ahitana:

- ny fanondroan' ireo efamira mandrafitra ny faritra voatokana ;
- ny faharetana ilaina amin'ny fanokanana ;
- ny antony anaovana ny faritra voatokana.

ZANA-TSAMPANA 1. NY FARITRA VOATOKANA HANAOVANA ASA VAVENTY

Andininy 134. Ho an'ny fanaovana asa vaventy, ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany, aorian'ny fandinihana ny antontan-taratasy fanamarinana mifanaraka amin'izany asa izany, araka ny fangatahan'ny manam-pahefana voakasika izay manao ny famaritana mazava, dia afaka mamoa Didim-pitondrana, manambara ny faritra voatokana iray mandritra ny faharetan'ny asa.

Andininy 135. Ny fepo-toana voalohany manasokajy ny faritra voatokana ho an'ny asa vaventy dia tsy afaka mihoatra, amin'izany tranga izany, roa ambiny folo (12) volana, azo havaozina in-droa (02) amin'ny fe-potoana mitovy.

ZANA-TSAMPANA 2. FARITRA VOATOKANA HANAOVANA FANADIHADIANA ARA-HAIBOLANTANY

Andininy 136. Ho an'ny fanadihadiana ara-haibolan-tany sy/na amin'ny tanjona fampiroboroboana ny harena ankibon'ny tany, ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany dia afaka mandray Didim-pitondrana manambara ny faritra voatokana, ka izany dia manaraka ny fepetra voalazan'ny andininy-132 etsy ambony.

Ny faritra dia afaka omena ny Vondron-draharaham-panjakana manana ny fahaizana manokana, araka ny andininy-9 amin'ity Fehezan-dàlana ity, mba ahafahany manao ilay fanadihadiana voalaza.

Andininy 137. Aorian'ny fanadihadiana ara-haibolan-tany na ao anatin'ny sehatry ny fampiroboroboana ny harena ankibon'ny tany, ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany, dia afaka amin'ny alalan'ny Didim-pitondrana, mandefa tolotra fifaninana amin'ny fanomezana ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany ao anatin'ny faritra voakasika.

Andininy 138. Ny Fanjakana, amin'ny alalan'ny iray na ireo Vondron-draharaha manana fahaizana manokana voalaza amin'ny andininy 9 amin'ity Fehezan-dàlana ity, dia manana zo hisitraka ny 10% amin'ny renivola sosialin'ny orinasa namaly ny fiantsoana, tompona fahazoan-dàlana.

Ity fandraisana anjara ity, izay tsy voalevona dia tsy afaka heverina ho toy ny manome tombony manokana ireo Vondron-draharaha. Tsy misy fandraisana anjara ara-bola takiana amin'ny Fanjakana amin'ny anaran'ny petra-bola nentina na dia eo aza ny fampiakarana ny renivola.

Andininy 139. Ireo fombafomba fanaovana ity fiantsoana amin'ny fifaninana ity dia faritana amin'ny alalan'ny didy aman-pitsipika ary tsy maintsy manaja ireo fepetran'ny fangaraharana.

Andininy 140. Ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany dia afaka amin'izany, manisy sivana ny fanomezana ny faritra novotsorana voalaza amin'ny andininy -136, amin'ny mpangataka vaovao.

Andininy 141. Ny faharetana voalohan'ny fanokanana ho faritra voatokana dia tsy mahazo mihoatra, anatin'izany, efa tra ambiny roapolo (24) volana, azo halavaina indray mandeha amin'ny fe-potoana mitovy, mifanaraka amin'ny fombafomban'ny fanokanana voalohany.

ZANA-TSAMPANA 3. FARITRA VOATOKANA HANAOVANA TANTSOROKA HO AN'NY MPITRANDRAKA MAMPIASA TEKNIKA ARTIZANALY

Andininy 142. Ho an'ny tantsoroka ho an'ny mpitrandraka mampiasa teknika artizanalay amin'ny harena ankibon'ny tany, ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany, amin'ny alalan'ny tolo-kevitra ny Fitaleavana Foibe, Fitaleavam-paritra na Iraisam-paritra misahana ny Harena ankibon'ny tany, na ny Foibem-pitantanana ny Volamena eto Madagasikara arakaraka ny tranga, dia afaka mandray didim-pitondrana manambara ny faritra voatokana, antsoina hoe Faritry ny Tantsoroka (ZE).

Andininy 143. Ny fe-potoana voalohany amin'ny fanasokajiana ho faritra voatokana ho an'ny tantsorok'ireo mpitrandraka mampiasa ny fahaizana asa tânana manokana dia tsy mahazo mihoatra ny enina (06) volana, azo halavaina indray mandeha amin'ny fe-potoana farany ambony enina (06) volana.

Andininy 144. Mandritra io fotoana voalaza io, ny Fitantan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany dia manao ny tan-tsoroka ho an'ireo mpitrandraka mampiasa teknika artizanalay izay tsy maintsy miaraka anatin'ny vondrona.

Andininy 145. Eo ampiandrasana ny fahazoana ny PREA, dia omena ny Vondrona ny Fanomezan-dàlana manokana amin'ny harena ankibon'ny tany amin'ny fitrandrahana mampiasa teknika artizanalay (AMEA) ka ny faharetana dia enina (06) volana, azo havaozina indray mandeha, ho an'ny fe-potoana mitovy.

Andininy 146. Ny vondrona manana AMEA dia tsy maintsy manao ny antontan-taratsin'ny Drafitry ny Fanekena ara-Tontolo iainana hankatoavin'ny Sampan-draharaha misahana ny tontolo iainana ao amin'ny Minisitery misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Andininy 147. Mba ho famarotana ny vokatr'izy ireo, ny Fitantan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany dia tsy maintsy manome Fahazoan-dàlana mifanaraka amin'ny didy aman-pitsipika.

Ka amin'izany, ireo vondrona ireo dia tsy maintsy maneho mialoha ny boky mirakitra ny vokatry voamarina sy voatomboky ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

Ankoatr'izany, izy ireo dia tsy maintsy manao tatitry ny asanyisaky ny telo volana izay apetraka eny anivon'ny Fitaleavam-paritra na iraisam-paritry ny Ministeran'ny Harena ankibon'ny tany any amin'ilay toerana misy ny fitrandrahana.

Andininy 148. Ny PREA izay omena ho an'ny vondrona dia tsy azo amidy sy tsy azo ahofa mba ho vokarina.

Andininy 149. Aorian'ny fizahana fototra ahafantarana fa tsy mitombina intsony ny antony nanasokajiana ny toerana voatokana, ny Minisitry misahana ny Harena ankibon'ny tany dia afaka miroso amin'ny famelàna malalaka izany toerana voalaza fa voatokana izany ary atao amin'ny alalan'ny didim-pitondrana izany.

TOKO IX

NY AMIN'NY FAIKA AVY AMIN'NY FITRANDRAHANA HARENA ANKIBON'NY TANY SY NY ZANA-BOKATRA

SAMPANA 1. NY AMIN'NY NY FAIKA AVY AMINI'NY FITRANDRAHANA HARENA ANKIBON'NY TANY

Andininy 150. Ireo faika azo avy amin'ny harena ankibon'ny tany, araka ny voalazan'ity fehezan-dalàna ity dia ireto avy :

- ny akora tsy ilaina vokatry ny fanokafana ny toeram-pitrandrahana sy/na ny famaritana galeria sy ny sisa tavela amin'ny fikarohana, ka ny famerenana ny fampiasana azy na ny fitobiana raha ilaina, dia tsy mila fepetra na fanomezan-dàlana manokana ;
- ny sisa tavela amin'ny fikirakirana na ny akora tsy mamokatra sy ny sisa tavela miaraka amin'ny akora simika, indrindra indrindra ny fotaka avy amin'ny fanasana, ny tain-drendriky ny fefy na ny fiombonan'ny mineraly ;
- ny faika avy amin'ny fanasana na ny fikirakirana ny mineraly ;
- ny vokatry tsy azo trandrahina noho ny antony ara-ekonomika sy teknika amin'izany fotoana izany.

Andininy 151. Ny fitantanana sy/na ny fampiasana indray mandeha ny faika avy amin'ny harena ankibon'ny tany, dia manaraka ny Drafitry ny fitantanana ny faika voalaza mialoha ao anatin'ny Bokin'andraikitra ny tompon'ny fahazoan-dàlana.

Ny fampiasana indray mandeha ny faika izay misy singa simika na ny faika misy akora hafa mivaky ivon'atôma, dia mitaky fanomezan-dàlana mialoha avy amin'ny Ivon-toerana Nasionaly ara-tSiansa sy ara-Teknika Niokleary (INSTN) sy/na vondrona hafa mahefa.

Ny fepetra sy ny fombafomba fanantaterahana ny fanatobiana ireo faika avy amin'ny harena ankibon'ny tany dia voalaza ao anatin'ny Bokin'andraikitra mikasika ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 152. Ankoatra ny fepetra voalaza amin'ity Fehezan-dàlana ity, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka (PE) dia afaka mitrandraka tsy misy fepetra ara-panjakana ny faika mikasika ny harena ankibon'ny tany avy amin'ny asa izay ataony.

Na izany aza, ny fampiasan'ny olon-kafa ankoatra ny tompon'ny Fahazoan-dàlana, ny faika avy amin'ny harena ankibon'ny tany dia tsy maintsy anaovana fifanarahana eo amin'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka sy ilay olona liana amin'izany.

Izany fifanarahana izany dia raketina an-tsoratra eo anivon'ny BCMM, raha tsy izany dia tsy manan-kery.

Andininy 153. Raha toa ka ireo faika avy amin'ny harena ankibon'ny tany no manome ny zana-bokatry ny akoran-karena ankibon'ny tany fototra voasoratra ao anatin'ny Fahazoan-dàlana momba ny harena ankibon'ny tany, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia tsy maintsy manao fanambarana mba ho fanitarana ireo akoran-karena ankibon'ny tany voalaza ao anatin'ny Fahazoan-dàlana ampelatanany.

Andininy 154. Na inona na inona antony, ny Fanjakana dia manana ny zo afaka miroso amin'ny fotoana rehetra ny fanaraha-maso sy/na ny famakafakana ireo akora-mineraly ary ireo faika avy amin'ny harena ankibon'ny tany notrandrahan'ny tompon'ny fahazoan-dàlana.

SAMPANA 2. NY ZANA-BOKATRA

Andininy 155. Ireo zana-bokatra toy ny voafaritra ao anatin'ny andiany faha-2 ao amin'ity Fehezan-dalàna ity dia voasokajy ho vokatra harena ankibon'ny tany ary manaraka ny fitsipika mifehy izany.

Andininy 156. Ireo zana-bokatra tsy nanaovana fanambarana ao anatin'ny Fahazoan-dàlana dia afaka trandrahana raha toa ka manao fangatahana ny tompon'ny fahazoan-dàlana, ka manaraka ireo fepetra sy fombafomba arahina ny amin'ny fanitarana akora, voalaza ao amin'ny andininy faha-42 ao amin'ity Fehezan-dalàna ity izany.

Andininy 157. Ny fitrandrahana ireo zana-bokatra dia azon'ireo mpandraharaha ankoatran'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana, ka tsy maintsy manao fifanarahana ny roa tonta. Izany fifanarahana izany dia tsy maintsy raketina an-tsoratra eo anivon'ny Birao miandraikitra ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany.

LOHATENY III NY FITSIPIKA MIFEHY NY VOLAMENA

TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY ANKAPOBENY

Andininy 158. Ny asa momba ny fihadiana, ny fanangonana, ny fanaovana firtsirihana, ny fanodinana, ny fanadiovana, ny fivarotana, ny fitaterana, ny fanafarana sy fanondranana volamena, dia fehezin'ny fepetra amin'ity Lohateny ity.

Andininy 159. Ny fanatontosana, ny fanaraha-maso, ny fitantanana ny tahirin-kevitra momba ny volamena sy ny fampanarahan-dalàna ny asa momba ny volamena, ary ihany koa ny tsoranoka sy ny fanasiana fitomboka ofisialy ny volamena, dia fahefan'ny Antokon-draharaham-panjakana Nasionaly izay eo ambany fiahian'ny Minisitera misahana ny Harena ankibon'ny tany, izay antsoina hoe Ivon-toeram-bolamena Malagasy (COM) ary ny andraikitra sahaniny sy ny fomba fiasany dia voafaritry ny didy amam-pitsipika. Ny Ivotoeram-bolamena Malagasy dia fitohizan'ny asan'ny Ivotoeram -pirenena misahana ny Volamena (ANOR) miaraka amin'ny fanitarana ireo andraikitra sahaniny.

TOKO II

NY AMIN'NY ASA FITRANDRAHANA VOLAMENA MAMPIASA TEKNIKA ARTIZANALY

Andininy 160. Ny asa fitrandrahana volamena nentim-paharazana dia tanterahina ao anatin'ny lalantsaran'ny fisivanam-bolamena na lalantsaran'ny fitrandrahana volamena nentim-paharazana ka ny toerana misy azy dia apetaka eo amin'ny sarintany « *retombes minières* ».

Andininy 161. Tsy azo atao ny mampiasa zaza tsy ampy taona amin'ny asa fitrandrahana volamena nentim-paharazana, ankoatran'izay voafaritry ny lalàna mifehy ny asa izay mamela ny zaza mihoatra ny 15 taona hanao ny asa maivamaivana.

Misy ny sazy voalaza ao amin'ny lalàna manokana mifehy an'izany sehatra izany.

SAMPANA 1. NY AMIN'NY FISIVANAM-BOLAMENA

Andininy 162. Ny fisivanam-bolamena dia atao amin'ny alalan'ny Kara-bolamena, omen'ny Kaominina eo an-toerana, aorian'ny fankatoavana ataon'ny COM ka izany dia ho an'ny olona rehetra mizaka ny zom-pirenena Malagasy.

Andininy 163. Ny teratany malagasy rehetra dia afaka mahazo sy mitazona kara-bolamena, ampiarahina amin'ny karatra fitanana an-tsoratra maha mpamokatra.

Andininy 164. Ny kara-bolamena dia manan-kery ao anatin'ny Kaominina nanome azy ireny ihany, ary any ivelan'ny faritra voalaza fa faritra arovana, faritra voaaro na faritra voatokana voalaza ao amin'ity fehezan-dalana ity.

Andininy 165. Ny asa momba ny fisivanam-bolamena ao anatin'ny farafara manan-kery, ny renirano sy ny fasika nentin-drano vaovao dia tsy voarara.

Rehefa atao ao anatin'ny vakim-paritra momba ny harena ankibon'ny tany ny asa fanivanam-bolamena, ny lala-tsara momba fisivanam-bolamena izay mamaritra ny

faritra ara-dalàna ho an'ny mpisivam-bolamena dia voafetra araka ny fombafomba voafaritra ao anatin'ny didim-panjakana fampiharana an'ity fehezan-dalàna ity.

Andininy 166. Ny Kara-bolamena dia mamela ny tompony, hanao ny asa fisivanam-bolamena mandritra ny iray (01) taona irery ihany manomboka amin'ny daty nanomezana azy.

Andininy 167. Ny kara-bolamena dia azo havaozina imbetsaka amin'ny faharetana mitovy, manaraka ireo fepetra rehetra amin'ny fanomezana azy, avy amin'ny Kaominina voakasika, ary tsy maintsy manatanteraka ireo adidy amin'ny toro-lalana momba ny fahadiovana, ny filaminana sy ny toro marika ara-tontolo iainana napetraka eny anivon'ny Kaominina voakasiaka.

Ny kara-bolamena dia tsy mahasolo Fahazoan-dàlana mikasika ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 168. Ny paik'ady fanomezana ny kara-bolamena dia faritana amin'ny didim-pitondran'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany araka ny tolokevitra ny ivon-toeram-bolamena Malagasy (COM).

Andininy 169. Ny kara-bolamena dia omena aorian'ny fandoavana sara izay apetraky ny filan-kevitra Kaominaly, mifanaraka amin'ny elanelan'ny sandam-bola faritan'ny didim-pitondran'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany sy ny loharanon-karena stratejika.

Ny vola azo avy amin'ny saran'ny kara-bolamena dia miverina manontolo ho any Kaomina voakasika.

Andininy 170. Ny kara-bolamena dia ho an'ny isam-batan'olona ary tsy azo amidy na afindra amin'olon-kafa, na ampanofaina mba hamokarana.

Andininy 171. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana natokana ho an'ny mpitrandraka madinika (PREA) na ny Fahazoan-dàlana hitrandraka (PE) volamena dia manana zo hanao laharam-pahamehana ireo vokatry nalaina tao amin'ny vakim-paritra hananany.

Na dia izany anefa, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana momba ny harena ankibon'ny tany ho an'ny akora hafa ankoatra ny volamena na ny Fahazoan-dàlana hanao fikarohana (PR) dia tsy afaka mividy ny vokatry avy amin'ny fitrandrahana volamena nentim-paharazana ao anatin'ny vakim-paritra natokana ho azy, raha tsy natokana ho mpanangom-bolamena izy na ihany koa ho an'ny tobim-bolamena.

SAMPANA 2 NY AMIN'NY FITRANDRAHANA VOLAMENA AMIN'NY FOMBA NENTIM-PAHARAZANA ANATY TOBY FOTOTRA

Andininy 172. Ny fitrandrahana volamena mampiasa teknika artizanalay ao anaty toby fototra ivelan'ny faritra natao vakim-paritry ny harena ankibon'ny tany, dia

manaraka ny fitsipika voalazan'ny fepetra andininy faha-142 amin'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 173. Ny fitrandrahana volamena nentim-paharazana ao anatin'ny vakim-paritra dia tsy maintsy manaraka ny fepetra voalaza ao amin'ny andininy faha-28 ary manaraka ity Fehezan-dalàna ity.

SAMPANA 3 NY AMIN'NY FANARAHAMASO ARA-PANJAKANA NY FANDRAHARAHANA VOLAMENA AMIN'NY FOMBA NENTIM-PAHARAZANA

Andininy 174. Ny mombamomba ireo mpisitrika ny kara-bolamena dia raketina an-tsoratra ao anaty registra ka tsy maintsy avaozina isan'andro isaky ny Kaominina izay manome azy izany.

Ny Kaominina dia mandefa isaky ny telo volana ny vodina registra, any amin'ny Biraon'ny Ivon-toeram-bolamena misy eo an-toeranana, raha tsy misy dia eny anivon'ny Biraon'ny Ministeran'ny harena ankibon'ny tany eo an-toerana.

Andininy 175. Ireo mpisivam-bolamena sy vondron'ny mpisivam-bolamena dia manavao ny bokim-pamokarana izay aseho isam-potoana eny amin'ny Kaominina.

Andininy 176. Ireo Kara-bolamena, aorian'ny fandinihana azy ho lasa nomerika, dia afaka miova ho fitaovana iray elektronika, miorina sy eo amban'ny fanarahamason'ny COM.

SAMPANA 4. NY AMIN'NY FENITRA ARA-TEKINIKÀ, ARA-TONTOLO IAINANA, NY FILAMINANA SY FAHADIOVANA

Andininy 177. Ireo fitaovana azo nahazo alalana, amin'ny asa fanivanam-bolamena, ary koa ireo fitaovana nahazo alalana amin'ny fitrandrahana volamena nentim-paharazana ao anaty toby fototra dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 178. Ny fampiasana volavelona (*mercure*), sianora (*cyanure*) sy ny fampiasana singa simika dia tsy azo atao amin'ny asa fitrandrahana volamena nentim-paharazana.

Andininy 179. Ny fenitra ara-pahadiovana, ny filaminana, sy ny fanavaozana ara-tontolo iainanana ampiharina amin'ny asa fitrandrahana volamena nentim-paharazana dia faritana amin'ny alalan'ny didim-panjakana raisina eo anivon'ny filankevitry ny Governemanta.

TOKO III NY AMIN'NY FANANGONAM-BOLAMENA

SAMPANA 1. NY AMIN'NY KARATRY NY MPANANGOM-BOKATRA

Andininy 180. Ny asa momba ny fanangonam-bolamena dia azo atao rehefa mahazo ny karatra antsoina hoe Karatry ny mpanangom-bokatra izay omen'ny Ivon-toeram-bolamena Malagasy ary manan-kery iray (01) taona miatomboka amin'ny daty nanomezana azy.

Io karatra io dia azo havaozina indray mandeha na imbetsaka, fa mila manaja ireo fepetra rehetra, ny fanantaterahana ny adidy mifandraika amin'ny fandraharahana ataony, ary ihany koa ny fandoavana ireo sara mifandraika amin'izany, mifanaraka amin'izay voalaza ao amin'ny andininy-184 ao amin'ity Toko ity.

Andininy 181. Ny isam-batan'olona rehetra mizaka ny zom-pirenena Malagasy ary ny mpanao firavaka rehetra dia afaka mahazo sy mitazona ny karatry ny mpanangom-bolamena.

Andininy 182. Ny mpangataka, dia afaka mahazo, fara fahabetsany dimy (05) amin'ny Karatry ny mpanangom-bokatra, mifandraika tsirairay avy amin'ny Kaominina dimy (05) nanaovany fanangonana, ka izany dia miankina amin'ny fandoavana ny zo miaraka amin'izany.

Andininy 183. Ny Karatry ny mpanangom-bokatra dia an'olona samy irery, tsy azo amidy na ampanofaina mba hamokarana.

Andininy 184. Ny mpanangom-bolamena dia tsy maintsy, mba ahafahany mahazo ny karatry ny mpanangom-bolamena, mandoa ny sara izay faritan'ny didy amam-pitsipika.

Ny mpisitrika amin'ny zo voalaza ao amin'ny andininy teo aloha dia ny Faritra sy ny Kaominina voakasika ary ihany koa ny Ivo-toeram-bolamena ka ny taha fizarana amin'izany dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 185. Ny karatry ny mpanangom-bolamena dia manome zo ho an'ny tompony hividy sy hivarotra volamena.

Andininy 186. Ny mpanangom-bolamena dia manavao isan'andro ny registra mikasika ny fampidirana sy famoahana ary ny registra fanomezana-dàlana voaisa ravina nataon'ny Ivontoeram-bolamena Malagasy (COM) mialoha.

Andininy 187. Ny fombafomba sy ny fepetra fanomezana ny karatry ny mpanangom-bokatra dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

SAMPANA 2. NY AMIN'NY MPIRAY TOMBONTSOA

Andininy 188. Ireo mpitrandraka volamena mampiasa teknika artizanalay dia afaka miray tombontsoa amin'ireo mpanangom-bolamena.

Andininy 189. Vondron'ny mpitrandraka volamena mampiasa teknika artizanalay sy ny mpanangom-bolamena dia afaka miray tombontsoa amin'ny tranomboatra momba ny volamena..

Andininy 190. Ny tranomboatra momba ny volamena dia afaka miray tombontsoa.

Andininy 191. Mba ahafahana mampiditra ny mpikambana amin'ny sehatry ny aradalàna, ny mpamorona ny mpiaray tombontsoa dia tsy maintsy manaja ny fepetra

amin'ny fanaovana ny fombafomba ara-panjakana sy fandoavana ny vola isan-karazany.

Ny kara-bolamena na ny karatry ny mpanangom-bokatra izay omena an'ny mpiray tombotsoa dia misitraka ny fampihenana 20 ka hatramin'ny 25% amin'ny saran'ny zo mikasika an'izany ka ny Filan-kevitra Kaominaly no manapaka izany.

Ny mpiray tombontsoa dia miteraka ny fifanekena ny maha iray sy fifampitokisana eo amin'ny samy mpikambana mba ahafahana manamora ny fampandehanana ny vokatra volamena.

TOKO IV

NY AMIN'NY TRANOMBAROTRA MOMBA NY VOLAMENA.

Andininy 192. Ireo Tranom-barotra momba ny volamena dia olombelona manambatanana tsy hita maso fehezin'ny lalàna Malagasy izay manao ny asa fikirakirana, ny fanafarana, ny famarotana sy ny fanondranana ny volamena amin'ny alalan'ny taratasy fankatoavana, izay Didim-pitondrana raisin'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany, aorian'ny fandinihina ataon'ny COM.

Andininy 193. Ny fankatoavana ny tranom-barotra momba ny volamena dia manome zo hiroso amin'ny fividianana ny volamena manerana ny lafin-tany nasionaly eo anivon'ny Tompon'ny Fahazon-dàlana hitrandraka volamena sy Fahazoan-dàlana natokana ho an'ny mpitrandraka mampiasa ny asa tàmàna manokana volamena, eo anivon'ireo mpanangona volamena sy ny vondron'ny mpitrandraka mampiasa ny asa tàmàna manokana momba ny volamena.

Ny tranom-barotra dia afaka ihany koa mandray ny vokatra avy amin'ny olondrehetra mivarotra volamena, raha ara-dalàna ny fihazonana ny vokatra ananan'ny mpivarotra.

Andininy 194. Tsy maintsy mivondrona ao anatin'ny tranom-barotra momba ny volamena ny mpivarotra firavaka, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka volamena sy ny Fahazoan-dàlana natokana ho an'ny mpitrandraka mampiasa ny asa tàmàna manokana momba ny volamena, ny mpanangom-bokatra volamena sy ireo mpividy manao famarotana ny volamena izay manondrana any ivelany ny volamenany.

Andininy 195. Ireo trananom-barotra momba ny volamena dia iharan'ny adidy voalaza amin'ity toko ity ary ny fepetra araky ny lalàna mikasika ny famotsiana ny petra-bola sy ny famatsiam-bola momba ny herisetra.

Andininy 196. Ireo tranom-barotra momba ny volamena dia iharan'ny Bokin'andraikitra manokana.

Andininy 197. Ny fombafomba sy ny fepetra ahafahana mahazo ny Fankatoavana, ny saran'ny zo amin'ny fankatoavana ary ny ohatry ny Bokin'andraikitra dia faritana amin'ny alalan'ny Didim-panjakana raisana eo anivon'ny Filakevitry ny Governemanta.

TOKO V NY AMIN'NY FANONDRANANA VOLAMENA

Andininy 198. Ny dingana arahina amin'ny fanondranana volamena dia atao eo anivon'ny Ivon-toerena manokana momba ny fanondranana volamena.

Ny lisitry ny Sampan'asa mameno ny Ivon-toerana manokana momba ny fanondranana volamena sy ny fananganana azy dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 199. Ny tanom-barotra manana fankatoavana manan-kery irery ihany no mahazo alalana manondrana miendrika famarotana volamena any ivelany.

Andininy 200. Ny fanondranana volamena dia tsy afaka atao raha tsy miendrika firavaka, sangan'asa sy/na efa natao manana endrika. Izany dia ahitana fitomboka ara-dalàna ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 201. Ny fanondranana volamena miendrika famarotana dia manaraka ny dingana mitovy amin'ny dingana takiana amin'ny fanondranana akora-mineraly hafa.

Andininy 202. Na izany aza, ny fanondranana any ivelany miendrika famarotana ny volamena irery ihany no tsy maintsy miaraka amin'ny fahazoan-dalana sy ny taratasy famantarana azy izay omen'ny COM.

Andininy 203. Ny fepetra sy ny fombafomba amin'ny fanondranana miendrika famarotana ny volamena sy fanondranana tsy miendrika famarotana dia faritana amin'ny alalan'ny Didim-panjakana raisina eo anivon'ny Filakevitry ny Governementa.

TOKO VI NY AMIN'NY FANAFARANA NY VOLAMENA

Andininy 204. Ny tranombarotra momba ny volamena sy ireo mpivarotra firavaka irery ihany no afaka manafatra ny volamena natokana ho amidy.

Ny mpanafatra ny volamena dia, ankoatra ny adidy eo amin'ny hetra sy ny fadintseranana voalaza amin'ny lalàna manan-kery, manao ny fanambarana mialoha eo anivon'ny COM, araka ny ohatra ataon'ity farany.

Andininy 205. Ny fombafomba sy ny fepetra amin'ny fanaovana ny fanafarana volamena dia faritana amin'ny alalan'ny Didim-panjakana raisina ao anatin'ny Filakevitry ny Governementa.

TOKO VII NY AMIN'NY FAMETRAHANA NY FOMBA ANARAHAN-DIA NY VOLAMENA

Andininy 206. Ny volamena varotana dia iharan'ny asa momba ny fandanjana, ny fitiliana, ny mitsonika sy ny fitomboka ara-panjakana eo anivon'ny Ivon-toeran'ny Volamena eto Madagasikara.

Ho an'ny volamena avy amin'ny fitrandrahana volamena mampiasa ny fahaizana ny asa tànana, dia anjaran'ny mpanangom-bokatra sy ny tranombarotra momba ny volamena maneho ny volamena amin'ny solontenan'ny COM eo anivon'ny toerana fihadiana na tsy misy izany dia manantona izay akaiky azy indrindra, mba hanao ny asa voatanisa amin'ny andininy ambony, ka izany dia ialohavan'ny fandoavam-bola izay faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika ny sandany sy ny fombafomba ato amin'izany.

Torak'izany koa ny volamena avy amin'ny asa natao amin'ny alalan'ny PREA na ny PE.

Ho an'ny asa mirindra amin'ny volamena mikasika ny PREA na ny PE, ny vokatra farany, alohan'ny fametrahana azy eo amin'ny toerana fanatobiana, dia tokony mandalo amin'ny COM, mba hanaovana firaketana, hanaovana fanamarina sy fitomboka.

Andininy 207. Ny fanaovana volamena mitsonika, izay tsy maintsy atao indray mandeha, dia atao eo anivon'ny solontenan'ny COM.

Na izany aza, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana amin'ny asa mirindra sy ny mpanao firavaka amin'ny fanomezana endrika ny volamena, dia afaka manao ny asa momba ny fanaovana volamena mitsonika, ivelan'ny izay ataon'ny COM.

Andininy 208. Amin'ny fiafaran'ireo asa ireo, dia misy taratasy milaza ny mombamomba ny volamena sy ny taratasy manamarina ny firaketana an-tsoratra ny volamena homena azy ireo.

Andininy 209. Ny fampandehanana ny volamena tsy misy Fahazoan-dàlana sy taratasy milaza ny mombamomba azy, dia ampitoviana amin'ny fampandehanan'ny harena ankibon'ny tany tsy misy taratasy fanamarinana, izay mahavoasazy araka ny andininy faha-371 1) an'ity Fehezan-dalàna ity.

TOKO VIII NY AMIN'NY ANDRAIKITRA MOMBA NY-VAROTRA VOLAMENA

Andininy 210. Ny fanondranana ny volamena rehetra izay natao ho amidy dia iharan'ny didy famerenana ny vola vahiny sy ny famarotana eo amin'ny Tsena iraisan'ny bankin'ny vola vahiny, araka ny fepetra ao amin'ny lalàna manokana amin'izany.

Andininy 211. Ankoatra ny varotra atao nohon'ny fampiratina sy ny fampiratina iraisam-pirenena, ny fandoavam-bola rehetra eo amin'ny mpanondrana sy ny mpanjifany amin'ny varotra momba ny fanondranana volamena, dia tsy maintsy atao amin'ny rafitran'ny vola dokimentera tsy azo esorina sy vohamarina (CREDOC).

Andininy 212. Ny fanondranana volamena tsy manaraka io adidy io dia mihantona mandrapahavitan'ny tsy fetezana nisy, ka tsy miankina amin'ny mety hampiharany sazy araka ny lalàna sy ny didy amam-pitsipika.

Andininy 213. Ankoatra ny fitomboka, nataon'ny mpanao firavaka sy ny mpanefy volamena, ny firavaka rehetra sy zava-bita avy amin'ny volamena, natokana ho amidy, dia tsy maintsy anaovana ny fanaraha-maso momba ny lanjany sy ny fanoharana eo anivon'y Toera-pitiliana momba ny harena ankibon'ny tany Madagasikara (LMM), ary ny fametrahana ny fitomboky ny COM.

Andininy 214. Ny mpitazona ny volamena rehetra izay manao ny fivarotana, ankoatra ny mpitrandraka mampiasa teknika artizanalany momba ny volamena, dia iharan'ny fandoavana vola sy hetra manaokana amin'ny vokatry harena ankibon'ny tany mifandraika amin'izany, araka ny fepetra voalaza ao amin'ny andininy faha-283 an'ity lalàna ity, ankoatra ny fampisehoana ny taratasy manamarina ny fandoavam-bola anatin'ny.

Andininy 215. Ny foto-kevitra ny fandraisana ny vola sy ny hetra manokana eo amin'ny vokatry ny volamena dia faritana amin'ny alalan'ny didim-panjakana raisina ao amin'ny Filakevitry ny Governemanta.

Andininy 216. Ny COM, amin'ny fanarahamaso ny asa momba ny volamena, dia manana fahefana handray fepetra manasazy ny tsy fanarahan-dalàna hitany.

Andininy 217. Ny COM dia manana fahefana hanao ny asa rehetra momba ny fahazoana ny vaovao ilaina mba ahafahana mifehy ny asa momba ny volamena.

LOHATENY IV NY AMIN'NY FITSIPIKA MIFEHY NY FITRANDRAHANA VATO

Andininy 218. Ny toeram-pitrandraham-bato dia voasokajy fitrandraham-bato mampiasa teknika artizanalany ary ny fitrandraham-bato indostrialy.

Ny lisitry ny akoram-bato dia faritana amin'ny alalan'ny Didim-pitondrana raisin'ny Minisitry misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Andininy 219. Ny mpitrandraka ny akoram-bato ataon'ny olona samy irery, na tompon'ny tany na tsia, dia azo atao araka ny fepetra voalaza amin'ity Lohateny ity.

Andininy 220. Ny olona rehetra ankoatra ny tompon'ny tany, amin'io fitrandrahana io dia tsy maintsy, ankoatra, mahazo ny faneken'ny tompon'ny tany.

TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY TOERAM-PITRANDRAHANA VATO ARAKA NY TEKNIKA ARTIZANALY

Andininy 221. Ny fitrandrahana ny toeram-pangadiam-bato mampiasa teknika artizanalany dia atao amin'ny alalan'ny Fanomezan-dalàna omen'ny Kaominina misy ny fitrandrahana.

Andininy 222. Ny fanomezan-dàlana hitrandraka ny toeram-pangadiam-bato dia manome zo ny tompony ao anaty ny toeram-pitrandrahana izay ananany fanomezan-dàlana ary mandritra ny fotoana mampanan-kery azy :

1. ny zo feno hitrandraka ny akora izay ananany fanomezan-dàlana ;
2. ny zo hitatitra na mampanao fitaterana ny akora nihadiana hatrany amin'ny toerana fitobiana na famatrarana ;
3. ny zo hamarotra ny akora nohadiana eo amin'ny tsena anatin'ny.

Andininy 223. Ny fe-potoana mampanan-kery ny fanomezan-dàlana hitrandraka ny toeram-bato mampiasa ny fahaizana ny asa tàmàna dia iray (01) taona azo havaozina matetika izany.

Andininy 224. Ny fangatahana ny fanomezan-dàlana hitrandraka ny toeram-bato rehetra dia ampitahin'ny Kaominina voakasika eo anivon'ny Fitantanana-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany, mba fakan-kevitra ara-teknika.

Ny Fitantanana-draharaham-panjakana misahan ny harena ankibon'ny tany, aorian'ny fandinihana ny antotan-taratasy, manome ny heviny ara-teknika ary mamerina ny antotan-taratasy izay nanaovana fangatahana, any amin'ny Kaominina, raha toa ka ity farany mikasika ny fitrandrahana ny toeram-bato mampiasa ny fahaizany ny asa tàmàna manokana.

Ankoatr'izany ny fangatahana dia atodika any amin'ny fametrahana ny antotan-taratasy momba ny fangatahana ny Fahazoan-dàlana.

Andininy 225. Ny fanavaozana ny fanomezan-dàlana momba ny fanokafana ny toeram-bato mampiasa ny fahaizana ny asa tàmàna dia ekena ka atao mitovy fepetra amin'ny fanomezana izany, ary ny Kaominina voakasika no manome an'izany.

Andininy 226. Ny fanomezan-dàlana ara-tontolo iainana dia omen'ny manam-pahefana mahefa misahana ny tontolo iainana eo anivon'ny Ministera misahana ny harena ankibon'ny tany alohan'ny fanomboana ny fitrandrahana sy isaky ny fanavaozana ny fanomezan-dàlana avy amin'ny Kaominina.

Andininy 227. Ny Kaominina voakasika dia tompon'andraikitra ny fitantanana sy ny fanarahamaso ara-panjakana ny asa atao eo amin'ny toeram-bato mampiasa teknika artizanalany ao anatin'ny faritra iadiadiany.

Andininy 228. Ny Fitaleavam-paritra na ny Fitaleavana iraisam-paritra misahana ny harena ankibon'ny tany voakasika dia tompon'andraikitra amin'ny fanaraha-maso sy fanamarinana amin'ny sehatry ny fahadiovana, ny fahasalamana sy filaminana, ary ny tontolo iainana sy ny sosialin'ny toeram-bato, araka ny lalàna mifehy ny tontolo iainana manan-kery.

TOKO II

NY AMIN'NY TOERAM-PITRANDRAHANA VATO INDUSTRIALY

Andininy 229. Ny fitrandrahana ny toeram-pitrandraham-bato indostrialy dia atao amin'ny alalan'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka omen'ny Birao misahana ny sora-pananana momba ny harena ankibon'ny tany, ary manaraka ny fitsipaka momban'izany.

Andininy 230. Na izany aza, ny fitrandrahana ny fiandronana nindramina dia atao amin'ny alalan'ny fanomezan-dàlana avy amin'ny Kaominina misy ny fitrandrahana.

Andininy 231. Ny vokatry azo avy amin'ny asa momba ny toeram-bato indostrialy dia azo haondrana any ivelany, mitovy amin'ny vokatry hafa momba ny harena ankibon'ny tany azo avy amin'ny PE.

Andininy 232. Ny fitrandrahana ny akoran'ny toeram-bato indostrialy dia tsy maintsy manaja ny dingana ara-panjakana momba ny fanambarana sy fanamarina ny fitoviana, eo anivon'ny Ministera misahana ny harena ankibon'ny tany.

LOHATENY V NY AMIN'NY FITSIPIKA MIFEHY NY SISAN-KARINGARINA SY IREO AKORA TSY AHITANA TOBY MARO

TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY FITSIPIKA MIFEHY NY SISAN-KARINGARINA

Andininy 233. Noho ny filàna azy ireo ara-tsiantifika, indrindra indrindra amin'ny famantarana ny taonan'ireo rihana rakotra faika na koa amin'ny fanavahana ara-haibolan-tany ny faritra iray, ny tobin-tsisan-karingarina dia fehezin'ny fitsipika manonaka.

Ny tobin-tsisan-karingarina dia afaka kilasiana ho sokajy telo (3):

- ny tobina sisan-karingarina kilasy voalohany;
- ny tobin-tsisan-karingarina kilasy faharoa ary
- ny tobin-tsisan-karingarina kilasy fahatelo.

Ny lisitr'ireo tobin-tsisan-karingarina kilasy voalohany, tobin-tsisan-karingarina kilasy faharoa, tobin-tsisan-karingarina kilasy fahatelo dia voafaritry ny didy amam-pitsipika.

Andininy 234. Ny tobin-tsisan-karingarina kilasy voalohany dia tafiditra ao anatin'ny harem-pirenena.

Misy ny karazan-javatra tsy fahita firy intsony na miavaka ny toerana misy azy ao anatin'ny rihan-tany vokatry ny fiforonana ara-haibolan-tany izy ireo.

Andininy 235. Ny tobin-tsisan-karingarina kilasiana faharoa dia misy ireo karazan-javatra tsy fahita firy intsony, nefa hita anatin'ny rihan-tany ara-haibolan-tany maro.

Azo amoahana fanomezan-dàlana hanao fandinihana ara-tsiantifika sy hakana santionan-javatra izy ireo.

Rehefa vita ny fandinihana natao dia tsy maintsy mandefa any amin'ny manampahefana nanome ny fanomezan-dàlana ny vokatry ny fandinihana nataony ireo tompon'ny fanomezan-dàlana.

Andininy 236. Ny tobin-tsisan-karingarina kilasiana kilasy fahatelo, dia azo angonina rehefa mahazo Fahazoan-dàlana hanangona, izay omen'ny fitaleavam-paritra na ny fitaleavana iraisam-paritra misahana ny harena ankibon'ny tany, mifanaraka amin'ny paik'ady voafaritry ny didy amam-pitsipika.

Ny faharetany dia iray taona, azo havaozina im-betsaka amin'ny faharetany mitovy, ary amin'ny fatrany vokarina vofaritry mialoha.

Andininy 237. Na dia eo aza ireo fepetra voalaza etsy aloha, dia mety hisy sisan-karingarina ho raràna ny fitrandrahana sy famarotana azy noho ny tombontsoa ara-tsiatifika lehibe ananany.

Amin'ny alalan'ny Didim-panjakana raisina eny anivon'ny Filankevitry ny Governemanta no amerana ny lisitra mitanisa azy ireo.

TOKO II NY AMIN'NY AKORA MAHALANA NY TOBINY

Andininy 238. Ny fitrandrahana ireo akora mahalana ny tobiny, indrindra ny aragonite, ny selestita sy ny septaria dia tanterahina amin'ny alalan'ny Fahazoan-dàlana PREA, izay omena an'ireo vondrona mifanaraka amin'ny voalazan'ny andininy faha -142 mankany, an'ity fehezan-dàlana ity.

Ho an'ny fitrandrahana ireo akora ireo ao anaty vakim-paritra, dia tsy maintsy miankiana amin'ny fankatoavan'ny tompon'ny fahazoan-dàlana hitrandraka harena ankibon'ny tany voakasika, fahazoan-dàlana hitrandraka harena ankibon'ny tany ho an'ny mpitrandraka madinika teratany (AMEA), mifanaraka amin'ny voalaza ao amin'ny andininy faha -28 sy faha- 29 ao amin'ity fehezan-dàlana ity.

Andininy 239. Ny lisitr'ireo akora mahalana ny tobiny dia faritana amin'ny alalan'ny Didim-panjakana raisina eo anivon'ny filan-kevity ny Governemanta.

LOHATENY VI NY AMIN'NY ANDRAIKITRA MIFAMATOTRA AMIN'NY ASA FITRANDRAHANA NY HARENA ANKIBON'NY TANY

TOKO VOALOHANY NY ANKAPOBENY

Andininy 240. Aorian'ny fahazoana ny Fahazoan-dàlana hitrandraka ny harena ankibon'ny tany ary alohan'ny hanombohana ireo asa fandraharahana, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka harena ankibon'ny tany dia tsy maintsy mametraka

dika mitovy ny Fahazoan-dàlana hitrandraka harena ankibon'ny tany, voamarin'ny BCM, izay anomezany taratasy manamarina fa voarain'izy ireo izany, ary koa ny amin'ny Fahazoan-dàlana ara-tontolo iainana na ny fanomezan-dàlana ara-tontolo iainana arakaraka ny zava- misy, eny anivon'ny Kaominina, ka anomezan'ity farany taratasy manambara fa voarainy izany.

Andininy 241. Ny Bokin'andraikitra ny harena ankibon'ny tany ananan'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia ahitana « Drafitra fiantohana andraikitra ny orinasa » (PRSE), izay volavolaina arakaraka ny karazan'ilay Fahazoan-dàlana, ny hangazany sy ny dingan'ny vitan'asa hitrandrahana ny harena ankibon'ny tany, ary azo hahitsy arakaraka ny fivoaran'ny asa izay ho atao.

Andininy 242. Ny « drafitra fiantohana andraikitra ny orinasa » (PRSE), izay voamarin'ny fifanarahana eo amin'ny telo tonta, ahitana ny mpandraharaha, ny vondrom-piarahamonina ao an-toerana ary ny tompon'andraikim-panjakana, izay ahitana :

- ny fampiasam-bola ara-tsosialy ;
- ireo fotodrafitr'asa fototra mifandraika indrindra amin'ny fahasalamana, fianarana, angovo, ny fitaterana, ny fambolena miankina amin'ny fanondrahana;
- ny votoaty ifotony.

Andininy 243. Ny votoaty ifotony dia ahitana:

- ny fanaovana laharam-pahamehana ny mpamatsy eo an-toerana sy ny fanomezan-danja ny fizotran'ny famatsiana eo an-toerana;
- ny tetikasa fampandrosoana ny traikefa eo an-toerana sy ny fanamafisana ny fahaiza-manao;
- raha samy mitovy ihany ny traikefa, dia atao laharam-pahamehana ny fandraisana miasa ireo olona eo an-toerana;
- ny fampandrosoana ireo seha-pihariana mampidi-bola.

Andininy 244. Raha toa ka tsy mifanohitra amin'izay adidy voalaza ao anatin'ny bokin'andraikitra ny harena ankibon'ny tany, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka harena ankibon'ny tany tsirairay dia malalaka handray fanampahan-kevitra mba hahafana manatanteraka an-tsakany sy an-davany ny andraikitra ny orinasa (RSE).

Andininy 245. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia mandray fepetra momba ny fiarovana sy fandriam-pahalemana mahomby amin'ny vakimparitra ananany na ny fiandronana-mineraly.

Ny fomba fanantaterahana sy ny fenitra mifandraika amin'izany dia faritan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 246. Ireo tany izay nanomezana Fahazoan-dàlana lany andro, ka tsy nisy fanavaozana, na tsy nisy famadihana, na nosintonina na nafoy dia tsy afaka amin'ireo adidy tokony hatao aminy raha tsy tanteraka avokoa ny fametrahana ny fiarovana, ny filaminana sy fiarovana-ara-tontolo iainana, izay nanaovan'ny tompony fanekena, sy izay rehetra notakian'ny Fitantanan-draharaham-panjakana momba ny harena ankibon'ny tany mba ho fampiharana ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 247. Ny Fitantanan-draharaham-panjakana momba ny harena ankibon'ny tany sy ny Vondrom-bahoakam-paritra Itsinjaram-Pahefana, dia miantoka ny fanaraha-maso ny fanatanterahana ireo adidy tsy maintsy ataon'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana ao amin'izy ireo tsirairay avy, izany dia mifototra amin'ny fandinihana ireo tatitra ataon'ity farany, sy amin'ny alalan'ny fidinana ifotony eny amin'ny toeram-pikarohana sy/na toeram-pitrandrahana.

Andininy 248. Ireo asa rehetra nanomezana zo tamin'ny alalan'ny Fahazoan-dàlana momba ny harena ankibon'ny tany dia tsy maintsy anaovana firaketana an-tsoratra eny anivon'ny BCMM, ary misy sarany aloa efa voafaritry ny amin'izany, ka didim-pitondrana raisin'ny Minisitry misahana ny Harena ankibon'ny tany no mamaritra ny mari-bola aloa amin'izany, izay tsy mifanohitra amin'ireo vola takiana rehetra manaraka ny lalàna sy ny didy amam-pitsipika tokony ho alaina.

Andininy 249. Ny orinasa manana Fahazoan-dàlana dia tsy maintsy manao ny firaketana an-tsoratra eny amin'ny BCMM, ny fanovàna rehetra mahavoakasika ny sata mifehy ny orinasa, fara-fahatarany 30 andro manomboka amin'ny daty anaovana ny fanovàna.

Ny tsy fanajana ny voalaza ao amin'ny andalana teo aloha dia sokajiana ho tsy fanajana ny fifanarahana napetraka ao anatin'ny Bokin'andraikitra ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 250. Ny fivarotana ankolaka ny ampahany amin'ny petra-bola, nataon'ny orinasa reniny, tompon'ny fahazoan-dàlana hitrandraka, dia tsy maintsy anaovana fanambarana eny anivon'ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny hetra sy ny BCMM ka izy ireo no mampahafantatra ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany ny amin'izany.

Ireo zo sy haba alaina amin'ny fivarotana ankolaka dia fehezin'ny lalàna sy didy amam-pitsipika manan-kery.

Andininy 251. Ny tsy fanatanterahan'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana ireo adidiny ireo dia mahavoasazy araka ny voalaza ao amin'ny Toko voalohany sy faharoa ao amin'ny Lohateny faha-X amin'ity Fehezan-dalàna ity.

TOKO II NY AMIN'NY FIAROVANA NY TONTOLO IAINANA

Andininy 252. Ireo olona rehetra nahazo Fahazoan-dàlana sy fanomezan-dàlana natokana ho an'ny mpitrandraka mampiasa teknika artizanal (AMEA) dia tsy maintsy manaja ny lalàna momba ny fiarovana ny tontolo iainana.

Andininy 253. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana rehetra dia tsy afaka manomboka ny asa mifandraika amin'ny harena ankibon'ny tany raha tsy mahazo ny fanomezan-dàlana ara-tontolo iainana na Fahazoan-dàlana ara-tontolo iainana, arakaraka ny tranga miseho.

Ka amin'izany, ny fanombohana ny asa fitrandrahana sy raha misy, fikarohana vaovao, amin'ny alalan'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka, dia mila antotan-taratasy momba ny Fandinihana ny Fiantraikan'ny Tontolo iainana (EIE) izay apetraka ao amin'ny sampan'asa misahana ny tontolo iainana eo amin'ny Ministera misahana ny Harena ankibon'ny tany ary hamarinin'ny manam-pahefana mahefa amin'ny sehatry ny tontolo iainana.

Ny fanombohana ny asa fikarohana na fitrandrahana arakaraka ny tranga misy eo, amin'ny alalan'ny PR na PREA, dia ialohavan'ny fankatoavana ny fanekena hita ao amin'ny antotan-taratasy momba ny Fandaharan'asa Miantoka ny Tontolo iainana (PEE), izay ataon'ny sampan'asa misahana ny tontolo iainana eo amin'ny Ministera misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Na izany aza anefa, ho an'ny PR, ny Fandinihana ny Fiantraikan'ny Tontolo iainana dia takiana arakaraka ny tahan'ny fizotran'ny asa, izany dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 254. Ny isam-batan'olona na orinasa rehetra manatanteraka fandraharahana harena ankibon'ny tany ao anaty vakim-paritra voatondro, dia tsy maintsy mandray ireo fepetra fiaroavana ilaina mba hampihenana sy hanarenana ny fahavoazana mety hateraky ny fandraharahana izay ataony.

Ireo olona voalaza ireo dia tompon'andraikitra amin'ny fahapotehan'ny tontolo iainana izay ateraky ny fandraharahana ataon'izy ireo.

Andininy 255. Ny fanatanterahana ireo asa rehetra mifandray amin'ny asa fitrandrahana harena ankibon'ny tany ao antin'ny vakim-paritra voa-tondro, anisan'izany ny asa fanorenana sy asa fanatsarana ireo fotodrafitrasa ilaina amin'izany, dia tanterahina araka ilay drafim-piantohana ara-tontolo iainana (PEE) izay efa novolavolaina mialoha sy narafitra, manaraka ny fombafomba araka ny didy aman-dalàna sy ny fitsipika amin'izany sehatra izany.

Ny modelin'ny antotan-taratasy ilaina amin'ny drafim-piantohana ara-tontolo iainana PEE dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 256. Ny olona rehetra nahazo Fahazoan-dàlana dia manomana mialohany antoka ara-tontolo iainana natokana ho an'ny fanarenana sy fiarovana ny tontolo iainana ary ihany koa ny fambolena-kazo.

Ny famaritana sy ny fomba fanatanterahana izany antoka izany dia faritana amin'ny Didim-panjakana raisina eo anivon'ny Filankevitry ny Governemanta

Andininy 257. Mba ahafahana miala amin'ny adidy fanarenana ny tontolo iainana, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia tsy maintsy mahazo taratasy manamarina ny

fahavitana izany avy amin'ny tompon'andraikitra izay nanome ny Fahazoan-dàlana ara-tontolo iainana, aorian'ny fidinana ifotony anaporofaana ny fahavitan'ireo asa fanarenana.

Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana sy ireo izay mety manan-jo amin'izany dia mbola mijanona ho toy ny tsy nahavita ny andraikitra ara-tontolo iainana raha mbola tsy nanamarina ny fahazoana taratasy fanamarinana ny fahavitana ireo adidy ara-tontolo iainana mifanaraka amin'izany.

Andininy 258. Ho an'ireo mpisitraka ny Fanomezan-dàlana hitrandraka harena ankibon'ny tany mampiasa teknika artizanaly (AMEA), Fanomezan-dàlana hitrandraka volamena mampiasa teknika artizanaly sy - Fanomezan-dàlana hanangona, ny fandraharahana ataon'izy ireo dia tanterahina manaraka ny fanajana ireo adidy ara-tontolo iainana manokana, voafaritry ny didim-panjakana noraisiana teo anivon'ny Filan-kevitra ny Governemanta.

TOKO III

NY AMIN'NY ARO VOINA, NY FIAROVAM-PAHASALAMANA ARY NY LOZA ATERAKY NY ASA

Andininy 259. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia tsy maintsy mitrandraka araka izay tokony ho izy ny fiandronana- mineraly ary manaraka ireo fepetra ankapobeny na manokana izay mety andidiana mba hanatsarana bebe kokoa ny fampiasana ny akora.

Ho raiketina amin'ny alàlan'ny didy amam-pitsipika arakaraka ny ilàna izany ny mikasika ny fanaovana ny asa amin'ny tobin'akoran-karena ankibon'ny tany sy ny asa fihadiam-bato, mba hiantohana ny tsy fahasimban'ny ambon'ny tany sy ny fiarovana ny tontolo iainana, ny aro voina sy ny fiarovam-pahasalaman'ny olona ampiasaina, ary koa ny fiarovana ny na ireo tobin'akora mineraly manodidina.

Raha misy ny tsy fanatanterahan'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana ireo voalazan'ity andininy ity, ny fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany dia afaka mandidy ny amin'ny handraisana fepetra vaovao mba ho fanitsiana.

Andininy 260. Araka ny rijan-teny manan-kery, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia tsy maintsy manaja ny fitsipika mikasika ny fiarovam-pahasalamana, ny fahadiovana, ny fahasalamam-bahoaka, ny aro voina eo am-perin'asa, ny fiarovana amin'ny tana, ny zon'ireo tompom-pananana manokana na iombonana, ny trano fivavahana na mirakitra kolotsaina, eo ampanatanterahana ny asa amin'ny tobin'akoran-karena ankibon'ny tany sy amin'ny asa fihadiam-bato.

Andininy 261. Noho ny antony aro voina, ny fanokafana na fanakatonana tobim-pikarohana na fitrandrahana akoran-karena ankibon'ny tany na fihadiam-bato rehetra, ny fanaovana taozava-baventy any amban'ny tany rehetra, sy ny asa fikarohana ara-haibolan-tany na mikasika ny akoran-karena ankibon'ny tany rehetra, na inona na inona antony, dia tsy maintsy ampahafantarina mialoha ny Minisitery misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Andininy 262. Ny loza rehetra mitranga eo amin'ny tobin'akoran-karena ankibon'ny tany na eo amin'ny fihadiam-bato na eo amin'ny toerana miankina amin'izy ireo, dia tsy maintsy ampahafantariny tompon'ny fahazoan-dàlana, ao anatin'ny fotoana farany izay fohy ireo Minisitera miandraikitra isanisany avy ny Harena ankibon'ny tany, ny Asa ary ny Fahasalamam-bahoaka ary koa ny tobin'ny zandarimaria sy ny polisim-pirenena mahefa any an-toerana.

TOKO IV

NY AMIN'NY FIAROVANA ZO MAHA-OLONA, NY ZON'NY ANKIZY SY NY FAMETRAHANA NY MIRALENTA EO AMIN'NY SEHATRY NY HARENA ANKIBON'NY TANY

Andinint 263. Ny fanomezana ny Fahazoan-dàlana sy ny fanomezana fanomezan-dàlana hafa rehetra amin'ny sehatry ny harena ankibon'ny tany voalazan'ity fehezandalàna ity dia tsy tokony hisy fanavakavahana mifototra amin'ny maha lahy sy ny maha vavy.

Andininy 264. Ireo tompon'ny Fahazoan-dàlana rehetra na fanomezan-dàlana amin'ny sehatry harena ankibon'ny tany, ireo mpanatanteraka asa an-tselika sy ireo mpisehatra hafa amin'ny fitrandrahana harena ankibon'ny tany dia tsy maintsy mametraka ny toeran'ny miralenta amin'ny fandraharahana izay ataon'izy ireo.

Noho izany, izy ireo dia tsy maintsy:

- manome lanja ny fahasamihafana sy ny fitovizan-jo eo amin'ny lehilahy sy ny vehivavy ao amin'ny toeram-piasana ;
- tsy manisy fanavakavahana mifototra amin'ny firazanana, ny maha lahy na maha vavy, ny fiaviana, ny fivavahana, ny maha mpikambana anaty sendikà, ny maha mpikambana anaty antoko-politika sy ny firehan-kevitra politika eo amin'ny sehatry ny asa sy ny fanendrena mpitantana rafitra sosialy sy ny mpisehatra hafa ;
- mametraka ho eo ambany fitantanana mitovy ireo mpiara-miasa: mpiasa, mpitantana, mpisehatra hafa arakaraka ny fomba fijeriny “asa mitovy sy karama mitovy” miankina amin'ny toe-batany, ny hasamponany, ny taonany na ny mahalalahy sy mahavavy ilay mpiasa;
- mametraka ny fanajana ny zo maha-olona amin'ny endriny rehetra.

Andininy 265. Tsy azo ekena amin'ny endriny rehetra amin'ny asa fitrandrahana harena ankibon'ny tany :

- ny fampiasana olona amin'ny tsy rariny ;
- ny fampiasana ankizy ankoatra ireo fepetra voalazan'ny didy aman-dalàna ny amin'ny fampiasana ankizy mihoatra ny dimy ambin'ny folo (15) taona hanao asa maivamaivana;
- ny fampiasana ankizy amin'ny fanararaotan ara-nofo;
- ireo endrika fampijaliana rehetra amin'ireo sokajiana ho marefo sy kilemaina

- ny famporisihana na ny fanafoanana ireo herisetra mifotra amin'ny maha lahy sy maha vavy;

Misy ireo sazy voalazan'ny lalàna manokana mifehy izany.

TOKO V

NY AMIN'NY FANORENANA SY NY FIKOJAKOJANA NY FOTO-DRAFITRASA

Andininy 266. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia mahazo manorina sy mikojakoja ireo fotodrafitrasa rehetra ilaina amin'ny asa mifandraika amin'ny Fahazoan-dàlana na amin'ny fanomezan-dàlana momba ny tontolo iainana mifanaraka aminy, araka ny fepetra voalaza ato amin'ity Toko ity.

Andininy 267. Ny fotodrafitrasa rehetra aorin'ny tompompahazoan- dālana dia anaovana mari-drafitra mialoha izay atolotra ny manampahefana amin'izany mba ho ankatoavina, rehefa avy nahazo ny faneken'ny manampahefana eo amin'ny vondrom-bahoakam-paritra

Andininy 268. Raha tsy manohintohina ny fitrandrahana, ny lalàna nosokafan'ny tompon'ny fahazoan-dalàna ao anatiny na any ivelan'ny vakim-paritra dia azon'ireo orinasa momba ny harena ankibon'ny tany na orinasa taozavatra na orinasa misahana varotra eo amin'ny manodidina ampiasaina rehefa nanaovany fangatahana, ary mety azo sokafana ho an'ny besinimaro, ary izany dia sandaina araka ny ifanarahan'ny roa tonta.

Andininy 269. Ny fotodrafitrasa ahitan'ny besinimaro tombotsoa izay naorin'ny tompom-pahazoan-dàlana, ka mijanona eo an-toerana amin'ny fotoana fahataperan'ny hery ananan'ny fahazoan-dàlany, dia miditra ho isan' ny fananam-panjakana.

TOKO VI

NY AMIN'NY REJISTRA SY NY FANAOVANA TATITRY NY FANDRAHARAHANA

Andininy 270. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia tsy maintsy mampifanaraka ireo antotan-taratasy takian'ny fitantanan-draharaham-panjakana amin'ny filàna isan'andro, sy izay voafaritry ny didy fampiharana ity Fehezan-dalàna ity.

Anisan'izany:

- ireo antotan-taratasy rehetra ilaina amin'ny ivon-toeram-pikarohana na fitrandrahana harena ankibon'ny tany ;
- ireo antotan-taratasy firaketana ny kaontim-bola mifanaraka amin'izany ny amin'ny antanan-tohatra lalovan'ny fandraharahan'ny tompom-pahazoan-dalana ;
- ireo tatitra izay tsy maintsy ataon'ny tompom-pahazoan-dalana isam-banim-potoana ;
- ireo antotan-taratasy mirakitra ny fomba fanatanterahana ny fivarotana, ny fitaterana, ny fifanakalozana ara-barotra, ny fanodinana ireo akoran-karena ankibon'ny tany.

Andininy 271. Ny karazana tatitra ilaina avy amin'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana, izay voalaza amin'ny andiny eo aloha, dia ireto manaraka ireto :

- ny amin'ny Tatitra atao isam-banim-potoana ;
- ny amin'ny tatitra momba ny fandaniana, ny amin'ny tatitra ara-tekinka sy ny tatitra amin'ny fandrosoan'ny asa fikarohana efa vita nandritra ny fotoam-pikarohana ;
- ny tatitra amin'ny fandinihana ny maha azo tanterahina, nandritra ny famadihana ny Fahazoan-dàlana hanao fikarohana PR ho lasa Fahazoan-dàlana hitrandraka PE na fahazoan-dàlana hitrandraka natokana ho an'ny mpitrandraka madinika teratany PREA.

Didy amam-pitsipika no mamaritra ny ohatr'ireo tatitra ireo.

Andininy 272. Ireo antotan-taratasy ireo, aorian'ny fandinihana ny hanala ireo famantarana manokana dia afaka avadika ho lasa lamina ara-paik'ady mirindra apetraka sy kirakirain'ny fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

TOKO VII

SARAM-PANDRAHARAHANA AMIN'NY HARENA ANKIBON'NY TANY, ALOA ISAN-TAONA ISAKY NY EFAMIRA

Andininy 273. Ireo tompon'ny Fahazoan-dàlana rehetra mitana efamira iray na maromaro voasoratra ao anatiny dia tsy maintsy mandoa saram-pandrarahana amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany aloa isaky ny efamira, isan-taona izay voasoratra ao amin'ny sarin-tany "*retombes minières*" kadastraly.

Andininy 274. Ny Fahazoan-dàlana andalam-panafoanana dia tsy andoavana saram-pandrarahana amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany intsony.

Andininy 275. Ny vola azo avy amin'ny saram-pandraharahana amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany isaky ny efamira isan-taona isakin'ny Fahazoan-dàlana omena dia tsinjaraina ho an'ny :

- Tetibolam-panjakana ankapobeny ;
- Faritany voakasika ;
- ireo Faritra voakasika ;
- ireo Kaominina voakasika ;
- Birao miandraikitra ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany (BCMM) ;
- Ivon-toerana momba ny volamena eto Madagasikara (COM) ;
- Kaomitim-pirenena misahana ny harena ankibon'ny tany (CNM) ;
- Hetsika ho an'ny fangaraharaha ho an'ny indostriam-pitrandrahana ;
- Vondrona misahana ny fandinihana ara-haibolan-tany sy ny fandraharahana harena ankibon'ny tany ;

- Vondrona misahana ny fitiliana sy ny fanamarinana ny akoran-karena ankibon'ny tany.

Ny taha fizarana ireo vokatr'ireo dia faritana amin'ny didim-panjakana raisina eo anivon'ny filan-kevitra ny Governemanta.

Andininy 276. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia tsy mandoa ny saram-pandrarahana amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany aloa isaky ny efamira, isan-taona fara- fahatarany any amin'ny fifaranan'ny faha enim-bolana ny taona diavina.

Raha tsy voaloha amin'ny fotoana voatondro handoavana azy araka ny volaza ao amin'ny andalana teo aloha, dia miroso amin'ny fanafoanana ny fahazoan-dàlana, mifanaraka amin'ny volaza ao amin'ny Toko voalohany ao amin'ny Lohateny faha - X ao amin'ity fehezan-dalana ity.

Raha misy ny filaminan'izany, ny vola izany aloa dia ampiarahina amin'ny zana-bola ara-tsazy ka ny tahan'izany dia apetraka ho 2% roa isan-jaton'ny maribola fototra, isam-bolana arakaraka ny fahatarana, ny volana rehetra diavina dia sokajiana ho toy ny volana efa tapitra, ny zana-bola alaina dia tsy mihoatra ny dimampolo (50%) isan-jaton'ny mari-bola fototra.

Andininy 277. Ny fombafomba fanatanterahana ny fitakiana ny saram-pandraharahana amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany isaky ny efamira isan-taona dia faritana amin'ny didy amam-pitsipika.

Ny mari-bola vaovao dia hamarinina amin'ny fanapahan'ny Birao miandraikitra ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany (BCMM).

Andininy 278. Raha toa ka mangataka famadihana amin'ny am-pahany ny Fahazoan-dàlana hitrandraka ny tompon'ny fahazoan-dàlana, ny vakim-paritra voakasika dia manaraka, aorian'ny famadihana, ny taha ampiharina amin'ny saram-pandrarahana amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany isaky ny efamira alaina amin'ny Fahazoan-dàlana mifanaraka amin'izany.

Noho izany, tsy misy ny fangatahana fameranam-bola na fanonerana azo raisina.

Andininy 279. Ny saram-pandrarahana amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany isaky ny efamira alaina isan-taona dia aloa eny amin'ny Birao miandraikitra ny Sora-pananana momba ny Harena ankibon'ny tany (BCMM).

Ity farany izany manome taratasy fanamarinana fandoavam-bola an'ilay tompon'ny Fahazoan-dàlana amin'ny fotoana anaovana ny fandoavam-bola, ary mandefa ny anjarany avy any amin'ireo mpisitraka izany.

TOKO VIII

NY AMIN'NY TAHIRIM-BOLAN-KARENA ANKIBON'NY TANY HO AN'NY FAMPIASAM-BOLA SOSIALY SY IOMBONANA

Andininy 280. Ny mpandraharaha rehetra eo amin'ny sehatry ny harena ankibon'ny tany amin'ny fotoana anomezana azy ny Fahazoan-dàlana natokana ho an'ny mpitrandraka mampiasa teknika artizanal (PREA) na ny Fahazoan-dàlana hitrandraka (PE) dia mandray anjara amin'ny tahirim-bolan-karena ankibon'ny tany ho an'ny fampiasam-bola sosialy sy iombonana (FMISC).

Andininy 281. Ny fandraisana anjara ao amin'izany tahirim-bola dia :

- ho an'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka harena ankibon'ny tany natokana ho an'ny fitrandrahana madinikia PREA: ny mari-bola dia voafetran'ny didy amam-pitsipika ;
- ho an'ny Fahazoan-dàlana hitrandraka PE: 3% telo isan-jaton'ny mari-bolan'ny fampiasam-bola mivantana voatondro tany amin'ny fandinihana mialoha ny maha azo tanterahina napetraka miaraka amin'ny fangatahana Fahazoan-dalana ho an'ny fandrosoana sy ny fitaovana niatombohan'ny fitrandrahana.

Ankoatr'izany, misy ny fametrahana ny fampifanarahana ny mari-bola amin'izany fandraisana anjara izany izay lazaina amin'ny fanaovana fandinihana fandraharahanana any aoriana amin'ny fanomezana Fahazoan-dàlana hitrandraka harena ankibon'ny tany.

Izany fandraisana anjara izany dia afaka avadika renivola azo ampiasaina sy famerenena ny renim-bola nampiasaina mba hikajiana ny vola miditra itataovan-ketra amin'ny vola miditra amin'ny olona tsirairay sy ny orinasa. Ny fotoana sy ny paika anatanterahana ny famerenana ny renim-bola nampiasaina dia faritana amin'ny didim-panjakana.

Andininy 282. Ny amin'ny tahirim-bolan-karena ankibon'ny tany ho an'ny fampiasam-bola sosialy sy iombonana dia tantanana ao anaty fangaraharana miaraka amin'ny vondron'olona sy ireo manampahefana any amin'ny Vondrom-bahoaka Itsinjaram-Pahefana.

Ny fepetra sy fomba fahazoana azy, ny fanatanterahana sy ny fitantanana izany tahirim-bola izany dia farita amin'ny didim-panjakana raisina eo anivon'ny Filankevitry ny Governemanta.

TOKO IX IREO SARA SY HABA MANOKANA ALOA AMIN'NY AKORAN-KARENA ANKIBON'NY TANY

Andininy 283. Arotsaka ao amin'ny kitapom-bolam-panjakana, ireo ratsamangaikany sy ny Vondrom-bahoaka Itsinjaram-Pahefana, alaina miaraka, antsoina hoe sara sy haba manokana amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany (DTSPM), amin'ny taha 5% amin'ny vidin'ny akoran-karena ankibon'ny tany eo ampanondranana.

Ireo sara sy haba manokana ireo dia ahitana tamberin'andraikitra amin'ny tahany 1,5 % miditra amin'ny Vondrom-bahoaka Itsinjaram-Pahefana (CTD), sara alaina amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany amin'ny tahany 3,5 % ho an'ny Fanjakana foibe sy ny rantsamangaikany rehetra.

Ampahatsiahivina fa ireo orinasa rehetra misehatra amin'ny harena ankibon'ny tany fehezin'ity fehezan-dalana ity dia manaraka ny lalàna mana-kery voalaza ao amin'ny fehezan-dalana mifehy ny fandoavan-ketra.

Andininy 284. Ny famaritana ireo sara sy haba manokana amin'ny ankoran-karena ankibon'ny tany izay ho aondrana dia apetraka manaraka ny FOB mifototra amin'ny vidiny any amin'ny iraisam-pirenena amin'ny fotoana anaovana ny fanondranana. Izany vidiny izany dia apetrakain'ny sampan-draharaha manokana eo anivon'ny Ministera misahana ny Harena ankibon'ny tany, miara-miasa akaiky amin'ny sampan-draharahan'ny Fadintseranana.

Andininy 285. Tsy misy ny sara alaina amin'ny harena ankibon'ny tany ankoatra ireo izay voalaza ato anatin'ity fehezan-dalàna ity, amin'ny endriny rehetra anisan'izany ny famoahana azy eto amin'ny lafin-tany.

Andininy 286. Ny sara sy haba manokana alaina amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany dia afaka aloan'ny:

- tompon'ny Fahazoan-dàlana ho an'ny vokatry avy amin'ny vakim-paritra .;
- tranom-barotra momba ny volamena, ireo mpanangom-bokatra, ho an'ny vokatry avy amin'ny fitrandrahana volamena mampiasa ny fahaizana ny asa tana ;
- ireo Vondrona ;
- ireo mividy izy mbola hivarotra .

Andininy 287. Tsy tafiditra ao anaty fikajiana ny sara sy haba manokana amin'ny harena ankibon'ny tany ny habetsahan'ny akoran-karena izay ampiasain'ny mpitrandraka madiodio amin'ny asa fikarohana izay ataony na ny asa fitrandrahana, ary voamarina.

Andininy 288. Araka ny voalazan'ity fehezan-dalàna ity, raha toa ka efa voadina ireo akora voatrindraka, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia misitraka fampihenana 30% amin'ny tahan'ny sara sy haba manokana amin'ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 289. Ho an'ireo varotra eto anatiny, ny famaritana ireo sara sy haba manokana amin'ny harena ankibon'ny tany dia apetraka araka ny tombam-bidin'ny vokatry ny harena ankibon'ny tany eto an-toerana, izay apetraka isam-potoana amin'ny alalan'ny didim-pitondra raisin'ny Minisitry misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Andininy 290. Ny vola azo avy amin'ny tamberim-bidy dia tsinjaraina ho an'ny tetibolan'ny Kaominina, ny/ireo Faritra, ny/ireo Faritany voakasika ary ho an'ny tahirim-bolam-pirenena ho an'ny fampandrosoa tsy mitanila.

Ny taha fitsinjarana izany dia faritana amin'ny didim-panjakana noraisina teo anivon'ny Filankevitry ny Governemanta.

Andininy 291. Ny vola azo avy amin'ny sara alaina amin'ny harena ankibon'ny tany dia arotsaka ao amin'ny Tetibolan-panjakana Ankapobeny.

Ny ampahany dia afaka averina indray any amin'ny Vondron-draharaham-panjakana miasa amin'ny sehatry ny harena ankibon'ny tany.

Ny anjara zara-volan'ny Tetibolam-panjakana Ankapobeny dia natokana amin'ny ankapobeny ho an'ireo fampiasam-bola sosialy sy ireo fikambanan'olona.

Ireo fomba fampiharana ity andininy ity dia hatao amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 292. Ireo fepetra fototra amin'ny famoriana ireo Sara sy Haba manokana amin'ireo Vokatry ny Harena ankibon'ny tany dia raiketina ao amin'ny Didim-panjakana raisina ao anivon'ny Fila-kevity ny Governemanta.

Ireo fomba fampiharana ny famoriana ireo Sara sy Haba manokana amin'ny Vokatry ny Harena ankibon'ny tany dia raiketina amin'ny alalan'ny didim-pitondrana iraisan'ny Minisitry misahana ny Tetibola, ny Minisitry misahana ny Harena ankibon'ny tany ary ny Minisitry misahana ny Fanapariaham-pahefana.

Andininy 293. Raha toa ka ny Vokatry ny harena ankibon'ny tany voatrandraka dia avy amin'ny faritra samihafa ny toeram-pitrandrahana mizarazara amina Kaominina maromaro sy/na Faritra, ny fomba fizarana ireo vola miditra amin'ny tamberim-bidy amin'ny harena ankibon'ny tany mifandraika amin'izany dia raiketina amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

TOKO X NY AMIN'NY FANEKENA NY FISAVANA

Andininy 294. Ireo Ivon-toeram-pikarohana tsirairay sy/na fitrandrahana harena ankibon'ny tany, ny tranom-pivarotana na fanangonana ny vokatry ny harena ankibon'ny tany mbola tsy voahodina na efa voahodina, ireo tranom-pitahirizana tsirairay an'ny mpanondrana ny vokatry ny harena ankibon'ny tany, dia tsy maintsy mandalo fisavana eo an-toerana, izay ataon'ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 295. Ny fisavana dia natao mba hanamarinana ny fahatontosan'ireo andraikitra tsy maintsy ataon'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana sy ireo mihazona Fanomezan-dàlana sy Fankatoavana ao anatin'ny sehatry ny fandraharahan'izy ireo.

Amin'ny ankapobeny, ireo antontan-taratasy sy boky tsy maintsy ananana dia tsy maintsy mandalo fisavan'ireo mpiasa misahana ny fisafonana.

Andininy 296. Ny fomba fanaraha-maso, ny fisafonana sy ny fisavana dia raiketina amin'ny alalan'ny Didim-panjakana raisina eo amin'ny Filankevity ny Governemanta

TOKOXI
NY AMIN'NY FIROTSAHANA / FIOMBONANA AMIN'NY FEPETRA FOFOTRY NY
FANGARAHARANA SY NY FITANTANANA MIRINDRA

Andininy 297. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany rehetra, mifanaraka amin'ny fenitra sy ny haavo ekena amin'ny fahitana maso an'ny Finiavana ho an'ny Fangaraharan'ny Industria Mpitrandraka (ITIE), dia manana adidy amin'ny fanajana ireo fepetra fototra sy fitakiana fangaraharana ary ny fitantanana mirindra, indrindra :

- ny amin'ny fanaovana fanambarana mifototra amin'ny antontam-baovao izay anaovana fizahana manokan'ireo ambaratonga mahefa amin'izany ;
- ny amin'ny fanambarana amin'ireo ambaratongam-pirenena misahana ny fametrahana ny fangaraharana amin'ny fandraharahana nyharena ankibon'ny tany, ireo angom-baovao rehetra mifandraika amin'ny fandoavam-bola aamin'ny Fanjakana, ao anatin'izany ny fandrosoana ara-toekarenana, ara-tontolo iainana ary sosialy ;
- ny amin'ny fanehoana ampahibemaso ireo angom-baovao mifandraika amin'ny fitompôana tanteraka ;
- ny amin'ny fanehoana ampahibemaso ireo fifanarahana sy fanomezan-dalana nifanaovana na novana, indrindra ireo angom-baovao nomena ny be sy ny maro.

Na izany aza, ny Governementa Malagasy dia afaka manapaka aty aoriana ny fidirana amin'ny fenitra hafa sy sokajy iraisam-pirenena amin'ny fangaraharana sy ny fitantanana mirindra.

LOHATENY VII
NY AMIN'IREO FIFANDRAISAN'NY TOMPON'NY FAHAZOAN-DALANA AMIN'NY
TOMPON'NY TANY SY NY FIFANDRAISAN'NY SAMY TOMPON'NY FAHAZOAN-
DALANA

TOKO VOALOHANY
NY AMIN'NY FIFANDRAISAN'NY TOMPONA-FAHAZOAN-DALANA AMIN'NY
TOMPON'NY TANY

Andininy 298. Ireo famaritana ny tompon'ny tany, ary koa ireo famaritana mifandraika amin'ny zo amin'ny fandidiana na fitanana mifandraika amin'ny tany izay misy ireo fahazoan-dalana harena ankibon'ny tany, dia izay feheziny rijan-tenin-dalana manankery amin'izany.

Andininy 299. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana harena ankibon'ny tany sy ny tompon'ny tany dia mifanaraka amin'ny alalan'ny fifanarahana an-tsoratra, ny zo aman'andraikiny tsirairay avy.

Raha tsy misy fifanarahana an-toratra, ka ny tompon'ny tany nanamboatra sangan'asa eo amin'ny velaran-tany izay angatahan'ny tompon-tany ny fisitrahana azy avy eo, ny tompon'ny fahazoan-dalana dia tsy manana zo ankoatry ny

fanoneran'ny tompon'ny tany, ireo fandaniana nataony, izay lasa tsy azo ampiasaina noho ny fanesorana azy, fanonerana omena, raha misy ny tranga, fahazoana tombontsoa izay mety ho azony tamin'izany.

Andininy 300. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana harena ankibon'ny tany amin'ny vokatry ny harena ankibon'ny tany, dia afaka mampiasa ireo akoran-karena ny fihadiam-bato ao anatin'ny vakim-paritry ny harena an-kibon'ny taniny.

Andininy 301. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia tsy maintsy mampandre ny tompon'ny tany, ny amin'ny zony hampiasa ny sombin-tanin'ilay tompon-tany izay misy ny Fahazoan-dàlana ny harena an-kibon'ny taniny; indrindra ireo tany ilaina amin'ny fandraharahany sy amin'ny indostria izay miaraka amin'izany.

Andininy 302. Ankoatry ny asa fikarohana sy fitrandrahana ifotorana, dia ao anatin'ny fandraharahana indostrialy sy ny asa voalaza atsy ambony koa, na anatin'ny na ivelan'ny vakim-paritry ny harena ankibon'ny tany:

- ny fanorenana sy ny fitrandrahana herin'aratra, fifandraisan-davitra sy taroby na ny mahakasika ny herin'aratra na koa ny fifandraisan-davitra, izay natokana tanteraka ho an'ny filany manokana ary, ary izany na dia eo aza ireo fepetra manokan'ny lalàna sy ny didy amam-pitsipika mikasika ny fandraharahany ;
- ireo tsangan'asa famonjena ka anatin'izany ny lava-drano sy ireo lalan-tsara ambanin'ny tany natokana amin'ny fanamorana ny fampidiran-drivotra sy ny fampandehanana ny rano ;
- ny fanomanana, ny fanasana, ny fanabeazam-boho, ny fikirakirana ara mekanika, simika, ara-metalorijia, na ara-bakteria an'ireo akoran-karena voatrandraka, ny fanangonana, ny fanasarahana miranoka, ny fampietonana ireo akora mora mirehitra ;
- ny fanangonana sy ny fametrahana amin'ny tranom-pitahirizana ireo vokatra sy ny faika ;
- ireo fanorenana natokana ho fonenana, ho an'ny fidiovana sy ny fitsaboana ny mpiasa ;
- ny voly fihinana natokana ho famantsiana azy ;
- ny fanorenana ny lalam-pifandraisna rehetra indrindra ireo tatatra, lakan-drano, fanarian-drano, fantsona, lalana misy tsipika, lalam-by, taro-by mihantona, seranam-pitanterana an-dranomamy, seranam-piaramanidina ;
- ny fanorenana tsatoka famantarana sy tsatoka fiafarana.

Andininy 303. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia tsy maintsy mangataka amin'ny tompon'ny tany , na amin'ireo izay manana ny zo amin'ny tany na amin'ny ireo manan-jo hioty ny vokatry ny tany ny fanomezan-dàlana :

1. ao anatin'ny vakim-paritry ny harena ankibon'ny tany, hanapaka hazo izay ilaina amin'ny asany, izay sandaina amin'ny vidiny mifanaraka amin'ny fepetry ny didy aman-dalana sy amam-pitsipika manan-kery ;
2. ao anatin'ny vakim-paritra, hanatanteraka ireo asa ilaina amin'ny fandraharahany, hanamboatra ireo lalam-pifandraisana, ireo tsangan'asa ho an'ny vonjy taitra ka hampiasa ny tany mifandraika amin'izany.

Ireo asa any ivelan'ny vakim-paritra dia tsy azo atao raha tsy voalaza fa hampiasaina ho tombontsoan'ny be sy ny maro mifanaraka amin'ireo fepetr'ity Fehezan-dalàna ity, na koa raha ny tompon'ny fahazoan-dalana dia nahazo ny fanomezan-dalana mazava avy amin'ny tompon'ny tany, avy amin'ireo tompon'ny zo amin'ny tany na ireo manan-jo hioty ny vokatra arakaraka ny tranga misy.

Andininy 304. Raha toa ny tompon'ny tany ka tsy monina amin'ny vakim-paritra nomena ny tompon'ny fahazoan-dàlana, ary izy dia tsy afaka mifandray aminy, ireo manam-pahefana an'ny CTD voakasika dia ampandrenesin'ny tompon'ny fahazoan-dàlana.

Izy ireo izany no misahana ny fampifandraisana ny tompon'ny Fahazoan-dàlana sy ny tompon'ny tany.

Andininy 305. Ireo tetikasa fanajariana ny tany sy ny fanorenana voalazan'ny andininy faha 303 etsy ambony dia afaka, amin'ny alalan'ny fangatahana alefan'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana any amin'ny Minisitera misahana ny Harena ankibon'ny tany, milaza ho mahasoana ny be sy ny maro, voatokana amin'ny tranga sy fepetra voalazan'ny fepetran'ny didy aman-dalàna sy amam-pitsipika mifandraika amin'izany, ka tsy maintsy manaraka ny fepetra manokana na fanampiny izay mety hapetraka tsy ho azo ivalozan'ny tompon'ny fahazoan-dàlana.

Ny sara, ny tambiny sy amin'ny ankapobeny ireo vesatra avy amin'ny amin'ny fombafomba amin'ny famerezan-jo amin'ny tany dia zakain'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 306. Ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia tsy maintsy manarina ireo fahavoazana izay nateraky ny asany amin'ny fananana amin'ny faritra ambonin'ny tany an'olon-tsotra na an'ny Fanjakana, ary koa ny ara-tontolo iainana.

Andininy 307. Na izany na tsy izany, ireo mpitrandraka harena ankibon'ny tany dia tsy maitsy manao fifanarahana an-tsoratra fanofan-tany

TOKO II

NY AMIN'NY FIFANDRAISAN'NY SAMY TOMPONA-FAHAZOAN-DALANA AMIN'NY HARENA ANKIBON'NY TANY

Andininy 308. Raha toa ka mitranga ny tokony hanaovana asa ilaina izay na hampifandraisana ny vakim-paritry ny harena ankibon'ny tany mba hampandehanana ny rivotra na ny fampandehanana ny rano, na fanokafana ny lalan-drivotra, ny fanamainana na ny vonjy taitra natokana ho an'ny fanampiana ny vakim-paritry ny harena ankibon'ny tany mifanila, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany dia tsy afaka manakana amin'ny fanantanterahana ny asa sy tsy maintsy mandray anjara amin'izany, ny tsirairay araka ny tombontsoany avy.

Andininy 309. Ny aro hoam-pefy iray izay manana sakany ampy dia afaka didiana mba hialana amin'ny asa fikirakirana harena ankibon'ny tany mifandray amin'ireo fikirakirana harena ankibon'ny tany mifanila izay efa misy.

Ny fanorenana ity aro hoam-pefy ity dia tsy manome fanonerana avy amin'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany ho an'ny iray ankilany.

LOHATENY VIII
NY AMIN'NY FIAZONANA, NY FITATERANA, NY FANODINANA, NY
FIVAROTANA SY NY FANONDRANANA IREO VOKATRY NY HARENA
ANKIBON'NY TANY

TOKO VOALOHANY
NY AMIN'NY FIAZONANA SY NY FITATERANA

Andininy 310. Ireo fihazonana rehetra ny vokatry ny harena ankibon'ny tany, dia tsy maintsy raiketina ao anatin'ny rejisitra izay tanana isan'andro manaraka ny antanan-tohatra voafaritry ny didy amam-pitsipika.

Andininy 311. Ankoatr'ireo tompon'ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany, ny solon-tenany voasoratra ao amin'ny Foibem-pitantanan'ny Faritra na Iraisam-paritra misahana ny harena ankibon'ny tany voakasika, dia mahazo mampiasa ny fanomezan-dàlana hivezivezy, ho azy.

Andininy 312. Ny vokatry ny harena ankibon'ny tany hazonina sy taterina ivelan'ny vakim-paritry ny harena ankibon'ny tany izay nivoahany, dia tsy maintsy ampiarahina amin'ny Fahazoan-dàlana hivezivezy sy ny taratasy fanamarinam-pahaloavana ny tamberim-bidin'ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 313. Ny Fahazoan-dàlana hivezivezy dia natao, araka ny fombafomba voafaritry ao amin'ny rijantenin-dalàna fampiharana an'ity Fehezan-dalàna ity.

TOKO II
NY AMIN'NY FANODINANA IREO ANKORAN-KARENA ANKIBON'NY TANY SY
NY FIAHADIAM-BATO

Andininy 314. Ireo fepetr'ity Toko ity dia ampiharina amin'ireo orinasa na amin'ny ampahany amin'ny orinasa indostrialy sy nentim-paharazana mampiasa ny akoran-karena ankibon'ny tany sy ny fihadiam-bato.

Ao anatin'ny orinasa voalaza amin'ny zanak'andiny teo aloha, ny mpanefy vato, sy ny mpanefy volamena ary ireo mpanefy firavaka.

Andininy 315. Ny fanodinana ny vokatra ny harena ankibon'ny tany ataon'ireo orinasa mpanodina dia tsy maintsy mahazo Fanomezan-dàlana fahafahana mihodina omen'ny Fitantanan-draharahan'ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 316. Ny Fanomezan-dàlana ahafahana mampandeha ny orinasa na ny ampahany amin'ny orinasa mpanodina indostrialy ny vokatra ny harena ankibon'ny tany, ao anatin'ny sehatry ny fandraharahana ny harena ankibon'ny tany, ao anatin'ny sehatry ny asa mifampitohy tanteraka amin'ny harena ankibon'ny tany, dia omen'ny Minisitery misahana ny Harena ankibon'ny tany sy ny Indostria mitambatra.

Andininy 317. Ho an'ny fisavana ireo vokatra ny harena ankibon'ny tany ampiasain'ireo orinasa na ny ampahany amin'ny orinasa fanodinana, dia horaisina kaonty indrindra ny amin'ny akora fototra sy ny vokatra vita.

Andininy 318. Ny orinasa fanodinana dia tsy maintsy mitazona rejisitry ny miditra sy ny mivoaka ary Rejisitry ny Fanomezan-dàlana Hivzivezy izay anaovana ny fisavana sy ny fisafoana

Izy dia tsy maintsy manaraka ihany koa ny fanaovana ny tatitra ny asa hanaovana fanambarana isaky ny enina (06) volana amin'ny Fanajakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

TOKO III NY AMIN'NY FIVAROTANA

SAMPANA 1. NY AMIN'NY AN-KAPOBENY

Andininy 319. Ny fanaovana ny asa fividianana sy fivarotana ny vokatra ny harena ankibon'ny tany dia tsy maintsy miankina amin'ny fahazoana Fankatoavana iray omen'ny Fitantanan-draharahan-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany, ankoatry ny fananana ny karatra arak'hetra manan-kery, nomen'ny sampan-draharaha mahefa amin'izany.

Andininy 320. Ny mpanao irakely ny vokatra ny harena ankibon'ny tany voakasika dia tsy maintsy mitazona ny rejisitry sy ny antontan-taratasy tsy maintsy ananana amin'ny fandraharahana ny varotra eto an-toerana ny vokatra ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 321. Ny fivarotana ny vokatra ny fizahan-taratra sy ny fikarohana dia voarara tanteraka.

Andininy 322. Ny mason-tsivana tazonina ho an'ny fisokajiana ny vokatra ny harena ankibon'ny tany voahodina dia raiketina amin'ny alalan'ny didy aman-dalàna.

Andininy 323. Voarara tanteraka ihany koa ny fivarotana ho toy ny vato natoraly ny vato namboarina, ny vato nalain-tahaka, ny vato mifangaro, ny vato nokirakiraina aratsiansa.

Andininy 324. Voarara ihany koa ny fivarotana vato malagasy ho toy ny vato nafarana, sy ny mifanohitra amin'izay

SAMPANA 2. NY AMIN'NY TOBIM-BATO SAROBIDY SY NY VATOSOA VOAPAIIKA TSARA

Andininy 325. Ny fanondranana ny vato sarobidy sy ny vatosoa voapaika tsara dia napetraka tanteraka amin'ny Tobin'ny vato sarobidy sy ny vatosoa voapaika tsara izay olona tsy am-batana mizaka ny zo malagasy, nomena alalana hiasa noho ny Fankatoavana nomena tamin'ny alalan'ny Didim-pitondran'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany, aorian'ny toro-marika sy hevitra ara-tekinikan'ny antokon-draharaha misahana ny haivato.

Ny tobin'ny vato sarobidy sy ny vatosoa voapaika tsara dia afaka ihany koa anaovana fanodinana ny vato sarobidy sy ny vatosoa voapaika tsara.

Andininy 326. Ny Toby dia tsy maintsy manaja ny Bokin'andraikitra manokana ka ny fanaraha-maso ny fampiharana dia mipetraka amin'ny Antokon-draharaha misahana ny haivato.

Andininy 327. Ny Toby dia misitraka ny zo amin'ny rafitry ny fahamarinan-toerana voalaza ato amin'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 328. Ny lisitry ny akora voasokajy ho vato sarobidy na vatosoa voapaika tsara, ny modelin'ny Bokin'andraikitra manokana ary koa ireo fombafombampanomezana ny Fankatoavana dia raiketina amin'ny alala'ny Didim-pitondran'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany.

SAMPANA 3. NY AMIN'NY FANONDRANANA

Andininy 329. Ireo fombafomba fanondranana ny vokatry ny harena ankibon'ny tany, dia atao eo anivon'ny Birao lombonana amin'ny Fanondranana (GUE).

Ny listry ny Sampan-draharaha mandrafitra ny GUE ary koa ny fametrahana azy ireo dia raiketina amin'ny alalan'ny Didim-pitondran'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Andininy 330. Ny fanondranana ny vokatry ny harena ankibon'ny tany, ary koa ireo akora fihadiam-bato, ireo sisan-karingana sy akora ka ny tobiny dia tsy fahita firy, dia tsy maintsy anaofana fisavana ny fifanarahana ataon'ny Fitantanandraharampanjakana misahana ny harena ankibon'ny tany, araka ny fanambarana nosoratan'ny mpanondrana.

Andininy 331. Ireo sisan-karingana tsy voarara dia tsy afaka aondrana raha tsy efa voahodina.

Andininy 332. Ankoatry adidy arak'hetra mipetraka amin'ny mpanondrana, izy koa dia tsy maintsy misafidy Banky atao adiresin'ny fanondranany, amin'ny fampodiana feno ny vola vahiny avy amin'ny fandraharahana ary koa ny fivarotana amin'ny tsenanam-barotra iraisan'ny Banky amin'ny Vola vahiny, mifanaraka amin'ny didy aman-dàlana manan-kery.

Andininy 333. Ankoatry ny fivarotana ny vokatry ny harena ankibon'ny tany mandritra ny fampisehoana sy fampiratiana iraisam-pirenena, ireo raharaham-barotra ifanaovan'ny mpanodrana sy ny mpividy amin'ny varotra aondrana amin'ny vokatry ny harena ankibon'ny tany, dia tsy maintsy atao rafitry ny « *système de crédit documentaire* » tsy azo ivalozana sy voamarina (CREDOC).

Andininy 334. Ho an'ny fanondranana ny vokatry ny harena ankibon'ny tany natao ho an'ny indostria sy ny vokatry ny harena ankibon'ny tany voahodin'ireo indostria eo an-toerana ary koa ireo vato indostrialy, ny fisavana ny fifanarahana dia atao isaky ny santionany.

Ireo fombafomba mikasika ny fanamarina atao isaky ny santionana dia faritana amin'ny alalan'ny Didim-pitondrana raisin'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Amin'ny tranga rehetra, ny fampidirana anatin'ny kaontenera ny vokatry ny harena ankibon'ny tany ary koa ny fametrahana firaka amin'ny kaontenera mifandraika amin'izany, dia atao ao anatrehan'ny Fitantanana-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 335. Ny fisavana ny fifanarahana mialohan'ny fanondranana vato sarobidy sy vatosoa tsara paika, dia tsy maintsy atao amin'ny habetsahany rehetra fa tsy amin'ny alalan'ny santionany.

Ireo fomba fanaovana fisavana ny fifanarahan'ny vokatry ny harena ankibon'ny tany mialohan'ny fanondranana dia raketina amin'ny alalan'ny Didim-pitondran'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Andininy 336. Aorian'ny fisavana ny natiora sy ny fifanarahan'ny vokatry ny harena ankibon'ny tany, dia omen'ny Fitantanana-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany ny Taratasy fanamarinana, izay midika ny fankatoavan'ny fitantanana foibe ilaina amin'ny fivoahan'izy ireo ny tanim-pirenena.

Andininy 337. Ny fanondranana ny vokatry ny harena ankibon'ny tany ary koa ireo sisan-karingana tsy voarara natao ankoatry ny fivarotana, anatin'izany ny fandefasana santionan'ny vokatry ny fizahan-taratra na ny fikarohana harena ankibon'ny tany, mba hanaovana fanadihadiana, andrana indostrialy na fikarohana lalam-barotra, dia ekena, fa tsy maintsy anaovana fanambarana mialoha amin'ny Fitantanana-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany, ary ampiarahina amin'ny Fazahoan-dàlana Mivezivezy ara-dalàna.

Ny habetsahana ekena amin'ny fanondranana tsy anatin'ny fivarotana dia raiketina, arakaraka ny akoran-karena havoaka any ivelany, amin'ny alalan'ny Didim-panjakana raisina ao anivon'ny Fila-kevitra ny Governemanta.

Andininy 338. Ny rafitry ny fanangonana ho an'ny tena manokana dia fehezin'ny Didim-pitondran'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Amin'ny tranga rehetra, ny fivoahana ny Faritry ny firenena rehetra an'ireo fanangonana ho an'ny tena manokana dia anaovana Fangatahana mialoha any amin'ny Minisitara misahana ny Harena ankibon'ny tany.

LOHATENY IX NY AMIN'NY FIANTOHANA NY FAHAMARINAN-TOERANA

Andininy 339. Ny fahamarinan-toerana iray dia afaka omena ny tompon'ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany rehetra mandritra ny dimy (05) taona, azo havaozina, amin'ny alalan'ny fangatahana alefa amin'ny Fitantanandraharam-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

Na izany aza, ho an'ny tobim-bolamena sy ny tobim-bato sarobidy ary vatosoa tsara paika, ny faharetan'ny fahamarinan-toerana dia mifanojo amin'ny an'ny faharetan'ny Fankatoavana.

Ilay fangatahana voalaza dia tsy maintsy alefa amin'ny Fitantanandraharam-panjakana misahana ny Harena ankibon'ny tany ka ny maodely, ny pitsopitson'ny fahalaniana ary ny fomba fanaovana ny sivana dia raiketina amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Ny fahamarinan-toerana dia nomena amin'ny alalan'ny Didim-pirondrana Iraisan'ny Minisitara misahana ny Harena ankibon'ny tany sy ny Minisitara misahana ny Fitantanam-bola.

Andininy 340. Ny fahamarinan-toerana izay nomena dia mihatra amin'ny fitsipika mifehy ny « hetra, haban-tseranana ary ny hetra hita ao anatin'ny Fehezan-dalàna mifehy ny harena ankibon'ny tany »

Andininy 341. Ny mpampiasa vola izay nisafidy ity dia manana antoka amin'ny fitazonana ny fahamarinan-toeran'ny fepetran'ny lalàna sy ny didy amam-pitsipika voalaza teo aloha manan-kery amin'ny fotoana nanaovana ny famenoana fombafombam-panambarana ny safidy.

Andininy 342. Na izany aza, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia afaka mangataka mba hisitraka ny fepetra tsara indrindra izay mety hitranga aty aoriana amin'ny datin'ny fisafidianana amin'ny fahamarinan-toerana.

Ka amin'io tranga io, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana dia tsy afaka misafidy ny iray na fitsipika maro tena tsara aminy raha toa ka tsy arahiny amin'ny lafiny rehetra ny safidy izay nataony.

Ny fisafidianana ny fitsipika tsara kokoa aty aoriana dia tsy mamela intsony ny tompon'ny Fahazoan-dàlana hangataka indray mandeha ny fisitrahana ny rafitra na ireo rafitra teo aloha, izay iharan'ny antoky ny fahamarinan-toerana.

Andininy 343. Ny mpampiasa vola dia tsy afaka manohy ny fisitrahana ny fitsipika ny fahamarinan-toerana raha toa ka tsy tanteraka ireo fepetry ny Bokin'andraikitra amin'ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 344. Rehefa mihoatra ny fetra ambany dimy (05) taona, ny fomba fanavaozana ny antoky ny fahamarinan-toerana dia raiketina amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika araka ny karazan'ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 345. Ireo fepetra ireo dia tsy mahakasika ny fampanarahana toetr'andro ny volan'ny FAM isan-taona isaky ny efamira.

Andininy 346. Afaka mangataka ny hisitraka ny rafitra manokan'ny Lalàna mikasika ny Fampiasam-bola Goavana amin'ny sehatry ny Harena ankibon'ny tany (LGIM) ny mpandraharaha rehetra nahatratra ny fetran'ny fampiasam-bola farany ambany napetraky ny lalàna voalaza.

Ireo fombafombam-pahalaniana sy ny fepetra mifanaraka amin'ny rafitra manokana dia raiketina amin'ny alalan'ny LGIM sy ireo rijantenin-dalàna fampiharna.

**LOHATENY X
NY AMIN'NY TSY FAHATONTOSANA NY ANDRAIKITRA
SY NY FANDIKAN-DALANA**

**TOKO VOALOHANY
NY AMIN'NY TSY FAHATONTOSANA NY ANDRAIKITRA
SY NY FEPETRA ARA-PANJAKANA**

Andininy 347. Ny tsy fandoavana ny FAM isan-taona isaky ny efamira ao anatin'ny fe-potoana voatondron'ny lalàna dia iharan'ny fanafoanana ny Fahazoan-dàlana voakasika, aorian'ny fahataperan'ny fombafomba araka ny lalàna, voalaza amin'ny andininy -363 an'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 348. Rehefa ny tompon'ny Fahazoan-dàlana, eo am-panatanterahana ny asany, no mahatonga ny fahasalamana ho tadidomin-doza na ny filaminam-bahoaka ary ny tontolo iainana, ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany dia afaka mandidy ny tompon'ny fahazoan-dàlana, hanao ireo asa izay heveriny fa ilaina mba hisorohana izany.

Andininy 349. Raha misy tsy fahatontosan'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana, ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany dia afaka mampanao ireo asa voalaza ireo an'olon-kafa, izay zakain'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana ny sara amin'izany.

Andininy 350. Ny fitazonana tsy ara-dalàna na ny tsy fisiana, voamarina, ny antontan-taratasy tsy maintsy ananana voalazan'ity Fehezan-dalàna ity, dia mampahazo fampitandremana an-tsoratra, izay ataon'ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany, raha toa ka ny fahadisoana tsy mitovy amin'ny fandikan-dalàna.

Rehefa tapitra ny enim-polo (60) andro iasana, raha toa ka mbola misy ny tsy fahatomombanana, ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany dia manapaka ny fampihatonana ny fanomezana ny Fahazoana Mivezivezy ho an'ilay tompon'ny Fahazoan-dàlana tsy mahafeno fepetra.

Amin'ny faran'ny fe-potoana fampihatonana, ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany dia miditra amin'ny fitsirihana.

Raha toa ka tsy misy intsony ny tsy fahatomombanana, ny fanasaziana dia esorina.

Ny mifanohitra amin'izany, ny fampihatonana dia averina fanin-droany ho an'ny fe-potoana fanin-droany enim-polo (60) andro iasana, mandrapahavitany.

Andininy 351. Ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany dia manana ny zo manafaoana ny Fahazoan-dàlana na ny Fanomezan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany nomena ny vondrona ao anatin'ny iray amin'ireto tranga ireto:

- ny Vondrona dia tsy rafetin'ny antsasa-manilan'ireo mpikambana nanorina intsony;
- ny faritra iharan'ny fiantsorohana dia mila ny fomba fiasa amin'ny fitrandrahana izay efa mandroso noho ireo nankatoavina ho an'ny PREA.

Andininy 352. Ny tompon'ny PREA na AMEA ho an'ny vondrona, izay mampiasa fitaovana tsy nahazoana fankatoavana, dia mety iharan'ny fanakanana ny fampiasana ny fahazahoan-dàlana mandritra ny enim-polo (60) andro iasana.

Ireo fitaovana voalaza etsy ambony dia tsy maintsy esorina eo ny eo amin'ny toerana

Andininy 353. Ny tsy fampahafantarana, ho an'ny Fahazoan-dàlana rehetra, ny tatitra isam-potoana voafaritra tsy maintsy atao ao anatin'ny fotoana takin'ny lalàna, dia anaovana taratasy fampatsiahivana, izay mirakitra ny adidy amin'ny fampafantarana ireo antontan-taratasy ao anatin'ny roa (02) volana.

Mandra-pahavitan'ny fampanarahan-dalàna, ny tompon'ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany dia tsy mahazo mamoka Fahazoan-dàlana hivezivezy.

Andininy 354. Ny tsy fandoavana ny haba sy hetra manokana amin'ny vokatry ny harena ankibon'ny tany ao anatin'ny fe-potoana telo (03) volana manomboka amin'ny datin'ny fampahafantarana ny taratasy mandidy ny fandoavana ara-dalàna mifanaraka amin'izany, dia saziana amin'ny alalan'ny fampiatoana ny asa mandritra ny fe-potoana, izay ho raiketin'ny didim-panjakana fampiharana ity Fehezan-dalàna ity.

Amin'ny fiafaran'ny fe-potoana, raha toa ny haba sy hetra manokana dia tsy mbola voalao, dia atao ny fanafoanana ny Fahazoan-dàlana voakasika araka ny fepetran'ny andininy faha-363 an'ity Fehezan-dalàna ity, aorian'ny fahataperan'ny fombafomba araka ny lalàna.

Andininy 355. Ny fanafoanana ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany dia tsy manafaka ny tompony amin'ireo adidy tsy maintsy aloany amin'ny hetra sy haba manokana sy ny fanasaziana fahatarana, na izany aza, izay tsy tokony hihoatra ny 50% isan-taona amin'ny vola azo takiana.

Andininy 356. Ny mpanondrana ny vokatry ny harena ankibon'ny tany sy ny vokatry ny toeram-pitrandrahana vato izay tsy nahatontosa ny fampodiana ny vola vahiny voalaza ao amin'ny andininy faha-332 an'ity Fehezan-dalàna ity, dia tsy mahazo manondrana na inona na inona mandrapaha.

Andininy 357. Ankoatry ny famaizana voafaritry ny rijantenin-dalàna manokana amin'ny sehatry ny Herisetra mifototra amin'ny maha lahy na maha vavy, ny Fitantanan-draharaham-panjakana dia afaka mandray fepetra ara-panjakana vonjimaika izay miaro ny niharam-boina.

Andininy 358. Ireo fepetra noraisin'ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany dia manokatra zo amin'ny fampiakaran-draharaha ara-panjakana.

Andininy 359. Ny tsy fanatontonsana voatanisa ato anatin'ity Toko ity dia tsy manakana ny mety ho fanenjehana ara-pamaizana.

Andininy 360. Ankoatr'ireo tranga voafaritry ao amin'ny andininy 347, 351 ary 354, ny fanafoanana ny Fahazoan-dàlana dia afaka raisina :

- noho ny tsy fiatoan'asa momba ny fampiroboroboana harena ankibon'ny tany, tsy misy fanamarinana noho ny trangan-javatra tsy azo anoharana, voaporoforo (02) manomboka amin'ny fepotoana nahazahoana ny fanomezan-dàlana rehetra, ho an'ny PREA sy ny PE ;
- aorian'ny fiantoan'asa tsy misy fanamarinana noho ny trangan-javatra tsy azo anoharana, mandritra ny faharetana telo (03) taona ho an'ny PREA, ary mandritra ny faharetana dimy (05) taona ho an'ny PE ;
- aorian'ny fisintonana tanteraka ny Fahazoan-dàlana ara-tontolo iainana mifandraika amin'ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany voakasika.

Andininy 361. Aorian'ny fanamarinana tsy fisian'ny asa fampiroboroboana ny harena ankibon'ny tany na ny fampiatoana ny asa tsy misy antony mazava, arahina fepotoana fampitandremana telo (03) volana izay tsy nisy vokany, ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany dia mampandre ny

BCMM izay manao avy hatrany ny fanafoanana ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany, izay mitovy amin'ny natao tamin'ny fanomezana.

Andininy 362. Mitovy, amin'ny fanamarinana ny fisian'ny fisintonana tanteraka ny Fahazoan-dàlana ara-tontolo iainana na ny fanasaziana ny tompon'ny Fahazoan-dàlana amin'ny heloka bevava na heloka tsotra, ny Fitantanan-draharaham-panjakana dia mampahafantatra ny BCMM izay manao ny fanafoanana ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany, izay mitovy amin'ny natao tamin'ny fanomezana.

Andininy 363. Ho an'ny fanafoanana ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany, dia atao mifanaraka amin'ny vanim-potoana toy izao manaraka izao :

1. ireo fanamarinana ny tsy fahatontosana izay mety mitarika fanafoanana Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany ;
2. ny fanaovana peta-drindrana ao amin'ny BCMM na any amin'ireo Fitaleavam-paritra na Iraisam-paritry ny Harena ankibon'ny tany arakaraka ny zava-misy, ny lisitry ny tompon'ny Fahazoan-dàlana tsy nahomby ;
3. ny fampitandremana enim-polo (60) andro iasana atao amin'ny tompon'ny Fahazoan-dàlana sy ny fampahafantarana ireo mpampindram-bola manana antoka na antoka mihantra amin'ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany ;
4. ny fanasoniavana ny taratasim-panafoanana ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany ;
5. ny fampahafantarana ny fanapahana ny fanafoanana amin'ny voakasika sy ny fampandrenesana ny mpampindram-bola manana antoka na antoka amin'ny Fahazoan-dàlana ;
6. ny firaketana ny fanapahana fisintonana ao amin'ny regisitry ny Fahazoan-dàlana nomena ;
7. ny fampandrenesana ny voakasika :
8. ny fanaovana sonia ny Didim-pitondrana fanafoanana sy famoahana ao amin'ny Gazeti-panjakana.

Andininy 364. Ny isa am-batan'olona na orinasa, izay (ireo) nosintomina ny Fahazoan-dàlany ho fampiharana ireo fepetr'ity Fehezan-dalàna ity, dia tsy afaka hahazo Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany vaovao raha tsy aorian'ny telo (03) taona, manomboka amin'ny datin'ny firaketana ny fanafoanana ao amin'ny rejisitra, tanan'ny BCMM.

Andininy 365. Ny fanafoanana ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany dia manafonana ireo zo miraikitra aminy.

Ankoatr'izany, ny fanafoanana ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany dia tsy manafonana adidin'ny ny tompon'ny Fahazoan-dàlana amin'ny lafiny arantontolo iainana.

TOKO II NY AMIN'NY FANDIKAN-DALANA SY NY FAMAIZANA

Andininy 366. Ny atao hoe fandikan-dalàna amin'ny harena ankibon'ny tany dia ireo fandikan-dalàna amin'ireo fepetr'ity Fehezan-dalàna ity sy ny rijantenin-dalàna fampiharana azy.

Andininy 367. Ireo asam-pikarohana na fitrandrahana akora-mineraly, ny akoram-pitrandraham-bato na sisan-karingana, natao sy voamarina tsara, ao anatin'ny Faritra voaaro voasokajy voarara amin'ny asa momba ny harena ankibon'ny tany, dia raisina ho heloka tsotra.

Ireo tompon'antoka voalaza amin'ilay raharaha sy ny mpiara-manatanteraka ary ny mpiray petsapetsa amin'ny vokatry ny harena ankibon'ny tany na ny sisan-karingana avy amin'ity fandraharahana tsy ara-dalàna ity, dia voasazy an-tranomaizina iray (01) taona hatramin'ny dimy (05) taona sy sazy ara-bola dimy tapitrisa Ariary (5.000.000Ar) hatramin'ny dimam-polo tapitrisa Ariary (50.000.000 Ar), ankoatra ny onitra izay mety homen'ny Fitsarana izay nangatahan'ny niharam-boina.

Na izany aza, raha toa ka ny fihetsika voatanisa teo aloha dia natao ao anatin'ny atiala fototra na fikambanan-jiolahy mirafitra, dia raisina ho heloka bevava ary ireo tompon'antoka, ny mpiara-manatanteraka ary ny mpiray petsapetsa amin'ilay raharaha voalaza dia saziana asa an-terivozona voafetra dimy (05) taona hatramin'ny roapolo (20) taona sy sazy ara-bola zato tapitrisa Ariary (100.000.000 Ar) hatramin'ny diman-jato tapitrisa Ariary (500.000.000Ar).

Ireo akoran-karena ankibon'ny tany sy ny fihadiam-bato, eny fa na dia ny sisan-karingana izay notrandrahana dia tsy maintsy giazana, ary ny Fitsarana no mandidy ny fandraofana

Andininy 368. Ireo tsy fanajana ny vakim-paritra amin'ny harena ankibon'ny tany izay nomena ara-dalàna, amin'ny alalan'ny asa fizahana taratra, fikarohana na fitrandrahana harena ankibon'ny tany raisina ho heloka tsotra ary dia saziana an-tranomaizina enina (06) volana hatramin'ny roa (02) taona ary sazy ara-bola telo hetsy Ariary (300.000 Ar) hatramin'ny folo tapitrisa Ariary (10.000.000 Ar), na ny iray amin'ireo sazy ireo ihany.

Ireo izay mety ho tsy akoran-karena na sisan-karingana tsy voarara amin'ity, dia tsy maintsy giazana.

Na izany aza, raha toa ka ireo fihetsika voatanisa teo aloha ireo dia nataon'ny vondron'olona, izy ireo dia saziana an-tranomaizina roa (02) taona hatramin'ny dimy (05) taona sy sazy ara-bola telo hetsy Ariary (300.000 Ar) hatramin'ny roapolo tapitrisa Ariary (20.000.000 Ar).

Andininy 369. Ireo olona izay mitazona, mividy, mivarotra, mamezivezy na manondrana sisan-karingana voarara na voaporofa fa avy amin'ny tobin'akora sisan-karingana voasokajy ho harem-pirenena, dia voasazy an-tranomaizina iray (01) taona hatramin'ny dimy (05) taona sy sazy ara-bola telo hetsy Ariary (300.000Ar) hatramin'ny diman-jato tapitrisa Ariary (500.000.000Ar) na ny iray amin'ireo sazy ireo ihany.

Na izany aza, raha toa ka ireo fihetsika rehetra voatanisa teo aloha dia natao tao anatin'ny varo-maizina voalamina, ny sazy an-tranomaizina na ny sazy ara-bola nodidiana dia ny farany ambony voalaza ao amin'ny an-dalana teo aloha.

Andininy 370. Ny fanondranana ny vokatry ny harena ankibon'ny tany, ny fihadiam-bato na ny sisan-karingana, avy amin'ny hafetsifetsena, natao tsy nisy singan-taratasy fanamarinanamifandraika, na miaraka amin'ny taratasy fanamarinana hosoka natao fanahy iniana mba hamitahana ny fitondram-panjakana mahefa, dia midika ho heloka tsotra, saziana an-tranomaizina iray (01) taona hatramin'ny dimy

(05) taona sy sazy ara-bola roapolo tapitrisa Ariary (20.000.000Ar) hatramin'ny dimampolo tapitrisa Ariary (50.000.000 Ar) na ny iray ihany amin'ireo sazy ireo.

Na izany aza, ny raharaha voatanisa teo aloha dia natao ao anatin'ny sehatry ny varo-maizina mirafitra, izy dia sokajiana ho heloka bevava ary ny tompon'antoka, ny mpiara-manatanteraka sy ny mpiray petsapetsa, ary ireo mpandray ny vokatry azo avy amin'ny fandikan-dalàna, dia voasazy asa an-terivozona dimy (05) taona hatramin'ny folo (10) taona sy sazy ara-bola roapolo tapitrisa Ariary (20.000.000 Ar) hatramin'ny diman-jato tapitrisa Ariary (500.000.000 Ar).

Ny vokatry ny harena ankibon'ny tany, ny fihadiam-bato, na ny sisan-karingana izay iharan'ny fandikan-dalàna dia tsy maintsy giazana, ka ny Fitsarana no mandidy ny fandraofana.

Andininy 371. Sokajiana ho heloka tsotra ny raharaha tanisaina manaraka ireto:

1. ny fividianana, ny fivarotana na famezivezena azy eto amin'ny tanin'ny Fanjakana ny akora-mineraly na sisan-karingana tsy voarara, izay tsy misy singan-taratasy fanamarinana na singan-taratasy izay fanahy iniana natao tsy marina ;
2. ny fanohizana ireo asa amin'ny vakim-paritry ny harena ankibon'ny tany iray izay efa nampihantoana, araka ny voalaza ao amin'ny Toko I amin'ity Lohateny ity ;
3. ny fihazonana tsy misy singan-taratasy fanamarinana ny akora-mineraly, ny fihadiam-bato na ny sisan-karingana tsy voarara ;
4. ny fanambarana diso nosoratana mba hahazoana ny fanomezan-dàlana amin'ny fivezivezena na ny fanondranana ny akora-mineraly na ny sisan-karingana tsy voarara ;
5. ny fampivezivezena na ny fampiasana tsy ara-dalàna ny Fanomezan-dàlana Hivezivezy na ny antontan-taratasy misy fanomezan-dàlana hivezivezy na fivarotana ny akoran-karena ankibon'ny tany na sisan-karingana tsy voarara ;
6. ny fihazonana, ny fividianana na ny fivarotana any an-tokantrano na ny fitetezam-baravarana ireo ankoran-karena ankibon'ny tany na ny sisan-karingana tsy voarara, miaraka amin'ny fahafantarana ny nahazoana azy tsy ara-dalàna :
 - amin'ny sehatry ny fitetezam-baravarana, ireo fitaovam-pandajana na fitaovana hafa nampiasaina tamin'ny fivarotana na tamin'ny fividianana dia, ankoatry ny, tsy maintsy figiazana sy ny fandraofana azy ireo izay didian'ny Fitsarana ;
 - dia toy izany koa ho an'ireo fitaovam-pitaterana nampiasaina tamin'ilay fivarotana isam-baravarana, izay an'ny tompon'antoka amin'ny fandikan-dalàna, izay giazana ho antoka amin'ny sazy ara-bola, raha tsy misy ny antoka farany ambony na ny antoka misy vola ;

7. ny fanaovana hosoka amin'ny anaran'ny ankora-mineraly na ny fanamarinana ny anarana hosoka an'ireo ankoran-karena ;
8. ny fizahana-taratra, ny fikarohana na ny fitrandrahana ny ankora-mineraly na ny sisan-karingana tsy voarara izay natao fanahy iniana tsy misy Fahazoan-dàlana amin'ny Harena ankibon'ny tany na fankatoavana ara-panjakana mifanaraka amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany trandrahana sy amin'ny vakim-paritra voakasika ;
9. ny fanafenana ny akora-karena ankibon'ny tany na sisan-karingana amin'ny tanjona fanondranana.

Ny tompon'antoka, ny mpiara-manatanteraka ary ny mpiray petsapetsa amin'ilay raharaha voalaza dia saziana iray (01) taona hatramin'ny dimy (05) taona sy sazy ara-bola dimy tapitrisa Ariary (5.000.000 Ar) hatramin'ny dimy ambiny roapolo tapitrisa Ariary (25.000.000Ar).

Ireo sazy voalaza dia ampiarahina amin'ny sazy fanampiny figiazana ny ankora-karena na ireo sisan-karingana tsy voarara izay iharan'ny fandikan-dalàna na azo avy tamin'ny fanaovana azy.

Ny fandraofana ny ankora-mineraly sy ny fitaovana nampiasaina nitrandrahana dia didin'ny Fitsarana.

Andininy 372. Ny fanaovana fanambarana diso natao na ny tsy filazana niniana natao mba hahazoana Fahazoan-dàlana iray amin'ny harena ankibon'ny tany dia raisina ho heloka tsotra.

Ny tompon'antoka, ny mpiara-manatanteraka ary ny mpiray petsapetsa amin'ilay raharaha dia voasazy an-tranomaizina enina (06) volana ka hatramin'ny dimy (05) taona ary sazy ara-bola roa tapitrisa Ariary (2.000.000Ar) hatramin'ny folo tapitrisa Ariary (10.000.000 Ar).

Andininy 373. Ny fivarotana ny firavaka volamena tsy misy fitomboka dia raisina ho fandikan-dalàna , saziana vola iray hetsy Ariary (100.000Ar) isaky ny grama.

Andininy 374.Ny fanaovana tsinotsinona toeram-pilevenana, ny tranobe na toerana ara-kolontsaina, mandritra ny fanatanterahana ireo asa amin'ny harena ankibon'ny tany, dia raisina ho heloka tsotra.

Ireo nanao ny heloka, ny niara-nanatanteraka sy ny mpiray tsikombakomba amin'ity raharaha ity dia voasazy ara-bola iray tapitrisa Ariary (1.000.000 Ar) ka hatramin'ny folo tapitrisa ariary (10.000.000 Ar), ankoatr'ireo fanarenana ny voina angatahan'ny niharam-boina.

Andininy 375. Ny raharaha famotehana an-tsitrabo ireo sisan-karingana dia raisina ho heloka tsotra, ary voasazin'ny famaizana an-tranomaizina iray (01) volana hatramin'ny dimy (05) volana sy fanasaziana ara-bola telo hetsy Ariary (300.000Ar) amin'ny lalàna hatramin'ny roapolo tapitrisa Ariary (20.000.000Ar) na ny iray amin'ireo sazy ireo ihany.

Andininy 376. Ny faritra voatokana vonjimaika araka ny andininy faha- 132 dia heverina toy ny vakimparitry ny harena ankibon'ny tany napetraka nandritra ny fe-potoana ny fanokanana azy ireo.

Ny fandikana azy dia saziana mifanaraka amin'ny fepetran'ny andininy faha-368 an'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 377. Raha misy ny tranga famerenan-keloka, ny sazy an-tranomaizina dia tsy maintsy voambara ho an'ny fandikan-dalàna rehetra voalazan'ity Toko ity.

Andininy 378. Ny fandikan-dalàna rehetra tsy voafaritra ao anatin'ity Fehezan-dalàna ity dia saziana araka ny fepetran'ny lalàna ifehezana ny daholobe.

TOKO III

NY AMIN'NY FIKAROHANA SY FANAMARINANA NY FANDIKAN-DALANA

Andininy 379. Ny Polisin'ny Harena ankibon'ny tany dia eo ambanin'ny fahefan'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Ny rafitra misahana ny Polisin'ny Harena ankibon'ny tany dia afaka rafetin'ny mpiasa vita fianianan'ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany manana ny laharana injeniera, teknisianina ambony, mpanampy ara-tekinika manana fahaizana manokana momba ny harena ankibon'ny tany na ny haibolan-tany, ary koa ny manamboninahitra avy ao amin'ny Polisy mpanao famotorana.

Ireo mpiasa tsy vita fianianan'ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany, izay tsy manana ny fahefana hanao famotorana, dia afaka mifarimbona amin'ny famaizana toy ny mpanampy an'ireo mpiasa voatanisa etsy ambony.

Ireo manam-boninahitra ao amin'ny Polisy mpanao famotorana nafindra ao amin'ny Polisy misahana ny Harena ankibon'ny tany dia mahefa manerana ny tanin'ny Repoblika.

Andininy 380. Raha misy ny fandikan-dalàna izay mihatra amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany, ankoatr'ireo fanenjehana ataon'ireo antokon-draharaha nanamarina ny fandikan-dalàna voalaza, ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany dia ampahafantarina mba hanamarinana sy hanenjehana ny fandikan-dalàna amin'ny harena ankibon'ny tany.

Ny vokatry voageza amin'izany dia apetraka tanteraka amin'ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany, na dia misy koa aza ny fanenjehana fandikan-dalàna mira zotra aminy.

Andininy 381. Ireo mpiasa voatanisa ao amin'ny andininy faha-379 dia manan-jo hikaoka sy hanamarina iro fandikan-dalàna, hanao famotorana, hangeja sy hiava, mifanaraka amin'ny fepetry ny Fehezan-dalàn'ny Fombafombam-pamaizana Malagasy, raha misy izany.

Izy ireo dia afaka misambotra sy mitazona vonjimaika ho amin'ny filan'ny famontorana savaranonando, mifanaraka amin'ireo fepetry ny Fehezan-dalàn'ny Fombafombam-pamaizana Malagasy.

Ny fikarohana sy ny fanamarinana ny fandikan-dalàna dia mety hisy hatramin'ny fisavana ara-batana.

Andininy 382. Ireo mpiasa voatanisa amin'ny andininy faha-379 dia tsy maintsy mitazona ny tsiambaratelon'ny asa mifanaraka amin'ny fepetran'ny andininy faha-378 ao amin'ny Fehezan-dalàna famaizana ary mahavoasazy amin'ny famaizana voalaza ao amin'ny andininy voalaza.

Na izany aza, ity fepetra ity dia tsy manan-kery:

- amin'ny fifanakalozana toejava-pantatra amin'ireo sampan-draharaha isan-karazan'ny hetran'ny Repoblika ;
- amin'ny toejava-pantatra angatahin'ny Mpitsara manao famotorana miandraikitra ny raharaha, izay mahakasika manokana ireo ny zava-niseho iharan'ny fanenjehana, rehefa nisy fitoriana mipetraka ka misy fanadihadiana ara-pitsarana mandeha.

Andininy 383. Ireo manam-pahefan'ny CTD izay tsy manana ny zo hanao famotorana amin'ny lafiny fandikan-dalàna amin'ny harena ankibon'ny tany, dia afaka manolo-tànana amin'ny fanamarinana, toy ny mpanampy.

Izy ireo dia afaka mampanandre ny mpiasa voatanisan'ny andininy faha 379 an'ity Fehezan-dalàna ity.

Amin'izany, ny tatitr'izy ireo izay heverina ho toy ny toejava-pantatra, dia afaka ampiasaina ihany ho fiangana amin'ny fanoratana ny fitanana an-tsoratra.

Andininy 384. Ireo olona rehetra mahafantatra ny fisian'ny fandikan-dalàna amin'ny fepetr'ity Fehezan-dalàna ity dia afaka ihany koa mampanandre ireo mpiasa voatanisa ao amin'ny andininy faha -379 an'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 385. Ireo mpiasan'ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany manana fahefana hanao fanamarinana ny fandikan-dalàna mikasika ny harena ankibon'ny tany, dia tsy maintsy mitondra ny karatra maha mpiandraikitra azy ireo izany asa izany, ka ny modely dia raiketina ao anatin'ny Didim-panjakana fampiharana ity Fehezan-dalàna ity.

Mampiseho ilay karatra miaraka amin'ny taratasy fanirahana mifanaraka amin'ny firotsahany an-tsehatra izy ireo.

Andininy 386. Ny Manam-pahefana sivily sy ny solon-tenan'ny mpitandro filaminana dia hanome tolo-tànana sy fanampiana an'ireo mpiasa manana ny fahefana amin'ny

fikarohana ny fandikan-dalàna ao anatin'ny fanaovana ny asan'izy ireo, isaky ny misy fiantsoana azy ireo.

Andininy 387. Ny fombafomba fanaovana ny fitanana an-tsoratra, ny fombafomba fanatanterahana ny fitsirihana sy ny fisavana ary koa ny fisavana ara-batana mifandraika amin'ny fikarohana sy ny fanamarinana ny fandikan-dalàn'ny harena ankibon'ny tany dia faritan'ny didy amam-pitsipika.

TOKO IV NY AMIN'NY FAMPIHARANA NY FITORIANA SY NY FANENJEHANA

Andininy 388. Ireo ambaratongam-pitsarana voakasika dia mahefa amin'ny fahafantarana ny heloka bevava na ny heloka tsotra izay natao ka nandikana ity Fehezan-dalàna ity sy ireo rijantenin-dalàna fampiharana.

Ny trangana heloka bevava na heloka tsotra dia ho tsarina araka ny fombafomba amin'ny lalàna famaizana manan-kery.

Andininy 389. Ireo fitoriana sy fanenjehana dia atao mifanaraka ny lalàna manan-kery ary tarihin'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany izay afaka manendry solon-tena iray amin'izany, izay afaka mipetraka hatrany ho mpanenjika sy mpitaky onitra.

Ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany na ny solon-tenany voatondro no afaka mandray ny fehin-teny izay heveriny fa ilaina sy henoina amin'ny fotoampitsarana ho fanampiana ireo fehinteny.

TOKO V NY AMIN'NY RAHARAHAM-PIHAVANANA

Andininy 390. Ireo fandikan-dalàna rehetra amin'ity Fehezan-dalàna ity sy amin'ireo rijantenin-dalàna fampiharana, ankoatr'ireo izay voalaza fa heloka bevava na mitarika makany amin'ny adin'ny nandika lalàna sy ny vahoaka ifotony, dia afaka atao raharaham-pihavanana mialoha na aorian'ny fitsarana.

Ny raharaham-pihavanana mialoha ny fitsarana dia manajanona ny fanenjehana ny fandikan-dalàna.

Andininy 391. Tsy misy raharaham-pihavanana afaka omena raha toa ka ny nandika lalàna tsy manao fangatahana, an-tsoratra izay alefa amin'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Andininy 392. Ny fahefana manaiky ny fangatahana an-tsoratra nataon'ny mpandika lalàna sy ny manana ny teny farany amin'izany, na mialoha na aorian'ny fitsarana, dia ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Izy anefa afaka mamindra ireo fahefana ireo amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Raha ao anatin'ny fe-potoana voafaritra, ny tentin'ny raharaham-pihavanana dia tsy voaloha ka ny mpandika lalàna tsy namoy ny raharaham-pihavanana, ny Fitantanan-draharaham-panjakana dia afaka manohy ny famoriana amin'ny alalan'ny herin'ny lalàna rehetra ary indrindra amin'ny alalan'ny fanerena.

Andininy 393. Ny famerana ny tentin'ny raharaham-pihavanana, ny fomba fikajiana ary koa ny fanitsiana, dia raiketina ao anatin'ny rijanteny fampiharana ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 394. Ny fahazoana ny raharaham-pihavanana dia tsy azo omena raha toa ka nisy famerenana indray ny heloka na heloka bevava.

Andininy 395. Ny vokatry ankapoben'ny fanaovana raharaham-pihavanana nekena, ny varotra ampahibemaso na ny sazy ara-bola navoakan'ny Fitsarana, dia rehefa nanalana ny sara sy hetra isan-karazany mety hisy, tsinjaraina manaraka ireo fombafomba voalaza ao anatin'ny rijanteny fampiharana ity fehezan-dalàna ity.

TOKO VI NY AMIN'NY FANDRAOFANA

Andininy 396. Ireo akora-mineraly noraofina mifanaraka amin'ny Toko voalohany amin'ity Lohateny ity, dia apetraka ao amin'ny Biraon'ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany izay akaiky indrindra ny toerana nanaovana ny fanagiazana nataon'ny mpiasa, mandra-piandry ny fanapahana ny hanaovana azy ireo.

Na izany aza, ho an'ny vato sarobidy, ny vato voapaika tsara na ny metaly sarobidy noraofina ny toerana fanatobiana dia ny Banky Foiben'i Madagasikara.

Andininy 397. Ireo izay aterina dia atao anaty fonosana na anatin'ny vata kely mihidy amin'ny fitomboka ary ampiarahina amin'ny fitanana an-tsoratra fanaterana iray voasonian'ny mpiasa izay nanao ny fanamarinana ny fandikan-dalàna, ny nanao ny hadisoana sy ny mpanatitra, ka ny dika mitovy iray dia omena ny Minisitery misahana ny Tahirim-bolam-panjakana raha toa ka ny fanaterana dia natao teo anivon'ny Tahiri-bolam-panjakana.

Andininy 398. Ireo izay naterina dia tsy ampidirina ao anatin'ny boky fitanana kaonty.

Izy ireo dia tanana an-tsoratra ihany ao anatin'ny boky manokana voaisa takelaka sy voasonia. Heverina ho natao tamin'ny anaran'ny Minisitery misahana ny Harena ankibon'ny tany ny fandraisana azy.

Andininy 399. Raha toa ka ny akora-mineraly noraofina dia nijanona teo ambany andrimason'ny Fitantanan-draharaham-panjakana noho ny hadisoan'ny nandika lalàna, telo (03) volana aorian'ny fiakaran'ny fifanolanana tanteraka dia amidy ampahibemaso ireo akora-mineraly voalaza.

Ny vokatry ny fivarotana dia arotsaka ao amin'ny Tahirim-bolam-panjakana mifanaraka amin'ny fepetry ny rijantenin-dalàna fampiharana ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 400. Ny dika mitovy irain'ny fitanana an-tsoratra ny fanatobiana dia tovanana ao amin'ny fitanana an-tsoratra ataon'ny mpiasa voalaza amin'ny andininy faha-379 alefa amin'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Ny Minisitara misahana ny Harena ankibon'ny tany dia mitazona rejisitra voaisa takelaka sy voasonia ho an'ny fanatobiana natao.

Andininy 401. Ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany irery, no manana ny fahafahana, aorian'ny nanaovana raharaham-pihavanana ireo raharaha ireo, mba hanalana ny fanagiazana, izay nanaovan'ny tompony fangatahana an-tsoratra.

Rehefa tsy misy ny fanaovana raharaham-pihavanana, anjaran'ny Fitsarana ny manapaka ny fanalana ny fanagiazana izany.

TOKO VII

NY AMIN'NY VOKATRA AZO AVY AMIN'NY SAZY ARA-BOLA, FANAGIAZANA ARY FANAOVANA RAHARAHAM-PIHAVANANA

Andininy 402. Ny vokatra avy amin'ny sazy ara-bola sy ny fanagiazana dia mizaka:

- ireo sara isan-karazany ;
- ny Haba sy Hetra manokana ampiarina amin'ny vokatry ny harena ankibon'ny tany tsy naloa ;
- ny anjaran'ny mpanao famontorana ;
- ny anjaran'ny mpanao famontorana ;
- ny Fitantanandraharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

Ny ambim-bola, nanesorana ireo sara isan-karazany sy ny haba sy hetra manokana ampiarina amin'ny vokatry ny harena ankibon'ny tany, dia manome ny vokatra misy azo tsinjaraina amin'ny mpanao famontorana, amin'ny mpanondro sy amin'ny Fitantanandraharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

Ny fomba fitsinjarana azy dia atao amin'ny alalan'ny Didim-pitondran'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Andininy 403. Ny vokatry ny fampiraharaha amin'ny harena ankibon'ny tany dia tsinjaraina amin'ny:

- ny Tetibolam-panjakana ankapobeny ;
- ny tahirim-bolan'ny harena ankibon'ny tany amin'ny fampiasam-bola sosialy sy iombonana;
- ny Fitantanandraharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany ;
- ny mpanao famontorana ;

- ny mpanondro.

Ny fomba fizarana ny vokatry ny fampiraharaha dia atao amin'ny alalan'ny Didim-pitondrana avoakan'ny Minisitra misahana ny Harena ankibon'ny tany.

LOHATENY XI NY AMIN' NY KOMITY NASIONALIN'NY HARENA ANKIBON'NY TANY

Andininy 404. Atsangana ny rafitra iray ho amin'ny fifampiresahana, ny fanamorana, ny fakan-kevitra ary ny fampihavanana, antsoina hoe Komity Nasionalin'ny Harena ankibon'ny tany na CNM, ka ny fananganana azy dia voafaritra ao anatin'ny Didim-panjakana raisina amin'ny Filankevitry ny Governemanta.

Andininy 405. Ny CNM dia miantoka ny fifampidinihana sy ny fiaraha-miasa amin'ny Fitondram-panjakana, etsy an-daniny, sy ny mpitondra eo anivon'ny CTD, ary ankilany, amin'ny sehatry ny tsy miankina amin'ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 406. Ny CNM dia anontaniana mba hanome ny heviny izay misy fanazavana mahakasika ireo Volavolan-dalàna rehetra, ary isaky ny ilaina, amin'ireo volavolana didim-panjakana, ifehezana ireo asa amin'ny harena ankibon'ny tany.

Andininy 407. Ny CNM dia manohana ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany amin'ny famerana isam-potoana ny sandan'ny vokatra eto an-toerana amin'ny akoran-karena ankibon'ny tany.

Ny CNM dia miandraikitra koa ny fanaraha-maso ireo asan'ny fitrandrahana vaventy amin'ny harena ankibon'ny tany sy ny fanamorana ny fahazoana ny fanomezan-dàlana sektorialy ho an'ny mpandraharaha amin'ny harena ankibon'ny tany.

Ny CNM amin'ny fanatanterahana ny asany izay natokana hataony, raha ilaina izany, dia afaka manangana kaomity tsy mivaky.

Andininy 408. Ny CNM dia miantoka ny fanajana ny fitsipika mifehy ny volamena tompon'andraikitra.

Andininy 409. Rehefa ny famerezan-jo ho an'ny tombon-tsoan'ny besinimaro no miantraika amin'ny Fahazoan-dàlana iray, ny CNM dia mpikambana ao amin'ny kaomisiona ara-panjakana natsangana, ao anatin'ny sehatry ny fombafomba amin'ny famerezan-jo sy mandray an-jara amin'ny asan'izy io araka ny rijantenin-dalàna sy amam-pitsipika mifandraika amin'izany.

LOHATENY XII NY AMIN'NY FIFANOLANANA MIFANDRAIKA AMIN'NY FANDRAHARAHANA HARENA ANKIBON'NY TANY

TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY FIFANOLANANA EO AMININ'NY SAMY OLON-TSOTRA

SAMPANA 1. NY AMIN'NY FOMBAFOMBA TSY ARA-PIFANOLANANA

ZANA-TSAPANA 1. NY AMIN'NY FANDRAVONANA ARA-PIHAVANANA

Andaniny 410. Dia atao mialoha mba ho an'ny fandravonana ara-pihavanana manoloana ireo CTD voakasika ireo fifanolanana nateraky ny fanaovana asan'ny harena ankibon'ny tany, ny fihadiam-bato sy ny sisan-karingana tsy voarara

Dia angalana hevitra, mba hanamorana ny fandravonana ara-pihavanana ny fifanolanana, ny Fitaleavam-paritra na iraisam-paritry ny harena ankibon'ny tany voakasika sy ireo antokon-draharaha tokony hitondra ny fanampiany.

Andininy 411. Ny faharetan'ny fandravonana ara-pihavanana manoloana ireo CTD dia tsy mahazo mihoatra ny dimy ambiny folo (15) andron'ny alimanaka nanomboka tamin'ny fampidiranan'ny andaniny mailaka izany.

Andininy 412. Ny vokatry ny fombafomba fandravonana ara-pihavanana dia raiketina amin'ny alalan'ny fitanana an-tsoratra soniavin'ireo mpandray anjara.

ZANA-TSAMPANA 2. NY AMIN'NY FAMPIHAVANANA

Andininy 413. Raha tsy misy ny fandravonana ara-pihavanana manoloana ireo CTD, ny fifanolanana voalaza ao amin'ny andininy faha - 410 dia tsy maintsy mandalo fampihavanana eo anatrehan'ny CNM.

Andininy 414. Ny faharetan'ny fampihavanana manoloana ny CNM dia tsy mahazo mihoatra ny telopolo (30) andron'ny alimanaka, manomboka amin'ny fampidirana nataon'ny andaniny izay mailaka.

Andininy 415. Raha toa ka misy ny marimaritra iraisana, dia atao ny fitanana an-tsoratra manamarina ny fifanarahana soniavin'ireo mpandray anjara.

Raha toa ka tsy misy firavonana, dia atao ny fitanana an-tsoratra soniavin'ireo mpandray anjara manamarina ireo teboka tsy ifanarahana.

SAMPANA 2. NY AMIN'NY FITONDRANA NY RAHARAHA EO ANIVON'NY FITSARANA

Andininy 416. Raha toa ka misy tsy fahalavorarian'ny fombafomba voalaza amin'ny andininy faha- 409 ka hatramin'ny 414, ny andaniny izay mailaka dia afaka mampiditra ny fifanolanana eny amin'ny ambaratongam-pitsarana mahefa.

Andininy 417. Ny hevitra ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny Harena ankibon'ny tany dia mety ho ilaina hatrany toy ny fahaizana manadihady.

Ireo saran'ny fanaovana fanadihadiana dia, amin'izany tranga izany, zakain'ireo olona voakasika amin'izany ary aloa ho an'ny Ministera misahana ny Harena ankibon'ny tany.

Andininy 418. Mifanaraka amin'ny fitsipiky ny andraikitra sivily araka ny famaritan'ny Lalàna manan-kery amin'ny « Théorie Générale des Obligations », ny tompon'antoka amin'ireo asa fitrandrahana ny harena ankibon'ny tany na fihadiam-bato dia tsy maintsy manonitra amin'ny olona rehetra izay niharam-boina vokatr'ireo asa voalaza ireo.

TOKO II
NY AMIN'NY FIFANOLANANA EO AMIN'NY OLON-TSOTRA SY NY
FANJAKANA.

Andininy 419. Izay olona rehetra mahatsapa ny tenany fa niharam-pahavoazana noho ny didy na fanapahan'ny Fitondram-panjakana, noraisina amin'ny fampiharana ireo fepetran'ity Fehezan-dalàna ity, dia afaka mampiditra fampiakaran-draharaha any amin'ny fitsarana raharaham-pitondram-panjakana mialohan'ny fampiakaran-draharaha eny amin'ny ambaratongam-pitsarana mahefa Malagasy.

LOHATENY XIII
NY AMIN'NY FEPETRA TETEZAMITA

TOKO VOALOHANY
NY AMIN'NY FAHAZOAN-DALANA

SAMPANA 1. NY AMIN'NY BOKIN'ANDRAIKITRA AMIN'NY HARENA
ANKIBON'NY TANY

Andininy 420. Ny Tompon'ny Fahazoan-dàlana nomena alohan'ny daty mampanankery an'ity Fehezan-dalàna ity, dia manana enina (06) volana, manomboka amin'ny daty mampanankery an'ity Fehezan-dalàna ity, mba hanombohany ny fampifanarahana ny Fahazoan-dàlany amin'ny fitsipika mifehy ny Bokin'andraikitra amin'ny Harena ankibon'ny tany.

Noho izany, dia manavao ny antontan-taratsin'ny drafi-trasany mifanaraka amin'ny ohatra fakana tahaka izy, araka izay voafaritry ny Fitantan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany.

SAMPANA 2. NY AMIN'NY SARA FARANY AMBANY INDRINDRA AMIN'NY
FIKAROHANA HARENA ANKIBON'NY TANY

Andininy 421. Ny tompon'ny PR manankery amin'ny vaninandro mampanankery an'ity Fehezan-dalàna ity, dia voatery, rehefa manavao io Fahazoan-dàlana io, tsy maintsy manome ny sarany ambany indrindra amin'ny fitrandrahana harena ankibon'ny tany (CMRM), izay voasoratra ao amin'ny Lamin'Asany sy ny drafity ny famatsiam-bolany.

SAMPANA 3 . NY AMIN'NY FAMPIHENANA MIANDALANA

Andininy 422. Ireo PR anaovana fangatahana fanavaozana mihantona ao amin'ny BCMM, amin'ny daty mampanan-kery ity Fehezan-dalàna ity, dia tsy iharan'ny fihenana miandalana.

Ny fihenana miandalana amin'ireo Fahazoan-dàlana ireo dia tsy mihatra raha tsy amin'ny fanavaozana manaraka.

SAMPANA 4. NY AMIN'NY FAHARETAN'NY FAHAZOAN-DALANA

Andininy 423. Ireo Fahazoan-dàlana manan-kery amin'ny daty mampanan-kery ity Fehezan-dalàna ity dia tsy manaraka ireo fe-potoana vaovao voalazan'ity Fehezan-dalàna ity raha tsy amin'ny fotoana hanavaozana azy ireo.

TOKO II NY AMIN'NY FANDRAHARANA NY VOLAMENA

Andininy 424. Ireo karatry ny mpisivam-bolamena nomena talohan'ny daty mampanan-kery ity Fehezan-dalàna ity dia mbola manan-kery avokoa mandrapahatongan'ny fahataperany.

Ny fanavaozana ireo karatra ireo dia manaraka ny fitsipika mifehy izay voalaza amin'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 425. Ny Tompon'ny Fankatoavana Tranombarotra momba ny volamena, manan-kery amin'ny fotoana mampanan-kery ity Fehezan-dalàna ity, dia manana fe-potoana enim-bolana (06) mba hanaovana ny fanovana ny Bokin'andraikitra manokany, miankina amin'ny fandraharahany.

Andininy 426. Mandram-pahatongan'ny fampandehanana ny Tranombarotra momba ny volamena eto Madagasikara (COM), ireo anjara andraikitra izay sahaniny voalazan'ity Fehezan-dalàna ity dia sahanin'ny Antokon-draharaha misahana ny Volamena.

TOKO III NY AMIN'NY FIHADIAM-BATO INDUSTRIALY

Andininy 427. Ireo Fanomezan-dàlana fihadiam-bato manan-kery, nomen'ny Kaominina mialohan'ny mampanan-kery ity Fehezan-dalàna ity dia mijanona ho manan-kery hatrany mandrapahatongan'ny fahataperany.

Amin'ny fahatongavan'ny fe-potoana fahataperana, ny tompon'ny Fanomezan-dàlana dia tsy maintsy manaraka ireo fepetra vaovao, mifanaraka amin'ny fisokajiana ireo fihadiam-bato izay, voalazan'ity Fehezan-dalàna ity.

TOKO IV NY AMIN'NY SISAN-KARINGANA

Andininy 428. Ireo Fanomezan-dàlana momba ny fitrandrahana sisan-karingana tsy voarara nomena mialohan'ny daty nampanan-kery ity Fehezan-dalàna ity dia mbola manan-kery mandra-pahatongan'ny fahataperany.

TOKO V

NY AMIN'NY FAHAZOAN-DALANA HO AN'NY AKORA-MINERALY TSY DIA FAHITA NY TOBIN'AKORAM-BATO

Andininy 429. Ny Fitantanan-draharaham-panjakana misahana ny harena ankibon'ny tany, raha vao manan-kery ity Fehezan-dalàna ity, dia mametraka ny « faritra notakana mba hiantisorohana ny mpitrandraka mampiasa ny fahaizana ny asa tàmàna », izay hositrahan'ireo mpitrandraka akora-mineraly izay tsy dia fahita ny tobin'akoram-bato, izay halamina ao anatin'ny vondrona.

Ny Fahazoan-dàlana PREA avy eo dia homena ilay vondrona voalaza.

Ireo fanomezan-dàlana fitrandrahana akora-mineraly izay tsy fahita ao anaty tobin'akoram-bato, nomena teo alohan'ny daty mampanan-kery ity Fehezan-dalàna ity, dia mbola manan-kery hatramin'ny fahataperan'ny fananany hery.

Ireo tompon'ny fanomezan-dàlana izay tsy maintsy mandrafitra ny vondrona, dia manana fe-potoana roa ambiny folo (12) volana mba hangatahana PREA.

Mandra-pahazoana ny PREA voalaza, ireo tompon'ny fanomezan-dàlana manan-kery dia mampiasa sy/na mangataka ny fanavaozana raha toa ilaina.

TOKO VI

NY AMIN'NY FANGATAHANA MIHANTONA EO ANIVON'NY FITANTAN-DRAHARAHAM-PANJAKANA MISAHANA NY HARENA ANKIBON'NY TANY

Andininy 430. Ireo fangatahana fanomezana, ny fanodinana, sy ny fanavaozana ny Fahazoan-dàlana amin'ny harena ankibon'ny tany, mihantona ao amin'ny BCMM amin'ny fotoana mampanan-kery ity Fehezan-dàlana ity, izay tsy maintsy manaraka ireo fepetra manokana voalazan'ireo Toko teo aloha amin'ity Lohateny ity, dia atao fanadihadiana sy kirakiraina mifanaraka amin'ireo fepetr'ity farany ity.

Toy izany koa ho an'ireo fangatahana fanomezan-dàlana na Fankatoavana napetraka teo anivon'ireo antokon-draharaha na sampandraharaham-pitantanana ny harena ankibon'ny tany, mialoha ny fampiharana'ity Fehezan-dalàna ity.

Andininy 431. Ireo mpangataka PE rehetra dia tsy maintsy mampiseho ny antontan-taratasy ho fanohanana ny fangatahany izay mbola mihantona ao amin'ny BCMM, ny tatitra mirakitra ny famatsiam-bola mifandraika amin'ny fandraharahana ny fitrandrahana izay kasainy

**LOHATENY XIV
FEPETRA FAMARANANA**

Andininy 432. Ireo fepetra rehetra teo aloha mifanohitra amin'ity Fehezan-dalàna ity dia foana.

Andininy 433. Ireo fombafomba fampiharana ireo fepetr'ity Fehezan-dalàna ity dia faritana amin'ny alalan'ny didy amam-pitsipika.

Andininy 434. Ity Lalàna ity dia havoaka ao amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika.

Izany dia hotanterahina toy ny Lalàm-Panjakana.

Antananarivo, faha-

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA,

NY SEKRETERA,

RAZANAMAHASOA Christine Harijaona

FIZAHAN-TAKILA

LOHATENY VOALOHANY NY AMIN'NY FEPETRA ANKAPOBENY	80
TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY SEHATRA FAMPIHARANA SY NY FAMARITANA.....	88
TOKO II NY AMIN'NY ANKAPOBENY.....	94
SAMPANA 1. NY AMIN'NY ASA MOMBA NY HARENA ANKIBON'NY TANY, TOBIN-TSISAN-KARINGARINA	95
SAMPANA 2. NY AMIN'NY FAHAFAHANA MAHAZO NY FAHAZOAN-DALANA ISAN-KARAZANY.....	96
TOKO III NY AMIN'NY FANOMEZAN-DALANA HAMANDRIKA VAKIM-PARITRA MANOKANA	97
TOKO IV NY AMIN'NY VONDRONA	98
TOKO V NY AMIN'NY FANOMEZAN-DALANA FITRANDRAHANA HARENA ANKIBON'NY TANY MAMPIASA TEKNIKA ARTIZANALY	99
LOHATENY II NY AMIN'NY FITSIPIKA MIFEHY NY FAHAZOAN-DALANA	101
TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY ANKAPOBENY	101
TOKO II NY AMIN'NY FAHAZOAN-DALANA HIKAROKA.....	103
TOKO III NY AMIN'NY FAHAZOAN-DALANA HITRANDRAKA.....	105
TOKO IV NY AMIN'NY FAHAZOAN-DALANA NATOKANA HO AN'NY MPITRANDRAKA MAMPIASA TEKNIKA ARTIZANALY	106
TOKO V NY AMIN'NY AKORA MINERALY STRATEJIKA	107
TOKO VI NY AMIN'NY FANOMEZANA SY FIOVAOVANA NY FAHAZOAN-DALANA MIKASIKA NY HARENA ANKIBON'NY TANY	107
SAMPANA 1. NY AMIN'NY FANOMEZANA	107
SAMPANA 2. NY AMIN'NY FANAFAVOZANA:.....	109
SAMPANA 3. NY AMIN'NY FANOVANA.....	112
TOKO VII NY AMIN'NY FIFAMPIRAHARAHANA, NY FAMINDRANA SY NY FAMOIZANA NY FAHAZOAN-DALANA.	112
SAMPANA 1. NY AMIN'NY FAMINDRANA NY FAHAZOAN-DALANA.....	113
SAMPANA 2. NY AMIN'NY FAMPANOFANA MBA HO VOKARINA SY NY FIARAHA-MIASA.....	114
SAMPANA 3. NY AMIN'NY FAMOIZANA	115
TOKO VIII NY AMIN'NY FARITRA VOAARO, NY AMIN'NY FARITRA VOATOKANA, NY SY AMIN'NY FARITRA VOARARA.....	116
SAMPANA 1. NY AMIN'NY FARITRA VOAARO.....	116
SAMPANA 2. NY AMIN'IREO FARITRA VOARARA.....	117
SAMPANA 3. NY AMIN'NY FARITRA VOATOKANA.....	117
TOKO IX NY AMIN'NY FAIKA AVY AMIN'NY FITRANDRAHANA HARENA ANKIBON'NY TANY SY NY ZANA-BOKATRA	121

SAMPANA 1. NY AMIN'NY NY FAIKA AVY AMINI'NY FITRANDRAHANA HARENA ANKIBON'NY TANY	121
SAMPANA 2. NY ZANA-BOKATRA	122
LOHATENY III NY FITSIPIKA MIFEHY NY VOLAMENA	122
TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY ANKAPOBENY	122
TOKO II NY AMIN'NY ASA FITRANDRAHANA VOLAMENA MAMPIASA TEKNIKA ARTIZANALY	123
SAMPANA 1. NY AMIN'NY FISIVANAM-BOLAMENA	123
SAMPANA 2 NY AMIN'NY FITRANDRAHANA VOLAMENA AMIN'NY FOMBA NENTIM-PAHARAZANA ANATY TOBY FOTOTRA.....	124
SAMPANA 3 NY AMIN'NY FANARAHAMASO ARA-PANJAKANA NY FANDRAHARAHANA VOLAMENA AMIN'NY FOMBA NENTIM-PAHARAZANA ...	125
SAMPANA 4. NY AMIN'NY FENITRA ARA-TEKNIKA, ARA-TONTOLO IAINANA, NY FILAMINANA SY FAHADIOVANA	125
TOKO III NY AMIN'NY FANANGONAM-BOLAMENA.....	125
SAMPANA 1. NY AMIN'NY KARATRY NY MPANANGOM-BOKATRA	125
SAMPANA 2. NY AMIN'NY MPIRAY TOMBONTSOA	126
TOKO IV NY AMIN'NY TRANOMBAROTRA MOMBA NY VOLAMENA.....	127
TOKO V NY AMIN'NY FANONDRANANA VOLAMENA.....	128
TOKO VI NY AMIN'NY FANAFARANA NY VOLAMENA.....	128
TOKO VII NY AMIN'NY FAMETRAHANA NY FOMBA ANARAHAN-DIA NY VOLAMENA.....	128
TOKO VIII NY AMIN'NY ANDRAIKITRA MOMBA NY-VAROTRA VOLAMENA	129
LOHATENY IV NY AMIN'NY FITSIPIKA MIFEHY NY FITRANDRAHANA VATO.....	130
TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY TOERAM-PITRANDRAHANA VATO ARAKA NY TEKNIKA ARTIZANALY.....	130
TOKO II NY AMIN'NY TOERAM-PITRANDRAHANA VATO INDUSTRIALY.....	131
LOHATENY V NY AMIN'NY FITSIPIKA MIFEHY NY SISAN-KARINGARINA SY SY IREO AKORA TSY AHITANA TOBY MARO	132
TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY FITSIPIKA MIFEHY NY SISANKARINGARINA ...	132
TOKO II NY AMIN'NY AKORA MAHALANA NY TOBINY.....	133
LOHATENY VI NY AMIN'NY ANDRAIKITRA MIFAMATOTRA AMIN'NY ASA FITRANDRAHANA NY HARENA ANKIBON'NY TANY	133
TOKO VOALOHANY NY ANKAPOBENY	133
TOKO II NY AMIN'NY FIAROVANA NY TONTOLO IAINANA.....	135
TOKO III NY AMIN'NY ARO VOINA, NY FIAROVAMPAHASALAMANA ARY NY LOZA ATERAKY NY ASA.....	137
TOKO IV NY AMIN'NY FIAROVANA ZO MAHA-OLONA , NY ZON'NY ANKIZY SY NY FAMETRAHANA NY MIRALENTA EO AMIN'NY SEHATRY NY HARENA ANKIBON'NY TANY.....	138

TOKO V NY AMIN'NY FANORENANA SY NY FIKOJAKOJANA NY FOTO-DRAFITRASA	139
TOKO VI NY AMIN'NY REJISTRA SY NY FANAOVANA TATITRY NY FANDRAHARAHANA	139
TOKO VII SARAM-PANDRAHARAHANA AMIN'NY HARENA ANKIBON'NY TANY, ALOA ISAN-TAONA ISAKY NY EFAMIRA	140
TOKO VIII NY AMIN'NY TAHIRIM-BOLAN-KARENA ANKIBON'NY TANY HO AN'NY FAMPIASAM-BOLA SOSIALY SY IOMBONANA.....	141
TOKO IX IREO SARA SY HABA MANOKANA ALOA AMIN'NY AKORAN-KARENA ANKIBON'NY TANY.....	142
TOKO X NY AMIN'NY FANEKENA NY FISAVANA.....	144
TOKOXI NY AMIN'NY FIROTSAHANA / FIOMBONANA AMIN'NY FEPETRA FOFOTRY NY FANGARAHARANA SY NY FITANTANANA MIRINDRA.....	145
LOHATENY VII NY AMIN'IREO FIFANDRAISAN'NY TOMPON'NY FAHAZOAN-DALANA AMIN'NY TOMPON'NY TANY SY NY FIFANDRAISAN'NY SAMY TOMPON'NY FAHAZOAN-DALANA	145
TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY FIFANDRAISAN'NY TOMPONA-FAHAZOAN-DALANA AMIN'NY TOMPON'NY TANY	145
TOKO II NY AMIN'NY FIFANDRAISAN'NY SAMY TOMPONA-FAHAZOAN-DALANA AMIN'NY HARENA ANKIBON'NY TANY.....	147
LOHATENY VIII NY AMIN'NY FIAHONANANA, NY FITATERANA, NY FANODINANA, NY FIVAROTANA SY NY FANONDRANANA IREO VOKATRY NY HARENA ANKIBON'NY TANY	148
TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY FIAHONANANA SY NY FITATERANA	148
TOKO II NY AMIN'NY FANODINANA IREO ANKORAN-KARENA ANKIBON'NY TANY SY NY FIAHADIAM-BATO.....	148
TOKO III NY AMIN'NY FIVAROTANA	149
SAMPANA 1. NY AMIN'NY AN-KAPOBENY	149
SAMPANA 2. NY AMIN'NY TOBIM-BATO SAROBIDY SY NY VATOSOA VOAPAIIKA TSARA	150
SAMPANA 3. NY AMIN'NY FANONDRANANA	150
LOHATENY IX NY AMIN'NY FIANTOHANA NY FAHAMARINAN-TOERANA.....	152
LOHATENY X NY AMIN'NY TSY FAHATONTOSANA NY ANDRAIKITRA SY NY FANDIKAN-DALANA.....	153
TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY TSY FAHATONTOSANA NY ANDRAIKITRA SY NY FEPETRA ARA-PANJAKANA.....	153
TOKO II NY AMIN'NY FANDIKAN-DALANA SY NY FAMAIZANA	157
TOKO III NY AMIN'NY FIKAROHANA SY FANAMARINANA NY FANDIKAN-DALANA.....	161
TOKO IV NY AMIN'NY FAMPIHARANA NY FITORIANA SY NY FANENJEHANA	163
TOKO V NY AMIN'NY RAHARAHAM-PIHAVANANA.....	163
TOKO VI NY AMIN'NY FANDRAOFANA.....	164

TOKO VII NY AMIN'NY VOKATRA AZO AVY AMIN'NY SAZY ARA-BOLA, FANAGIAZANA ARY FANAOVANA RAHARAHAM-PIHAVANANA	165
LOHATENY XI NY AMIN' NY KOMITY NASIONALIN'NY HARENA ANKIBON'NY TANY	166
LOHATENY XII NY AMIN'NY FIFANOLANANA MIFANDRAIKA AMIN'NY FANDRAHARAHANA HARENA ANKIBON'NY TANY.....	166
TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY FIFANOLANANA EO AMININ'NY SAMY OLON-TSOTRA	166
SAMPANA 1. NY AMIN'NY FOMBAFOMBA TSY ARA-PIFANOLANANA.....	167
SAMPANA 2. NY AMIN'NY FITONDRANA NY RAHARAHANA EO ANIVON'NY FITSARANA	167
TOKO II NY AMIN'NY FIFANOLANANA EO AMIN'NY OLON-TSOTRA SY NY FANJAKANA.....	168
LOHATENY XIII NY AMIN'NY FEPETRA TETEZAMITA.....	168
TOKO VOALOHANY NY AMIN'NY FAHAZOAN-DALANA	168
SAMPANA 1. NY AMIN'NY BOKIN'ANDRAIKITRA AMIN'NY HARENA ANKIBON'NY TANY	168
SAMPANA 2. NY AMIN'NY SARA FARANY AMBANY INDRINDRA AMIN'NY FIKAROHANA HARENA ANKIBON'NY TANY	168
SAMPANA 3 . NY AMIN'NY FAMPihenana MIANDALANA	168
SAMPANA 4. NY AMIN'NY FAHARETAN'NY FAHAZOAN-DALANA.....	169
TOKO II NY AMIN'NY FANDRAHARANA NY VOLAMENA.....	169
TOKO III NY AMIN'NY FIHADIAM-BATO INDUSTRIALY	169
TOKO IV NY AMIN'NY SIVAN-KARINGANA.....	169
TOKO V NY AMIN'NY FAHAZOAN-DALANA HO AN'NY AKORA-MINERALY TSY DIA FAHITA NY TOBIN'AKORAM-BATO	170
TOKO VI NY AMIN'NY FANGATAHANA MIHANTONA EO ANIVON'NY FITANTAN-DRAHARAHAM-PANJAKANA MISAHANA NY HARENA ANKIBON'NY TANY	170
LOHATENY XIV FEPETRA FAMARANANA	171